Corinne Lhaïk

Président cambrioleur



La plus fascinante des enquêtes sur Emmanuel Macron

fayard

CHOSES VUES

Corinne Lhaïk

Président cambrioleur



Corinne Lhaïk

Président cambrioleur

Fayard



À Lucie, à Jacques.

Prologue

Le lundi 31 août 2020, Emmanuel Macron atterrit au Liban. Il tient une promesse faite aux Beyrouthins, lors d'une première visite, le 6 août, deux jours après l'explosion qui a ravagé leur ville. Mais il vient de perdre une bataille. Durant le week-end, il a tout fait pour persuader sa femme, Brigitte, de l'accompagner. Deux jours sans elle, c'est long, il plaide, il insiste, il agite tous les ressorts de sa conviction, il sait y faire.

En vain. Brigitte Macron refuse. Elle se sent gênée de débarquer dans un pays en souffrance sans soins, sans nourriture, sans logement. Elle ne veut pas jouer Marie-Chantal dans les ruines. Elle viendra après, avec sa Fondation pour l'hôpital, pour se rendre utile.

Elle refuse pour une autre raison. Autant son mari la presse de se joindre à lui, autant son entourage… Comment dire ? La cellule diplomatique de l'Élysée, à la manœuvre dans le déplacement, lui a demandé la veille seulement si elle venait. Tu parles d'une invitation ! La prochaine fois, ils préviendront plus tôt.

Les Français savent le lien qui unit le président à sa femme. L'épisode libanais en montre la puissance. Emmanuel Macron est un homme forgé par sa relation avec deux personnes qui accaparent le spectre de ses affects. Sa grand-mère, Germaine Noguès, dite Manette, et sa femme, Brigitte. Il est un petit garçon de cinq ans qui décide de vivre chez la première. Il est un jeune homme de moins de dix-huit ans qui assume d'aimer une adulte de vingt-quatre ans son aînée et de faire sienne la famille de celle-ci. Cette double transgression donne une idée du tempérament du jeune Macron – il choisit sa vie – et lui assure une base arrière indestructible. Il peut voler très loin, on l'attend toujours à la maison. Il peut rester seul, il n'a besoin de personne, sauf de cet amour indéfectible.

Manette est morte en 2013, mais reste une figure vivante qu'il interroge en permanence. Il n'est pas de jour où il ne pense à elle, où il ne cherche

son regard. Que dirait-elle de son petit-fils président ? Elle trouverait les attaques injustes, elle aurait même du mal à comprendre les simples critiques, elle vient d'un temps où cela ne se faisait pas.

Aujourd'hui, la case de l'intime est occupée par Brigitte, ses trois enfants et ses sept petits-enfants. Elle est suffisamment solide pour éviter à Emmanuel Macron de s'encombrer de sentiments vis-à-vis du monde extérieur. Elle lui donne cette liberté de séduire, en restant toujours maître du jeu. Elle fait de lui un homme à hommes qui repère et charme tous ceux qui peuvent lui être utiles. À ce jeu-là, les femmes sont rares, il y en a très peu dans les mondes de Macron.

C'est lui qui donne le *la*. Il tient l'élastique, le tend ou le distend, en fonction de ses intérêts. Un François Bayrou, un Philippe de Villiers, tous deux anciens ministres de François Mitterrand, tous deux anciens candidats à la présidentielle, retrouvent auprès de lui des morceaux de pouvoir par procuration.

Le goût de la séduction ouvre la porte à d'autres questions. Jamais on ne s'est demandé si de Gaulle aimait les gens, si Giscard était sincère ou si Mitterrand avait des amis. Soit on le savait, soit on s'en moquait. Avec Emmanuel Macron, l'affect est devenu un sujet politique. L'époque a changé, elle donne davantage de place à l'hémisphère de l'émotion qu'à celui de la raison, aux comportements plus qu'aux idées. Le personnage a changé qui n'est plus un président blanchi sous le harnois des combats électoraux, mais un blanc-bec, tout neuf, tout propre, qu'on admire plus qu'on ne l'aime, qu'on hait plus qu'on ne le déteste.

« Les Français ne savent pas qui je suis. » Emmanuel Macron se plaint de ne pas être compris. Le décalage entre ce qu'en disent ses proches, qui le voient avec les yeux de Chimène, et ce qu'en perçoivent nombre de Français est abyssal. C'est presque normal. Il y a une posture publique et un comportement privé.

Plus révélateur du tempérament présidentiel, ces mêmes proches varient. Outrageusement laudateurs quand ils sont bien en cour ; critiques, quand l'air des cimes présidentielles se raréfie pour eux. Il en est des courtisans comme des amoureux, euphoriques ou dépités, selon que l'objet de leurs sentiments est accessible ou pas. La séduction absolue entraîne une déception du même ordre.

Les cambrioleurs ne laissent pas d'adresse. Alors Macron va, court et vole, prenant les idées, les chemins et les traverses des autres. Il entre par effraction dans le train-train de l'alternance gauche-droite. Pas très difficile, la porte était vermoulue. Il flirte avec l'imaginaire de droite, pille les totems écolos, va fouiner dans le logiciel républicain pur et dur. Il est brillant, il est seul, c'est ce qu'il veut, il s'épanouit à tout faire, il va pêcher lui-même, il consulte, il écoute, il ne retient pas grand-chose. Il crée de la frustration.

Ses danses du ventre sont si enveloppantes qu'elles enferment le personnage lui-même. Elles lui ont permis la conquête. Elles projettent un doute permanent sur sa sincérité. Parce que avec lui, ce mot se décline au pluriel. Il est l'homme de sincérités successives, ressenties à l'instant où elles sont exprimées, contradictoires à force d'être multiples : quand est-il vrai ?

La séduction est efficace dans le tête-à-tête. Emmanuel Macron voit assez bien à qui il a affaire, il est expert en détection des passions humaines. Parfois, elles sont tellement évidentes que le jeu n'est pas bien compliqué. Parfois, il tombe sur un coriace. Ministre de l'Économie, il veut rencontrer Philippe Martinez qui devient secrétaire général de la CGT en février 2015. Macron propose à Martinez d'aller visiter une usine ensemble. « Vous ne commencez pas dans la bonne direction », rétorque le syndicaliste. Le ministre insiste beaucoup. « Il voulait qu'on aille voir les Ateliers de construction du Centre, spécialistes de la rénovation de voitures SNCF, RATP. Il voulait sa photo avec moi. Il y est allé tout seul », raconte Philippe Martinez cinq ans plus tard.

Les coriaces ne portent pas toujours de moustache. À l'automne 2016, Luc Besson organise un dîner dans le décor de *Valérian*, film de science-fiction qu'il est en train de tourner. Des créatures hautes de trois mètres (des acteurs) évoluent, dans le vaisseau spatial, entre plusieurs tables d'une dizaine de personnes. À l'une d'elles, Emmanuel Macron, avec Nicolas Hulot, et Jamel Debbouze. Scène de la vie parisienne. Le candidat lance une opération reniflage auprès de l'écologiste. Il entreprend Hulot, lui fait du rentre-dedans. L'autre se montre intéressé, tout en se faisant désirer. Son meilleur rôle. On parle aussi banlieues et Macron se lance dans un discours formaté, sur la formidable énergie de ses jeunes habitants. Jamel lui coupe le sifflet : « Écoute, monsieur le ministre, tu vas fermer ta gueule. » C'est

dit sur le ton de la blague, mais l'apprenti ès quartiers est renvoyé dans ses buts.

La séduction suppose une relative proximité. Dès que l'audience s'élargit, le radar est moins efficace. En petit comité, Macron déploie ses capacités d'acteur, il peut cibler ses flèches, il maîtrise pas mal de registres. Face à un public anonyme, la martingale fonctionne moins bien, elle ne peut pas être individualisée. Dans une adresse à une assistance nombreuse, c'est le discours qui compte et le texte est le même pour tous.

Emmanuel Macron est vrai quand il est simple. Ce qui est rare, ces moments étant réservés à sa femme, ses petits-enfants, quelques compagnons de route. Il est vrai quand il se met en colère ; c'est également rare et cela vaut mieux pour lui, car il n'est pas sympathique dans ces épanchements.

Ce président peut vous bluffer. Par son courage physique. Il n'a pas peur d'aller au contact, avec les gilets jaunes, avec les syndicats remontés contre lui et sa politique, avec la colère des Français qu'il rencontre, par exemple, durant son itinérance mémorielle, en novembre 2018. Avec le virus aussi.

Au Liban, il étreint une femme en détresse, au mépris des règles de distanciation. Le 27 février 2020, il se rend à la Pitié-Salpêtrière. Le premier patient français vient de mourir. Les futures vedettes des plateaux télé sont là : Éric Caumes, François Salachas. La veille, Jérôme Salomon, directeur général de la santé, a fait savoir à l'Élysée que les choses sont sérieuses. L'heure n'est plus à ironiser sur la grippette. Joseph Zimet, le directeur de la communication de l'Élysée, passe son temps à courir après le président avec du gel. Emmanuel Macron serre les mains à tout va, parle aux soignants, nombreux à l'accueillir, qui se tassent dans des salles exiguës. Tout le monde est à touche-touche. Des images *vintage* comme un film de Claude Sautet, avec Romy Schneider, Yves Montand, Serge Reggiani et les autres qui fument dans des troquets bondés…

Macron n'a pas peur. Il a popularisé cette expression : « Prendre son risque. » Lui le fait en se jetant dans la bataille politique, puis dans ses initiatives de président. Faire croire qu'il rend possible une rencontre entre

Donald Trump et son homologue iranien Hassan Rohani, plonger dans le Liban compliqué, défier Poutine, maintenir des réformes impopulaires, etc.

Cela marche, ou pas, mais lui ne change pas. Le *single* Macron a toujours eu sa face A, dominatrice, et sa face B, coopérative. La musique alterne en fonction des circonstances. Ceux qui l'ont connu avant la politique constatent le phénomène. David de Rothschild, par exemple, qui l'embauche dans sa banque à la fin de 2008. « Emmanuel est un homme affectueux mais on ne peut pas être président de la République sans une forme de distance. Quand on est jeune, qu'on dort peu et qu'on en sait presque autant que chaque ministre, il faut arriver à ne pas être englouti par le système. »

Olivier Mongin, directeur de la revue *Esprit* de 1988 à 2012, raconte la collaboration du jeune homme avec la revue à partir de la fin des années 1990 : « Il est ouvert, sympa, souriant, il va au-devant de chacun ; on lui demande quelque chose et c'est fait le lendemain. Il a un côté très direct, chaleureux, qui ne correspond pas à ce que l'on voit aujourd'hui. Peut-être parce que, à l'époque, c'est lui qui est demandeur et le rapport de force n'est pas en sa faveur. Il est très présent à la rédaction, pas du tout individualiste, il prend en charge des dossiers. Il y a une équipe autour de lui et c'est essentiel : il a besoin de cela. »

Quelques années plus tard, Macron prend toujours les choses du bon côté. Durant la campagne de 2012, l'institut Montaigne se livre au classique exercice de chiffrage du programme des candidats. François Hollande désigne deux correspondants à ce groupe de réflexion : Emmanuel Macron et Jérôme Cahuzac, futur ministre du Budget. Quand le résultat est publié, Cahuzac n'est pas du tout content. Macron dit : formidable, vous avez super bien bossé.

Frédérique Dumas est une productrice de cinéma. Attirée par la personnalité du candidat, elle devient député La République en marche en juin 2017. Aujourd'hui, elle est membre de Libertés et territoires. En novembre 2017, elle s'étonne des débuts du président : « Il laisse voir quelque chose de sa personnalité qu'il n'a pas montré durant la campagne, je ne comprends pas qu'il puisse changer à ce point. On l'a laissé sur le match réussi avec Le Pen [débat du 3 mai], on le retrouve dans cette interview de TF1 [15 octobre], comme un type agité qui parle super vite, ne

fait aucune pédagogie, est odieux avec les journalistes. Est-ce sa nature et il l'a cachée ? Ou bien est-ce la fonction qui le change ? »

Les convictions aussi ont leurs faces A et B. Certainement pas dans le domaine économique, social ou européen. Là, elles sont fermes, parce que Macron mâchonne ces questions depuis des années. Pour les autres, immigration, sécurité, communautarisme, etc., rien n'est stabilisé.

Emmanuel Macron est opportuniste. Il retourne sa veste ? Non, il puise dans sa garde-robe, faite de vêtements volés un peu partout, et choisit la panoplie du jour en fonction des circonstances. Il le fait avec les idées, les personnes, les politiques. Être plutôt libéral, MAIS écouter Chevènement ; fréquenter Daniel Cohn-Bendit ET Philippe de Villiers ; réduire les déficits PUIS ouvrir les vannes de la dépense.

Il théorise cette mobilité, il assume d'avoir une stratégie opportuniste face aux événements : il lance le grand débat pour répondre à une demande de démocratie plus directe, il dépense plus depuis la crise sanitaire parce que l'on peut s'endetter, profitons-en. Mais il ne rassure pas. Il est inquiétant.

« J'ai toujours fait le pari que les gens sont intelligents et cela ne m'a pas trop mal réussi », dit-il, le 3 janvier 2018, en marge des vœux à la presse. Il n'est pas méprisant, même s'il en donne l'impression, mais il met ses interlocuteurs au défi. Il s'adresse à leur raison, pas à leurs affects. Il croit en la méritocratie et veut donner ses chances à chacun. Il provoque le vertige : si la société me donne mes chances et que je n'y arrive pas, que vaux-je ? Il sait, dans sa tête, que certains ne peuvent pas. Mais son discours, son exemple personnel, valorisent ceux qui font. Et qui réussissent.

Il dit aux Français qu'ils s'empâtent. En avril 2018, il affirme : « Paradoxalement, ce qui me rend optimiste, c'est que l'histoire que nous vivons en Europe redevient tragique […]. Ce vieux continent de petits-bourgeois se sentant à l'abri dans le confort matériel entre dans une nouvelle aventure où le tragique s'invite. Notre paysage familier est en train de changer profondément sous l'effet de phénomènes multiples, implacables, radicaux. Il y a beaucoup à réinventer. Et dans cette aventure, nous pouvons renouer avec un souffle plus profond, dont la littérature ne saurait être absente. » Heureusement que personne (ou presque) ne lit *La*

Nouvelle Revue française[1], aussi prestigieuse que confidentielle, qui publie cette interview du président à l'occasion du premier anniversaire de son mandat.

À l'épreuve du pouvoir, le président se fait autoritaire, la face A prend le dessus. Avec un verbe toujours haut, toujours plein de promesses. Avec un phrasé très dense, rapide, où les mots sont mangés. Pour peu qu'ils soient rares, comme ces « impuissanter », « faseiller » ou « hémistiche », et la compréhension n'est pas facilitée.

Pourtant, la pratique fait apparaître un autre Emmanuel Macron, à l'opposé de ce président dominateur. Il hésite dans ses choix, ceux des hommes en particulier. Obsédé à l'idée de faire, il ne sait pas s'entourer de ceux qui maîtrisent l'exécution.

Les êtres humains sont souvent confrontés à un match entre leur intelligence et leur tempérament. Les deux sont très forts chez Macron, alors le combat est rude. Les syndicats ? Il en veut, il n'en veut pas. Il en veut dans l'entreprise, pas au niveau national. Pendant la campagne, on lui suggère d'inviter Laurent Berger au Touquet, la résidence secondaire du couple Macron, histoire de créer un lien de proximité avec le responsable de la CFDT. Il refuse.

Les intellectuels ? Il en veut et il n'en veut pas. Il les aime, toujours dans une forme d'émerveillement à les écouter. Il les invite à débattre, pendant le mouvement des gilets jaunes. Chacun a droit à trois minutes, douche comprise. Ils en sortent humiliés, comme s'ils avaient affronté un joueur d'échecs qui voulait mettre la pâtée à soixante compétiteurs. Le pire est qu'après la rencontre, il s'en plaint : « Je croyais que ça allait échanger, y compris entre eux. »

Durant la crise de la Covid-19, il organise un match retour. Il abandonne le stand-up, pour un classique déjeuner à l'Élysée, avec les patrons des quatre grands cercles de réflexion français : Laurent Bigorgne (institut Montaigne), Gilles Finchelstein (fondation Jean-Jaurès), Thierry Pech (Terra nova) et Dominique Reynié (Fondapol). Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, et Clément Beaune, conseiller Europe, participent à la réunion. Chacun des quatre a préalablement rédigé des notes, que le président a lues. Il écoute, il débat. Du concept de société résiliente, de la manière d'associer les citoyens aux politiques publiques. Cette fois, le

courant passe, un second déjeuner réunit les mêmes, autour de propositions concrètes, remaniement, référendum, périmètre du ministère de la Transition écologique.

Les femmes ? Il en veut, mais ne leur fait pas de place autour de lui. Son univers reste masculin, qui se ressemble travaille ensemble. Durant la campagne, lors d'une réunion au QG, Julien Denormandie, l'un de ses principaux lieutenants, devenu ministre par la suite, jette un regard alentour : « Ah, on est entre couilles », dit-il, constatant l'absence totale du sexe dit faible. Il lui arrive aussi de dire « entre braguettes ».

Le comportement ? Il est capable de l'infiniment grand, l'audace, la prise de risque, la persévérance. Il est capable de l'infiniment petit, cynisme, mesquineries, instrumentalisation, avec cette réplique glaçante pour se débarrasser des insistants : « Il a été payé, non ? » Qui signifie qu'on a trouvé un poste à l'intéressé.

L'exercice du pouvoir ? On pensait qu'il était prêt, il a vu le pouvoir fonctionner, il l'a étudié dans les administrations, à Paris, sur le terrain. On pensait qu'il avait calibré son calendrier et ses réformes. L'impréparation du chantier des retraites montre le contraire. Une fois de plus se vérifie que la conquête est (relativement) plus facile que l'exercice du pouvoir. Les intentions sont bonnes, il a du mal à les mettre en musique, pratiquant une fuite en avant, soit dans les hauteurs lyriques, soit dans le cambouis technocratique. Emmanuel Macron a hérité de cette culture de l'administration, avaler de la note à la vitesse d'un 78 tours. Derrière cette débauche d'énergie, le message est : vous n'êtes pas au niveau, je vais faire tout seul.

À l'épreuve du pouvoir, les tempes gagnent du terrain sur les cheveux. Les rides creusent la lumière d'ombres, les joues perdent du rebondi. L'autoritaire se fait repenti, il corrige les erreurs, il va puiser dans la face B, la coopération, l'écoute, tout en restant au centre du jeu.

La France est la seule puissance moyenne qui conjugue un État fort, la prétention à un rôle international et la concentration du pouvoir sur un homme. La personnalité d'Emmanuel Macron multiplie ces facteurs. Voilà pourquoi il est à l'aise dans les crises : quand tout va mal en France, on n'appelle pas Google ou Amazon, mais l'État. Et l'État, c'est lui. Les crises le mettent à nu, c'est dans ces moments qu'il est le meilleur, parce qu'elles

le poussent à l'audace, sa zone d'excellence. Il éprouve une certaine satisfaction à affronter la situation et les Français sentent cette jubilation. Tout le monde comprend qu'un président ne peut pas être normal, qu'il faut une part d'*ego*. Elle n'est acceptable que si elle est efficace pour le pays.

PREMIÈRE PARTIE

LE TRANSGRESSIF

1.

L'homme aux mille maîtresses

C'est rare un homme qui pleure. Dans le petit soleil d'un matin de novembre aux Éparges, Gérard Longuet ne retient pas ses larmes. Son air de lassitude s'embrume quand le président de la République lui serre la main, échange quelques mots. Lui, l'ancien ministre, rompu aux combats extrêmes de la droite, apparaît dans sa vérité, humain. L'Histoire, celle de la Meuse, cette souffrance, ces morts qu'Emmanuel Macron honore le 6 novembre 2018 à travers *Ceux de 14* et Maurice Genevoix, les batailles de sang et de boue du printemps 1915, tout cela lui revient, parce que tout cela ne l'a jamais quitté. Alors qu'un homme, jeune, qui ne connaît pas si bien l'Histoire, prenne la peine de comprendre un morceau de terre façonné par des siècles de douleur, cela l'émeut profondément.

Il voudrait l'aimer ce président dont il se sent si proche, lui apporter… Quoi, au juste ? Déjà, avec Nicolas Sarkozy, il avait compris que la relation d'égal à égal était impossible, à moins d'avoir réussi en dehors de la politique, d'écrire des livres à succès, de gagner de l'argent par brassées. Mais qu'apprendre à celui qui a conquis le pouvoir suprême quand soi-même on s'est arrêté en chemin ? Le sentiment de l'empêchement, il le ressent aujourd'hui avec ce successeur.

Avec Emmanuel Macron, on ne peut s'empêcher d'être ramené à soi, il sait si bien vous parler de vous. Le 9 juillet 2019, il remet les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à Bariza Khiari, ancienne sénatrice socialiste, née à Ksar Sbahi, en Algérie, venue en France à l'âge de trois mois. « Je sais ce que je vous dois », dit-il à celle qui l'a rejoint très tôt, devant le millier de personnes conviées pour cette cérémonie collective, à l'Élysée. Ces mots font ressurgir la figure du jeune ministre que Bariza Khiari a découvert au Sénat, défendant d'arrache-pied sa loi sur la

croissance, capable de reconnaître les angles morts de son raisonnement, l'enthousiasme contagieux de François Patriat, collègue de la sénatrice, les premiers rendez-vous à Bercy. Les souvenirs affluent, la campagne folle, les sandwichs avalés à la va-vite, et dix kilos de plus en quelques mois…

Dans la salle des fêtes du palais présidentiel, Emmanuel Macron fait apparaître un visage aimé, celui d'un père lucide et bienveillant. Il réunit ses enfants et leur dit : « La France est votre pays d'accueil, il y a eu plus de Français à nos côtés qu'on ne le dit. Pour moi la lutte pour l'indépendance n'était pas un combat contre les Français, mais contre un système. Trouvez vos combats. » Emmanuel Macron relie la mémoire humaine, personnelle, à l'Histoire, universelle : « Vous avez eu affaire à un père intelligent, c'est un travail que d'autres n'ont pas fait. » D'autres images défilent, celle du président de la République en visite en Algérie, en décembre 2017. Un jeune homme dit vouloir venir en France : « C'est quoi ton projet ? » rétorque le chef de l'État.

Partir, ce n'est pas un projet. Construire sa vie en est un. « Il y a des jours comme ça où l'on se révèle à soi-même », poursuit Macron. Ce jour-là, Bariza Khiari sort d'une nuit blanche, blanche parce que ses camarades du PS ont trouvé que son nom faisait peur sur leur liste pour les municipales, elle ouvre les fenêtres de son bel appartement parisien. Des travailleurs immigrés manient le marteau-piqueur. Bariza Khiari leur offre des gâteaux, du café, paroles muettes de convivialité. Merci ma fille, répondent-ils. Elle comprend sa chance, celle de pouvoir se défendre, eux n'ont pas cette faculté. Si le président parle de dévoilement, s'il a su toucher cette part de son parcours, si intime, c'est que lui-même a connu semblable révélation, Bariza Khiari en est convaincue. On ne parle jamais que de soi.

C'est ainsi qu'il enjôle les autres, virevoltant de l'un à l'autre, de l'autre à l'une, traînant dans son sillage mille maîtresses, toujours séduites, jamais abandonnées, rarement aimées. Il sait si bien trouver les mots qui prennent au ventre et font vibrer les cordes sensibles. Il sait manier les blessures du passé, les accents de la liberté, la passion de la justice ou le poison des inégalités. À chacun selon ses besoins. Comment douter de sa sincérité ? Il prend tellement bien la lumière du moment. À Bercy, en juillet 2015, ministre de l'Économie, il dirige une réunion de cabinet sur les plans industriels ; il est affalé dans un fauteuil, il parle familier. À la séquence suivante, il reçoit deux journalistes du magazine *Le Un*, Éric Fottorino et

Laurent Greilsamer, ainsi que la philosophe Adèle Van Reeth, venus l'interviewer. L'ado attardé qui faisait la limace sur son siège se redresse, prend la posture de l'intellectuel, le langage du philosophe, il scande son propos, le met en musique, marque un silence pour ponctuer les concepts, l'herméneutique, la taxinomie, l'impardonnable…

Au moment donné, il EST celui auquel il s'adresse, il boit ses paroles, se les approprie, tel un Zelig se glissant dans tous les costumes, prenant les couleurs et les masques de l'environnement. Il sait ce que l'autre attend et le lui offre parce que c'est aussi à lui-même qu'il s'adresse. L'autre se sent reconnu, aimé, comblé. Il existe.

Il ne sait pas ce qu'il risque. Emmanuel Macron est un diamant. Brillant et dur. Aux commencements, le miroitement éblouit ; au fil du temps, le tranchant menace. Un séducteur fait souffrir, c'est son poinçon. Quand la relation se distend sans forcément se tendre, quand on se sent moins proche, moins sollicité, moins nécessaire, viennent les douleurs de la rupture amoureuse, ne plus le revoir, parce que cela fait trop mal. Lui ne rompt pas, il n'aime pas cela, mais la distance est parfois pire que la ligne brisée.

Dans ces idylles, les narcissismes se rencontrent, s'exacerbent, se flattent. Je suis reconnu par cet homme jeune, charmeur, accessible et si intelligent. Je le deviens moi-même. Longtemps cet ancien conseiller à Bercy s'est cru proche d'Emmanuel Macron, fasciné par sa plasticité de transformiste, ce talent pour s'approprier les codes de ses interlocuteurs. Il raconte une entrevue entre le ministre de l'Économie, qu'il admire, et une poignée de syndicalistes, hostiles à la loi sur la croissance en préparation. Ils attendent dans l'antichambre du bureau ministériel, ils trépignent, pressés d'en découdre. Une heure plus tard, la rencontre les a transformés en agneaux. Macron a emprunté leurs mots, leur approche, leurs soucis. Il les a neutralisés, ils ne sont plus une gêne.

Chez les animaux, des signes physiologiques indiquent la parade nuptiale. Chez Emmanuel Macron aussi. Il entend avec ses oreilles, il écoute avec ses yeux. Sibeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement, connaît bien « ce regard magnétique, parfois dérangeant, cette fixité qui donne le sentiment d'une présence intense, d'être considéré, vraiment écouté ».

Elle aurait pu ne pas y succomber. En août 2014, quand son patron, Arnaud Montebourg, quitte Bercy, elle se dit qu'elle ferait bien d'en faire

autant, avec trois jeunes enfants, après une vie de cabinet envahissante. Le premier contact avec Macron est drôle, les deux plaisantent, se rencontrent. Elle n'a pas encore dit oui, assure l'intérim et s'empresse de lui faire faire de nouvelles photos pour échapper à celles qui circulent, le banquier en costume à fines rayures. Elle se laisse convaincre et séduire. Avant, elle le trouvait droitier – une injure, au parti socialiste dont elle vient. Enrôlée, elle est impressionnée par sa connaissance du business et son discours : il faut dire aux gens que leur entreprise ne peut pas être sauvée et les aider dans une autre vie.

Les deux s'embarquent dans une relation d'abord taquine. Elle le vouvoie, elle le houspille. Elle corrige sa cravate et son langage, lui fait mine de s'en offusquer. C'est leur jeu. À l'Élysée, il deviendra moins amusant, elle est prise entre les demandes pressantes des journalistes et ce cordon sanitaire que le président veut établir avec la profession. Qu'ils lisent mes discours, telle est la conception de ses rapports avec la presse au début du quinquennat.

La première rencontre donne envie de s'attacher à lui pour la vie. C'est par l'intermédiaire de l'écrivain Erik Orsenna que Christian Dargnat, directeur général de BNP Paribas Asset Management, fait la connaissance d'Emmanuel Macron. Autour d'un petit déjeuner, Emmanuel Macron écoute son convive analyser l'économie. Il parle peu. À l'heure de la séparation, il conclut : « On est très complémentaires toi et moi, toi tu es sur la macro, moi sur la micro. On reste en contact. » Pendant dix ans, tous les dimanches, de 6 heures à 9 heures du matin, Dargnat rédige une note sur les marchés financiers, l'économie, la géopolitique, à l'intention de Macron. Parfois, il reçoit une réponse. À la fin de 2015, Emmanuel Macron lui dit : « Viens m'aider. » Sans explications. Il y va, il comprend que son ami vise la présidentielle, persuadé que les gens en ont assez de la classe politique traditionnelle, que le clivage droite-gauche est dépassé. Il arrête les notes et entame la bataille de l'argent, ces fonds qu'il faut lever pour mener campagne. Grâce à son seul carnet d'adresses, il ramasse 4 millions d'euros sur un total de 16 millions.

L'homme qui a fait élire Emmanuel Macron ne ressemble pas à un financier, pas de morgue, pas d'ostentation, un sourire timide, une silhouette adolescente. Quand il reçoit un SMS à 0 h 40 pour un rendez-

vous le jour même, il y va… Quand il faut trouver un appartement pour le presque candidat encore ministre à Bercy, en toute discrétion, c'est lui qui sillonne les agences immobilières à sa place, y dépose « son » dossier. Pour les visites, il est accompagné d'une femme blonde, Brigitte Macron.

Emmanuel Macron aime la résistance pour en venir à bout. Il a son petit côté coq de basses-cours, ne déteste pas l'affrontement. Son premier contact avec Olivier Dussopt, le 17 septembre 2014, est musclé, les deux hommes en viennent (presque) aux mains. Ils se croisent à l'Assemblée nationale, salle Delacroix, ode aux forces vives de la nation. Le député socialiste de l'Ardèche dégaine : « Tu as parlé comme un connard ! » Drôle de manière de s'adresser à quelqu'un que l'on ne connaît pas. Le matin, Emmanuel Macron, au micro d'Europe 1, a qualifié d'illettrées les ouvrières de l'abattoir Gad, entreprise du Finistère en difficulté. Olivier Dussopt a très peu dormi, il s'est levé à 4 heures pour prendre le train de Paris. À 14 h 45, il est fatigué, énervé, touché dans sa sphère intime. Sa mère était ouvrière, elle faisait les 2 × 8, a été licenciée deux fois, elle sait très bien lire et écrire.

Macron répond sur le même ton, ça monte. Il faut la présence et la sagesse d'un aîné, Henri Emmanuelli, député socialiste des Landes, pour séparer les belligérants. Comme dans les comédies américaines, le script est écrit d'avance. Les combattants s'expliquent, se calment, se tutoient, Macron promet de s'excuser auprès des offensées, d'aller les voir. Il le fera dans l'hémicycle, quelques minutes plus tard ; il leur rend visite à Lampaul-Guimiliau, elles lui offrent des pâtes alphabet, cadeau espiègle.

Battu, conquis, Dussopt observe le cheminement du novice, ses manières de faire. « Tant qu'il ne vous a pas lâché la main, il vous regarde, analyse Olivier Dussopt, devenu secrétaire d'État du gouvernement d'Édouard Philippe. Tant qu'il n'a pas entendu votre réponse en entier, il vous fixe, alors que le politique à l'ancienne a tendance à regarder l'interlocuteur suivant tout en serrant la main du premier. »

Macron tempère la froideur hypnotique de son regard par la chaleur tactile. Il touche, palpe, malaxe, saisit un bras, une cuisse – elle peut appartenir à Donald Trump – et embrasse. Y compris par SMS. Souvent ses messages se terminent par trois lettres : biz. Il vous happe, vous prend la main, l'épaule, il le fait davantage avec les hommes qu'avec les femmes, comme s'il comprenait qu'avec elles, la séduction implique une certaine distance.

La relation commence souvent dans le silence. Tel le serpent Kaa, il fixe, écoute, et trouble. Pendant ce temps-là, il engrange, il absorbe, ne jette pas un œil à son portable, aux alentours. Ce temps-là lui permet aussi de mémoriser les propos, de reconnaître, dix ans après, une personne rencontrée une seule fois, de se rappeler le contenu de leur conversation.

L'élu du jour ou du quart d'heure est illuminé par une douche de lumière, extrait de l'anonymat. Sa concentration est si épaisse qu'il ne sert à rien de chercher à le distraire. La blonde et menue Sophie de Menthon, présidente du mouvement patronal Ethic, a beau se hisser, ce jour de réception à l'Élysée, à la fin de 2018, elle a beau être collée à lui dans cette foule mondaine, il ne la voit pas. Il sait qu'elle est là et elle sait qu'il le sait. Mais il parle avec l'Autre, cet Autre si important qu'elle ne mérite pas un regard. Et soudain, c'est son tour. « Ah, Sophie, je suis tellement content de vous voir ! » La voilà émue, confuse, submergée par ces sentiments qui vous font répondre sans réfléchir : « Et moi donc, c'est comme si j'avais été élue ! » Le président éclate de rire : « Ça ne m'étonne pas de vous ! »

Il est capable de l'inverse : distinguer une connaissance, un ami, un contact, quand la foule ou la circonstance officielle imposent la distance. Là, il fait un clin d'œil complice, signal à double sens : nous on est copains, et moi je ne me prends pas trop au sérieux.

Les victimes ne sont pas forcément dupes, mais toujours consentantes. Dans la séduction, comme dans le tango, il faut être deux, pour s'abandonner sans crainte dans les bras de l'autre. « De prime abord, Emmanuel Macron fait confiance, dit Ismaël Emelien, c'est tellement inhabituel que cela surprend. » La confiance, c'est le problème de l'autre : Macron use de cette phrase, qu'il attribue au philosophe Emmanuel Levinas, pour théoriser son apparent lâcher-prise.

Sans cesse, il en joue. En février 2017, il reçoit des associations de harkis, rue de l'Abbé-Groult, à Paris, lieu du siège de campagne. Elles sont en état de choc après les propos du candidat à la télévision algérienne, qualifiant la colonisation de crime contre l'humanité. La délégation de personnages chenus est pilotée par un jeune homme. Macron écoute, pose beaucoup de questions, et selon un témoin de la scène « arrive à y mettre pas mal de sincérité ». Il invite ses hôtes à considérer qu'eux aussi ont souffert dans leur chair, qu'il faut sortir de cette glaciation des positions.

Quelque chose se passe… À la fin de l’entretien, Sibeth Ndiaye, chargée des relations avec la presse, se joint à la réunion et annonce qu’elle va préparer un communiqué. L’association, elle aussi, va rédiger le sien, dit le jeune homme. Il propose de se concerter avec l’équipe du candidat. Une manière de dire qu’il ne veut rien publier de gênant pour Macron. Le candidat regarde son interlocuteur : « Non, on ne va pas faire comme ça, vous allez écrire votre communiqué, j’ai parfaitement confiance en vous. » Le jeune homme est très ému, tous sont conquis.

Ce goût du *happy end* est fondé sur un heureux caractère. « Emmanuel apporte de la joie », dit François Hollande, en juillet 2014, lors du pot de départ de son conseiller. Durant deux ans, le solaire Emmanuel a joué l’agent d’ambiance du palais présidentiel, l’a animé de ses blagues de potache, de ses SMS envoyés à ses comparses de réunion – « tu es assis sur tes lunettes » –, s’est lié à Bernard Poignant, vieux grognard du hollandisme, à Aquilino Morelle. Le conseiller politique du président l’aime bien malgré le gouffre idéologique et les milliers d’euros qui les séparent : un jour, Morelle, de passage dans le bureau de Macron, découvre le montant du tiers provisionnel dû par son hôte et négligemment laissé visible sur une table : une somme à six chiffres !

Macron aime le bonheur, jusque dans les tempêtes. Fin janvier 2020, une partie de la France gronde contre la réforme des retraites. Lui assiste au spectacle de l’humoriste Alex Lutz, aux Folies-Bergère. La vie continue, la légèreté aussi. Il a savouré le spectacle, il a envie de s’attarder dans la salle de velours rouge alors que son service de sécurité, sur les braises, le presse d’abréger. « C’est génial, ils sont de bonne humeur, dit-il, encore plein des applaudissements, il faudrait montrer cela aux Français. » La nuit se prolonge par un dîner à quatre avec l’artiste, le couple Macron et Jean-Marc Dumontet, producteur du premier et ami du second.

Les ronchons, les râleurs, les Gaulois réfractaires, il en fait son affaire. Aucun combat n’est perdu tant qu’il n’est pas livré. Tandis qu’il vous regarde, tandis qu’il vous écoute, tandis qu’il rumine vos arguments, il ne pense qu’à une chose : vous convaincre. Dans convaincre, il y a vaincre. « Il va loin sur le terrain de l’autre en entrant dans son argumentation, analyse Jean Pisani-Ferry, économiste et coconcepteur du programme de 2017. Après, il développe sa dialectique. Au cours de la convention

citoyenne sur le climat, une femme lui pose une question très dure sur la justice sociale. Il prend cette interpellation comme une mise en cause et s'engage dans la réponse. Il retourne les participants qui applaudissent. »

La plupart du temps, Emmanuel Macron ne met pas d'affects dans ces relations. Il drague utile. Après une rencontre, il lui arrive de confier à ses collaborateurs : « Je crois que je l'ai harponné. » Ou bien : « Lui, je l'ai attrapé. » Joignant le geste à la parole, il croise le majeur sur l'index pour pointer la cible qui vient de quitter son bureau, heureuse de sa défaite. « Ton gars, il peut me demander tout ce qu'il veut », dit l'une d'entre elles au conseiller de Macron qui a servi d'intermédiaire.

Le 16 septembre 2016, il appelle François Patriat, sénateur socialiste, et soutien farouche. Il veut bavarder avec ce cacique du PS qui connaît bien les campagnes et la ruralité, dont il est l'élu. « Comment tu sens les choses ? » lui demande-t-il. Il s'entend répondre des paroles inouïes : « Je suis en train de mourir. » Patriat est au volant de sa voiture, fracassée par un grave accident, il se sent partir et voit les passagers du véhicule d'en face, morts. Il est 22 heures et quand la sonnerie du téléphone a retenti, il a décroché, machinalement, avec ce qu'il lui restait de forces. Emmanuel Macron appelle aussitôt Marisol Touraine, ministre de la Santé. « Que peut-on faire pour le sauver ? » Les secours s'étaient mis en route sans intervention ministérielle, mais Marisol Touraine suit le parcours du blessé et donne régulièrement de ses nouvelles à Macron par SMS. Il viendra le voir à l'hôpital. Patriat n'a pas oublié.

Il y a une esthétique de l'efficacité chez Macron, qu'il s'applique à mettre en œuvre. Jean Peyrelevade, banquier d'affaires qui fait sa connaissance du temps de Rothschild, lui demande de lui remettre un prix qu'il vient de recevoir pour un livre. Réponse immédiate : « Oui, naturellement, biz. » Olivier Dussopt, député socialiste, apporte un dossier urgent au ministre de l'Économie. Il concerne Iveco, une entreprise de sa circonscription. « Il fallait sa signature très vite pour obtenir une garantie Coface. Il était en Israël. Dans la nuit du mardi au mercredi, à 1 heure (la signature est attendue pour le mercredi), il m'envoie un message : j'ai signé la Coface », raconte Dussopt. Comme l'ami de *Qui veut gagner des millions ?*, Macron est celui qu'on appelle en désespoir de cause. Pendant dix ans, Jean-Yves Gouttebel, président du conseil départemental du Puy-

de-Dôme, a tenté en vain de faire classer la chaîne des Puys au patrimoine mondial de l'Unesco. Macron vient à Clermont-Ferrand en janvier 2018 et, en juillet, c'est fait.

Veni, vidi, vici… Le culot d'Emmanuel Macron surprend chez un garçon qu'on imagine plutôt atteint du syndrome de l'énarchie, prudence et parapluie. C'est déjà avec cette insolence qu'il décroche, paradoxalement, le concours d'entrée à l'ENA, à la seconde fois. Le jour de l'oral, il est très bon, sauf sur une question : le rayonnement turcophone en Asie centrale. Les ambitions de la Turquie ne torpilleront pas les siennes. Il se tourne vers l'examinateur : « Je ne vois pas du tout où vous voulez en venir. » Et on passe à la question suivante…

La présence d'Emmanuel Macron ne passe pas inaperçue. Tout jeune diplômé de Sciences Po, il fait partie des élèves que l'on remarque, une sorte d'influenceur, dirait-on aujourd'hui, dont l'opinion peut entraîner celle des autres. À l'époque, au début des années 2000, l'Institut d'études politiques de Paris est dirigé par Richard Descoings. Lui aussi est du genre à se faire remarquer. Il veut transformer la maison, lancer ses conventions d'éducation prioritaire pour recruter dans ces banlieues où la rue Saint-Guillaume n'évoque rien de plus qu'une rue. Descoings demande à Laurent Bigorgne, directeur de la scolarité, de sonder Emmanuel Macron, qui n'est pas favorable à cette transgression. Comme Patrick Weil, dont il est proche à l'époque, il pense qu'il faut réserver un pourcentage de places dans les classes préparatoires aux meilleurs élèves des lycées, mais pas aménager une filière spécifique d'accès à l'Institut d'études politiques de Paris pour les enfants des quartiers.

Il pense alors que le travail vient à bout des barrières. C'est ainsi que lui les franchit. Il a toujours ses cheveux bouclés et, déjà, ce regard qui veut bouffer le monde, quand il débarque avenue George-V, à Paris. Au deuxième étage d'un immeuble aux beaux volumes, comme dirait un agent immobilier, il appuie sur le bouton de la sonnette : AM Conseil. Des initiales pour initiés. Il est chez Alain Minc Conseil et se plie à un rite propre à l'inspection des finances qu'il vient d'intégrer : la visite aux aînés. Alain Minc, avec quelques autres comme Jean-Pierre Jouyet ou Henri de Castries, fait figure de parrain de ce corps, l'un des plus convoités à la sortie de l'ENA. Les jeunes viennent leur « demander conseil », c'est la formule consacrée, elle signe à la fois l'allégeance et la parité : malgré

trente années d'écart ou presque, on se tutoie, on se lie pour la vie. Entre l'ancien tuteur et le jeune président, la conversation se poursuit.

Avec l'âge des autres, Macron trouve toujours le bon dosage. Il respecte cette différence et sa révérence rassure ; mais il abolit la distance, de plain-pied avec ses aînés, et ce naturel plaît. Ils ont trouvé celui qui va donner consistance à leurs rêves, prolonger leur avenir, malgré quelques décennies au compteur. Ce fils idéal collectionne les pères et réveille les Pygmalion… Jacques Attali, Jean-Pierre Jouyet, Henry Hermand, Serge Weinberg, Jean-Michel Darrois en font leur fils de cœur, le porteur de leurs utopies réformatrices, tendance libérale.

L'économie devient vite petite et le voilà parti à la conquête des politiques, des artistes, des *beautiful people*. La table de Bercy accueille Dany Boon ou Fabrice Luchini. L'homme qui lit si bien La Fontaine et Céline est l'un des convives préférés du couple Macron, admiré, choyé, il fait partie des invités-vedettes. Et puis, tout passe, tout casse, tout lasse… Macron traverse la Seine, et, rive droite, la vie de l'Élysée a ses exigences, Luchini est moins sollicité, et moins, pour celui que la planète courtise, cela veut dire pas du tout. Le président devait aller le voir jouer, fin mars 2020. Le confinement l'en aura empêché. Mais cela est une autre histoire…

L’homme qui fait danser Macron

Il arrive que le séducteur soit séduit, que l’homme aux mille maîtresses trouve un jumeau qu’il admire et envie. François Sureau est de ceux-là, qui ouvre tant de chapitres, baroudeur pour la Légion étrangère, spécialiste du droit public, militant dans une ONG, et laisse dans son sillage un air de liberté. Macron le respire.

Le président a besoin du compagnonnage de cette figure. L’intellectuel, lui, se complaît dans la fréquentation du pouvoir. Les deux se rencontrent durant la période Rothschild de Macron. Sureau est spécialiste du droit des privatisations. Un autre lien s’établit par Brigitte Macron. Professeur à Saint-Louis-de-Gonzague, établissement privé de la capitale, fréquenté par les fils et filles de, elle a pour élèves les enfants de François Sureau.

Un jour, dans les couloirs de Bercy, un conseiller s’entend dire : « Fais relire la tribune à Sureau. » Le jeune homme voit bien de quelle tribune il s’agit, elle concerne l’Europe et doit être publiée sur les réseaux sociaux, mais il plonge dans Google pour découvrir que François Sureau, cinquante-huit ans à ce moment-là, est un écrivain, haut fonctionnaire, avocat. Passé par le monde des affaires, il en est sorti.

Sureau est frappé par l’échec de sa génération sur tout ou presque, l’emploi, la justice, la liberté. L’audace de Macron l’embarque. Il devient son conseiller en manques, sur tous ces sujets que le candidat découvre, les institutions, l’immigration, l’asile, les libertés publiques. L’écrivain, amoureux des militaires, des curés et des rois, avait tout pour être un homme de droite, mais il préfère la liberté à l’ordre.

Macron cherche son approbation, le crédit de Sureau dans le débat public en fait un père confesseur dont il quête l'onction. L'écrivain participe au discours hommage à Jeanne d'Arc, le 8 mai 2016, à Orléans, prise de distance du ministre de l'Économie avec ses habits de technocrate. Il est aussi enrôlé dans l'élaboration du livre-programme de Macron, *Révolution*, paru fin novembre de la même année. Sureau recommande un livre personnel et un éditeur de prestige, Antoine Gallimard. Il n'aura ni l'un ni l'autre. Macron préfère Bernard Fixot, plus connu dans les supermarchés ; seuls les deux premiers chapitres racontent un peu de la vie du candidat. Le reste verse dans l'empilement de collaborations d'experts, de l'Afrique, de la sécurité, des retraites…

Sureau est l'homme qu'on appelle quand les symboles brûlent, ceux d'aujourd'hui ou d'hier. Il écrit le texte de l'allocution que le président prononce le 16 avril 2019, après l'incendie de Notre-Dame de Paris. Emmanuel Macron y ajoute sa patte et la sobriété de départ est effacée par le lyrisme final. Asianisme contre atticisme, dit-on en rhétorique, luxuriance versus concision. Le 31 mars 2019, Emmanuel Macron avait célébré le soixante-quinzième anniversaire des combats du plateau des Glières, à l'hiver 1944, et ce sont les mots de François Sureau qui disent « l'histoire de quelques héros qui ont préservé le pacte séculaire de la France avec la liberté et scellé sa vocation ».

C'est le lot des directeurs de conscience d'indiquer des chemins que l'on n'emprunte pas. Celui que Macron s'est choisi est d'autant plus sévère qu'il approuvait les intentions de départ. Aujourd'hui, il désapprouve à peu près tous les compartiments de l'action. Le candidat se voulait libéral et progressiste, le président n'est ni l'un ni l'autre, aux yeux d'un Sureau qui minore la portée des réformes, code du travail ou SNCF, et souligne que la France reste une machine à redistribuer des impôts qu'elle prélève en masse.

Le professeur se fait encore plus tranchant quand l'élève passe à côté du sujet, par exemple quand il s'agit des institutions de la V^e^ République, détruites depuis l'invention du quinquennat et l'inversion du calendrier entre la présidentielle et les législatives. Quoi que fasse le président, celui-là ou un autre, il devient la cible de tous les mécontentements.

Les dérives autoritaires ou liberticides, inquiétantes à ses yeux, restent son point d'attaque privilégié. Avec Pascal Brice, alors directeur de

l’OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), il propose la création d’une autorité administrative indépendante pour traiter des demandes d’asile en six mois. L’idée n’est pas retenue. Comme celle de soustraire la police des polices à l’IGPN (Inspection générale de la police nationale) pour créer un *Independent Office of Police Conduct* sur le modèle britannique.

Quand on se désaccorde sur tout, que reste-t-il ? L’essentiel. Le 14 juillet 2018, Claude Sureau, l’un des rares médecins catholiques à avoir soutenu la loi Veil sur l’avortement, est promu grand officier de la Légion d’honneur par le président de la République. Cela fait plaisir à son fils, François.

De temps à autre, le président et sa mouche du coche s’attablent chez D’chez eux, restaurant proche des Invalides où Jacques Chirac avait ses habitudes. L’un de ces jours, on vient d’apprendre la mort de Jean-Pierre Marielle que Sureau aime beaucoup, dont Macron connaît des répliques par cœur. Le président recherche des vidéos de l’acteur sur son portable pour les partager avec son convive.

Sureau fait partie des testeurs de Macron. Il arrive au président de lui demander ce qu’il pense d’une personnalité pressentie pour une nomination. Il lui arrive, pour le même poste, de tenter un profil radicalement différent auprès d’un autre interlocuteur, Xavier Niel… qui connaît bien Sureau. Alors, les deux testeurs échangent les noms qu’on leur soumet et s’amusent à voir le président faire le grand écart.

Parfois, c’est le président qui se joue de ses textoteurs. Quand Gérard Collomb quitte la place Beauvau, en octobre 2018, Macron et Sureau commentent l’organisation interne du ministère de l’Intérieur. Le ton est sérieux. « Ce ministère est devenu la maison des flics plus que celle des collectivités locales », note Sureau. Macron propose alors : « Je vais faire un seul ministère en fusionnant l’Intérieur et la Culture. » Sureau démarre au quart de tour : « Impossible, c’est fou, tu vas avoir tout le monde contre toi, à commencer par la culture. » La réponse présidentielle fait rougir son destinataire pour sa naïveté : « Je savais que tu me considérais comme un esprit dérangé ! »

Le 15 janvier 2019, François Sureau travaille à son livre, *L’Or du temps*[1], voyage à travers l’histoire et la littérature, inspiré par la Seine. À 22 heures, il reçoit un message. « Où en es-tu ? » C’est Emmanuel Macron qui lui écrit, sur la route du retour vers Paris, après sept heures de débat avec des

maires, à Grand-Bourgtheroulde (Eure). Le président fait suivre quelques photos du fleuve. « Je t'envoie un repérage de boucles pour ton livre. Continue, c'est beau la Seine. »

2.

L'apprenti

Il existe un mot, en hébreu, pour dire à la fois « insolence », « culot », « audace », « impertinence » : *chutzpah*. C'est un mot yiddish, utilisé en Israël, et pratiqué à New York où des vagues de migrants juifs ont importé leur vocabulaire. Emmanuel Macron est l'incarnation de cette *chutzpah*, à la fois qualité et défaut, mélange d'anticonformisme et d'arrogance.

Sûr de son destin, il sait qu'il faut s'aimer pour s'accomplir, il n'est pas travaillé par l'angoisse. S'il a des doutes, il les cache et ne se laisse impressionner par aucune citadelle. Les séducteurs, ça ose tout, c'est à ça qu'on les reconnaît. En septembre 2013, Emmanuel Macron travaille à l'Élysée. Il faut monter quatre-vingt-quatre marches, il n'y a pas d'ascenseur, pour atteindre l'antre du secrétaire général adjoint. Il est pourtant très fréquenté et la moitié du CAC 40 croise l'autre dans l'escalier. En ce début d'automne, Emmanuel Macron déjeune Chez Françoise avec Bernard Cazeneuve, le ministre délégué au Budget. Le restaurant parisien, tout près de l'Assemblée nationale, a beau être caché sous l'aérogare des Invalides, tous les politiques connaissent le chemin pour accéder à ce temple du vieux monde. Celui que Macron, déjà, veut renverser.

À une table voisine, trois hommes ont repéré le ministre, mais se demandent qui est son convive. Ils consultent Google : oui, c'est bien lui, cet Emmanuel Macron dont Paris commence à tisser le destin. L'un des trois en a entendu parler plus que les autres : Jean Glavany, député PS des Hautes-Pyrénées. Il se dit et surtout il s'écrit que Macron vise sa circonscription pour les prochaines législatives. À la fin du repas, le conseiller de François Hollande s'approche de l'ancien chef de cabinet de François Mitterrand : « On ne se connaît pas, mais il faut qu'on répare ça. »

La rumeur continue de circuler et c’est Glavany qui prend l’initiative d’un rendez-vous. « Il n’est pas interdit de passer de collaborateur de président à député, je l’ai fait, mais il ne faut pas procéder comme cela. Voyons-nous. » Macron l’appelle et l’invite à dîner à La Rotonde, restaurant parisien de Montparnasse qu’il aime bien – il y célèbre le premier tour de l’élection présidentielle, le 23 avril 2017. En fait, le conseiller de Hollande n’est pas décidé à se présenter aux législatives. « Tu sais, on peut faire de la politique sans passer par la case député », dit-il à l’élu qui vient d’entamer son troisième mandat. Glavany pense qu’il veut être ministre, pas président bien sûr. Il le regarde et lui demande : « T’as quel âge ? » « Je suis né en 1977. » « T’es plus jeune que mon fils ! »

Il a beau être jeune, il veut aller vite, bien décidé à prendre des raccourcis, quitte à marcher sur les plates-bandes des autres. En juillet 2016, Macron est ministre, il prépare la présidentielle de l’année suivante et les législatives qui vont avec. Il s’invite sur le Tour de France, en terres pyrénéennes, convie Jean Glavany à un déjeuner qu’il veut placer sous la bannière d’En marche ! Glavany refuse, il est socialiste et le reste. Le déjeuner sera donc républicain, comme c’est l’usage. À l’issue, une photo saisit Macron en compagnie de Glavany, au col du Tourmalet. Elle devient un tract titré : les élus avec Macron. Personne n’a rien demandé à Glavany.

François Bayrou, lui aussi, a reniflé le voleur de poules. Lors de sa première rencontre avec Macron, un dîner à Pau, à peu près à la même époque, le maire de la ville trouve l’ex-banquier d’affaires sympathique, moins intéressant qu’il le croyait, mais surtout intéressé. Il voit déjà le film, la fable du type qui prépare soigneusement son terrain, l’ensemence, attend la pousse, et, à la fin, se fait piquer la récolte par un intrus. Le président du Modem a rêvé le dépassement droite-gauche, un jeune chapardeur menace de le faire à sa place. La raison et l’intérêt le pousseront à accepter cette captation d’héritage.

Dans son ascension, Macron maîtrise une arme précieuse, la flatterie. Dans le registre : « Tu as raison, je n’y avais pas pensé » ou : « C’est très juste, rédige-moi une note », il est très fort. Au cours d’un de ces dîners de conquête à Bercy, cocktail de dirigeants d’entreprises, de politiques, d’artistes et d’intellectuels, il s’adresse à Thierry Breton, patron du ministère de 2005 à 2007. « La France n’a été gérée par un ministre de

l'Économie que quand tu l'étais. » Le compliment est bien ciblé, la valeur de Breton n'échappant à personne, surtout pas à lui-même : en 2005, le ministre de Jacques Chirac rend public le rapport demandé au banquier Michel Pébereau sur l'endettement de la France. Un petit événement politique. Breton confie à un ami : « Tu vois un peu comment un homme seul peut changer le cours des choses en vingt-quatre heures ? » L'homme, c'est lui, pas Pébereau.

Macron s'imbibe du passé des autres. Il en a bien besoin quand François Hollande le nomme ministre de l'Économie. Conscient de jeter le petit dans l'eau du grand bain, le président de la République dépêche ses meilleures têtes politiques à ses côtés, Robert Zarader et Philippe Grangeon, ses conseillers de l'ombre durant le quinquennat, ainsi que Julien Dray, qui partage ce trait commun avec son cadet : ils ne dorment pas la nuit, ou si peu. Cela laisse de la bande passante pour échanger.

En septembre 2014, Macron occupe Bercy depuis huit jours. Dans l'antichambre de son bureau, deux hommes attendent, Julien Dray et Pierre Mazeaud unis dans une amitié politique, à cheval sur le clivage droite-gauche. Le baron noir veut présenter le baron du gaullisme à l'apprenti. Mazeaud regarde tous ces objets qui l'entourent et auxquels il ne comprend rien. Emmanuel Macron a fait du lieu une vitrine de l'excellence hexagonale, avec des « objets connectés emblématiques de l'innovation française », vante-t-il dans un tweet. Pierre Mazeaud, né en 1929, n'y comprend rien, lui qui n'utilise jamais son téléphone portable, un truc orange qui ressemble à un jouet.

Mais il a connu de Gaulle, et Pompidou, et Giscard, et tous les autres, tous les présidents de la V^{e} République. Il est le seul à avoir noué un lien personnel avec ceux qui, depuis plus de soixante ans, dirigent la France. Il a bien le droit de préférer la lecture de Diderot à l'écriture de ces je t'M de pacotille. Les socialistes et Juju, comme il l'appelle, lui ont dit le plus grand bien du jeune ministre. Il remarque les mots gentils de Brigitte Macron pendant le dîner qu'ils partagent. Il conseille son mari, dans l'appréhension de l'épreuve du Parlement.

Ce baroudeur du Palais-Bourbon, qu'il a connu côté gouvernement et côté député, est formel, il faut répondre sans lire de notes, comme Giscard le lui a appris. Il faut penser à ce que l'on va dire en se rasant, préparer un

carton avec les points 1, 2, 3. Une fois le sujet maîtrisé, libéré du texte, on peut se concentrer sur l'essentiel : regarder l'hémicycle. « Moi, je voyais ceux qui bougeaient, commençaient à manifester une critique, une opposition, raconte-t-il, je prenais les devants, et disais aussitôt : “Mon cher collègue, je sais ce que vous vous demandez”, et j'y répondais par avance. » Ça aussi, c'est un truc de Giscard.

Mazeaud est impressionné, séduit par la vivacité et l'intelligence de son hôte, lui qui a connu bien des énarques et travaillé avec Michel Debré, créateur de la grande école. C'est avec son fils, Jean-Louis, qu'il rencontre Macron pour la seconde fois. Tous deux sont invités par le président de la République, dans son hélicoptère, direction Colombey-les-Deux-Églises. Le 4 octobre 2018, Emmanuel Macron y célèbre les soixante ans de la Constitution française. Quels meilleurs invités que ces deux anciens présidents du Conseil constitutionnel, dont l'un est le fils de Michel Debré, le père du texte sexagénaire ? Malgré le bruit du moteur, la conversation s'installe, Mazeaud parle, il regrette que Macron ait tué la droite et la gauche. Pour lui, c'est une erreur. À cette critique, l'auteur du crime ne réplique pas, comment souvent, et enchaîne : « Vous avez bien connu Chirac… » Il ne faut pas pousser beaucoup le multirécidiviste de la politique pour réveiller ses souvenirs de jeunesse, Chirac et lui, les deux jeunes loups du Limousin.

Le président est boulimique de contacts avec tous ceux qui prennent des trains ou des avions, boivent des coups dans les bistrots, bavardent avec les gendarmes. Les Richard Ferrand, François Bayrou, Gérard Collomb, Jacques Mézard servent de professeurs au candidat, puis de stéthoscope à un locataire enfermé en son palais. Pour prendre le pouls de la France, Macron nourrit une ribambelle de correspondants numériques, Jean-Yves Gouttebel, le président du conseil départemental du Puy-de-Dôme, des maires comme Vanik Berberian (Gargilesse), Karl Olive (Poissy), Olivier Klein (Clichy-sous-Bois) ou Christian Teyssèdre (Rodez). Il n'est pas avare de récompenses ni de promesses. Le 3 octobre 2019, il remet la Légion d'honneur à l'édile de Rodez après que la cérémonie a été reportée en raison du décès de Jacques Chirac. Il se rappelle même le nom du chat de Teyssèdre. « Je sais tous les risques que tu as pris pour moi, je ne l'oublierai pas », dit-il ce jour-là. Et il ajoute : « Prépare-toi. » Le poste de ministre

tant espéré ou l'appui présidentiel pour la future bataille des régionales, en Occitanie ? L'important est de faire rêver…

Avec Jacques Mézard, sénateur radical, dont il fait son ministre, Emmanuel Macron découvre d'autres animaux. Des vrais. Les broutards, ces jeunes bêtes à l'âge du sevrage, et les rats taupiers, ces rongeurs qui ravagent les terres. Il en apprend pas mal aussi sur les humains. À la fin de septembre 2019, l'Élysée contacte l'ancien ministre de la Cohésion territoriale, nommé au Conseil constitutionnel quelques mois plus tôt. Le président se rend à Clermont-Ferrand, le 4 octobre, pour célébrer le centième anniversaire du quotidien *La Montagne*. Doit-il faire un saut au Salon de l'élevage, voisin de huit cents mètres ? La colère des agriculteurs est redoutée. Mézard mène l'enquête, s'assure que le chef de l'État sera bien accueilli et que le ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, sera traité avec une indifférence polie. Trois jours durant, Macron et Mézard se parlent. « Si tu ne vas pas les voir, c'est eux qui viendront vers toi », argumente l'ex-ministre. Les choses se passent comme prévu et le patron de la filière bovine, Bruno Dufayet, est invité en Chine avec le président, lors de son déplacement du 4 au 6 novembre.

Celui qui veut araser l'ancien monde, qui regarde de haut les parcours de combattant de préaux et de Machiavel de congrès, adore s'entourer de ceux que ces batailles ont couturés. Il juge sévèrement l'action collective de ses aînés, mais s'abreuve de leur expérience personnelle et de leur soutien. Au tout début de la campagne, il consulte trois hommes au moment des arbitrages politiques, Gérard Collomb, qui à lui seul démarche six cents maires pour qu'ils parrainent le candidat, Richard Ferrand et Philippe Grangeon. Jacques Mézard et François Bayrou rejoignent ce noyau. Puis Christophe Castaner.

À la charnière de 2015-2016, le quasi-candidat, ministre de l'Économie, n'a pas encore rencontré François Bayrou. Il demande à Jean Peyrelevade d'organiser le contact. L'ancien patron du Crédit Lyonnais est un client rêvé du macronisme. Ce n'est pas un élu, mais il a été le directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy, et il défend les valeurs de la deuxième gauche. En septembre 2015, Peyrelevade est recruté par Henry Hermand, mentor et mécène de Macron, pour participer à un petit groupe de réflexion. Il y retrouve les futurs piliers de la Macronie, Ismaël Emelien, Julien

Denormandie, Alexis Kohler, et des personnalités extérieures, l'avocat et essayiste François Sureau, le banquier Henri Moulard.

Peyrelevade est un rugueux, précis et méthodique. Cet esprit qui trouve son plaisir dans la mathématique a du mal à supporter les accents évangélistes du futur candidat. Il rompt en juillet 2016, après le premier meeting parisien de Macron, à la Mutualité, brillant mais creux, juge-t-il. Entre-temps, il aura joué les intermédiaires. Début 2016, il prévient Bayrou, dont il a été le conseiller pour l'élection de 2007, puis de 2012, de l'intérêt de Macron pour lui. Et de son appel imminent. L'urgence attendra juillet et le dîner de Pau.

Une fois rallié, le centriste devient un incontournable de la Macronie. Il n'est pas toujours écouté : durant la campagne, il conseille au candidat de maintenir l'ISF et d'en soustraire les actions. Pour des raisons politiques, François Bayrou estime préférable de ne pas abandonner ce sigle, magique pour les uns, maudit pour d'autres, symbolique pour tout le monde. Macron choisit la solution inverse, parce qu'il préfère un affichage audacieux à la prudence politique. Il supprime l'ISF et crée un impôt sur l'immobilier : techniquement, le résultat est le même, la pierre est taxée, les actions sanctuarisées, mais le candidat enrichit son tableau de chasse d'une suppression emblématique.

Au moment de l'affaire Benalla, la première secousse du quinquennat, François Bayrou ne hurle pas avec les loups. Mais… Il se passe un temps infini avant que l'Élysée, sidéré par ce qui lui arrive, réagisse. Six jours après les révélations du *Monde*, le 24 juillet, Emmanuel Macron prend la parole et, sur le mode de la dérision, avec son insolence coutumière, veut tordre le cou à la rumeur : « Alexandre Benalla n'a jamais été mon amant », lance-t-il devant les députés de la majorité réunis dans le jardin de la Maison de l'Amérique latine. Tous s'esclaffent, comme une cour devant son roi, et la trivialité du propos souligne le décalage avec la solennité du moment politique – le pouvoir vacille, c'est son baptême du feu. Cette phrase n'est pas improvisée. Un déjeuner a eu lieu à l'Élysée avant cette intervention et elle a été discutée. Autour de la table, Emmanuel Macron, François Bayrou, Alexis Kohler, Ismaël Emelien. Au nom de la gravité de la fonction, François Bayrou déconseille l'usage d'une telle phrase. Sans

effet. À ce moment-là, Macron, encore gonflé de son succès extra-ordinaire, n'est pas mûr pour la cellule de dégrisement.

Ces déconvenues, Bayrou en connaît d'autres. Le choix de Sylvie Goulard, qu'il déteste, comme commissaire européen le rend furieux ; il tente en vain la promotion d'Agnès Buzyn à la tête de la liste La République en marche pour les élections européennes. Pourtant Macron le manipule comme un papier de soie que l'on aurait peur de froisser. Dans les dîners de l'Élysée, le président du Modem est présent même s'il est absent : Macron parle de lui. Quand il assiste pour de bon au repas, il est écouté du maître des lieux, avec une patience inhabituelle. Emmanuel Macron suit ses longs raisonnements – et Dieu sait que Bayrou ne fait pas court – sans regarder son portable. D'autres n'ont pas droit à de tels égards et comprennent vite qu'ils doivent mettre fin à leur intervention. Ces autres s'agacent de la relation exclusive de leur président avec cet allié envahissant, les deux hommes se téléphonant presque tous les jours.

Le maire de Pau approuve l'itinérance mémorielle, ce périple du chef de l'État, début novembre 2018, pour rendre hommage aux lieux et aux combattants de la Grande Guerre. Né en 1951 dans les Basses-Pyrénées, il se sent de la même génération que ce quadra estampillé 1977, élevé par une grand-mère native des Hautes-Pyrénées. La Grande Guerre avait deux ans quand Germaine Noguès vit le jour. C'est celle d'après, de 1939-1945, qu'elle raconte à son petit-fils. Elle est jeune enseignante, et s'installe à Nevers avec sa propre mère. Elle lui raconte les scènes de guerre et de liberté, on grandit aussi avec les souvenirs des autres.

Les deux hommes se ménagent, dans une relation où la reconnaissance réciproque n'exclut ni le cynisme, ni la tambouille. Macron sait ce qu'il doit à Bayrou et a besoin de l'appui de ses troupes. Bayrou s'y entend à valoriser son propre poids. En septembre 2020, il est nommé haut-commissaire au Plan. Il admire le parcours de Macron qu'il aurait rêvé sien, il puise son oxygène politique auprès de celui qu'il qualifiait d'« homme d'argent ». Aujourd'hui, il brosse au contraire le portrait d'un président les pieds dans la glaise, capable de parler aux élus pendant des heures. Il a encouragé l'initiative du grand débat pour sortir de la nasse gilets jaunes. « Emmanuel Macron a fait plus que son apprentissage, il a fait sa construction personnelle, dit-il. Pour de Gaulle, pour Mitterrand, le pays était une personne. Ils ne cherchaient pas le sondage, mais le moment précis

où le pays se reconnaît sans le savoir. C'est cela, la recherche de Macron. Il a beaucoup mûri. En trois ans, il a gagné sa part de rides, et c'est une richesse. » De qui parle-t-il, de l'actuel président de la République ou de celui qu'il aurait voulu être ?

Garder le contact

Le 15 avril 2018, Emmanuel Macron est interviewé par Jean-Jacques Bourdin (BFMTV) et Edwy Plenel (Mediapart) dans un décor choisi pour célébrer la première année du quinquennat. En majesté, au palais de Chaillot, symbole de l'Art déco, avec son grand escalier, ses peintures monumentales. Le président aime bien ce genre d'exercice, suggéré par son conseiller Ismaël Emelien. Avec ces journalistes provocateurs, il va donner le meilleur de lui-même, ce sont des exhausteurs de talent. Dans un registre inverse, il apprécie la voix et la patte de velours d'un Laurent Delahousse. Il ne se sent pas à l'aise avec la sobriété d'un Patrick Cohen. Elle ne lui donne aucune prise…

Que fait-il, la veille de cet entretien qui s'annonce comme un débat ? Il se prépare à l'affrontement ? Il fignole ses répliques, ses messages ? Non, il répond, par mail, à un certain Jean-Marie Battiston. Ce banquier fait connaître ses points de vue sur l'économie aux journalistes, aux économistes, au patron de l'Insee, à ceux de la Banque de France ou de la Cour des comptes, etc. Il s'adresse aussi directement au président de la République. Ce jour-là, il est question des mérites comparés de la hausse de la TVA et de celle de la CSG. Battiston vante la TVA sociale et conteste le choix présidentiel d'une hausse de la CSG. Le président formule une première réponse. Le banquier le contredit. Le président argumente encore : « Pardon de ne pas partager du tout. La TVA a un impact pouvoir d'achat et antiredistributif beaucoup plus fort. » À la troisième salve de Battiston, le président cesse le jeu de ping-pong.

Battiston fait simple : il écrit à l'adresse électronique emmanuelmacron3@gmail.com, celle qu'Emmanuel Macron donne à la volée depuis qu'il est à Bercy. Longtemps, il a lu et répondu directement à ces messages. Mais les courriels sensés sont devenus rares. Le président ne répond plus lui-même, se fait imprimer les textes qu'il trouve intéressants. Ensuite, il appelle ou fait appeler. Il n'écrit plus de mails en direct.

Pour échapper à l'enfermement, il est prêt à prendre des risques. Dans une foule, il repère immédiatement les hostiles, et fond sur eux pour les évangéliser. Ouvriers en colère, retraités amers, contribuables paumés, il cherche le contact, décortique la feuille d'impôts, ausculte la fiche de paie. Il n'a pas la chaleur d'un Chirac ni la bonhomie distanciée d'un Hollande, il joue sur sa capacité à convaincre. Au tout début de novembre 2019, alors que l'opposition à la réforme des retraites n'embrase pas encore la France, et qu'il vit une période de relative quiétude, il envisage de recevoir des gilets jaunes. Ils lui en ont fait la demande, pour le premier anniversaire de leur mouvement. Il est tenté, mais finit par écouter ceux qui lui déconseillent de remettre en selle les figures d'un mouvement sorti du paysage.

Issu de la bourgeoisie moyenne, fils de médecins, Macron veut rester insensible à la sociologie. Son entourage raconte ses contacts réguliers avec un berger, ses discussions de supporteur (de l'OM) avec un SDF algérien, ses échanges avec un huissier de Bercy sur les performances de son équipe de foot préférée. Quand il quitte l'Élysée, en juillet 2014, les huissiers lui offrent une de leurs livrées, parce qu'il avait su nouer le contact avec eux. Dans son livre *On s'était dit rendez-vous dans vingt ans*[1], Anne-Sophie Beauvais, condisciple de Macron à Sciences Po, raconte qu'il assiste au pot de départ d'un appariteur de l'Institut d'études politiques, un des tout derniers à exercer ce métier. Il est alors ministre de l'Économie.

Il garde le contact avec les petites mains, les anonymes croisés durant la campagne, bénévoles ou salariés du mouvement. Au moment des élections européennes, en mai 2019, il sonde Fatima Kadouci sur l'état d'esprit des militants. La jeune femme s'investit au QG de la campagne de La République en marche. L'ambiance est bonne, il y a du tractage, dit-elle. Passe me voir, lui répond-il. On ne débarque pas à l'Élysée parce qu'on a vu la lumière allumée. La secrétaire particulière du chef de l'État, Valérie

Lelonge, appelle la jeune femme pour qu'elle se trouve, à un moment donné, à un endroit où le président se déplace.

3.

Le voleur d'idées

On cherche le mot juste. Pudding ? Millefeuille ? Puzzle ? Tout semble trivial quand il s'agit de qualifier les idées d'un président de la République. On regrette le temps du simple, quand on savait que de Gaulle, Pompidou, Giscard, Chirac, Sarkozy étaient de droite ; Mitterrand et Hollande, de gauche. Bien sûr, il y avait des contestataires, qui prétendaient par exemple que de Gaulle était ailleurs, que Chirac flirtait à gauche, que Mitterrand penchait vers la droite, peut-être même qu'il en venait. Mais *grosso modo*, on marchait sur du dur, on tapait fort, on savait qui l'on était, d'où l'on venait, où l'on allait.

Celui-là, le huitième président de la Vᵉ République, est en marche, c'est-à-dire partout et nulle part, mobile, comme une cible qui veut se mettre hors de portée. On le croit libéral, il vous parle nationalisation ; on le voit mondialiste, il vous embrasse Chevènement ; on le dit rocardien, il ignore les Girondins. Comme un fleuve, Emmanuel Macron charrie des alluvions, sable, limon, argile, galets… récoltés tout au long de son parcours. Les sédiments s'ajoutent, cohabitent, parfois se contredisent, jamais ne se retranchent.

Enfant, il découvre l'odeur des fleurs dans les livres avant de les respirer lui-même. Sa grand-mère l'initie à Colette, au Giono de *Regain* et de *Colline*, à Giraudoux. Des auteurs que plus personne ne lit aujourd'hui. Viennent ensuite Gide et Camus, puis Proust et Céline.

Étudiant, il ajoute la strate philosophie en travaillant auprès de Paul Ricœur et trouve confirmation de ses penchants : il n'a pas envie de réflexion en chambre, il veut entrer en politique. Olivier Mongin rencontre Emmanuel Macron à l'anniversaire de Paul Ricœur, en 1999. « Macron n'est pas plus ricœurdien que Ricœur n'était macronien, dit-il. Il sait qu'on

n'applique pas des concepts au sommet du pouvoir. Le jeune Macron apprend avec Ricœur à serrer les notions philosophiques et à prendre le temps de l'argumentation. »

Quand Marc Ferracci fait sa connaissance autour d'une bière, à la fin du siècle dernier, il n'a aucun doute, son futur ami est de gauche. Les deux garçons, étudiants à Sciences Po, sont attablés au Basile, le rendez-vous des élèves de la rue Saint-Guillaume, à l'angle avec la rue de Grenelle. Marc Ferracci est trois jours plus jeune que Macron, il est devenu un économiste réputé, a inspiré la réforme du travail au début du quinquennat. « À l'époque, Emmanuel est structuré idéologiquement, alors que la plupart des gens de Sciences Po ne le sont pas, contrairement à l'idée que l'on se fait d'eux, explique-t-il. Il était très proche d'une forme de social-démocratie, avec une sensibilité marquée aux problèmes de réduction des inégalités. Une pensée dans laquelle perçait déjà un certain pragmatisme, la recherche de la cohérence économique, et la référence au travail comme valeur structurante de la société. »

Macron fréquente la revue *Esprit*, proche de la deuxième gauche, tout en se formant auprès de la première. Il participe à la campagne municipale de 2001 au sein de l'équipe de Georges Sarre, vice-président du Mouvement des citoyens (MDC), et maire du 11e arrondissement. L'année suivante, il vote pour Jean-Pierre Chevènement à la présidentielle. À ce stade, il n'a pas fait connaissance avec le créateur du MDC.

Entre les deux hommes, la relation cuit lentement. Leur première rencontre attend la nomination de Macron à Bercy, quand le sénateur du Territoire de Belfort s'inquiète du décalage entre les promesses du gouvernement sur Alstom et la réalité des choix de l'entreprise. Chevènement s'attend à trouver un énarque classique, certes « sorti à l'inspection », comme on dit entre anciens élèves de l'école, passé par la banque Rothschild. Il le sent ouvert et sympathique, il accroche bien. Il ignore que, quinze ans plus tôt, le jeune homme fréquentait le MDC. Ce jour-là, Emmanuel Macron n'en dit pas un mot. Il en parlera plus tard, spontanément.

La loi sur la croissance du néo-ministre n'impressionne pas beaucoup celui qui a cumulé les portefeuilles, la Recherche et l'Industrie, l'Éducation, la Défense, l'Intérieur. Il le discerne mieux après, parce que, « faciliter l'usage des autobus, ce n'est tout de même pas un choix de société

majeur ! ». Chevènement n'est toujours pas éclairé en avril 2017 : au premier tour de l'élection présidentielle, il vote nul, il a rayé un bulletin. À quel nom ? Il ne le sait plus.

Désormais, il l'identifie à son propre combat : « Comme moi, Emmanuel Macron a été sensible, très tôt, à l'épuisement du clivage droite-gauche, car les deux partis classiques [le RPR puis ses avatars, et le PS] étaient favorables à l'Acte unique européen et à la monnaie unique. Lui refuse le tic-tac droite-gauche, ce que j'appelle l'alternance du pareil au même. On est loin de ma formulation de 2002, quand je parlais d'alternative. »

De Chevènement, Macron retient aussi le goût d'un État fort. Et la conviction qu'en France, il se fond avec la nation. Quand vient la crise sanitaire, il ne fait aucun doute pour lui que l'État doit être là.

Macron n'en finit pas de se balader le long de la gauche. Après Chevènement, Rocard. Le héros de la deuxième gauche et le jeune inspecteur des finances se rencontrent en 2004. Pour son livre *L'Ambigu Monsieur Macron*[1], première biographie d'Emmanuel Macron, Marc Endeweld a interviewé Michel Rocard. Voici ce que l'ancien Premier ministre dit du futur président : « Il est incontestablement de gauche […], les quatre cinquièmes du PS et les journalistes continuent d'appeler socialisme l'hostilité à l'économie de marché, alors que l'enjeu est plutôt d'instaurer la solidarité dans le cadre de l'économie de marché. » Rocard ajoute que Macron, comme lui, est favorable à une gestion publique de l'économie de marché, qu'il partage avec son aîné l'idée de l'efficacité de l'action publique, de la nécessité de l'expérimenter et de l'évaluer, ainsi que la promotion de cette République contractuelle, qui négocie avec la société civile, promise pendant sa campagne, si difficile à décliner une fois au pouvoir.

Macron poursuit sa formation économique comme rapporteur général adjoint au sein de la commission Attali, en 2007-2008. Il écoute beaucoup, prend des notes, très à l'aise. Tout le monde l'aime bien. Il fabrique son carnet d'adresses et quelques convictions qui lui serviront de fond programmatique pour 2017. Son professeur s'appelle Philippe Aghion, personnage chaleureux et brillant, né dans une famille d'intellectuels égyptiens qui a posé ses valises au bord de la Seine dans le Paris des années 1940. Il est aujourd'hui professeur au Collège de France.

L'économiste reçoit le jeune homme chez lui. Autour d'un café, Macron parle de Ricœur, Aghion du lien entre l'innovation et la croissance, sa passion, et la manière de réformer pour encourager l'une et l'autre, sa spécialité. L'élève Macron a un niveau Sciences Po – autant dire pas très élevé pour un académique comme Aghion – mais il apprend vite.

À ce stade de sa carrière, Macron est attiré par la galaxie réformiste de gauche. Il tombe assez naturellement chez les Gracques. Ce groupe de réflexion, créé en 2007, rassemble des hauts fonctionnaires, des chefs d'entreprise, des membres de cabinets ministériels. Il ne vient pas de nulle part. Les Gracques sont les petits-fils de la fondation Saint-Simon, ce rendez-vous intellectuel créé par l'historien Pierre Rosanvallon en 1982 pour réconcilier la gauche avec l'entreprise et l'Europe, qui a décidé de se dissoudre en 1999. Une poignée de ses membres continue à travers un autre groupe, En temps réel. C'est parmi eux que se trouvent les fondateurs des Gracques, dont leur président Bernard Spitz, mais aussi Gilles de Margerie, Philippe Crouzet ou Emmanuelle Wargon, devenue ministre sous Macron.

Le jeune homme participe à des travaux des Gracques, notamment leur université de 2008 : il est aussi chargé d'organiser les contacts avec d'autres *think tanks* européens. Macron fait son chemin, les Gracques sentent son potentiel, se mettent à son service. Le 22 novembre 2015, devenu ministre de l'Économie, il est invité à clore l'université de ce « groupe de réflexion et de pression », comme il aime à se définir. Le 24 septembre 2016, Gérard Collomb, maire de Lyon, rallié très tôt à Macron, réunit avec les Gracques un colloque des réformistes dans sa ville. Le quasi-candidat à la présidentielle en est la vedette…

On l'aide autant qu'on peut. Au cœur de l'hiver 2016-2017, Emmanuel Macron se rend dans un immeuble, certes cossu, mais sans signe distinctif, situé le long de la Seine, à la hauteur de l'île Saint-Louis. Il prend l'ascenseur jusqu'au dernier étage, pénètre dans l'appartement d'un particulier, emprunte un couloir, et franchit une porte-fenêtre. Il se retrouve sur une terrasse…

Même ceux qui croient connaître Paris ne peuvent imaginer ce qu'il découvre. La surface de la terrasse occupe la totalité du pâté de maisons. Rien ne s'oppose à sa vue. Le jour tombe sur Paris couché le long des deux rives de la Seine. Les yeux du candidat s'attardent sur le Panthéon,

l'Assemblée nationale, le dôme des Invalides et la place Vendôme, Notre-Dame et le Sacré Cœur. La capitale est aux pieds d'Eugène de Rastignac.

Le dîner ne se passe pas chez Mme de Nucingen. Le propriétaire des lieux s'appelle René Silvestre, créateur du journal *L'Étudiant*, membre des Gracques. Il a mis son appartement et sa terrasse à disposition du candidat pour une levée de fonds. En campagne, Emmanuel Macron a besoin d'argent. En marche ! recueille des petits dons, des 20 et 30 euros, mais les gros, c'est mieux. Une vingtaine de personnes écoutent le candidat. On ne leur tend pas la sébile au dessert. Ils sont discrètement recontactés après le dîner. Chacun peut donner jusqu'à 7 500 euros par personne pour le parti, et 4 600 euros pour le candidat, c'est la loi.

Quelques mois plus tard, le 28 septembre 2017, René Silvestre ouvre à nouveau son repaire. Il fait doux, la nuit se souvient encore de l'été. Les Gracques fêtent leurs dix ans d'existence. Des bosquets et des petites allées dessinent la terrasse, des buffets y sont nichés. Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur, fait un discours pour dire son plaisir d'être là, rappeler les bons souvenirs, ceux de la conquête. Ismaël Emelien prend la parole. À travers le conseiller spécial d'Emmanuel Macron, c'est un peu du président de la République qui est là.

Emmanuel Macron emprunte. À Chevènement, à Rocard, aux Gracques. Pourtant, il n'aime pas qu'on lui trouve des pères. Il engrange les soutiens, mais récuse les filiations trop appuyées. Même avec Rocard dont il évite de se proclamer l'héritier. Trop encombrant, trop contraignant, trop daté par une histoire politique qui n'est pas la sienne. « Macron est un miroir sans passé, sans passif. Beaucoup de ceux qui l'accompagnent projettent leurs fantasmes politiques, plaquent leur propre logiciel sur lui, analyse Philippe Grangeon, ex-conseiller spécial à l'Élysée, venu de la deuxième gauche. C'est toute l'alchimie du En même temps et du dépassement, confrontée à l'exercice des responsabilités. Cela peut provoquer de l'incompréhension et de la frustration pour les acteurs de cette aventure. »

Macron n'assume qu'une étiquette : il est de gauche. Quand Stéphane Richard, directeur du cabinet de Christine Lagarde entre 2007 et 2009, inspecteur des finances comme lui, lui propose d'entrer au cabinet, il lui oppose une fin de non-recevoir : il ne veut pas travailler dans un gouvernement de Nicolas Sarkozy. Il s'en explique plus tard dans la *Revue*

des anciens de Sciences Po, en avril 2010 : « Je suis de cette gauche ouverte, sociale, démocrate et je ne me retrouvais pas dans l'équipe arrivante. Je ne pensais pas pouvoir être un collaborateur zélé, mais je savais pouvoir être un fonctionnaire loyal. »

Sous Hollande, il est toujours de gauche. « En quoi je suis de gauche ? reprend-il en réponse à une question de *L'Express* en avril 2013, alors qu'il est secrétaire général adjoint à l'Élysée. Une société respire mieux quand chacun réussit selon ses mérites à sortir de la case où il est né. C'est par l'école qu'on y parvient, en favorisant la prise de risque. Mais l'État est là dans les moments durs de la vie. Je suis contre le marché à tout crin, contre le conservatisme social et statutaire qui est parfois celui de la gauche. »

Sortir de la case où l'on est né, réussir selon ses mérites. L'économiste indien Amartya Sen a théorisé ces principes et Emmanuel Macron s'en inspire. « Amartya Sen dit qu'il faut construire l'égalité des possibles pour chacun. À cette condition, la société peut accepter des différences parce que l'égalité des chances est concrètement respectée, explique Jean Pisani-Ferry, économiste et responsable du programme du candidat. C'est l'utopie de la génération qui a appris que les recettes de la première gauche ne marchent pas. On parle aujourd'hui de “prédistribution” (des capabilités) au lieu de “redistribution” (des fruits de la croissance). L'éducation doctrinale du Macron de 2017 s'est construite sur la base de ce logiciel, qui appartient à la gauche. »

L'univers de Macron est optimiste. Il est l'homme d'une société mobile, où les gens se forment, lèvent les blocages et vont vers un monde plus serein. La France a cette capacité à construire ces opportunités, elle peut tirer parti d'une mondialisation régulée par le multilatéralisme, pense-t-il. Il est l'homme d'une société ouverte qu'il oppose à une société fermée. Un clivage qui pour lui se substitue au classique droite-gauche.

Aujourd'hui, quand on lui demande s'il est de gauche, il vous parle de dépassement. Quand on insiste, il répond : « Qu'est-ce qu'être de gauche ? Je suis un progressiste.[2] » Rebattre les cartes lui permet d'attirer une partie de la droite, séduite par son libéralisme entrepreneurial, sa célébration des vertus du travail. « La culture d'Emmanuel Macron est avant tout celle d'un inspecteur des finances, analyse Gérard Longuet, sénateur LR de la Meuse, pour lui tout a un prix et il faut payer le moins possible, mais il pense,

comme la droite, qu'on ne réussit que par l'effort et qu'il faut le récompenser. Il croit à la méritocratie, à l'élite républicaine. La gauche aussi, mais elle a davantage le souci de ceux qui ne réussissent pas que de mettre en avant le succès de ceux qui réussissent. »

Macron procède à la captation de l'imaginaire de droite sur un autre terrain. Quand il comprend, ministre de l'Économie avec déjà des ambitions plein la tête, qu'il doit cultiver d'autres champs. Dans l'hebdomadaire *Le Un*, le 8 juillet 2015, il se lance : « Il y a dans le processus démocratique et son fonctionnement un absent. […] Cet absent, c'est la figure du Roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort. […] Ce qu'on attend du président de la République, c'est qu'il occupe cette fonction. »

Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, a repéré le cambriolage. « Sa force au départ, c'est de comprendre ce vide démocratique, décrit par Claude Lefort [philosophe, spécialiste du totalitarisme et de la démocratie], la place vacante, celle du roi. Il comprend que la droite a besoin de cette incarnation. Il sait trouver son miel et son chemin, les dix-huit premiers mois de la présidence sont cela, il donne une forme d'incarnation à la présidence, il y a un effet contraste avec François Hollande. »

Le jeune président va chercher la droite dans ces célébrations dont il a le goût – il met un soin particulier au centenaire de la Grande Guerre, en novembre 2018, dans l'hommage à la France éternelle, celle de Jeanne d'Arc, de Notre-Dame de Paris ou du château de Villers-Cotterêts. Parler d'Histoire, de paysages et de littérature vous campe à droite sur l'échiquier français. Comme si la gauche avait abandonné ces territoires.

Macron veut concilier l'optimisme de la volonté et le pessimisme du constat, le progressisme et le sens du tragique de l'Histoire. « On peut être progressiste dans un monde où les choses vont de plus en plus mal parce que l'on croit qu'il n'y a pas de fatalité, et que le but de l'action politique, c'est que le corps social ait des perspectives de progrès individuel et collectif[3] », dit-il aujourd'hui.

Ce n'est pas la musique que l'on entendait au début du quinquennat. En ces temps-là, le monde se divisait en deux, les progressistes et les imbéciles. Si les oppositions ont joué de cette caricature, si les macronistes triomphants l'ont nourrie sans que le principal intéressé les contredise, une

partie du pays a cru avec sincérité qu'elle était réduite à sa stupidité supposée. Celle qui subit la désindustrialisation, la gestion naïve de la mondialisation par l'Europe, et sent le progrès se dérober sous ses pas. Cette France-là existait avant l'élection de Macron. Elle existe ailleurs, si l'on peut oser un tel oxymore. Elle a voté pour le Brexit, au Royaume-Uni, et pour Donald Trump, aux États-Unis. « Ces deux événements sont des chocs violents mais, dans la campagne de 2017, leur impact est sous-estimé. La question pour les observateurs est "Le Pen peut-elle être la troisième de la série ?" Pour autant, la portée de ces phénomènes, l'ampleur de la commotion ne sont pas prises en compte », reconnaît Jean Pisani-Ferry.

Les crises du quinquennat, gilets jaunes puis Covid-19, obligent Macron à le faire. À puiser dans sa garde-robe les habits du moment. Tout est déjà dans le placard. On sort le costume adéquat et la chemise qu'il faut en fonction de la météo. Quand il déclare, le 13 avril 2020, dans une adresse aux Français : « Sachons […] nous réinventer – et moi le premier », il veut montrer qu'il est prêt à changer. Pour lui, se renier n'est pas se renier, puisqu'il est mobile avant tout.

En pratique, il ne se parjure ni ne se réinvente. Il ajoute une strate. Il ne touche pas à la politique de ses débuts, mesures en faveur des entreprises et disparition de l'ISF. Il sollicite ses acquis, mobilisation du cerveau étatiste, du concept de souveraineté, des Jours heureux, quand le tragique de la guerre faisait naître la Sécurité sociale.

Un homme incarne cette strate, c'est Jean-Pierre Chevènement et son patriotisme très présentable, ouvert, partant de la nation, tendant vers l'universel. Déjà, il est consulté, à la rentrée de 2019, quand il faut trouver une justification républicaine à la politique de fermeté en matière d'immigration. En septembre, Macron a mis le feu à sa majorité en lançant l'idée d'un débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale. Joseph Zimet, directeur de la communication à l'Élysée, ancien militant chevènementiste, consulte son mentor et bâtit un message destiné à justifier une politique migratoire bâtie sur deux piliers, humanité et efficacité.

C'est Chevènement que l'on écoute quand l'industrie est menacée d'effondrement par la crise sanitaire. En mai 2020, Emmanuel Macron lit donc attentivement la petite lettre que Jean-Pierre Chevènement lui a adressée. L'ex-ministre n'est pas du genre à abuser du téléphone. Il plaide pour qu'on aide tout le secteur automobile, y compris les véhicules

thermiques. « On ne peut pas construire sur un champ de ruines, le verdissement n'est pas une réponse à la crise actuelle : l'origine de la Covid-19, c'est une chauve-souris », rappelle-t-il. Macron tranche dans son sens, les objectifs écologiques ne sont pas oubliés, mais la priorité va au sauvetage de la filière.

Les mots du quinquennat changent. On ne parle plus de disruption, ni de *start-up nation*, et moins d'émancipation, trop abstrait pour marquer les esprits. La souveraineté est toujours européenne, mais aussi française, et tout à coup surgit « l'indépendance », plus explicite : ne dépendre de personne en matière militaire, énergétique ou sanitaire.

La « transformation » faisait peur. Pourquoi chambouler le système de retraite ? Elle a disparu du vocabulaire. L'heure est désormais à « reprendre le contrôle ». De son parcours personnel, mais aussi du cours de la nation. On lui reprochait de cultiver l'individualisme, Macron veut montrer qu'il pense aussi collectif.

Mais il croit toujours que la bataille se joue entre une société ouverte et une société fermée. Durant la crise sanitaire, quand le ministère de l'Intérieur affirmait : « Nous avons fermé les frontières », Emmanuel Macron insistait pour corriger l'expression et parler de « contrôles et de restrictions temporaires ».

Déjeuner de printemps

C’est une petite tradition chez les journalistes : ils se regroupent à plusieurs, par affinités, pour inviter une personnalité de la politique ou de l’entreprise, du syndicalisme ou du monde des idées, à échanger. Le 2 mai 2012, ils sont quatre – dont l’auteur de ces lignes – à déjeuner avec Emmanuel Macron, au 1728, un restaurant du 8e arrondissement parisien. Une belle adresse, logée dans l’ancien hôtel particulier du marquis de Lafayette. Avec ses boiseries, ses lustres à pampilles de cristal et ses enfilades de pièces parquetées, la demeure peut rivaliser avec son voisin, l’hôtel du comte d’Évreux, autrement appelé l’Élysée.

Emmanuel Macron n’y est pas encore installé, mais presque. Le 2 mai est le jour du débat de l’entre-deux-tours de la présidentielle. Dans quelques heures, les finalistes, François Hollande et Nicolas Sarkozy, vont s’opposer. Macron est alors un tout jeune conseiller (trente-quatre ans), peu connu. Il a mené campagne pour le socialiste, il est pressenti pour devenir secrétaire général adjoint de la présidence de la République. On devine le techno, brillant et sûr de lui, parce qu’on a en tête quelques modèles du genre comme Xavier Musca ou François Pérol, ses prédécesseurs immédiats.

Le déjeuner fait découvrir bien autre chose, un personnage aux analyses très personnelles, des idées précises sur ce qu’il faut faire ou pas, une ambition qu’il ne dissimule pas et, déjà, une distance avec le futur élu qu’il ne prend pas la peine de cacher. Lui, ce n’est pas moi…

La conversation débute sur le débat. « Je redoute le rapport hystérique de Sarko par rapport à l’opinion, ce n’est pas rationnel, dit Macron. Sarko est bipolaire. Il y a des moments où il est très bon. Ce soir, il va aller chercher

Hollande sur l'international, la stature, la technique. Hollande ne va pas donner des coups dans tous les sens, car il croit en sa chance. » Et de conclure : « Le match va se jouer très défensif, en contre, pas à la brésilienne. Sarko va tout mettre sur le compte de la crise. » Celle de 2008 qui a percuté son quinquennat.

Et de continuer à critiquer ce mandat qui s'achève. « Nous sommes dans une situation d'extrême faiblesse face à l'Allemagne, en termes de finances publiques, de compétitivité, de chômage. Cette divergence est de la responsabilité de Nicolas Sarkozy : alors qu'en 2008-2009 les Allemands se prennent une crise très grave en termes de croissance, ils la paient moins en termes de chômage. Nous subissons le contrecoup de la désagrégation du couple franco-allemand. »

Plus étonnant, le futur secrétaire général adjoint se montre critique vis-à-vis de son propre camp. François Hollande a dû faire marche arrière après avoir voulu rogner les avantages du quotient familial, favorable aux familles à hauts revenus ? « Il fallait installer le constat que la fille de Nicolas Sarkozy – la petite Giulia est née un an plus tôt – rapporte autant que celle d'un smicard. » Le candidat a promis l'organisation d'une conférence sociale après son élection pour parler emploi, travail, formation professionnelle et chômage, retraites, etc. « C'est une erreur d'avoir annoncé tout de suite la mesure retraites [le candidat Hollande a promis une amélioration pour les carrières longues] : il aurait fallu l'inscrire au menu de la conférence. » Et s'en servir comme d'un élément de négociation pour contraindre les syndicats à faire des concessions sur un autre sujet. « Hollande n'a pas pris ce risque et cela m'a frustré. » Quant à la taxe de 75 % sur les très hauts revenus, trouvaille de François Hollande, dont Macron dira plus tard qu'elle fait de la France un Cuba sans soleil, il en souligne les aberrations : « On fait une taxe de 75 % et on ne touche pas à l'assurance-vie », qui est un paradis fiscal.

Toujours très sûr de lui, Emmanuel Macron affirme qu'il n'ira pas à l'Élysée à n'importe quel prix. « Quand on est social-démocrate, ce qui compte, c'est la solidarité et l'égalité des chances. Il faut aller contre les conservatismes. Il faut des symboles et Hollande donnera des signes comme la baisse de son salaire. Il est ouvert à cela, je lui en ai parlé. Pour moi c'est une condition de mon ralliement. » Ralliement ? Macron serait le chef d'un important courant politique dont il apporterait le soutien à Hollande ? Non,

il ne représente que lui-même. Il poursuit : « Ce que je ferai dépendra de la discussion que j'aurai avec Hollande. Si c'est pour continuer des vieux trucs, ça ne m'intéresse pas. » Il veut être chargé d'un triptyque englobant l'économie, le social et l'Europe. Parce qu'il y a une cohérence entre ces domaines. « Si Jouyet [Jean-Pierre, l'un de ceux qui l'ont repéré] est secrétaire général, je n'ai aucun intérêt à être secrétaire général adjoint. » Il n'a pas tort : leurs compétences seraient redondantes. Quand Jouyet est nommé secrétaire général en 2014, il quitte son poste d'adjoint.

Comment réformer ? « Il existe des rentes, fiscales, avec un incivisme terrifiant des élites. Il existe aussi des rentes à gauche, la fonction publique en est une forme. » Il enchaîne avec la dépense publique. « On sait les leviers, dit-il, geler le point de la fonction publique, agir sur les collectivités locales. Nous allons perdre 2014 (allusion aux élections municipales, défaite attendue pour tout pouvoir en place), donc allons-y gaiement. » En matière sociale, il parle d'économiser 50 milliards d'euros, il estime que la demande de logement est trop subventionnée, que les APL sont récupérées par les propriétaires (qui augmentent les loyers du montant de l'allocation). « Il faut les remettre sur le métier et offrir d'autres mécanismes aux étudiants », dit-il.

Il se méfie du retour de la gauche, éloignée du gouvernement de la France depuis 2002, et qui va revenir avec Hollande. « J'étais en primaire quand ils étaient déjà au pouvoir », affirme-t-il. Lui qui a essayé de s'implanter localement ne garde pas le meilleur souvenir de cet univers partisan. « Les socialistes du Pas-de-Calais m'ont convaincu de faire de la banque d'affaires, lance ironiquement le natif d'Amiens. Comme ils sont racistes et misogynes, être un homme blanc est plutôt un avantage ; mais je suis jeune et diplômé, ça, c'est plutôt une catastrophe. »

4.

Brigitte

Le couple Macron est devenu une marque mondiale. En Afrique francophone, les femmes trompées par leur mari pour une plus jeune – cela arrive, paraît-il – menacent de se venger : « Je vais te macroniser ! » Entendre qu'elles vont choisir un amant affichant quelques années de moins qu'elles. Cette génération qui sépare les dates de naissance de Brigitte et d'Emmanuel Macron laisse admiratif, jaloux, ou perplexe.

Le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. La vérité de cette union est ailleurs, qui mélange la solidité et la fusion, la terre et l'air, la physique et l'alchimie. Il faut les regarder tous les deux ensemble. Nous sommes à l'Élysée, et le président s'est installé dans un de ses bureaux, au rez-de-chaussée du palais, en compagnie de deux personnes. Brigitte Macron franchit le seuil et aussitôt son mari s'écrie : « On est là, chérie ! » comme s'il lui parlait du fond d'un gouffre. La pièce est vaste, carrée, dégagée, il est impossible de ne pas distinguer ses occupants au premier coup d'œil. Mais Emmanuel appelle comme s'il avait peur que Brigitte s'échappe…

Lui aussi passe souvent dans son bureau, ils se parlent toute la journée. Quand leur emploi du temps les éloigne, ils s'envoient des messages. Elle se rend dans un hôpital, rencontre des enfants malades, des handicapés, et ceux qui s'en occupent. Elle a des choses à lui raconter sur cette fondation pour les femmes, cet institut pour l'emploi ou les maladies génétiques, elle voudrait que lui-même visite certains de ces lieux. Elle a hâte de le retrouver le soir pour partager ses découvertes, joies et déconvenues.

Ils ont beau être là, l'un à côté de l'autre, depuis un quart de siècle, ils se cherchent du regard, elle le couve de son admiration, lui guette son approbation. Pas sur la refondation de l'Europe ou la réindustrialisation de

la France, mais sur les essentiels de la vie, les enfants, leur famille, leur histoire. « Nous avons eu une chance inouïe de nous rencontrer, confie Brigitte Macron. Nous sommes heureux ensemble, nous avons besoin d'être ensemble. La seule chose atypique dans notre couple, c'est la différence d'âge. Nous sommes une famille comme les autres.[1] »

Oui, vraiment comme les autres. Brigitte Macron est conforme à ce que l'on attend d'une « femme de »… Elle quitte son métier d'enseignante quand son mari devient ministre ; elle prend la succession de Bernadette Chirac à la tête de la Fondation des hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France ; elle s'occupe de tous les malheurs, cour d'appel des souffrances sans écho. Quand elle revient de Brégançon, après les vacances, fin août 2020, les trois quarts du courrier qui l'attend concernent des enfants. Traitements chimio trop lourds, harcèlement sur le Net, scolarité brisée par la Covid-19, etc. Pendant le confinement, elle s'informe régulièrement des statistiques du 119, le numéro d'appel pour les enfants en danger.

Son tempérament de chef de meute la rend sourcilleuse du bien-être des siens, et de celui des autres. Elle est toujours là pour soigner les plaies et les cœurs. « Elle est oblative », dit Philippe de Villiers. Le président du Puy du Fou aime beaucoup cette première dame dont il s'approprie la moitié du cerveau : « Elle a le greffon du nouveau monde et le pied mère de l'ancien », affirme-t-il dans une métaphore horticole.

Elle donne. Durant la campagne présidentielle, elle est souvent accompagnée d'un jeune homme, militant d'En marche !, qui s'il n'assure pas sa sécurité, du moins l'entoure de sa vigilance. Ahmed Eddarraz se définit lui-même comme « un petit provincial d'origine maghrébine en échec scolaire ». Fils d'immigrés marocains, il est buraliste à Rodez. Il vend des journaux et son chiffre d'affaires explose dès que Macron est en couverture. Il rencontre le candidat. Lui qui a commencé sur les marchés est traité d'égal à égal par un type à diplômes. Brigitte Macron lui fait découvrir *L'Étranger* de Camus.

À quelques jours du premier tour, en 2017, dans un train pour la Bretagne, Ahmed Eddarraz reçoit le message d'une amie, juste un smiley qui pleure. « Tu fais pleurer les filles ? » lui demande Brigitte Macron. Il explique la situation : la jeune femme vient de faire une fausse couche, elle ne peut pas avoir d'enfants. Brigitte lui demande d'appeler l'intéressée. Durant quarante-cinq minutes, elle la rassure, elle connaît beaucoup

d’exemples similaires, les choses finissent par s’arranger. Elle va l’aider à trouver un médecin spécialiste de ces questions, etc. Trois mois plus tard, un bébé s’annonce. De l’influence de la parole sur la fertilité.

La Madone est consolatrice. On aurait tort de la croire effacée. Quand elle a une conviction… « Je suis parfois moins patiente qu’Emmanuel, surtout quand un sujet me tient à cœur. Il y a un moment où je me dis : ça suffit, on a assez discuté ! C’est un peu mon côté prof. Par exemple, sur l’éducation. Pour moi, c’est un droit fondamental, je n’aime pas qu’on allège les matières, je pense que tous les enfants ont droit au meilleur. »

Les soutiens (de gauche) de Macron ont vite rangé sa femme dans la case « bourgeoise de province de droite ». Pris un par un, chacun de ces mots lui correspond. On pourrait y ajouter « catholique », tant l’éducation religieuse a laissé son empreinte. Passé par le tamis des souvenirs, le passage chez les bonnes sœurs est source d’une reconnaissance éperdue.

Le 26 juin 2018, le couple se rend à Rome. C’est la première rencontre d’Emmanuel Macron avec le pape François. Le président de la République française a accepté de prendre officiellement possession de son titre de chanoine du Latran, titre honorifique. Pour la première dame, l’ambassade de France prévoit un programme tout ce qu’il y a de plus laïque, le Forum. Mais l’Élysée demande un volet religieux en complément, l’église de la Trinité-des-Monts. Tout visiteur de la capitale italienne connaît les deux clochers symétriques de cet édifice du XVI^e siècle qui domine la place d’Espagne.

L’église est propriété française. Durant cent soixante-dix-huit ans, elle a été occupée par une congrégation, la Société du Sacré-Cœur. C’est la raison du choix de cette étape par Brigitte Macron. Elle y est accueillie par une cinquantaine de personnes, membres de la communauté de l’Emmanuel, actuellement chargée de l’église. Très vite, elle remarque une statue qui n’a rien de remarquable, sauf pour elle : c’est celle de Madeleine Sophie Barat, fondatrice, en 1800, de la congrégation du Sacré-Cœur, destinée à l’éducation des jeunes filles. Brigitte Macron, née Trogneux, est l’une de ces élèves, elle a suivi sa scolarité dans un établissement des religieuses, à Amiens.

Auprès des responsables de la communauté, elle évoque les maîtresses femmes qui l’ont éduquée, férues de sciences, pédagogues, qui acceptaient

que les élèves de première et de terminale aillent très loin dans la remise en question de la foi. Des femmes qui savaient se défendre contre les Jésuites – l'éternelle lutte contre la domination des hommes.

La visite progresse. Brigitte Macron n'est pas là en touriste. Son regard tombe sur le Saint-Sacrement, elle se met à genoux. On lui propose de voir une peinture murale de la Sainte Vierge. Elle acquiesce, c'est à elle que les élèves du Sacré-Cœur adressaient leurs prières, les veilles d'examen. Rien n'a changé. La vierge de la Trinité-des-Monts est un lieu de piété populaire à Rome, on vient y déposer des ex-voto pour demander d'être reçu au bac. L'officier de sécurité s'inquiète de voir la première dame emprunter un escalier fragile pour accéder à la peinture. Voilà Brigitte Macron seule devant Marie, elle porte ses lunettes noires, tout le monde comprend qu'il faut la laisser tranquille.

« J'ai été élevée par des parents tolérants, dit-elle aujourd'hui, et par les Dames du Sacré-Cœur, exigeantes et bienveillantes. Nous avions beaucoup de contraintes, mais elles étaient expliquées. Après, il fallait obéir. Moi, je répondais et j'étais souvent collée pour impertinence. Elles nous inculquaient l'exercice de la liberté sous contraintes, c'est comme cela que j'ai appris à vivre à l'Élysée, j'ai trouvé les chemins de traverse.[2] » Il arrive à la première dame de se balader dans Paris sans se cacher sous un bonnet, de faire des courses, mais elle donne sa préférence aux lieux moins fréquentés que d'autres.

Cette tension entre liberté et contrainte explique beaucoup de la transformation de Brigitte, simple prof, en Mme Macron, première dame. Elle n'a pas voulu de l'Élysée. La politique est un objet qui encombre son couple. Plus vite ce sera fini, mieux ce sera. Elle ne le dit pas, mais elle n'a pas envie d'un second mandat, si jamais cette tentation effleurait l'actuel président… Elle rêve de voir son mari publier. Françoise Noguès, la mère d'Emmanuel Macron, elle, a longtemps vu son fils en pianiste.

Pour l'une comme pour l'autre, le métier de président ressemble à une contrariété sur un chemin plus glorieux, celui de la musique et de la littérature. Les deux scandent la vie d'Emmanuel Macron. Pour l'heure, il se contente de les consommer. Quand il travaille, la musique est toujours là, Bach, Léo Ferré, Johnny Hallyday, Litz. Il y a bien un piano à l'Élysée, mais son locataire n'a pas le loisir d'y toucher. Il y a un piano droit dans la

maison du Touquet, celui de la grand-mère d'Emmanuel, mais là encore, le président n'a pas le temps de pratiquer.

La littérature est une quête plus accessible. C'est une question pour l'après-Élysée. Il suffit d'attendre. La femme du président conserve ses secrets dans des tiroirs. Il y en a un qu'elle n'ouvrira jamais, celui de son histoire avec Emmanuel Macron. Il n'appartient qu'à eux. Il y en a un autre, un vrai, dans lequel elle a enfermé deux manuscrits. Ces romans sont l'œuvre de son mari. On connaît celui sur les Aztèques, roman picaresque écrit à l'âge de dix-neuf ans. Brigitte Macron est une des rares personnes à l'avoir lu. L'autre est plus récent, et Brigitte Macron n'en dit que quelques mots : « C'est un roman sur une dame âgée et énigmatique. » On pense aussitôt à la grand-mère d'Emmanuel Macron, Manette, qui l'a élevé et qu'il adore. « Non, c'est une dérivation, c'est surprenant, cela relève plutôt de l'objet non identifié », poursuit-elle. Et c'est tout.

Macron remplit aussi des carnets Moleskine noirs de son stylo bleu. Ceux-là, Brigitte Macron ne les regarde jamais. Il lit beaucoup ; peu de romans, surtout des essais politiques, historiques, philosophiques ou économiques. Il poursuit la lecture de cinq ou six livres simultanément. Chacun reste dans ses différents bureaux de l'Élysée, dans les pièces de l'appartement privé.

Brigitte Macron, elle, est la femme d'un seul ouvrage à la fois. La littérature avant tout, Flaubert au-dessus de tout. « Il vous enferme dans l'écriture », dit-elle. Elle sait, grâce à *Madame Bovary*, que la description d'une pièce montée peut annoncer l'échec d'un mariage, que quelques mots suffisent à l'expliquer : « La conversation de Charles était plate comme un trottoir de rue », écrit Gustave Flaubert à propos du mari d'Emma.

Il y a une vie après Bovary et Mme Macron laisse sa chance au produit. Quoi qu'il arrive, elle parcourt le texte jusqu'à la page cent, c'est arbitraire. Au-delà, elle décroche, ou elle accroche. Elle a dévoré la trilogie de Pierre Lemaitre avec une tendresse particulière pour le dernier volet, *Miroir de nos peines*[3].

Le temps est un allié, une manière de conjuguer tension et liberté. Cela s'appelle la patience. En attendant d'ouvrir le tiroir, Brigitte Macron suit la route tracée par son mari, celle de la politique. Elle accepte des privations : la messe de Noël, elle aimerait y aller, lui non, il est le président d'un pays laïque, il n'a plus la foi. Elle n'est pas du genre à entraver sa marche, elle

n’est pas de celles, non plus, qui se traînent dix pas en arrière. Elle signale les feux rouges et les lignes jaunes. Et comme ils ne voient pas toujours les couleurs de la même manière… Des deux, c’est elle qui a les pieds sur terre. Elle ne pratique pas la postrationalisation, l’un des sports préférés de son mari, cette tendance à écrire le passé en fonction des intérêts du présent. Elle décide vite, ne comprend pas qu’on laisse traîner les situations à risque. Quand Christophe Castaner, ministre de l’Intérieur, justifie par « l’émotion » les manifestations interdites pour cause de crise sanitaire, elle alerte sur l’effet désastreux pour l’autorité de l’État.

C’est elle qui ramène Emmanuel Macron à sa part d’humanité. Dans son lien avec les autres, dans sa relation avec lui-même. Elle n’a pas épousé RoboCop, elle le sait, lui pas toujours. Elle sent quand il est fatigué, qu’il doute. Elle insiste pour qu’il dorme davantage, que son agenda soit allégé. Elle le voit avec ces fragilités qu’il fait tout pour cacher.

Elle en a le droit, elle seule peut l’engueuler parce qu’il est en retard, et dans ce cas, il feint l’innocence, soudain ramené au pays de l’enfance. Il a besoin de parler d’elle dès qu’on lui parle de lui, de sa vie personnelle. Y compris devant les 9 millions de téléspectateurs qui suivent son interview du 14 juillet 2020. Gilles Bouleau et Léa Salamé lui demandent s’il prendrait de la chloroquine, au cas où il serait atteint par le coronavirus. Voici ce qu’il répond (attention, langage parlé, un peu chaotique) : « Il se trouve que sur des pathologies que j’ai parfois ou autre chose, il m’arrive de m’automédiquer, parce que si mon épouse m’entend, j’allais dire “je ne m’automédique pas”, elle vous dirait que j’ai menti. » Il est de ces amoureux qui évoquent la personne aimée même si le sujet ne s’y prête pas. Parce qu’il pense tout le temps à elle.

Brigitte est donc un sujet délicat. En particulier à l’époque de Bercy quand, ministre de l’Économie, le néophyte est plongé dans la lumière, et elle avec lui. Sa compassion naturelle lui fait faire des bêtises. Elle relaie les demandes d’une femme de ménage qui a des soucis avec ses impôts. Elle protège des officiers de sécurité qui n’ont pas bien fait leur travail. Les bons sentiments ne sont pas toujours de bonne politique.

À l’Élysée, elle continue à se faire protectrice. Elle aime bien Alexandre Benalla. Quand il travaille auprès d’elle et que quelque chose cloche, ses remarques sont mesurées : « On aurait pu faire mieux, Alexandre. » Elle n’a

pas les mots qui fusillent d'une Bernadette Chirac. Après que l'affaire a éclaté, elle reconnaît, le 20 juin 2019, sur RTL : « On a minimisé », mais ajoute : « Ce n'est pas si facile, parce que c'est de l'humain. »

L'humain est sa zone de chalandise. Souvent, elle joue le rôle d'ambassadeur auprès du carnet d'adresses de son mari, faisant patienter des demandes d'affection ou de reconnaissance, parce que le président n'a plus le temps. Ou pas l'envie.

Les collaborateurs de l'Élysée apprécient qu'elle les défende quand son mari les malmène. Elle se montre soucieuse de leur équilibre familial. Comment va ta fille ? Ton mari ? Ta copine a réussi ses examens ? Ils ont noté qu'elle est plus prévenante avec les garçons qu'avec les filles. L'explication évidente – la peur de la concurrence – n'est pas forcément la bonne. En rupture avec ses prédécesseurs, Emmanuel Macron n'est pas du genre à dévisser la tête à cent quatre-vingts degrés pour une paire de jambes. Mais le regard des femmes entre elles peut être impitoyable, surtout quand elles ne savent pas encore ce que vieillir veut dire.

À Bercy, Brigitte aide Emmanuel à vivre les moments compliqués, lui conseille de ne pas quitter trop tôt le gouvernement, de jouer l'apaisement dans les relations avec Manuel Valls. Il songe à démissionner au moment où François Hollande annonce la déchéance de nationalité, fin 2015. Elle pense préférable d'attendre. Il se contentera de faire part de son « inconfort philosophique », en février 2016.

La question de sa présence publique divise l'entourage de l'époque. Les uns redoutent qu'elle fasse trop pencher la balance à droite, sur l'éducation, par exemple. Pourtant, elle n'est pas la seule à avoir repéré Jean-Michel Blanquer, auteur de *L'École de demain*[4]. Richard Ferrand, qui dirige En marche !, aussi. Il a été alerté par sa femme, séduite par les propos du futur ministre de l'Éducation, sur Europe 1. Quand Ferrand en parle au candidat, Brigitte Macron s'exclame : « Voilà trois semaines que je le lui dis : il faut qu'il voie Blanquer ! »

Ismaël Emelien est de ceux qui redoutent les effets négatifs de l'implication de la femme du candidat. Pierre-Olivier Costa, embauché dans l'équipe de campagne en janvier 2017, pense au contraire que son implication sur le terrain permet de multiplier les contacts, donc les voix. Il est aujourd'hui conseiller spécial à l'Élysée, auprès de Brigitte Macron.

Cette dichotomie entre l'équipe du président et celle de la première dame fait beaucoup de dégâts au début du quinquennat. Elle n'a pas complètement disparu.

Dans les premiers temps de la présidence, Brigitte Macron se sent marginalisée. Que fait-elle ? À quoi sert-elle ? Elle donne beaucoup dans le caritatif, sans caméras ni micros, son agenda est publié *a posteriori*. C'est un choix de son équipe. Elle est absente des réseaux sociaux, de Facebook, de Twitter, elle n'est jamais dans l'actualité brûlante. Mais elle joue son rôle de moitié, ou plutôt de doublure. Au Sénégal, en février 2018, elle remplace son mari qui, au dernier moment, ne peut plus se rendre dans l'île de Gorée, et elle visite un internat d'excellence pour filles. À Biarritz pour le G7 d'août 2019, c'est elle qui prononce le discours de remerciements à la mairie pour avoir accueilli l'événement. Elle a en main le texte prévu pour le président, mais ne le lit pas vraiment. Elle fait sa sauce, plus dans l'échange que dans le solennel.

Jean-Marc Dumontet est de ceux qui pensent que le potentiel de Brigitte Macron n'est pas assez utilisé. Le remplacement de Sylvain Fort, directeur de la communication de l'Élysée, est l'occasion de mettre le sujet sur la table. En janvier 2019, le producteur de théâtre discute avec Emmanuel Macron de cette succession. Dumontet suggère des noms à Macron, échange avec lui, et se propose d'auditer ces éventuels candidats. En un week-end, il s'entretient avec une dizaine de personnes, les bombarde de questions, mène son enquête, et dresse une note de dix pages sur chacun.

Mayada Boulos fait partie de la *short-list*. La jeune femme est une ancienne du cabinet de Marisol Touraine, elle est directrice générale adjointe de l'agence Havas, une maison qui n'est pas étrangère à la Macronie. Elle passe une heure avec le président dans son bureau d'angle, ce n'est pas le bureau officiel, mais il aime bien travailler et recevoir dans cette pièce. « Merci à vous d'être venue jusqu'ici », dit Macron comme si elle avait chaussé ses crampons pour gravir l'Annapurna. Dumontet fait une introduction en pointant les points forts de la candidate et les autres. L'intéressée prend la parole, analyse la communication élyséenne, forces et faiblesses.

À un moment, elle aborde le sujet sensible : « Il faut que je voie Brigitte. » Dix secondes de silence suivent cette demande. C'est long dix secondes dans un entretien d'embauche, avec un président de la

République. Il répond finalement : « Pourquoi pas ? » La rencontre a lieu dans la semaine ; Brigitte Macron est chaleureuse, les deux femmes parlent de choses et d'autres. Puis l'affaire traîne, les décisions ne se prennent pas, comme souvent à l'Élysée. Mayada Boulos se retire.

La femme du président n'est pas dans le jeu politique, mais elle fait de la politique. Qu'elle dise : « Il fait beau aujourd'hui », et c'est déjà un commentaire. Alors quand elle se rend à Lyon et rencontre Gérard Collomb, maire de la ville en campagne pour sa réélection, elle implique le président. Quand elle fait la une de *Paris Match*, fin avril 2020, avec ce titre : « Brigitte Macron, confinée et engagée. À l'Élysée, elle se bat pour les hôpitaux », on a envie de dire : mais que fait son mari ?

Durant cette crise, seule au palais puisque son équipe est en télétravail, elle déjeune avec les présents. Emmanuel Macron, Alexis Kohler et Philippe Grangeon. Elle apprécie ces deux hommes. Comme son mari, elle est obsédée par l'enfermement. Dis-nous la vérité, dis-lui vraiment ce que tu penses, insiste-t-elle auprès de tous ceux que le couple rencontre. Qu'elle affirme de quelqu'un qu'il n'est pas complaisant, qu'il dit les choses sans filtre, et c'est un énorme compliment.

Brigitte Macron n'en finit pas de se frayer un chemin entre contraintes et liberté. Mais tout ne peut pas être contrôlé. En novembre 2019, deux hommes que rien ne rassemble, sauf leurs liens avec Macron, déjeunent ensemble. Alain Minc et Philippe Grangeon. Le spécimen de l'élite à la française et le militant de la deuxième gauche. Les deux ne sont pas d'accord sur grand-chose, sauf sur un point : s'il arrivait quelque chose à Brigitte, Emmanuel dévisserait…

Et si Emmanuel Macron faisait une bêtise, une grosse bêtise ? Son ami Robert Piumati disait : « Un ami c'est celui qui va cacher le flingue quand tu as tué quelqu'un. » Les liens d'Emmanuel Macron avec ce personnage secret ont été dévoilés par Ariane Chemin dans une longue enquête du *Monde*[5]. La journaliste raconte comment ce militant communiste, gestionnaire d'entreprises dans la mouvance CGT et PC, rencontre le jeune Macron par l'intermédiaire de leur ami commun Marc Ferracci. Ce dernier s'est choisi Piumati et Macron comme témoins de mariage. Brigitte Macron a connu Piumati, mort il y a une dizaine d'années, dans les bars de la Contrescarpe et de la rue Mouffetard. Qui cacherait le flingue, lui demande-t-on ? « Moi », répond-elle sans hésiter un instant. Ça, c'est la liberté. Mais

elle ajoute : « Emmanuel ne tuerait jamais personne, et personne ne sait ce qu'il fait dans ce genre de circonstances. » Ça, c'est la contrainte.

Contre la rumeur

Il est un moment dans une campagne, surtout présidentielle, où le candidat passe au scanner de sa propre équipe. Existe-t-il des zones d'ombre dans sa vie ? On pense aux histoires d'argent et de sexe. Pas forcément illégales ni répréhensibles, mais qui viendraient casser les belles images du candidat. Comme la rumeur sur l'homosexualité d'Emmanuel Macron qui court toute l'année 2016. Un homme peut en aimer un autre. Mais quand il est marié à une femme, amoureux et qu'il s'affiche en couple fusionnel, il y aurait une grave insincérité à cette double vie.

L'interrogatoire du candidat a lieu à la rentrée 2016, quand Macron installe son QG dans un bureau de la tour Montparnasse, bientôt trop exigu. Ses conseillers lui demandent s'il est homosexuel ou pas. Et le mettent en garde : s'il dit non et que c'est oui, il est mort. Il répond que c'est non et demande ce qu'il doit faire. Prendre l'initiative pour dire les choses au moment où il le sentira.

La rumeur continue. Elle a un visage, celui du très beau Mathieu Gallet, alors PDG de Radio France. Dans Paris tout le monde sait, dit, croit, a entendu que… Le fait que Brigitte Macron dépasse en âge son mari nourrit le fantasme : une différence pareille, ce n'est pas possible, cela cache forcément quelque chose. La *vox populi* n'est pas très féministe, celle de l'élite non plus.

Untel vous raconte que Macron aurait passé un dîner à caresser la cuisse d'un homme. Tel autre aurait recueilli des confidences de l'amant d'un soir. Une photo fait scandale : on y verrait Macron embrasser un homme ! À l'examen, il s'agit de Julien Denormandie, l'un des piliers de la campagne,

ancien membre de son cabinet à Bercy. Macron est coutumier de la bise entre copains. Vu sous un certain angle, tout cliché peut donner lieu à une interprétation.

Un jour, Mathieu Gallet vient à Bercy. La preuve est toutefois ténue : Gallet dirige Radio France et ce jour-là, tous les dirigeants d'entreprises publiques sont conviés au ministère de l'Économie. La rencontre a lieu au Cercle des directeurs, lieu de réception un peu plus chic que la cantine. Les participants guettent le comportement du « couple ». Comment ces deux-là se serrent-ils la main ? Comme tout le monde.

Le match retour se déroule quelques mois plus tard, quand le candidat se rend à Radio France. Il est interviewé sur France Inter. Selon l'usage, le PDG de la maison ronde l'accueille. Il est sur le qui-vive. Il sent que les regards le guettent, il sait qu'Emmanuel Macron vit la même chose. Il ne se passe rien que de très banal.

Face à la rumeur, Macron réagit par la provocation. Alors qu'il est ministre à Bercy, il s'exclame devant un ami, désignant son garde du corps : « Tu te rends compte, on raconte qu'il est mon amant ! » Macron dit cela avec beaucoup de naturel, mais l'officier de sécurité est gêné.

Face à la rumeur, Macron réagit par l'action. Le 7 juillet 2016, la nation rend hommage à Michel Rocard. Le ministre de l'Économie qu'il est encore assiste à la cérémonie, Nicolas Sarkozy aussi. Sur le pavé des Invalides, Macron s'approche de l'ancien président. Il accuse : ce sont ses proches qui font courir la rumeur, qu'ils arrêtent ! L'ancien président dément. Pourtant l'un de ses soutiens, Philippe Villin, banquier d'affaires, est pris d'une détestation obsessionnelle pour Macron : il est persuadé que le jeune ministre cache son homosexualité et il ne peut pas supporter cette dissimulation. La fixette de Villin, dont il est lui-même prolixe, est connue du Tout-Paris et même au-delà. Quand Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France, rend visite à son ami banquier, il lui offre pour le taquiner des macarons estampillés Hauts-de-France, spécialement fabriqués par la maison Trogneux. Celle qui appartient à la famille de Brigitte Macron.

Laquelle ne vit pas l'affaire comme une aimable plaisanterie. Elle est malheureuse de cette rumeur, malaxée à l'envi par les réseaux sociaux. Le 6 février 2017, à Bobino, un meeting réunit les militants parisiens d'En marche ! Première surprise, Emmanuel Macron, qui n'était pas prévu au

programme, s'invite avec Brigitte. Seconde surprise, il attaque sur un registre inattendu dans la circonstance. « Je suis tel que je suis, je n'ai jamais rien eu à cacher », dit-il. « J'entends dire que je suis duplice, que j'ai une vie cachée ou autre chose. » « C'est désagréable pour Brigitte, et comme je partage mes jours et mes nuits avec elle, elle se demande comment je fais. » Et de citer l'objet du délit : « Si on vous dit que j'ai une double vie avec Mathieu Gallet, c'est mon hologramme, mais ça ne peut pas être moi. » Brigitte Macron est étonnée, elle n'a rien demandé, elle n'est au courant de rien, elle rit. Comme on le lui avait conseillé, son mari a dit les choses au moment où il les a senties, sans prévenir personne. Pas même Mathieu Gallet. C'est Brigitte Macron qui s'en inquiète.

5.

Les enfants

Emmanuel Macron est un grand-père et un petit-fils. Il n'est ni père ni vraiment fils, comme s'il avait sauté des cases biologiques. Il a fait siens les petits-enfants de Brigitte Macron, en âge d'être ses enfants. Il voue une adoration à sa grand-mère Manette, au point de l'avoir choisie comme éducatrice, à l'âge de cinq ans.

Il est difficile d'ignorer que ce président de la République n'a pas d'enfants. Il est difficile d'en tirer des conclusions. Il fut une époque, pas très lointaine, où les trois plus grands pays d'Europe étaient dirigés par des leaders sans progéniture. Durant deux ans, de mai 2017 à juillet 2019, Theresa May au Royaume-Uni, Emmanuel Macron en France, Angela Merkel en Allemagne, ont été concomitamment au pouvoir. Auraient-ils fait mieux ou pis s'ils avaient été parents ?

Père, mère, on le devient métaphoriquement quand on prend en main la destinée d'un pays. De l'autre côté du Rhin, la chancelière est surnommée Mutti, maman. Ce mot peut désigner la mère au foyer dans une version plan-plan ; ou la nourricière inspirée qui ouvre ses bras aux réfugiés et accepte un plan de relance au profit de toute l'Europe. Chaque fois, la chancelière défend les intérêts de son pays, démographiques dans le premier exemple, économiques dans le second. Elle fait de la politique. On aime penser qu'elle est maternelle.

En France, le chef de l'État est parfois qualifié de « père de la nation ». Cette fonction n'est pas inscrite dans la Constitution, mais elle en découle. Celui qui préside la République, quel qu'il soit, est le garant des institutions. Sa protection s'étend à tous les enfants de la cité. En particulier à ces héros qui perdent leur vie pour en sauver d'autres, civils ou militaires,

à ces victimes de la sauvagerie terroriste. Le père de la nation est là pour dire la reconnaissance et l'émotion de chacun.

Emmanuel Macron sait occuper ce registre. Il a dû en improviser un autre, qu'aucun de ses prédécesseurs n'a eu à éprouver, quand des combattants du quotidien, loin des sables du Mali, ont cherché à repousser les limites de la mort. Le jour où il visite l'hôpital Emile Muller de Mulhouse, le 25 mars 2020, Emmanuel Macron reçoit une décharge affective : ces médecins, infirmières, chefs de service qui doivent serrer les dents et faire leur job, lutter contre un virus dont on ne connaît rien sinon qu'il asphyxie et tue, s'autorisent tout à coup à fendre l'armure. Le chef de l'État est l'ultime épaule sur laquelle pleurer.

Est-il prêt à recevoir ces flots de sentiment, lui, plus jeune que la plupart d'entre eux ? Lui que la politique n'a pas encore couturé ? Lui, ce président sans passé et sans héritiers… sauf ceux qu'il s'est choisis ? Emmanuel Macron s'est doté d'une ascendance, sa grand-mère, d'une descendance, les petits-enfants de sa femme qu'il fait siens. L'un de ses amis, qui préfère rester discret, parce que son propos est un coup de patte, affirme : « C'est un homme du XVIIIe siècle, qui prend les hommes sans histoire, sans identité. »

Il arrive à Emmanuel Macron d'être curieux de la vie des autres, des petits et grands potins, du : « Qui aime qui ? » En privé, on dit d'autres mots, mais tout le monde aura compris. Les choses de sa vie à lui, il n'en parle pas beaucoup. Dans son livre *Révolution*[1], il consacre à peine neuf pages à ses seize premières années. Dont cinq à sa grand-mère. Il évoque brièvement ses parents, soulignant que « s'ils m'encourageaient à travailler, [ils] voyaient l'éducation comme un apprentissage de la liberté. Ils ne m'ont rien imposé, ils m'ont permis de devenir celui que j'avais à être. »

Le soir du 7 mai 2017, au QG du candidat, tout le monde regarde la télévision, et l'annonce de la victoire à 20 heures. Ils sont une brochette sur un canapé que le photographe saisit. Brigitte et Emmanuel bien visibles. Françoise Noguès, la mère du nouvel élu, n'est pas dans le champ de l'objectif. Elle est loin de celui dont le visage s'affiche à l'écran. Et pourtant, elle est inquiète. Elle l'était pendant la campagne. Désormais, elle se demande si les Français vont aimer son fils. La voilà un peu perdue, ne

sachant comment rejoindre le Louvre où le néo-président doit prononcer un discours. Un conseiller du candidat lui propose de l'y amener.

Dans *Emmanuel Macron. Un jeune homme si parfait*[2], Anne Fulda évoque longuement les parents d'Emmanuel Macron. Et en particulier le rôle et le désarroi de Françoise Noguès. « Lorsque son fils était ministre de l'Économie, elle a suivi toutes les discussions à l'Assemblée de la loi Macron. Jour et nuit, ayant appris le nom des députés, envoyant des SMS à son garçon pour le mettre en garde : "Celui-là, il est notaire", "Celui-là t'aime bien." » Mais elle a du mal à accepter le récit qu'Emmanuel Macron installe, centré sur la figure de la grand-mère, sa propre mère. « On lui a quand même apporté quelque chose. On lui a apporté les valeurs de la famille, le goût du travail et le respect de la liberté. »

Emmanuel Macron se sent peu contraint par les règles de la bienséance. Est-on génétiquement programmé pour aimer certaines personnes plutôt que d'autres ? Sa réponse est non. Avant d'être un enfant, Emmanuel Macron est un petit-fils. Et encore, s'il adore sa grand-mère, le lien de sang n'y est pas pour grand-chose, leur histoire est unique. Il a trente-cinq ans, il est secrétaire général adjoint de l'Élysée et dès qu'il se trouve dans une voiture, son premier geste est d'appeler Manette. Elle meurt le 13 avril 2013 et le hasard, ou peut-être le destin, veut que cette même année, trois petits-enfants naissent chez les Macron.

Manette n'est pas une grand-mère gâteau, c'est grâce à elle – ou à cause d'elle – qu'Emmanuel Macron a pris son chemin singulier. Elle est une personne exigeante, née d'une femme de ménage qui ne savait pas lire, et d'un père chef de gare, qui le savait à peine. Des études de lettres par correspondance, l'enseignement. Elle se marie à un enseignant, un fumeur de gitanes maïs qui roule au diesel, extraverti, quand elle se consacre à la lecture et au travail. Elle traverse le XX^e siècle avec l'envie de transmettre cela à des filles d'agriculteurs ou d'artisans, venant du même creuset qu'elle.

Son meilleur élève est Emmanuel. À l'âge de cinq ans, il décide de vivre chez elle. À partir de cette époque, il y fait de longs séjours, qu'il alterne avec des retours dans la maison parentale, distante de cinq cents mètres seulement. Avec cette grand-mère, il apprend la grammaire – un mot qu'il utilise souvent aujourd'hui pour désigner les règles d'un art –, l'histoire et

la géographie. Ensemble, ils lisent Molière et Racine, Georges Duhamel, Giono. Manette n'a pas de vie sociale. Ses amis, souvent plus âgés qu'elle, sont décédés, elle mène une existence solitaire et immobile, et son petit-fils s'y sent à l'aise. Il hait les dimanches, elle aussi. Il n'a pas le goût des fêtes familiales, elle non plus. Ensemble, ils sont seuls. Le goût de la solitude, l'autonomie affective d'Emmanuel Macron viennent de là.

Arrive une intruse. La première petite copine. Il a quatorze ans et demi, il est en troisième. Manette ne le supporte pas. « Puisque c'est comme ça, va-t'en », lui dit-elle, et elle met ses bagages dehors. Il retourne chez ses parents pour deux mois.

Avec l'autre intruse, Brigitte Macron, femme mariée, mère de trois enfants, bien plus âgée qu'Emmanuel, les valises allaient retrouver le trottoir encore plus vite. Eh bien, non. « Il s'est passé quelque chose d'incroyable, dit Emmanuel Macron, ma grand-mère a tout de suite adopté Brigitte. Mes parents ont aussi eu l'intelligence et la générosité d'accepter mon choix. Ma grand-mère lui a donné une place quand toutes les conventions de sa génération allaient contre. La plus belle preuve d'amour inconditionnel, c'est celle-là.[3] » L'adhésion n'a toutefois pas été immédiate. Anne Fulda rapporte des propos du chef de l'État, recueillis le 28 février 2017 : « […] cela ne s'est pas fait tout de suite. Au début, elle l'a mal pris et après ça a été rapide ». Manette ne résiste pas à Brigitte, ni Brigitte à Manette. Les deux femmes de la vie d'Emmanuel Macron font alliance face à la détermination de leur amour commun.

« Ne rentre pas trop tard, surtout ne prends pas froid. » Emmanuel Macron s'est toujours ému de ces paroles de Léo Ferré. Aujourd'hui, c'est lui qui les dit aux petits-enfants de Brigitte. Aujourd'hui, c'est lui qui fait la grosse voix quand la plus grande de ses petites-filles veut sortir. Elle a quatorze ans et demi. L'âge d'Emmanuel quand Manette le met dehors à cause de ses fréquentations. Aujourd'hui, c'est lui qui fond de plaisir en découvrant que son petit-fils de cinq ans a appris à lire tout seul – à force de suivre les paroles des histoires que ses parents lui racontent, chaque soir. Aujourd'hui, c'est lui qui laisse les mômes dessiner sur son tableau Velleda de ministre de l'Économie, à Bercy, gambader dans les couloirs, à l'Élysée ou à Brégançon. La benjamine de Brigitte, Tiphaine Auzière, n'a que sept ans de moins que lui. Il la considère pourtant comme sa fille.

Emmanuel Macron aime brouiller les repères du temps. Petit, il se sentait proche des grands. Jeune adulte, il se plaît en compagnie des plus âgés. Alors que ses camarades de l'ENA mènent encore des vies d'ado, lui fréquente Paul Ricœur. Qu'on s'étonne de cette proximité, il répond : « Tu ne te rends pas compte, c'est important, Ricœur ! » Adulte, il ne reste jamais loin de sa part d'enfance, plaisir des blagues potaches, de la transgression, des déguisements. Au début du quinquennat, cela lui vaut quelques ricanements. Macron-Tom Cruise en uniforme de l'armée, Macron handisportif tape la balle de tennis sur un fauteuil roulant, Macron porte le maillot de l'OM, Macron aviateur, Macron sous-marinier, Macron standardiste, Macron boxeur. Et Macron pompier : durant la campagne, en février 2017, il visite la caserne de Manosque, on déploie la grande échelle, on lui avait bien dit de ne pas y monter, il le fait…

Il aime tant passer d'un monde à un autre, changer de panoplie. Paradoxalement, c'est avec les enfants qu'il semble le plus vrai. Avec eux, ses gestes sont tendres et amicaux. Il est loin des postures réservées aux adultes, du théâtre de la séduction. Dans ses déplacements, il prend les plus jeunes dans ses bras, il prend les autres au sérieux, il les embrasse tous, leur parle avec naturel. Il joue au foot, il est d'une génération qui connaît le jeu Fifa de la PS4. Il prend le risque de la franchise, à cet âge-là, l'esprit courtisan n'a pas encore frappé, mais dans ces moments, il peut lâcher prise. À force, la politique, le contrôle permanent, c'est usant.

« Bonjour, ça va ? Vous allez bien ? » Le 4 septembre 2017, il fait sa première rentrée. Plus importante que celle en CP ou en sixième, sa rentrée de président de la République. Il a choisi un établissement en particulier, parce qu'il comprend une classe pour enfants handicapés : l'école Louis-Houpert, à Forbach (Moselle). Il est accompagné de Sophie Cluzel, la secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées. À l'Élysée, ses conseillers lui suggèrent de varier les visites, de ne pas se cantonner aux petites classes, mais non, il adore côtoyer les plus jeunes enfants.

À travers eux, il se rapproche de celui qu'il fut, de celles qu'il aime, Manette et Brigitte, et de ce qu'il croit. L'enfance incarne cette page vierge sur laquelle le macronisme veut écrire le mot bonheur. Il est une politique taillée sur mesure pour les petits, parce qu'il veut prendre le mal à la

racine : école obligatoire à trois ans, classes réduites de moitié pour apprendre à lire et à écrire, petits déjeuners gratuits, etc.

Tout commence au berceau. Boris Cyrulnik, neuropsychiatre, l'a expliqué au président de la République. Il lui a parlé de la Finlande. Macron l'a rapporté à Adrien Taquet qu'il nomme secrétaire d'État chargé de la Protection de l'enfance, en janvier 2019. Taquet prend l'avion. Il découvre que ce pays de lacs et de taïga connaissait une mortalité infantile très élevée. Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement prend les choses en main. Pour toute naissance, on donne aux parents une *baby box* : des vêtements (à hauteur de 500 euros aujourd'hui), des biberons et même un doudou. Tout le monde y a droit, pauvres ou riches, la seule condition est de suivre un parcours de douze rendez-vous jusqu'aux deux ans de l'enfant. Tout le monde le respecte, parce que, à l'origine, cette boîte est un berceau. Bien des familles n'avaient pas les moyens d'en acheter. Un lien affectif s'est créé qui dure encore aujourd'hui. « L'exemple de la Finlande est intéressant, ils sont en avance en matière de parentalité. Si certains parents souffrent de fragilités, les difficultés existent pour tous », affirme Adrien Taquet.

Emmanuel Macron n'est pas parent, mais veut apprendre aux autres à le devenir. C'est le travail d'Adrien Taquet de baliser les règles de ce sport de combat. Le député des Hauts-de-Seine, marcheur précoce, est celui qui a inventé le sigle et le logo En marche ! À l'Assemblée nationale, il a travaillé sur le handicap et trouve des similitudes entre ces questions et celles de l'enfance. « Il s'agit de deux compétences décentralisées à la charge des départements », dit-il. Et la mécanique administrative est essentielle dans le succès de ces politiques.

Taquet fait partie du domaine réservé présidentiel. Personne n'a vu venir sa nomination. Le chef de l'État a ruminé cette macronerie en tout petit cercle. Pour la première fois, l'enfance a droit à un portefeuille exclusivement dédié. Celui des Familles lui est adjoint plus tard, au moment du remaniement de juillet 2020. « La France est un pays marqué par les inégalités, dit Adrien Taquet, il faut s'y attaquer dès qu'elles se forgent et non se contenter de les atténuer par de la redistribution. Il y a une période où tout commence. » À l'âge de quatre ans, un enfant issu d'une famille

défavorisée a entendu, en moyenne, 30 millions de mots de moins que celui d’une famille aisée, constate un rapport de Terra nova du 31 mai 2017.

Le 19 septembre 2019, Emmanuel Macron installe la Commission des mille premiers jours de l’enfant présidée par Boris Cyrulnik. Entre le quatrième mois de grossesse et les deux ans de l’enfant s’écoulent mille jours, déterminants, qu’il s’agisse de l’allaitement, du rôle des écrans, de l’éveil, des congés de naissance, des modes de garde… Ces travaux devaient s’achever en avril 2020. La crise sanitaire force au report de leur publication à l’automne de la même année. Emmanuel Macron décide, le 22 septembre 2020, de doubler la durée du congé paternité pour la porter à vingt-huit jours.

Brigitte Macron tient une place particulière dans ces préoccupations. Elle-même s’occupe beaucoup de l’enfance et de ces pièges qui transforment le paradis supposé en enfer : le harcèlement, la pornographie sur le Net, les violences familiales, les maladies graves. Pourtant, l’implication d’Emmanuel Macron reste personnelle. En novembre 2019, le président de la République décide d’enregistrer une vidéo contre le harcèlement scolaire sur le Net. Elle est destinée à Snapchat, réseau fréquenté par les plus jeunes, pour le meilleur et pour le pire. À treize ou quatorze ans, on ne réfléchit pas des heures avant d’envoyer une photo qui disparaît très vite. Sauf qu’elle ne disparaît pas toujours, et qu’elle peut faire de gros dégâts. Les mômes n’ont pas attendu l’ère du numérique pour se moquer des plus faibles. Mais la facilité encourage la lâcheté. Dans cette vidéo, Emmanuel Macron demande aux lycéens et aux collégiens de se mettre une minute à la place des enfants ciblés, « d’imaginer la solitude, l’humiliation, les blessures » de celui qui endure.

On peut discuter de l’efficacité de la méthode. Combien d’adolescents ont entendu le président, combien se sont mis à la place des victimes, même une minute ? Le message du président Macron vaut par ce qu’il dit du messager Emmanuel : avoir baigné dans l’amour inconditionnel d’une grand-mère donne une force extraordinaire. Elle permet de comprendre le sentiment d’abandon de ceux qui en sont privés.

L’enfant qui a décidé de se faire baptiser

Emmanuel Macron entre en sixième au collège La Providence, établissement privé sous contrat, tenu par les Jésuites. Il a onze ans et l’univers de la religion lui est inconnu. Ses parents n’ont pas reçu d’éducation en ce sens, l’ensemble de la famille, branche Macron et branche Noguès, est laïque. Sa grand-mère, enseignante tendance hussard de la République, lui fait découvrir les auteurs, elle lui raconte ses anecdotes de guerre, ses amitiés, elle ne le prédispose pas aux choses de la spiritualité.

La Providence est un lieu que des personnalités connues ont fréquenté, comme le journaliste Laurent Delahousse, l’ancien ministre Gilles de Robien, le trésorier du Rassemblement national Wallerand de Saint-Just. Ou François Ruffin, député de La France insoumise, contemporain de Macron. Les deux garçons se sont croisés dans les couloirs sans se fréquenter.

Au contact de ce monde, nouveau pour lui, le petit Macron découvre la religion. Il suit les cours de catéchisme et ceux qui l’enseignent le sensibilisent à la foi. Ses lectures aussi. Les enfants sont souvent des âmes perméables à ce qui les entoure. Lui, plus que tout autre, qui développe, adulte, des talents de caméléon, cette capacité à prendre les couleurs du lieu où il évolue. À douze ans, il demande donc à être baptisé puisqu’il ne l’a pas été à sa naissance. La démarche est peu banale à cet âge. La famille accepte cette conversion. « Elle m’a laissé faire avec beaucoup de tolérance », dit-il aujourd’hui. Pendant son année de sixième, il suit la préparation au baptême. Il choisit sa grand-mère pour marraine et son oncle

pour parrain, bien qu'aucun des deux n'entretienne de lien avec la foi. Le jour de la cérémonie, il fait sa première communion. Ses parents sont là.

Sa cohabitation avec la foi ne dure pas très longtemps. « Cela s'est fait de manière imperceptible », dit-il. Il perd le fil assez progressivement dans les deux ou trois années qui ont suivi. On comprend que cette attirance fut passagère, qu'elle n'eut rien d'une crise mystique. Il n'a jamais songé à entrer dans les ordres. Aujourd'hui, Emmanuel Macron ne pratique plus du tout. « Je n'ai jamais été très assidu aux offices, mais je n'assiste plus à rien. En tant que président de la République, cela va de soi, mais à titre individuel aussi. »

De cette période, Macron garde un grand intérêt pour les cultes. Tout président de la République qu'il est, il entretient des relations intellectuelles étroites avec eux. « Je suis un esprit métaphysique, je crois à la spiritualité, je ne pratique plus, mais je suis pénétré par ces questions, je rencontre souvent les cultes, j'ai des relations intellectuelles intenses avec eux.[1] » Quand le couple Macron se rend à Brégançon, il fait une visite à la chartreuse de la Verne, monastère du XII^e siècle de la commune de Collobrières. Depuis 1983, elle abrite des moniales, de la famille monastique de Bethléem, de l'Assomption de la Vierge et de saint Bruno. Sœur Paola, la supérieure, est l'une d'entre elles. Emmanuel Macron l'aime beaucoup. À son sourire quand il évoque cette femme, l'on comprend que son lien avec la religion n'est pas seulement une chose de l'esprit. Il recèle une part d'intime. Inaccessible.

6.

Les mauvais garçons

Quand il était ministre de l'Économie, Emmanuel Macron se tenait à l'écart de Bernard Tapie. Par prudence, il ne voulait pas s'afficher d'une manière ou d'une autre avec celui qui était en procès pour l'affaire du Crédit Lyonnais. Tapie, pourtant, lui voulait du bien, il pensait à la carrière du jeune ministre, et sentait en lui le type qui pourrait parler à Marseille jusqu'à en devenir maire. Avec son aide.

Quatre ans plus tard, le président ne fuit plus ce Vautrin revenu de tout, la chanson, la politique, l'entreprise, la prison, longtemps hésitant entre bonnes et mauvaises manières, finalement anobli par la maladie. Macron reste prudent, refuse d'évoquer ses affaires, mais écoute l'instinct de l'aventurier. Ce printemps, Tapie lui rend visite à l'Élysée. « C'est quoi mon problème ? » lui demande Macron. « Président, vous allez vous faire buter à la Kennedy. Il y a dans ce pays dix mille mecs qui se suicident chaque année, il y en a bien un qui le fera en vous tuant. » À l'Élysée, on n'a pas le souvenir de tels propos, mais a-t-on envie d'écouter ceux qui prédisent l'apocalypse ? On préfère le Tapie sociologue qui, pendant le mouvement des gilets jaunes, a repéré ces femmes seules à la peine pour élever leurs enfants. L'Élysée crée des murs infranchissables.

L'intuition d'un Johnny Hallyday qui va chercher Jean-Jacques Goldmann et Michel Berger quand sa carrière vacille, le bon sens d'un Jean-Marie Bigard qui ne dit pas que des blagues grasses, plaisent à ce président issu de l'élite. Macron aime les gens qui ont du pif. Qu'ils dérangent l'ordre établi et sautent dans les flaques d'eau dès qu'ils en voient une ajoute à leur attractivité.

Les Raoult, Villiers, Dupond-Moretti, Houellebecq l'amusent ou l'intéressent, le plaisir personnel se mêlant au calcul politique. Que leur

marginalité soit innée ou acquise, spontanée ou travaillée, peu importe, ce qui compte c'est de skier hors piste. Lui-même adore les joies de la transgression, mais quand on est au pouvoir…

Alors il recherche dans ces fréquentations le piment qu'il ne peut plus mettre dans les idées. Le 9 avril 2020, il s'invite à Marseille chez Didier Raoult. Le bureau du héraut de l'hydroxychloroquine raconte le parcours et l'homme, des trophées africains, trois photos. Raoult avec Chirac, Raoult avec Sarkozy, Raoult avec Hollande. A été rajouté un cliché, en date du 5 mars 2020 : Raoult avec Macron. Le tigre marseillais conseille le président sur les tests et la nécessaire mobilisation des vétérinaires. Il parle aussi de sa ville, des gitans, des pauvres. Macron prend ce qu'il y a à prendre : le chercheur est un phénomène social, il ne peut l'ignorer.

Ces escapades disruptives le mènent rarement à gauche, plus souvent à droite. C'est cet imaginaire-là qu'il aime caresser, cette manière de sculpter la violence avec les mots, qu'il trouve auprès d'un Philippe de Villiers, vif et réfractaire. Au passage, un flirt souverainiste ne peut pas faire de mal en ces temps de reconquête du Doliprane. Parler à un Éric Zemmour, polémiste populaire dans cette même droite, non plus. Quand l'auteur du *Suicide français* est victime d'une agression, à Paris, il l'appelle. Ils parlent une demi-heure, de l'immigration notamment. Pour contacter Zemmour, il faut son 06. L'Élysée le demande à Geoffroy Lejeune, le directeur de la rédaction de *Valeurs actuelles*. L'hebdomadaire publie l'information en exclusivité. Le moins que l'on puisse dire est que Macron n'a pas cherché à la cacher. D'ailleurs, il arrive au président de contacter lui-même *Le Canard enchaîné* pour nourrir sa fameuse page 2.

Macron trouve que Zemmour est intelligent. Il l'a dit à un journaliste de *Valeurs actuelles* lors d'une interview. Il ne voulait pas que cela soit publié. Cela ne l'a pas été, mais cela s'est su. Pour un président de la République, accorder un entretien à cet hebdomadaire qui fait système de l'anticonformisme et sert d'agent d'accueil aux droites sous toutes leurs formes, c'est comme parler pendant une représentation de *Tannhäuser*, ça fait scandale.

En octobre 2019, Emmanuel Macron se confie à Louis de Raguenel, l'un des journalistes du magazine, dans un avion, au retour d'un déplacement à Mayotte et à la Réunion. Il détaille sa politique migratoire, le fond est

conforme à sa pensée, le ton est parfois cru. Et encore, il a été expurgé à la relecture par l'Élysée. À un moment, le chef de l'État veut illustrer la difficulté de recruter dans certains métiers et le recours à des migrants sans papiers pour occuper ces jobs. « À La Rotonde, les deux patrons sont auvergnats, dit-il, mais dans les cuisines, c'est des clandos. » Cette phrase disparaît.

Emmanuel Macron ne déteste pas s'afficher avec la jeune équipe de *Valeurs actuelles*. Le 18 avril 2019, il décore l'écrivain Michel Houellebecq. Dans son discours, le chef de l'État met en scène l'incongruité de la scène : « Vous êtes populiste, antieuropéen, misogyne et pourtant vous allez être décoré par un président progressiste, européen et féministe. » Ce qui justifie que l'on écrase les barrières ? La littérature.

Parmi les invités de l'écrivain, Alain Finkielkraut, Frédéric Beigbeder et deux journalistes de *Valeurs actuelles*, Charlotte d'Ornellas, et le directeur de la rédaction, Geoffroy Lejeune. Après les discours, ces deux discutent avec quelques conseillers de l'Élysée, Bruno Roger-Petit, Laurent Hottiaux, à l'écart du gros de la troupe entourant le président. Maîtresse de maison attentive, Brigitte Macron repère leur isolement et leur propose de visiter les lieux. Frédéric Beigbeder se joint à l'exploration du palais, ça blague, ça rigole. Une heure plus tard, quand le petit groupe revient dans la salle des fêtes, le président est toujours là. Les invités sont sur le départ et les journalistes de *Valeurs actuelles* s'approchent d'Emmanuel Macron pour prendre congé. Mais celui-ci les retient : ils n'ont pas eu le temps de parler. Et le voilà qui les attaque, la mine gourmande, il a envie d'en découdre. Les journalistes aussi.

Trois jours plus tôt, Notre-Dame de Paris a brûlé. Geoffroy Lejeune félicite le président pour le discours qu'il a prononcé à la volée, le soir du 15 avril, au pied de la cathédrale, mais critique vertement le texte, jamais officiellement diffusé, que le président avait enregistré quelques heures avant. Il y tirait les conclusions du grand débat, sa réponse au mouvement des gilets jaunes. Un propos techno, désincarné, balance Lejeune, en contraste avec la corde de l'Histoire, de la littérature, de l'imaginaire que Macron fait vibrer devant les flammes.

Notre-Dame de Paris rassemble, les gilets jaunes divisent. De ce mouvement, le président perçoit la violence. Il sait qu'il a failli y laisser sa

peau. Devant Charlotte d'Ornellas et Geoffroy Lejeune, il fait « couic » en simulant le geste d'un couteau sur sa gorge.

Les jeunes gens de *Valeurs actuelles*, eux, retiennent surtout la colère des ronds-points. Une colère française, donc légitime. Mais incomprise. Les politiques ne savent pas répondre à cette demande, objecte Charlotte d'Ornellas. Les gouvernements populistes, si. Ils ne sont pas ce que l'on croit dit la journaliste.

Et puis retour à Notre-Dame, c'est parfois bon d'être d'accord. « Votre discours improvisé du 15 avril était la meilleure réponse aux gilets jaunes », dit Charlotte d'Ornellas. Parce qu'il donne de la chair à la France, à des Français qui ne se sentent plus liés. « Vous n'avez pas complètement tort », répond Macron.

Le feu ne prend pas seulement dans les cathédrales. Fin août 2020, l'hebdomadaire publie des dessins de Danièle Obono, députée de La France insoumise. Elle est dépeinte en esclave, collier autour du cou. Une élue de la République est attaquée, quoi qu'il pense de ses prises de positions politiques, le chef de l'État doit réagir. Il décroche son téléphone pour lui dire son soutien. À *Valeurs actuelles*, on se sent lâché. Geoffroy Lejeune rétorque par un SMS à Macron, pour lui dire que cet appel à Danièle Obono ressemble à une réhabilitation des idées de la députée.

Normalement, *Valeurs actuelles* ne devrait pas aimer du tout Éric Dupond-Moretti, garde des Sceaux. N'est-il pas plutôt du genre à vider les prisons quand la droite dure voudrait les remplir ? Le voilà donc campé à gauche. Mais il défend les chasseurs, vilipende les ayatollahs de l'écologie, les thuriféraires de Metoo. Et le balancier retourne à droite. Inclassable, fort en gueule, bourru, il était calibré pour devenir le porte-drapeau d'une équipe qui pique, celle née du remaniement de juillet 2020.

Après trois années marquées par le gouvernement des choses et un quatuor de technocrates, dont lui-même**,** Emmanuel Macron veut renouer avec sa geste. Désormais, il faut in-car-ner. À l'Intérieur, Gérald Darmanin respire le flic ; à la Culture, Roselyne Bachelot joue Mme Sans-Gêne ; à la Justice, Dupond-Moretti n'a peur de personne sur sa Harley Davidson. Philippe de Villiers, qui l'a pris pour avocat dans l'affaire de l'anneau de Jeanne d'Arc, convoité par les Anglais, l'aime bien. « J'ai passé trois heures avec lui, en compagnie de mon fils Nicolas, raconte le président du Puy du Fou. Il nous a dit : "Vous me plaisez bien tous les deux", et il nous a aidés à

garder ce que les Anglais voulaient récupérer. Il n'a pas eu besoin de plaider, il nous a donné des conseils, de manière gratuite et amicale. »

Heureux les fêlés, parce qu'ils laissent passer la lumière. Le président a fait sienne cette réplique d'Audiard. Il préfère un dingue à un major de l'ENA. Il a beau être sorti cinquième de cette école, il se voit comme un transgressif, qui s'est construit en disant merde aux convenances. Dans sa vie personnelle, nul besoin de faire un dessin. Dans sa vie politique, il a réussi un *strike*, comme on dit au bowling, il a fait tomber toutes les quilles en une seule fois.

C'est cette part de rébellion qu'il va chercher chez les autres. Chez les « dingues », mais aussi chez ceux qui ont détourné leur destin. Pourquoi Marseille le passionne ? « Parce que cette ville grouille, les gens sont différents, les cultures s'y mélangent, répond Jean-Marc Borello, natif d'Aix-en-Provence et cofondateur d'En Marche ! Il ressent une tendresse pour des gens qu'il a croisés, issus des quartiers nord de la ville et qui s'en sont sortis. »

Borello, soixante-deux ans, a voyagé, dans la politique avec Gaston Defferre, dans le monde de la nuit avec Régine puis au Palace, dans l'entrepreneuriat social avec le groupe SOS qu'il a créé, dans la lutte contre le sida et la toxicomanie. Les deux hommes se rencontrent à Sciences Po, à la jointure des siècles. Borello est maître de conférences en questions sociales. Parmi ses étudiants, tous brillants, un seul fait de la philo le week-end, plutôt exotique. Il repère cet Emmanuel Macron, un peu spécial, l'appelle vite « mon grand », bien qu'il le dépasse en taille et en âge, bien que l'ancien élève soit président de la République aujourd'hui. Emmanuel Macron le bombarde de questions, sur son parcours, les univers qu'il a côtoyés, la drogue notamment. Ses curiosités montrent qu'il n'y a jamais touché.

Emmanuel Macron aime que la réussite se joue des pesanteurs de la naissance. Celles qui vous plombent parce que vous n'êtes pas né au bon endroit ; celles qui vous donnent des atouts qui ne doivent rien à vos qualités. L'individu est libre et responsable, Emmanuel Macron s'applique cette vision à lui-même. L'ancienne sénatrice PS Bariza Khiari se souvient de la rencontre qu'elle organise entre Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, et le club du XXIe siècle, instrument de promotion de la

diversité. « Je l’ai présenté en disant : “On sait qu’il est bardé de diplômes, mais pour nous, là n’est pas l’essentiel. Contrairement à d’autres, il a l’expérience du monde du travail, de la subordination, et ça c’est très important pour nous.” Ensuite, Emmanuel Macron fait un discours sur les questions d’identité, il est social-libéral, ça ne pouvait que plaire aux participants, issus de l’immigration. Pour lui comme pour nous, la compétence efface l’appartenance. »

Emmanuel Macron a si bien intériorisé ce raisonnement qu’il ne regarde pas la couleur des gens. Son entourage est blanc et masculin parce que son CV en a décidé ainsi. Il n’y a pas beaucoup de Noirs, ni à l’inspection des finances ni à la banque Rothschild. La diversité est un sujet politique, il n’en fait pas une affaire personnelle. « En permanence, il se pose la question intellectuellement, note Christophe Castaner, ancien ministre et proche de la première heure, il sait conceptualiser la richesse de cette différence, mais toute sa vie, il l’a passée dans un milieu professionnel blanc et masculin. Il a peut-être vécu cela comme une évidence mais il doit chercher à faire évoluer les entourages pour les diversifier. »

Il peut donc admirer un Patrick Toulmet, délégué interministériel à l’apprentissage, qui a mené sa carrière de chef d’entreprise depuis son fauteuil de handicapé, un Mohed Altrad, patron et milliardaire, arrivé sans le sou de Syrie en 1951. Ou bien un Alexandre Benalla, l’ancien chargé de mission de l’Élysée, qui a donné son nom à un été, celui de 2018.

Le jeune homme est intelligent et volontaire. Il se trouve à un endroit, l’Élysée, auquel ses courtes études de droit ne le prédestinaient pas. Emmanuel Macron en tire une fierté personnelle. Il adore son côté démerde, ce gars qui nargue les préfets, ouvre les portes quand les hommes à casquette dorée les verrouillent. Un jour, le président le voit débarquer en costume-cravate et le contraste entre cette panoplie et le jean-baskets habituel le fait éclater de rire. « Tu dois t’institutionnaliser », a dit François-Xavier Lauch à Benalla[1] qui applique ce principe à sa tenue vestimentaire. Lauch est le chef de cabinet du président, le supérieur hiérarchique direct de Benalla. Issu du corps préfectoral, il est l’incarnation de ce que l’as du système D abhorre : la prudence administrative.

Macron, lui aussi, redoute l’embourgeoisement. Jusqu’à se mettre en danger, parce qu’il lui arrive de se tromper en choisissant ses fous du roi. Il réagit mollement après la révélation par *Le Monde* de l’agression contre des

manifestants commise par son chargé de mission, place de la Contrescarpe, à Paris, le 1er mai 2018. Il faut qu'il apprenne l'usage indu de passeports diplomatiques par Benalla pour que le chef de l'État comprenne les faiblesses du personnage.

Dommage, parce que le petit gars d'Évreux apprend vite. La politique, par exemple. Il la découvre dans les voitures au cours de trajets avec Martine Aubry et François Hollande, au Parti socialiste, quand il fait partie de l'équipe de sécurité, puis avec Emmanuel Macron. Il en tire quelques convictions. Comme celle-ci : les politiques passent leur temps à parler de situations qu'ils n'ont pas vécues. Ils savent ce qu'est une cerise, mais ils n'y ont jamais goûté. Et pour eux, la banlieue est une cerise.

Il leur faut des passeurs. Yassine Belattar est l'un d'entre eux. L'animateur de radio et humoriste a déjà approché le pouvoir avec François Hollande. Il y colle davantage avec Emmanuel Macron, organisant des déplacements de campagne, en 2017. Après l'élection, il reste dans le paysage. Il ne passe pas inaperçu. En février 2018, il participe à une visite du chef de l'État aux Mureaux, il veut rejoindre le cortège présidentiel. Altercation avec les forces de l'ordre. Il est mis en garde à vue. Le président de la République en est informé. « Qu'est-ce qu'il a fait ? » interroge-t-il. « Il a insulté une policière », lui dit-on. Emmanuel Macron ne répond pas, mais d'un geste de la tête signifie : laissons faire, je n'ai pas à intervenir.

Belattar est un personnage contesté. De manière générale, et par l'entourage présidentiel. Une partie le soutient, comme Julien Denormandie, alors secrétaire d'État chargé de la Ville, ou Ismaël Emelien, conseiller spécial à l'Élysée. Parce qu'il est un relais et un capteur, parce qu'ils ne sont pas si nombreux, parmi les musulmans sécularisés, à intervenir dans le débat public. L'autre s'inquiète de ses dérives vers un islam peu libéral, de ses éruptions et de sa réputation d'excitateur.

C'est le cas de Sylvain Fort, de Sibeth Ndiaye et de Jacques Mézard. Le ministre de la Cohésion des territoires n'a jamais voulu le rencontrer. Pourtant, Mézard prépare un plan pour les banlieues. Plus précisément, c'est Jean-Louis Borloo qui s'en occupe. Voici pourquoi : à l'automne 2017, l'ancien ministre délégué à la Ville de Jacques Chirac est devenu le recours des maires de banlieue révoltés contre la politique de Macron, en particulier la réduction des crédits de la ville. Il faut noter que cette baisse

se chiffre à 40 millions d'euros, une nanopoussière comparée aux dizaines de milliards d'euros de dépenses déversées depuis la crise de la Covid-19.

Le 13 novembre 2017, une voiture roule vers Clichy-sous-Bois, une de ces banlieues qui cumulent les difficultés du genre, pauvreté, éloignement, logements dégradés. À son bord, Emmanuel Macron et Jacques Mézard. Le ministre de la Cohésion des territoires fait part de son idée : puisque Borloo gigote – et avec lui, on appuie plus facilement sur la touche *on* que *off* –, autant l'embarquer officiellement. Les deux hommes pèsent le contre et le pour, qui l'emporte. L'affaire est conclue, les trois se voient à l'Élysée.

Borloo s'installe au ministère, pendant cinq mois. Il travaille. En fin de journée, il arrive qu'on ouvre une bouteille. Le rapport est achevé, remis au Premier ministre le 26 avril 2018. Le 22 mai, le président de la République doit dire ce qu'il en retient. La réponse est : rien. Au bout de quelques minutes d'un long discours mal préparé, Emmanuel Macron lâche cette phrase incompréhensible : « Je ne vais pas vous faire un plan… quelque part ça n'aurait aucun sens que deux mâles blancs ne vivant pas dans ces quartiers s'échangent l'un un rapport, et l'autre disant : "On m'a remis un plan, je l'ai découvert", ce n'est pas vrai, ça ne marche plus comme ça, les gens qui y vivent, qui font parfois, depuis des décennies, ce sont des acteurs de ces sujets, ils ont envie de faire, ils ont une bonne partie des solutions. »

Macron se conforme à la théorie de la cerise : le même jour, un Conseil présidentiel des Villes (CPV), annoncé en novembre 2017, est officiellement installé. Il est composé de vingt-cinq personnalités qui doivent nourrir la réflexion du chef de l'État. Pas d'élus locaux, mais des acteurs économiques, sociaux, des chercheurs, des sportifs, des associations et… Yassine Belattar. Des gens qui ont goûté aux cerises.

Les dégâts sont multiples. Emmanuel Macron crée une concurrence entre l'ancien et le nouveau monde, entre les maires et des acteurs de société civile. Il humilie Borloo en public. Et nourrit la confusion. Ces mots de « mâles blancs » puisent dans le vocabulaire des indigénistes. En principe, ce n'est pas celui de Macron qui ne veut pas enfermer les gens dans des compartiments ethniques ou sexués.

En réalité, l'expression est d'abord celle d'un énervement : Macron n'en peut plus de Borloo, égal à lui-même, insistant, remuant, chronophage. Il est aussi déçu par le résultat : ce plan ne renverse pas la table, on y trouve

les recettes classiques, pas de transformation mais une synthèse d’actions lancées. Il y a bien une mesure phare : une transformation radicale de l’Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), créée par Borloo en 2003. Pour résumer, la proposition est de faire passer son financement au privé, par le biais d’Action logement, l’ancien 1 % patronal. Ce qui revient à faire sortir l’État de l’aménagement du territoire. Inacceptable.

Le chef de l’État n’a pas le courage de dire ces vérités à Borloo, qu’il appelle encore la veille de la présentation officielle. En validant son plan. Deux ans plus tard, Yassine Belattar a démissionné du CPV : il devenait compliqué pour les autres membres de travailler avec lui. Macron a repris plusieurs dispositions du plan Borloo (les cités éducatives, la BPI des quartiers, le doublement du budget de l’ANRU), mais n’a toujours pas trouvé le moyen de renverser la table. Le 2 octobre 2020, dans un discours sur la lutte contre les séparatismes, il revient sur la difficulté et les misères concentrées sur certains territoires. Il rend hommage à Jean-Louis Borloo – comme pour effacer l’affront de 2018 – et reconnaît qu’il faut aller plus loin.

Les pieds dans le guêpier

« Ce qui nous sépare est beaucoup moins fort que ce qui nous lie. » Dans les moments difficiles, Philippe de Villiers ressasse ces quelques mots d'Emmanuel Macron. Le chef de l'État les a écrits en réponse à l'envoi de son dernier ouvrage en date, *Les Gaulois réfractaires demandent des comptes au Nouveau Monde*[1]. L'attaque contre la mondialisation et le mondialisme est aussi violente que la déclaration d'amour à ce président qu'il n'aurait jamais dû rencontrer.

La relation se noue quand Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, visite le Puy du Fou, le 19 août 2016. Macron admire l'entrepreneur individuel, son aventure généreuse, la fierté retrouvée d'une région. « Quoi qu'il arrive, vous pouvez compter sur mon amitié. Je suis un Puyfollais », dit le ministre en quittant le lieu. Le président, qui a tout fait pour favoriser la réouverture du parc historique, à la sortie du confinement, en juin 2020, tient parole.

Emmanuel Macron apprécie la réussite économique. Il renifle aussi ce que Villiers porte, sa manière d'aimer la France, d'incarner une droite catholique très traditionnelle. Le personnage est drôle, cultivé, il a le sens de la formule. Il est un excellent convive, honoré de plusieurs dîners, avec Brigitte Macron. D'elle, Villiers aime voir cette part de la province conservatrice et religieuse, si proche de lui.

Le 4 mars 2019, le repas se prolonge jusqu'à 23 heures. Trois heures durant, Emmanuel Macron ne jette pas un œil à son portable. « C'est un homme qui pratique les politesses françaises, dit Philippe de Villiers. Quand

il est avec vous, il ne donne à aucun moment le sentiment de penser à autre chose. »

Les deux hommes ne sont pas d'accord sur grand-chose, l'Europe, la vision de la société, de l'islam, etc. Mais il plaît tant à Villiers que Macron prenne le temps de le lui dire. Quand les parents de Vincent Lambert se battent pour le maintien en vie de leur fils, en état végétatif pendant onze ans, ils sollicitent Philippe de Villiers. Celui-ci laisse un message à Emmanuel Macron. Le président ne répond pas, il écrit. Villiers l'imagine à sa table, le soir, penché sur le papier, rédigeant cette lettre de deux pages. Il y a même une petite rature. Que dit-il ? Qu'il n'est pas du tout d'accord avec la position de Villiers. Mais « ce qui nous sépare est beaucoup moins fort que ce qui nous lie ».

Personne n'est dupe. Villiers trop heureux de humer l'air du pouvoir, Macron qui butine du côté d'une France qui peut ne pas lui être inutile. Ces deux-là se flattent, se ménagent, s'amusent, et quand on met en garde le président contre le tempérament de Villiers, il répond, comme toujours à propos de ses relations à frisson : « Ne t'inquiète pas, je sais où je mets les pieds. »

Durant le premier semestre 2020, il les met dans un guêpier. Villiers se bat pour la réouverture du Puy du Fou. Emmanuel Macron y est favorable ; Édouard Philippe, le Premier ministre, pas vraiment. Macron et Villiers se téléphonent. Ce dernier fait publiquement état de leur conversation et des propos désagréables que le chef de l'État aurait tenus sur son Premier ministre : si Philippe est prudent, c'est qu'il gère son risque pénal. Villiers confie, en privé, que le chef de l'État aurait ajouté ce commentaire doucereux : « Vous la connaissez, cette droite molle européiste. » Celle que le créateur du Puy du Fou déteste.

Pour lui, l'essentiel est sauf : le parc peut rouvrir. Mais la roue sanitaire tourne… Le site a cru pouvoir accueillir douze mille spectateurs, on lui fait savoir que ce n'est plus possible. Villiers tire toutes les alarmes, dans les ministères concernés. Il en appelle au président de la République. Ses messages, directs et indirects, sonnent dans le vide. Même Brigitte Macron ne répond pas. C'est la première fois, depuis quatre ans qu'il la connaît. À l'Élysée, la ligne officielle est : pas de maltraitance spécifique au parc villiériste, pas de copinage non plus.

Alors, l'auteur des *Gaulois réfractaires* en revient à la lettre du président, « ce qui nous sépare… », il rumine ces SMS de Macron quand il passe à la télé, pour lui signifier qu'il a bien vu son émission, à ces autres messages que le chef de l'État lui adresse pour dire qu'il a parlé de souveraineté. Pour qu'il se sente écouté et entendu.

C'est loin, tout cela, à la fin de juillet 2020. Villiers voit l'œuvre de sa vie menacée, du moins le croit-il, et les mots du diable se bousculent dans sa tête, manipulation, trahison, duplicité. Suicide même, celui, politique, de ce président qui vient de perdre sa réélection. « Il coule le Puy du Fou, je vais me présenter contre lui, aller au combat. Je peux rassembler la droite Zemmour, Ménard, Onfray, je peux mordre sur la droite Longuet et Retailleau. » Villiers veut se lancer dans la présidentielle de 2022. Pour la gagner ? Bien sûr que non ! Pour faire perdre Macron en picorant des voix à Marine Le Pen et empêcher la candidate du Rassemblement national de figurer au second tour, privant Macron de son ennemie préférée. Villiers savoure le venin de la vengeance.

Vient la fin de l'été, et les orages s'apaisent. Emmanuel Macron n'a toujours pas répondu aux balises de détresse venues de Vendée. Il a pris quelques leçons de prudence. Villiers, d'indulgence. Dans tous les procès, le doute profite à l'accusé. « Sait-on vraiment quand Macron est sincère, sur l'instant oui, mais dans la durée ? » s'interroge-t-il. Et d'en appeler au mentir-vrai d'Aragon, qui écrit et réécrit sa vie. La littérature, plutôt que la candidature. Se présenter à la présidentielle ? À soixante et onze ans, il a passé l'âge. Il sait qu'Emmanuel Macron reviendra… quand il le sentira.

7.

Les pauvres

Ismaël Emelien a souvent des idées bizarres. Les idées bizarres en Macronie portent un nom, on dit penser *out of the box*, en dehors de la boîte qui enferme, réduit, banalise. Penser large, sans tabous, c'est la spécialité d'Emelien, sa raison d'être auprès de Macron depuis l'été 2014. Le conseiller a l'air jeune et il l'est, malgré sa barbe bien noire et ses lunettes carrées. On a du mal à l'imaginer rigolard, cela doit lui arriver, il fait tout pour le cacher. Le voir esquisser un sourire est déjà une victoire.

Ses idées ne lui ressemblent donc pas, elles sont décalées, incongrues, souvent drôles, parfois dangereuses. Durant la campagne, il propose de recycler dans l'armée les condamnés à des peines légères. On lui dit que la Grande Muette n'est pas une poubelle. Il veut instaurer l'uniforme dans les prisons pour éviter les trafics de baskets. On lui rétorque qu'il a abusé d'*Orange is the new black*, la série américaine tournée dans l'univers carcéral. À l'Élysée, il sait ce qu'il faut faire pour les premiers vœux du président : qu'Emmanuel Macron descende dans la rue, le 31 décembre 2017, pour saluer directement les Français qui se baladent dans le 8e arrondissement parisien. On lui dit non.

Le 12 juin 2018, on lui dit oui. Ce jour-là, le *trouble maker* – est-il nécessaire de traduire ? – réussit au-delà de toute espérance. Il a une idée décapante, un coup fumant. Il croise Richard Ferrand, venu dîner à l'Élysée en petit comité avec le président, Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, et François Bayrou, le président du Modem. Emelien expose sa trouvaille à Ferrand, alors président du groupe de La République en marche à l'Assemblée nationale : mettre en ligne une vidéo du président au travail. Rien de bien surprenant puisque les équipes internes de l'Élysée passent

leur temps à filmer leur patron. Les séquences les plus flatteuses sont diffusées sur les réseaux sociaux pour atteindre ce public imperméable aux JT et à BFMTV.

La vidéo en question montre l'effervescence d'une réunion de travail à l'Élysée, à preuve les bouteilles d'eau au premier plan, et un président en chemise blanche, son bleu de travail. On distingue la présence de Sibeth Ndiaye, on devine d'autres interlocuteurs. Le président prépare l'intervention qu'il doit prononcer le lendemain, au congrès de la Mutualité française, à Montpellier. C'est important. En ce printemps 2018, le quinquennat commence à se gripper sérieusement. Les critiques fusent, y compris à l'intérieur du camp macroniste. Le reproche monte, d'une politique unijambiste oublieuse de son ambition sociale.

Macron a mis du temps à décider d'aller à Montpellier. Un peu ringard, cette assemblée de notables mutualistes ; un peu tradi, cette présence systématique des chefs de l'État à ce raout annuel ; un peu étriqué, cet auditoire, pour celui qui veut parler à tous les Français. Mais ses conseillers le convainquent de ne pas déroger au rite. Il y va et veut mettre le paquet, expliquer le sens de son action, montrer ce qu'il veut faire en matière de protection sociale : ne plus se contenter de panser, s'attaquer à la racine des maux.

Sur la vidéo, c'est exactement ce qu'il dit, scandant son propos de gestes tranchants des bras : « On met trop de pognon, on déresponsabilise et on est dans le curatif. » Il frappe sur la table et on entend un cliquetis de vaisselle : « La politique sociale, regardez, on met un pognon de dingue dans les minima sociaux, les gens, ils sont quand même pauvres. On n'en sort pas. »

Richard Ferrand regarde la vidéo d'Ismaël Emelien. Cette version est plus longue et plus effrontée que celle qui sera finalement diffusée. Le chef des députés macronistes est perplexe. Et il le dit : « Vous êtes givrés. » Emelien insiste : « Ce serait bien de la diffuser pour voir comment le PR (ainsi désigne-t-on le président de la République entre familiers du pouvoir) travaille le congrès de demain, son indignation du fait qu'on ne fasse rien contre la pauvreté. » Ferrand : « Oui, mais le ton n'est pas le bon, ne déconnez pas ! »

Emelien ne participe pas au dîner, il le rejoint à l'heure du café, un peu avant minuit. Quand il a une idée dans la tête… Il montre la vidéo à Emmanuel Macron, expurgée des passages les plus agressifs. « Qu'est-ce

que tu veux faire avec ça ? » demande le président. « C'est bien de montrer le *making of* », répond le conseiller. Macron : « Je ne trouve pas cela très intéressant. » Même allégée, la séquence ne plaît toujours pas à Ferrand et il l'exprime. Bayrou intervient. Son impression est favorable : « C'est pas mal, ça montre comment vous travaillez », dit-il, pensant que ces images sont destinées à un futur documentaire. Macron : « Pognon de dingue, ça fait Sarko ! » Bayrou, agrégé de lettres classiques : « Ça montre que le président parle comme tous les Français quand il est à sa table de travail. » Cet imprimatur convainc Emmanuel Macron, Ismaël Emelien envoie la vidéo à Sibeth Ndiaye qui la met en ligne.

Le « pognon de dingue » rend fou de rage. Il conforte l'image d'un président des riches insensible au malheur des pauvres, arrogant au point de le clamer. Que connaît-il de la détresse de ceux qui n'ont rien ? Au commencement, Emmanuel Macron aborde le sujet sous le prisme de son credo de campagne : il veut supprimer la pauvreté, apprendre à pêcher plutôt que donner un poisson. À cinq reprises, il prononce le mot « responsabiliser » dans sa tirade d'une minute sur le pognon de dingue.

Ce qu'il sait de la pauvreté, c'est ce qu'en disent les chercheurs en sciences sociales : tout se joue dès la crèche. C'est ce qu'ont établi les statistiques de l'OCDE : en France, il faut six générations pour sortir de la pauvreté. Lui-même natif de 1977 sait que certains de son âge n'ont jamais vu leurs parents travailler. Leurs enfants après eux.

Lui s'est conçu par le travail depuis l'âge de cinq ans, quand il trouvait refuge auprès d'une grand-mère ordonnatrice de ses lectures. Quand il préparait les concours les plus difficiles de la République. Quand il faisait campagne de 5 heures du matin à l'aube du lendemain. Depuis qu'il est devenu président de la République. Oui, il est fils de médecins de province, mais il se persuade que cette bourgeoisie-là est loin de la noblesse du 7e arrondissement dont les rejetons sont inscrits d'office dans les écoles du pouvoir.

Emmanuel Macron rêve la vie des autres comme la sienne, une trajectoire en progrès, demain mieux qu'aujourd'hui. Au début, on travaille dur, avec des journées plus longues. Pendant la campagne, dans une interview à *L'Obs*[1], il propose la fin des 35 heures pour les jeunes. Petit à petit, on acquiert sa place, ses relations sociales, son autonomie financière.

Par le travail. Comment peut-on parler de sa pénibilité, comme le font les syndicats, pour justifier des départs plus précoces en retraite ? Comment accepter l'assistanat, qui maintient la tête hors de l'eau, mais enkyste les situations ?

Le président est tout aussi étranger au *care*, ce soin de l'autre, idée ravivée par la crise de la Covid-19, parce que, sur fond des meilleures intentions du monde, il évoque la charité et la déresponsabilisation. « Le président est lucide sur la pauvreté et la grande précarité, détaille Philippe Grangeon, ex-conseiller spécial, il sait que certaines personnes ont besoin d'être aidées, ce n'est jamais marche ou crève. Mais il veut qu'à la fin du quinquennat, les plus démunis voient leur situation s'améliorer. »

À la fin de 2017, il fait connaissance d'un économiste péruvien, Hernando de Soto Polar, au cours d'un déjeuner à l'Élysée, avec Alexis Kohler, organisé par Mathieu Laine, consultant et essayiste aux conceptions très libérales. C'est cette option que défend Soto qui a travaillé avec vingt-cinq gouvernements dans le monde et dans les bidonvilles : il faut donner des droits de propriété aux pauvres, les connecter au marché. Pour qu'ils attrapent le train de l'économie.

Autant dire que l'augmentation du RSA ne fait pas partie de la pensée macronienne. François Hollande avait augmenté ce minimum social, son successeur ne veut pas aller plus loin. S'il décide d'une forte augmentation des allocations destinées aux handicapés ou aux personnes âgées, c'est que nul ne peut les accuser de vivre aux crochets de la société, même si elle les prend en charge. Mais des adultes en bonne santé peuvent travailler…

Les trois lettres du RSA deviennent vite un enjeu de ses relations avec les associations de lutte contre la pauvreté. Il les découvre durant sa campagne, rencontre les responsables d'ATD Quart Monde, d'Emmaüs, de la fondation Abbé-Pierre, etc. À l'Élysée, Anne de Bayser, secrétaire générale adjointe jusqu'en octobre 2020, bonne connaisseuse de cet univers, lui sert de passeur. Le candidat avait promis de « Faire plus pour ceux qui ont moins », titre d'un chapitre de son livre *Révolution*, le président prépare un plan dès l'automne 2017. Les consultations sont intenses. Le 17 octobre, un déjeuner de lancement réunit soixante invités, associations, chercheurs, et intellectuels. Le 5 juillet 2018, un nouveau déjeuner rassemble Christophe Robert (fondation Abbé-Pierre), Véronique Fayet (Secours catholique),

Claire Hédon (ATD Quart Monde), Thierry Beaudet (Mutualité française), Jimmy Losfeld (Fage) et Laurent Berger, car le syndicaliste CFDT prépare un pacte pour le pouvoir de vivre – il sera publié le 5 mars 2019 – avec plusieurs de ces associations. Les mêmes se retrouvent encore deux mois plus tard, le 5 septembre 2018.

Quelques jours plus tard, la stratégie est présentée par Emmanuel Macron au musée de l'Homme. L'accueil des associations est bon, mais elles ont le sentiment de revenir de loin. Le président aussi : « Cela je l'ai appris de vous, dit-il à son auditoire, trop souvent on se réfugie derrière les chiffres, les rapports. »

Qu'a-t-il appris ? Que les enfants ont des parents. Dans ses prémices, le plan concerne essentiellement les premiers, toujours pour cette même raison que les enfants, comme les handicapés, ne peuvent rien faire d'autre que subir. Chemin faisant, il donne plus de place aux parents. « Il a posé le principe que la reproduction de la pauvreté passe par les enfants, qu'il faut agir sur eux, analyse Christophe Robert, délégué général de la fondation Abbé-Pierre. Nous disons que les enfants ont des parents, et qu'il y a aussi des retraités pauvres. »

Lors d'une rencontre organisée par Claire Hédon, le chef de l'État est frappé par le récit d'une femme, ancienne enfant placée, dont les enfants ont été placés. Il comprend que l'administration hésite moins à prendre cette décision radicale vis-à-vis d'une mère qui, mineure, a elle-même vécu cette situation, comme s'il y avait une fatalité à la reproduction intergénérationnelle.

Qu'a-t-il appris ? Que l'économie ne peut pas tout. Lors d'une visite d'une entreprise d'insertion par l'économie (ces associations offrent un sas de retour à l'emploi pour ceux qui en sont éloignés), dans le Val-de-Marne, il pose beaucoup de questions à son ami Jean-Marc Borello, patron du groupe SOS, qui l'accompagne. A-t-on vraiment besoin d'outils spécifiques, faut-il y consacrer de l'argent ? Borello avance que la vague de retour à l'emploi ne va pas concerner tout le monde. Ses discussions avec des salariés de cette entreprise pas comme les autres finissent de le convaincre.

Qu'a-t-il appris ? Ou plutôt admis ? Qu'on peut vouloir, mais ne pas pouvoir. Pour les associations, il est président du « marche ou crève ». Elles caricaturent, mais Emmanuel Macron pousse loin les limites de la volonté.

« Le président ne dit pas : *“Quand on veut, on peut”*, nuance Anne de Bayser, mais : *“On va vous accompagner”*, et il refuse de dire que certains seraient condamnés à ne pas s’en sortir. Il veut donner sa chance à chacun, et même plusieurs fois. »

C’est le cœur du débat musclé qui l’oppose à Laurent Berger, Christophe Robert, Véronique Fayet et Claire Hédon. « Sa philosophie n’est pas stupide, reconnaît Christophe Robert, la pauvreté ne se mesure pas seulement de manière monétaire, et il est vrai qu’il faut réduire les inégalités à la base. Le petit déjeuner offert dans les écoles, le dédoublement des classes de CP, nous sommes d’accord, de même que l’idée de relancer la dimension insertion du RSA qui s’est désagrégée depuis que les départements en ont la charge, faute de moyens. C’est juste, mais ce n’est pas parce que l’on fait cela que la question monétaire ne se pose pas. »

Elle se pose de manière d’autant plus aiguë que la suppression de l’ISF, ou plus exactement son remplacement par un impôt qui ne frappe plus que l’immobilier, empoisonne le débat. Les associations ont en tête les chiffres de l’OFCE, cet institut économique qui, dès le début du quinquennat, dénonce la politique fiscale d’Emmanuel Macron, « ces 1 % à qui l’on donne tout », dit Christophe Robert. Le remboursement à 100 % des soins dentaires, oculaires et auditifs, la revalorisation des minima vieillesse et handicap, le dédoublement des classes de CP et de CE1 dans les zones prioritaires, ne font pas le poids. Emmanuel Macron n’échappe pas à la comptabilité.

Le 9 septembre 2019, un déjeuner réunit les associations pour faire le point sur l’application de la stratégie pauvreté, les mêmes participants qu’en 2018, à l’exception de Jimmy Losfeld, remplacé par Orlane François. Le RSA revient dans la conversation, de même que son extension aux jeunes. La réponse du président tient en trois nouvelles lettres : RUA, revenu universel d’activité, promis un an plus tôt. Ce n’est pas vraiment un revenu universel et les futurs bénéficiaires devront s’engager dans une activité. La crise sanitaire jette un doute sur le devenir de cette réforme et relance la question de la hausse du RSA, avec l’émergence de nouveaux pauvres, artisans, intérimaires, étudiants. Mais Macron ne cède toujours pas, préférant des aides exceptionnelles.

Il n’y a pas seulement les décisions, il y a aussi le sentiment, ou plutôt le ressentiment. Il existe de part et d’autre. Le regard d’Emmanuel Macron sur le monde associatif peut être acide. Le 11 septembre 2019, deux jours après avoir reçu les porte-parole des plus démunis à déjeuner, le président de la République livre le fond de sa pensée à ses ministres réunis pour leur Conseil hebdomadaire. Bien sûr, il faut écouter les corps intermédiaires pour ce qu’ils disent de la société, affirme-t-il, sauf quand ils défendent leurs intérêts propres. Il cite le cas des associations qui demandent plus de moyens pour les pauvres, plutôt que de se battre pour faire de la prévention. Il les soupçonne d’entretenir leur fonds de commerce, comme des gardiens de prison pousseraient au crime les détenus pour préserver leur emploi.

Le regard des associations sur Emmanuel Macron peut être cruel. « Ses petites phrases font des dégâts, parce que les gens ont le sentiment qu’ils sont responsables de leurs problèmes, estime Christophe Robert. Les gens n’ont pas son capital culturel, ils ne peuvent pas aller vivre à Londres ou à New York. Lui, si. » Par son parcours, Macron incarne ceux qui sont à l’aise partout. Son propos renforce cette impression.

Il tente de la corriger. Le 13 septembre 2018, présentant la stratégie de lutte contre la pauvreté, il revient sur les « premiers de cordée », cette métaphore de l’effort collectif qu’il utilise un an plus tôt lors d’une interview sur TF1. Elle lui revient aussitôt en boomerang, comme une apologie de ceux qui réussissent et une forme de mépris pour les autres. Cette histoire de cordée, Macron la porte depuis un certain temps. Invité de Sciences Po, en 2015, pour prononcer le discours de la diplomation de la nouvelle promotion, il affirme : « Vous faites partie d’une élite […]. Vous avez eu la chance en même temps que le talent de faire ces études… C’est une responsabilité énorme […]. Vous devenez les acteurs du monde dans lequel vous entrez… Vous montez dans la cordée, vous allez devoir transmettre. »

Trois ans plus tard, il dit aux premiers de cordée : « N’oubliez pas les derniers de cordée. […] Un premier de cordée, il a une corde et il est rattaché à d’autres, et c’est à dessein que j’ai employé cette formule. Il y a toujours des gens pour ouvrir une voie […]. Tirer sur la corde pour qu’il monte moins vite n’aidera pas ceux qui restent en bas. […] Mais que celui qui monte se souvienne qu’il a une corde, et cette corde, elle sert à quoi ? À

l’assurer, il n’y a personne qui est premier de cordée si le reste de la société ne suit pas. »

Belles paroles… Trois jours plus tard, Emmanuel Macron conseille à un jeune chômeur, en visite à l’Élysée pour les journées du patrimoine, de traverser la rue pour trouver un emploi. Qui se rappelle le plan pauvreté ? Le 12 juin 2018, il parlait du pognon de dingue, la veille d’un autre discours marquant, sur la protection sociale. Qui s’en souvient ? Emmanuel Macron écrit de beaux textes sur Word, et au dernier moment, il oublie la sauvegarde.

Des racines couleur béton

Le macronisme existe, on l'a même pris en photo. Quand elle était porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye avait exposé l'œuvre de Margaret Mitchell dans les couloirs du bel hôtel de Rothelin-Charolais, dans le 7e arrondissement de Paris. Le nom de cette photographe écossaise, née en 1968, est son seul point commun avec l'auteur d'*Autant en emporte le vent*. Elle parle des pauvres quand son homonyme décrivait les riches. Son travail est une illustration du déterminisme social que Macron veut combattre.

L'artiste a photographié sa sœur, Andrea, et ses enfants, Steven, Kelly et Chick, en 1994. Andrea meurt en 2008. En 2016 et 2017, Margaret Mitchell saisit à nouveau son neveu et ses deux nièces, devenus adultes, ainsi que leurs propres enfants. En 1994, elle avait raconté une histoire personnelle, trois gamins élevés par une femme seule, le désordre de leurs chambres, le bain, les devoirs devant la télé, les rêves. Vingt-deux ans plus tard, elle offre une histoire universelle. Steve habite un logement pour SDF, on les reconnaît, ces appartements, ils ont tous le même canapé, les mêmes rideaux, les mêmes meubles. Chick a vécu, elle aussi, à plusieurs reprises dans un de ces endroits. Elle aime bien regarder les catalogues de vente à distance, repérer ces objets qui feraient de son habitation un vrai foyer. À dix ans, sa fille Léah a connu dix déménagements. Sur les photos, les regards sont perdus dans le vide, c'est mieux que de rencontrer les murs qui les entourent, les balcons rouillés et le désordre urbain.

Enfants, ils habitaient un quartier déshérité de Stirling, en Écosse. Adultes, ils ont changé de secteur, mais quelques arrêts de bus ne réussissent pas à les séparer de la misère. Les photos disent la pauvreté,

l'exclusion sociale et sa reproduction. « Avons-nous le choix ou bien sommes-nous prédéterminés et les choix sont-ils faits pour nous ? » interroge l'auteur dans une question à laquelle elle connaît la réponse : « Si nous n'avons pas la capacité de choisir une voie dans la vie, si nous manquons d'argent, de soutien, si nous vivons dans des environnements qui n'offrent pas de bonnes opportunités, alors la question et la nature du choix lui-même deviennent beaucoup plus étroites. Limitées. »

Le Français Nicolas Mathieu ne puise pas dans les images, mais dans les mots pour dire quelque chose de similaire. *Leurs enfants après eux*[1], prix Goncourt 2018, raconte une autre forme d'assignation à résidence, le parcours de trois adolescents dans une vallée de la Moselle ravagée par la crise de la métallurgie, dans les années 1990. Les macronistes se sont de nouveau reconnus dans cet ouvrage, chronique des frontières invisibles.

En 2017, l'essayiste britannique David Goodhart avait établi une autre typologie, distinguant les *anywhere*, diplômés, mobiles et progressistes, des *somewhere*, dont l'identité est imposée par leurs lieu et communauté d'origine. Les *anywhere* bougent avec le monde, les *somewhere* voient le monde bouger autour d'eux. Chick, la nièce de Margaret Mitchell, affirme que l'endroit où elle est née a limité sa possibilité de penser et de vouloir, mais qu'elle est à sa place là où elle vit, que ce sentiment d'appartenance est important pour elle. Qui a envie de se couper de ses racines, même si elles ont la couleur du béton ?

DEUXIÈME PARTIE

L'AUTORITAIRE

8.

Galilée et le manteau du pouvoir

Dans *La Vie de Galilée*, la pièce de Bertolt Brecht, le pape Urbain VIII, ex-cardinal Barberini, éprouve de la sympathie pour cet astronome qui prétend que la Terre tourne autour du Soleil. Devenu pape, il continue de croire aux idées éclairées. Un jour, l'inquisiteur vient l'alerter sur le danger que l'hérétique fait courir à l'Église. Le pape est en soutane, il s'habille. Le maître des cérémonies pontificales lui passe sa chasuble, et Urbain VIII fait encore valoir l'excellence de Galilée. Puis, il revêt ses gants, et enfin la mitre. Au fur et à mesure qu'il endosse les atours pontificaux, il prend peu à peu ses distances avec la pensée du savant. Il finit par l'abandonner aux mains du tortionnaire.

Le 7 mai 2017, Emmanuel Macron parcourt lui aussi un chemin symbolique. Il passe de la pénombre à la lumière, suivant la voie minérale qui le mène, au pied du Louvre, vers la pyramide de verre. Il vient d'être élu président de la République et vibre de ce moment fondateur, celui où l'on s'empare du manteau du pouvoir. Le jeune homme au regard mal assuré avance à pas comptés vers l'absolue solitude de la fonction et les futurs renoncements.

Comment incarner l'exception quand on devient la règle ? Le pape Macron rejette une part de Galilée. Ainsi le veut la nécessité de la fonction. À l'épreuve du pouvoir, les intentions du macronisme s'élident, le poids de l'institution l'emporte sur la transgression. Jusqu'où ? La promesse reposait sur quatre commandements :

– la permission, en toute chose, tu ne demanderas pas ;

– le clivage droite-gauche, tu dépasseras ;

– ton pays, pour de bon, tu transformeras ;

– autrement, tu gouverneras.

Après trois années d'exercice, seul un de ces quatre principes a été pleinement respecté, les trois autres ont souffert de leur entrée dans la réalité.

1. La permission, en toute chose, tu ne demanderas pas

Emmanuel Macron a échappé à la carrière que son CV lui dessinait. Au milieu des années 2000, inspecteur des finances, il croise l'assistante d'un grand patron. Elle a travaillé à Bercy et connaît par cœur ces trajectoires dont rêvent les ambitieux de son espèce. Elle lui prédit la voie royale, celle qui mène de l'inspection au Trésor, puis la suite : « Vous franchirez la porte coupe-feu » – qui sépare le Trésor du cabinet –, « vous travaillerez avec un ministre de l'Économie et des Finances et vous partirez dans le privé. » Il refuse ce parcours fléché.

Rebelle ? Non, barjot. C'est le sentiment de Jean-François Copé qui le croise quelques années plus tard. Le maire de Meaux se souvient, encore ébahi, de cette nuit d'été corse. Le jeune associé de chez Rothschild, avec sa femme Brigitte, est invité à dîner chez un collègue de travail, Grégoire Chertok. Autour de la table, Jean-François et Nadia Copé forment le troisième couple. Macron a voulu rencontrer le maire de Meaux, ancien ministre, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale. Ils avaient déjeuné ensemble du temps où Macron était le rapporteur général adjoint de la commission Attali, déjà il disait vouloir faire de la politique, et affirmait : « Je suis de gauche. »

« Donne-moi des conseils », demande Macron à Copé. Lequel s'amuse *in petto* de ce novice parachuté à Sainte-Mère-Église, qui veut rejoindre Berlin à l'aide d'une boussole. Alors Copé lui donne le nord : « Tu dois être maire, député, ministre, élu, battu, et un jour, les Français considéreront que tu seras prêt. » Réponse du *GI* : « Moi, je ne ferai jamais comme ça. » Sur le chemin du retour, Copé et sa femme rigolent : il aura du mal à y arriver !

2. Le clivage droite-gauche tu dépasseras

Dépasser n'est pas effacer. L'ambition de Macron était d'emprunter le meilleur à chacune des deux rives de la politique. Un enfant devait en naître, il aurait ressemblé à sa mère, à son père, sans qu'on puisse clairement leur attribuer tel ou tel trait.

Cette fusion n'a pas eu lieu. La vieille garde, le PS et LR, est affaiblie, mais les hommes, les idées du quinquennat et l'électorat de Macron sont lus à l'aune de l'analyse traditionnelle, souvent de droite, parfois de gauche. Les débuts sont perçus comme de droite, car libéraux au sens économique. On baisse les impôts des plus fortunés pour les inciter à investir, on réforme le droit du travail. L'équilibre aurait pu se faire sur l'immigration. Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, avait félicité Angela Merkel pour avoir accueilli un million de réfugiés. Élu président, il découvre une France inquiète de la vague migratoire. L'équilibre aurait pu se faire sur le projet émancipateur de Macron – donner à chacun les moyens de s'épanouir. Mais à quoi riment les promesses destinées aux adultes de 2040, quand leurs parents sont à la peine aujourd'hui ?

Méfiez-vous de votre premier mouvement… La baisse de 5 euros du montant des APL, décidée durant l'été 2017, est sortie toute seule des cartons de Bercy, où elle sommeillait avec des dizaines d'idées de ce genre. Personne n'a maîtrisé ce choix. Il fait beaucoup de dégâts, de ceux que le temps n'efface pas. Et encore, le pire se préparait : le triplement de cette somme pour la porter à 15 euros, en septembre. Le 13 août 2017, Emmanuel Macron reçoit un texto de Jacques Mézard. Le chef de l'État se trouve à Marseille, le ministre de la Cohésion des territoires, dans le Lot. Très inquiet des conséquences de cette multiplication, il écrit : « J'ai fait faire des simulations. Les résultats sont terribles. Je ne participerai pas à la destruction de ton quinquennat. Si tu veux, je t'envoie un certificat médical. » Emmanuel Macron appelle aussitôt son ministre. La mesure est oubliée.

Pourtant, l'énarque et inspecteur des finances n'est pas un acharné de la rigueur budgétaire. Il veut maîtriser la dette, mais pas en recourant aux augmentations d'impôts. Quand il était secrétaire général adjoint à l'Élysée, il pressait Philippe Aghion de faire campagne auprès de François Hollande : sur les hausses d'impôts, tu lui rentres dans le lard, disait-il à l'économiste qui avait participé à la campagne du président

socialiste. S'il milite alors pour faire 50 milliards d'euros d'économies, il ne les pense possibles que par des réformes en profondeur.

Les mesures de l'été 2017 n'y ressemblent pas, elles répondent à une urgence : dégager 5 milliards d'euros pour réduire les déficits publics en deçà des 3 % du produit intérieur brut. À ce moment-là, la France a dépassé cette limite et se trouve sous le coup d'une « procédure de déficit excessif ».

À Bruxelles, autour de la table du Conseil européen, ces mots abscons sont lourds de sens. Ils sont une marque d'opprobre aux yeux des pays du Nord que Macron veut réconcilier avec ceux du Sud. Comment un État incapable de gérer ses propres affaires pourrait-il donner des leçons à l'Europe entière ? C'est justement ce que le nouveau président français veut faire.

Pour que sa parole soit écoutée, la France doit sortir de la procédure infamante et montrer sa capacité réformatrice. La suppression de l'ISF, remplacé par un impôt sur l'immobilier, la baisse substantielle de la fiscalité sur les revenus du patrimoine, vont dans ce sens : favoriser l'investissement et la croissance. « Il y a des lignes de force dans notre projet politique, un projet d'émancipation par l'éducation, la formation, le travail, l'activité, la justice sociale… afin de répondre à la réalité de notre pays marqué par des inégalités à la naissance et un chômage parmi les plus élevés depuis des décennies, défend Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée. Sur ces points, sur la production industrielle, l'effort d'innovation, l'instabilité fiscale ou les prélèvements obligatoires, nous étions décalés ou en retard par rapport à nos partenaires de la zone euro. L'objectif est de mettre fin à ces freins. »

Politiquement, l'ensemble est désastreux. On prend aux pauvres, on donne aux riches. Les mesures favorables aux ménages (baisse de la taxe d'habitation, baisse des cotisations sociales), la revalorisation importante de minima sociaux (vieillesse, handicap) passent inaperçues, même si elles pèsent plus lourd en milliards d'euros. D'autant que leur application est reportée et étalée dans le temps. Donc moins visible pour les bénéficiaires. Avec la crise des gilets jaunes, Emmanuel Macron révise ce calendrier.

L'autre crise du quinquennat, celle de la Covid-19, le contraint à un correctif encore plus puissant : la France est le pays qui aura quasiment nationalisé son économie, adoptant le système de chômage partiel le plus généreux du monde. Au nom du « quoi qu'il en coûte », ce président réputé libéral fait passer le sanitaire avant l'économie, et déverse des milliards pour l'hôpital, les enseignants, les intermittents, les secteurs en difficulté. Le voilà paré de plumes de gauche : il dépense, donc il est !

3. Ton pays, pour de bon, tu transformeras et 4. Autrement tu gouverneras

Ces deux commandements se font concurrence. Emmanuel Macron a théorisé la nécessité d'associer la verticalité du pouvoir, celle qui permet de faire, à l'horizontalité, celle qui permet de marcher ensemble. Il a du mal à la mettre en œuvre. Au début du quinquennat, l'énergie est mise sur l'action. Les dix-huit premiers mois répondent à une obsession exécutive. La baisse des impôts en faveur de l'investissement (donc des plus aisés), la réduction des déficits publics, la réforme du marché du travail, celle de la SNCF, de l'école, de la formation professionnelle, de l'apprentissage, tout s'enchaîne à un rythme soutenu.

À l'Élysée et Matignon, on tourne *Urgences* et *Docteur House*. Les Clooney de service opèrent avec le tact des médecins de guerre, faites pas ch…, ici on sauve des vies. La réforme de la SNCF devient impérieuse, il faut procéder par ordonnances – le mot résonne à la fois militaire et médical –, comme si la maison, octogénaire, ne pouvait plus supporter ses oripeaux. Il est prévu de changer son statut, donc le régime de retraites des cheminots. Peu importe qu'une autre réforme en préparation, celle des retraites, prévoie exactement la même chose avec la disparition des régimes spéciaux, notamment celui des agents SNCF. Le pouvoir s'apprête à passer deux fois le fer sur la même plaie.

Philippe Grangeon n'est pas encore conseiller spécial à l'Élysée, mais conseilleur officieux du président. Il s'inquiète de cette dérive et confie, en mars 2018 : « Je me méfie de l'argument qu'il faut aller vite. Il pourrait s'appliquer à beaucoup de sujets. Pour conduire les transformations, il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. La réforme, même justifiée, même prévue par le programme, n'est jamais en

soi une évidence quand elle inquiète ceux qui sont concernés. Les réformateurs doivent faire preuve de vision et d'empathie. »

Pourtant, ça passe. On prédisait l'apocalypse à celui qui voulait toucher au droit du travail, au statut des cheminots. Le ciel reste serein. Macron impose sa méthode, ses idées. Il veut bien laisser les partenaires sociaux négocier à condition que le résultat soit conforme à ce qu'il désire. En février 2018, syndicats et patronat signent un accord sur la formation professionnelle. Il est jugé un peu mou. La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, reprend la copie.

Emmanuel Macron est en passe de réaliser le rêve des gouvernants : réformer sans reculer. L'hybris, cette ivresse des cimes qui s'attrape au pouvoir, le menace. Le jeune président a besoin de se mettre en scène, d'installer sa stature. Il est crédité d'un succès face à Donald Trump ou à Vladimir Poutine, dans les premiers jours de son quinquennat. Mais cède vite aux plaisirs narcissiques. Dans une interview au *Journal du dimanche*[1], à l'occasion du premier anniversaire de son quinquennat, il parle à la première personne du singulier : « Je ne vais pas faire la guerre à la Syrie. » À l'Élysée, la pression est forte sur une équipe sommée de se surpasser pour servir un maître du monde.

Dès le milieu de 2018, ses propres soutiens tirent Macron par la manche : « Eh, t'as pas été élu pour ça ! » Le 9 juin, *Le Monde* révèle l'existence et le contenu d'une note critique de trois économistes qui ont fait le programme de Macron, Philippe Aghion, Philippe Martin et Jean Pisani-Ferry. Ils reprochent à l'ancien candidat de s'éloigner de sa promesse émancipatrice. Ils reposent la question d'une taxation des successions plus forte.

L'idée est très macronienne puisqu'il s'agit d'empêcher la transmission des rentes de génération en génération. Elle a été étudiée pendant la campagne, très débattue. Macron est intellectuellement séduit, mais mesure la portée politique d'une telle audace dans un pays où l'héritage est sacré, y compris pour ceux qui n'en perçoivent pas. Les économistes reviennent régulièrement à la charge. À la fin, le candidat s'agace : je vous ai déjà dit non quinze fois !

Pourtant, dans cette première moitié de l'année 2018, Emmanuel Macron ressent ses manques. « Je n'ai pas réussi à apaiser le pays, et les

Français ne savent pas qui je suis », confie-t-il alors en privé. Il esquisse de timides corrections. Le 9 juillet, il s'adresse au Congrès, à Versailles, cette réunion des députés et des sénateurs qu'il a promis de convoquer tous les ans. Il essaie de prendre en compte ces aspirations sociales que le rouleau compresseur du macronisme triomphant a ignorées.

Le texte qu'il prononce à 15 heures a été longuement pétri. Il y a eu une version la veille au soir, une autre à 1 heure du matin, une autre encore entre 4 et 6 heures. Chaque fois, les changements sont conséquents. Ainsi quand il dit : « Lors du prochain Congrès, je vous écouterai et je vous répondrai », il satisfait une demande des parlementaires qui souhaitent pouvoir réagir aux propos du président de la République. Cet engagement ne figure pas dans le texte de la nuit. De même que la taxe sur le chiffre d'affaires sur les géants du numérique qui ne paient pas d'impôts en France. Ou encore le couplet sur la jeunesse, rajouté *in extremis*, à midi, le jour même. « La République contractuelle », celle qui se met à l'écoute des corps intermédiaires, concept que Macron a déjà développé dans son interview au *Un*, en juillet 2015, s'est greffée à 4 h 16, le matin du 9 juillet. Dans la même veine, le président a rajouté : « Être plus fort pour pouvoir être plus juste. » Et : « Il est mensonger qu'on défend les salariés si on ne défend pas les entreprises. » L'économie et le social sont liés, Macron précise sa doctrine.

Sur BFMTV, Ruth Elkrief, commentant l'intervention du chef de l'État, pointe l'essentiel : « Il y a plein de petits moments où il corrige le tir, mais aucun où il dit : j'ai fait une erreur. » Emmanuel Macron apprend le métier, mais il ne le reconnaît pas.

En lever de rideau du mouvement des gilets jaunes, son itinérance mémorielle lui fait découvrir une France qu'il ne connaît pas. Début novembre 2018, le chef de l'État mène un périple dans ces territoires du Nord et de l'Est, particulièrement meurtris par la Grande Guerre. Et par des maux plus contemporains. À Maubeuge, on lui dit que des enfants se bouchent les oreilles pour ne pas écouter de la musique, la religion l'interdit. Que des petites filles sont privées de piscine, pour le même motif. À Verdun et ailleurs, il comprend que l'essence coûte un bras. Que personne ne connaît la loi sur le droit à l'erreur qu'il a pourtant fait faire

et refaire à son ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin.

La crise des gilets jaunes, celle de la Covid-19, inédites par leur nature et par leur violence, bouleversent le quinquennat. Chaque fois, Macron les traite selon deux mêmes règles. La première, c'est le maintien de sa politique des deux premières années. En particulier en matière fiscale. Début 2019, pour trouver une issue au mouvement des gilets jaunes, il écrit une Lettre aux Français et leur propose les thèmes du grand débat qu'il vient de lancer. Dans une version intermédiaire de ce texte, on peut lire, en substance : préférez-vous qu'on baisse le taux de l'impôt et que tout le monde le paie ou bien que l'on augmente les impôts des plus riches ? Autant demander aux enfants de voter pour la fin des vacances ! Dans la version publiée, la question devient : « Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ? »

Emmanuel Macron justifie cette constance : « Parfois les événements ont conduit certains de mes prédécesseurs à ne pas faire des choses qu'ils s'étaient engagés à faire. Moi, j'ai une règle, quand on s'est engagé, il faut réexpliquer, trouver le chemin, mais il est important de ne pas revenir sur ce que l'on a fait ou promis de faire. Je porte une attention extrême à ce qu'est le mandat démocratique[2]. »

Le second invariant, c'est la réécriture du récit. Sous le feu des circonstances, Emmanuel Macron réoriente son action, mais toujours en puisant dans ce qu'il a pensé, dit ou promis. Changer sans donner le sentiment de se renier est une obsession. Voici ce qu'il en dit : « Je suis arrivé au pouvoir avec une proposition et un projet. J'ai constaté que ma volonté de transformation et de dépassement n'a pas toujours été comprise. Les gens se sont dit : “Pourquoi veut-il nous changer tout cela ? Pourquoi vient-il nous bousculer dans nos vies ?” Je ne crois pas que la réponse aux inquiétudes contemporaines soit dans l'inaction et le conservatisme[3]. »

Emmanuel Macron veut tisser le fil de son quinquennat, attache beaucoup d'importance à la démonstration de cette continuité. « Les inquiétudes de nos concitoyens s'enracinent dans la conscience très aiguë de changements qui nous sont imposés. Au fond, ma promesse originelle

répond à cette demande de reprendre une part de notre destin individuel et collectif en main[4]. » Cette insistance sur le « collectif » est nouvelle. Elle répond implicitement à l'accusation d'individualisme inscrite sur le dossard macroniste depuis le début du quinquennat. Malgré cette énergie mise à accorder le récit et les événements, les deux crises vont révéler les manques du quinquennat.

Ton pays tu transformeras et autrement tu gouverneras ? Les gilets jaunes n'ont rien vu de ces promesses. Eux disent qu'ils ne peuvent pas vivre de leur travail, qu'ils n'ont pas de médecins, de maternités, de trains, de démocratie. Parfois violemment. Fin décembre 2018, Emmanuel Macron affronte l'adversité. Il a maigri, son visage s'est émacié, il est déstabilisé. Mais il vit le moment de manière intense, jubilatoire. Parce que les crises obligent au mouvement, qu'elles permettent de revenir à l'année zéro. De renouer avec le récit initial.

Il avait promis de la délibération, la voilà, il lance le grand débat. Tous les Français sont invités à y participer, lui-même se réserve une série de rencontres avec des maires, cent heures au total. Il reçoit les chefs de parti et les présidents de groupe. À celui qui préside les sénateurs LR, Bruno Retailleau, il dit : « Vous devriez être satisfait que j'aie remis la figure du maire au centre de la scène ». Réponse du sénateur : « Non ce n'est pas la figure du maire que vous avez remise au centre de la scène, mais vous. » C'est exact. Dans l'interprétation intégriste des institutions de la V^e République, celle d'Emmanuel Macron, le président ne peut qu'être seul face à tous, micro à la main.

Les leçons qu'il tire de cette crise, il les livre dans une conférence de presse, le 25 avril 2019. Il annonce notamment la convention citoyenne pour le climat, promet de changer « notre démocratie, notre organisation, notre administration », de « remettre l'humain et la justice au cœur du projet national », de « bâtir une ambition à 2025 où l'on se donne des objectifs clairs », de « rebâtir un patriotisme inclusif ». Le président ouvre ainsi l'acte II de son quinquennat, comme si la politique était un théâtre.

Cette pièce est un échec. La bienveillance, l'écoute et la proximité sont balayées par l'affrontement sur la réforme des retraites. Et ce n'est pas

une simple histoire de résistance syndicale : toute la France se braque contre cette terre promise par le macronisme.

Les crises ont cet avantage d'effacer les ardoises. Celle de la Covid-19, à partir de mars 2020, permet un nouveau diagnostic et de nouvelles promesses. Nouveau ? Non, un an après les gilets jaunes, le constat du chef de l'État est le même qu'en avril 2019 : Paris concentre trop de pouvoir, il faut cultiver la proximité avec les élus locaux et les syndicats, et penser le long terme. Emmanuel Macron dresse la liste des ratés, sujets ignorés ou mal traités : réforme de l'État, de l'hôpital, protection contre la dépendance des personnes âgées, compétitivité des entreprises, sécurité des approvisionnements, lutte contre le réchauffement climatique.

Le président tactile ne peut plus toucher, palper, prendre par l'épaule, fixer dans les yeux. Dans les visioconférences, lors des Conseils des ministres ou de défense, il passe son temps à se passer les mains au gel. Machinalement. Une fois de plus, la crise le dope. Le verbe reprend de la hauteur. Ceux qui ne sont pas solidaires ? C'est un crime de guerre, dit-il, peine capitale !

Chaque discours a sa couleur. Sa première adresse aux Français, le 12 mars 2020, est marquée par le « Quoi qu'il en coûte » ; la deuxième, le 16 mars, par « Nous sommes en guerre », martelé à six reprises. C'est la plume de l'Élysée, Jonathan Guémas, qui a eu cette idée, aussitôt adoptée. Ce discours qui annonce le confinement, sans que le mot soit prononcé, est préparé dans le bureau d'angle du président, voisin de son bureau officiel. Des monceaux de livres s'empilent dans un coin.

Édouard Philippe, Premier ministre, et Benoît Ribadeau-Dumas, directeur du cabinet de Matignon, sont là, avec Philippe Grangeon, conseiller spécial, Joseph Zimet, directeur de la communication, Anne de Bayser, secrétaire générale adjointe, et Alexis Kohler. Le secrétaire général tape le discours sur son ordinateur portable. Au fur et à mesure qu'il s'élabore, il enregistre les corrections, les ajouts. Veillée d'armes… « Le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour au jour d'avant », dit le président aux Français quelques minutes plus tard.

Le 13 avril, Emmanuel Macron continue dans cette veine. Il faut se réinventer. À commencer par lui-même. En fait de réinvention, il s'agit

plutôt de corrections ou d'accélération. Plan hôpital, loi sur la dépendance, revalorisation des salaires des enseignants, etc. Tout est tellement plus facile dès lors que l'argent n'est pas compté, ou moins. Les milliards ne vont pas seulement au soutien à une économie naufragée ; ils sont là pour doper des politiques en souffrance, faute de souffle ou d'argent. Macron mène une stratégie opportuniste. Le 2 octobre 2020, aux Mureaux (Yvelines), dans son discours sur la lutte contre les séparatismes, le président fait pleuvoir les milliards. Cités éducatives, Agence nationale pour la rénovation urbaine, maisons France Services, justice, police, vont recevoir des moyens « supplémentaires » : ce mot figure à cinq reprises en neuf lignes. Ce jour-là, le chef de l'État se fait l'avocat de la politique d'égalité des chances. Il en devient le procureur : ses annonces dessinent, en creux, tout ce qui n'a pas été fait, comme cette « profonde réforme de notre organisation en matière de logement, en particulier de logement social ».

La promesse d'écoute, elle aussi, est renouvelée, avec les élus locaux, les syndicats. L'acteur principal change, ce sera Jean Castex, maire lui-même, bon connaisseur des partenaires sociaux. Cette fois pourtant, la politique volontariste au programme du quinquennat risque d'y laisser des plumes. La réforme de l'assurance-chômage est suspendue, celle sur les retraites remise en chantier. Macron y tient beaucoup, son Premier ministre moins. Au moment où Jean Castex prépare son discours de politique générale, prononcé le 15 juillet, le chef de l'État lui glisse : il ne faut surtout pas que l'on pense qu'on abandonne la réforme des retraites. Castex se demande si c'est bien le moment. Macron insiste : le message est qu'on n'enterre pas la réforme. « Il faut faire avancer la voiture », plaide le président. Le Premier ministre ne se laisse pas impressionner : « La voiture, il faut d'abord la faire sortir du fossé. Si vous ne nous aviez pas mis dans ce merdier, on n'en serait pas là. »

La nuit de Notre-Dame

Ce 15 avril 2019, le président de la République travaille à un discours. Il sera diffusé à 20 heures, il dira les conclusions qu'il tire du grand débat. Un moment politique fort, il doit redonner de l'élan au quinquennat, après la tourmente de l'hiver, le mouvement des gilets jaunes.

Il est 17 h 30 et le président planche avec son conseiller spécial, Philippe Grangeon, sa plume, Jonathan Guémas, et le producteur de théâtre Jean-Marc Dumontet. L'homme qui a déniché Nicolas Canteloup fait partie de l'entourage de Macron depuis le début de son ascension. Dumontet a assisté aux vingt-cinq meetings de la campagne et rédige des notes chaque fois. La toute première porte sur la réunion de Nevers, le 6 janvier 2017, consacrée à la santé. « Vous allez vous emmerder », l'avait prévenu Macron sachant la matière très technique. Sans parvenir à le décourager. Le retour de Dumontet est sévère. Il juge le discours ennuyeux, techno, et démago parce que le candidat trouve que tout le monde est formidable, médecins, infirmières, aides-soignantes. Le destinataire n'en prend pas ombrage : « Super utile, merci beaucoup, amitiés », répond-il. Dumontet trouve que le président fait trop long ; il n'est pas le seul. Ce 15 avril, il a pris ses ciseaux, comme d'habitude, a réussi à arracher des coupes, pas assez. Le président enregistre.

À 19 heures, le bandeau de BFMTV annonce encore : « Macron le rendez-vous décisif ». De son côté, Alain Minc s'apprête à accueillir ses invités. Minc est un personnage multicarte qui vient de raconter ses mondes dans un livre, *Voyage au centre du système*[1] : la politique, le business, les médias, il a tout connu. Il fête son soixante-dixième anniversaire, pas

n’importe où, à l’hôtel de la Monnaie, spécimen de l’architecture néoclassique du XVIII^e siècle, quai de Conti, au bord de la Seine. Pas avec n’importe qui, Alain Juppé, François Pinault, Franz-Olivier Giesbert, Philippe Labro, David de Rothschild font partie des cinquante personnes conviées à ce dîner. Des amitiés forgées au cœur du système.

Peu après 19 heures, Ruth Elkrief, sur BFMTV, annonce que de la fumée sort de Notre-Dame de Paris, puis que la cathédrale est en proie à un incendie. À 19 h 30, les flammes emportent le sujet d’origine, le discours du président. Priorité au direct.

Quai de Conti, Alain Minc reçoit un SMS. Il est de François Sureau, l’un de ses invités. Comme Minc, dont il était l’adjoint, Sureau, homme aux vies multiples, faisait partie de ce commando de jeunes gens brillants dans l’entourage du magnat italien Carlo De Benedetti, à la fin des années 1980. « Je ne vais pas venir à ton dîner, prévient Sureau, je vais voir brûler Notre-Dame. » La France des cathédrales, ce n’est pas rien.

Quand Sureau arrive près de l’édifice, il voit passer un cortège de voitures noires. Celui du président ? L’avocat et essayiste, défenseur de la liberté et des libertés, échange régulièrement avec Macron. Il lui envoie un texto : « C’est toi ? » « Oui, répond le président, je vais essayer d’entrer. » Une fois à l’intérieur, il le tient informé. Au fil de sa visite, il lui envoie, par SMS, un mini-photoreportage sur ce qu’il voit, les réactions du patron de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, la prédiction de ce dernier, la chute de la flèche.

Emmanuel Macron envoie un autre genre de message. À sa plume, Jonathan Guémas, il demande : « Comment tu sens le truc ? » Il veut nourrir la déclaration qu’il improvise peu après : « Notre-Dame de Paris, c’est notre histoire, notre littérature, notre imaginaire, le lieu où nous avons vécu tous nos grands moments… » Brigitte Macron est présente. Le lendemain, le chef de l’État prononce une allocution en bonne et due forme, écrite par François Sureau.

Celle qui devait dire les suites du grand débat ne sera jamais diffusée. Quelques jours plus tard, Jean-Marc Dumontet reçoit une photo. On le voit debout, à côté d’Emmanuel Macron, un texte à la main, celui de ce discours mort-né. Soazig de La Moissonnière, la photographe officielle de l’Élysée, a saisi la scène de travail, en noir et blanc. Le président y a ajouté une dédicace : « Avec mon amitié fidèle. »

9.

Choisir, c'est renoncer

La Cour des comptes est restée sans chef titulaire pendant quatre mois. Cette vacance n'a pas endommagé le fonctionnement de l'État, elle est intéressante pour une autre raison. Elle révèle un trait permanent du comportement d'Emmanuel Macron : le président prend son temps pour trancher, se défiant des contraintes, des calendriers, des dates butoirs. Consulter, réfléchir, peser le pour et le contre, c'est le gage d'une bonne décision ; attendre, hésiter, retarder, c'est aussi un signe d'indécision. Emmanuel Macron flirte entre ces deux limites.

En janvier 2020, Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, part diriger la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Ce transfert était prévu depuis un an. Donc prévisible. Pourtant, aucun successeur n'a été désigné. Pierre Moscovici fait partie des candidats possibles, il a un bon CV, est originaire de cette maison, ancien ministre de l'Économie, ancien commissaire européen. Il a aussi une réputation, celle de compter sur son intelligence – elle est grande – plus que sur son travail. Pour ceux qui ont collaboré avec lui, c'est plus qu'une réputation. Ils vous racontent cette petite histoire révélatrice. Ministre à Bercy, il reçoit une note de son cabinet, un discours qu'il doit prononcer. Comme c'est la pratique, certains passages sont entre crochets pour attirer l'attention du ministre : dans ces crochets-là, il est dit qu'une phrase ne doit être énoncée que si tel événement ne se produit pas. L'événement en question se produit, mais Moscovici dit la phrase qu'il ne devait pas dire. Il n'avait pas pris la peine de lire le document à l'avance et le découvrait.

Ces histoires, Macron les connaît bien, lui dont plusieurs proches ont travaillé pour Moscovici. Il voulait échapper à cette nomination convenue, d'autant que le futur premier président avait tenu un propos désobligeant

sur son quinquennat dans un article du *Monde.* Il voudrait une femme, issue de l'immigration, très bonne analyste. « Je veux casser le modèle », disait-il. Il case un modèle… du système.

Ce n'est pas la première fois que le président ignore les horloges. Le poste d'ambassadeur de France près le Saint-Siège, à Rome est resté vacant pendant neuf mois entre le départ de Philippe Zeller, en juillet 2018, et l'arrivée d'Élisabeth Beton-Delègue, en avril 2019. Celle-ci est pressentie dès le début du processus, mais le président veut prendre son temps. On évoque bien d'autres noms, celui de Caroline Pigozzi, journaliste spécialiste du Vatican, de l'écrivain et avocat François Sureau. Après neuf mois de grill la candidate est finalement nommée. Elle est la première femme à occuper ce poste.

Comme toujours, surtout pour les nominations, le président est à la recherche du geste parfait. Il veut un mouton à cinq pattes. Si vous lui présentez un mouton qui n'en a que quatre, la majorité de l'espèce, il se montre très critique : sera-t-il capable de faire ceci ? et cela ? Il se dit qu'il y a forcément mieux ailleurs, il redoute de passer à côté du Graal. Alors il faut continuer à chercher, tester. C'est très agaçant pour l'entourage.

Lequel, stoïque, assume : « Il est important pour le président d'entendre différents avis, de consulter beaucoup, dans des spectres larges, affirme Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée. Emmanuel Macron n'est pas dogmatique, il sait écouter, la décision n'en est que meilleure. »

S'il ne sait pas tout, il ne sait rien. Le temps s'allonge parce que le président veut lui-même travailler les sujets. Pour trancher sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, il plonge dans l'historique de ce chantier (quarante années de tergiversations), lit les rapports de police et des préfets depuis le début. Quand la France est confrontée à l'épidémie de la Covid-19, il veut tout comprendre de ce virus et de l'état de la science. L'agrégatif de virologie, ou presque, en remontre au comité scientifique : vous avez lu l'étude de tel professeur japonais ? Quand on commence à parler des départementales, il connaît sa carte électorale aussi bien qu'un François Mitterrand. Il n'a pas la pratique de l'ancien chef d'État, mais il sait tout par cœur. Vous lui dites que ce candidat est de Moissac (Tarn-et-Garonne) ? Il vous dit non, et c'est lui qui a raison.

À l'Élysée, il répète souvent : « Il faut rester mobile. » Ce n'est pas nouveau. Dès son passage au ministère de l'Économie, ses changements de

pied mettent les épidermes à vif. La veille d'un événement médiatique sur la loi pour la croissance, il envoie au pilon le dossier de presse qui y était consacré. Sibeth Ndiaye se rappelle cette tribune sur l'entrepreneuriat que le ministre voulait publier. « Elle a vécu presque deux ans à l'état de projet, raconte-t-elle, les mots n'étaient jamais les bons, il y a eu plus de vingt versions, après j'ai arrêté de compter. »

Un texte écrit pour la *Revue des Deux Mondes*[1] prend douze jours de retard sur la délivrance de la copie : il faut l'avis de Philippe Grangeon, ceux de Laurent Bigorgne et de François Sureau. Outre ces trois personnages qui l'entourent et le conseillent, Gérard Collomb, Richard Ferrand et Brigitte Macron sont systématiquement sollicités. Comme Emmanuel Macron veut faire plaisir à tout le monde – au moins chacun pourra dire qu'il a été consulté –, le texte final gagne en volume et perd en cohérence. Durant la campagne, son équipe voulait un organigramme pour s'y retrouver dans le « qui fait quoi ». Il s'y refuse jusqu'au dernier jour : il ne veut pas promouvoir les uns, écarter les autres. Il tient à conserver tous ses soutiens.

Choisir, c'est renoncer. Gouverner, c'est recommencer. « La politique est l'art de mettre toujours l'ouvrage sur le métier », dit-il dans son interview à l'hebdomadaire *Le Un*, en juillet 2015. Si Gérald Darmanin ne comprenait pas ce que cela veut dire, il l'a appris à ses dépens. Leçon numéro un : le ministre de l'Action et des Comptes publics présente un texte sur le droit à l'erreur en juillet 2017. Phénomène exceptionnel : le président de la République lui demande de revoir sa copie qu'il trouve trop brouillonne. Leçon numéro deux : alors que le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est sur les rails, le chef de l'État menace d'abandonner cette réforme si elle n'est pas améliorée.

Remettre l'ouvrage sur le métier… tant que les résultats obtenus ne sont pas au rendez-vous. Le 14 décembre 2017, les partenaires sociaux reçoivent une lettre de Muriel Pénicaud, ministre du Travail, leur demandant de négocier l'assurance-chômage. Ils rendent leur copie le 22 février 2018. Une « loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel » en découle, elle est en cours de discussion au Parlement durant l'été. Mais le 9 juillet, devant le Congrès, Emmanuel Macron demande l'ouverture d'une nouvelle négociation pour que les règles de l'assurance-chômage encouragent bien le

retour à l'emploi. Syndicats et patronat se retrouvent donc à la rentrée pour de nouvelles discussions.

Remettre l'ouvrage sur le métier… Macron lui-même s'y remet rarement, son parcours personnel ne l'invite pas à se corriger. « Comme toute personne qui a accompli des choses exceptionnelles par sa seule volonté, il a une grande confiance en lui, analyse Stanislas Guerini, délégué général de La République en marche. Il sait que sa parole est performative, que son intervention finale va changer la situation. Donc, il aime garder toutes les options ouvertes, persuadé qu'à la fin il réglera le truc. “Moi, je ne suis pas là pour intégrer les contraintes”, voilà sa manière de penser. »

Parfois, cela marche, comme pour les élections européennes du 26 mai 2019 : son implication dans la campagne transforme une déroute annoncée en honorable deuxième place. Parfois, cela ne marche pas : il ne parvient pas à rattraper le train de la réforme des retraites, lancé sur de mauvais rails. Interrompue par la crise de la Covid-19, elle est officiellement affichée au menu de la rentrée de 2020. Il n'est pas sûr que l'ambition de départ soit respectée.

Remettre l'ouvrage sur le métier… Cela vaut aussi pour le quotidien. À l'Élysée, tout est remis en question jusqu'au dernier moment. À trois jours du départ, les déplacements à l'étranger ne sont pas stabilisés. La tension est palpable, des deux côtés de la frontière. À Paris, la cellule diplomatique et celle des discours sont sous la pression de leurs homologues étrangers. Régulièrement, des réunions de retex (retour d'expérience) ont lieu : comment mieux travailler ? Chaque fois, la même réponse : il faut anticiper. Mais comment anticiper, avec un président qui s'y refuse ? Il décortique les propositions, trouve souvent qu'elles manquent d'ambition, ne répondent pas au problème.

Où s'arrête l'exigence, où commence l'irrésolution ? Début 2020, deux ministres veulent se présenter aux municipales, sur deux listes différentes, à Biarritz. Didier Guillaume est chargé de l'Agriculture et Jean-Baptiste Lemoyne des Français de l'étranger. Que faire ? Emmanuel Macron mouline la palette des solutions. Laisser ces deux ministres se faire concurrence ? Ridicule. Débrancher Guillaume de l'Agriculture ? Impossible, à la veille d'un important sommet européen consacré à l'agriculture, et de deux réunions sur la pêche, à Bruxelles. Alors, libérer

Lemoyne ? Compliqué, à quelques semaines du sommet Choose France, rendez-vous annuel de prestigieux investisseurs étrangers à Versailles, et du voyage présidentiel en Israël, fin janvier, pour célébrer la libération des camps de la mort.

Macron décompose tellement les complexités qu'elles finissent par l'emporter sur l'évidence. Un responsable de la majorité relate les propos qu'il tient au chef de l'État : « Ça commence à bien faire, tu arrêtes ce bordel. Tu en vires un ou deux, mais tu tranches. Lequel de tes prédécesseurs, à part Hollande, pouvait hésiter comme ça ? Tu vas te hollandiser ! » Rien de tel que la comparaison avec François pour piquer Emmanuel. On comprend pourquoi cette source ne veut pas dévoiler son identité. Le chef de l'État finit par décider qu'aucun des deux ministres ne se présentera.

La décision est difficile, elle n'est pas toujours limpide. Le non est rarement sonore. Le oui se décline en toutes sortes de nuances. Dans sa version « franc et massif », il est facilement reconnaissable : « Vas-y, fonce, sabre au clair. » Mais comment distinguer le oui-attente : « Ça se regarde », du oui-refus : « Il faut qu'on regarde, c'est intéressant » ?

L'énergie du personnage, son intelligence, son goût de la domination, sa volonté de convaincre devraient dessiner un homme dont les verdicts tranchants tombent vite. Le besoin de consulter, de tout savoir, de confronter les points de vue contredit ce portrait. Derrière la verticalité pointe une sorte d'intranquillité.

La charge, énorme pour quiconque, l'est encore davantage pour un jeune qui débute dans le métier. L'hésitation intime devient le revers de la solitude à laquelle la V^e^ République condamne ses présidents. La peur de l'enfermement, de l'isolement, physique et politique, provoque la demande de contacts.

Le 14 mai 2017, Emmanuel Macron vient d'être officiellement investi président de la République. Le soir, il réunit quelques proches, politiques, conseillers, bénévoles de la campagne. La salle des fêtes de l'Élysée n'a pas encore été rénovée, elle ressemble à un décor de théâtre dans son jus rouge et or. Vidée de ses invités et des mondanités, elle a retrouvé son calme. « Vous entendez ce silence ? dit le tout nouvel hôte des lieux. D'ici, je

n’entendrai pas toujours, venez me rappeler quand ça va mal. Le pouvoir isole, je veillerai à ne pas être trop isolé. »

Ce président sûr de lui, capable d’une grande dureté, laisse voir des inquiétudes. La quête du bon conseil, de la bonne décision, l’us et l’abus des longs discours, comme si la quantité faisait la qualité, ne disent pas seulement le souci de bien faire. Lire en détail les rapports des préfets, connaître par cœur la liste des essais cliniques contre le coronavirus et les résultats des élections départementales dans les vingt-trois cantons de Seine-et-Marne, c’est une manière de se rassurer.

Emmanuel Macron prend soin de ne pas afficher ses doutes, il sait que le leadership impose l’assurance, mais il arrive que le couvercle laisse échapper des flammèches. Il rêve de surplomb mitterrandien, mais ne quitte jamais son bureau à 19 heures pour se balader sur les quais de la Seine.

Le sabotage de Paris

Juin 2017. Benjamin Griveaux, candidat aux législatives dans la cinquième circonscription de Paris, récolte 42,8 % des voix au premier tour. Au second, il est élu avec un score de 56,3 %. Déjà, il pense au coup d'après, les municipales de 2020. Emmanuel Macron aussi : si avec ça tu ne gagnes pas Paris, lui glisse-t-il, en ce soir de victoire. Trois ans plus tard, Anne Hidalgo est réélue.

L'affaire n'est pas qu'une simple déroute politique. Elle révèle trois traits – peu flatteurs – du tempérament présidentiel : l'ambivalence, la jalousie, le sentiment de surpuissance.

Griveaux, transfuge du Parti socialiste, a été enrôlé dans la campagne par Ismaël Emelien. Comme lui, il vient de ces jeunes qui ont soutenu Dominique Strauss-Kahn pour la primaire PS de 2006. Avec lui, il participe en secret au lancement d'En marche !

C'est un macroniste enthousiaste. Dès le début, il admire la vista et l'intelligence d'Emmanuel Macron. Ce dernier nourrit des sentiments mélangés vis-à-vis du futur candidat à la mairie. Quand Richard Ferrand organise les débuts d'En marche ! et veut l'embaucher, en août 2016, le ministre de l'Économie réagit : « Encore un strauss-kahnien, je n'aime pas ça. »

Macron n'apprécie pas toujours ce jeune homme élégant au verbe facile, toujours à l'aise, parfois acide. On lui reproche de manquer d'humilité. Souvent, l'arrogance est une cuirasse. Peut-être Benjamin Griveaux est-il moins sûr de lui qu'il n'en a l'air ?

Quand il parle, dans les réunions, le président fronce les sourcils, il ne l'écoute pas vraiment. Fin décembre 2017, le député de Paris et secrétaire d'État à Bercy est très motivé pour diriger La République en marche. Macron en décide autrement. Comme à l'armée – Tu parles anglais ? Corvée de pluche ! –, il donne le parti à Christophe Castaner. Griveaux écope du poste de porte-parole du gouvernement.

Les amis de mes amis ne sont pas forcément mes amis : les proches de Griveaux et de Macron, comme Ismaël Emelien, Jean-Marie Girier, Sibeth Ndiaye, Stanislas Guerini, ne savent plus comment expliquer la distance entre leur copain et le président.

Ils disent que le chef de l'État apprécie les qualités de sniper de Griveaux durant la campagne, sa combativité, mais qu'il se méfie de cette brebis qui s'écarte du troupeau. Griveaux vise une carrière politique, contrairement au reste de la bande. Il s'est montré critique sur la gestion laxiste de l'affaire Benalla par l'Élysée. Ses amis disent même qu'il a tort d'insister sur sa quasi-gémellité avec Emmanuel Macron : il ne cesse de répéter qu'ils sont nés à huit jours d'intervalle, en décembre 1977.

Si curieux que cela puisse paraître, vu qu'il est au sommet et l'autre au pied de la montagne, Emmanuel Macron se méfie de Griveaux. Il y a, enfouie dans l'impensé présidentiel ou ailleurs, une pointe de jalousie, le refus qu'une tête, sortie de l'anonymat grâce à lui, fasse de Paris un tremplin. C'est déjà arrivé… D'ailleurs Macron agit de même avec ses ministres. Il est rare qu'il les désigne par leur nom, comme s'il voulait les laisser dans l'anonymat de la fonction ; il est rare qu'il rende hommage à leurs talents.

Griveaux prépare méthodiquement la bataille pour la capitale. Les obstacles s'amoncellent. Tiens, il apparaît que Macron songe à… Xavier Niel pour diriger Paris. C'est une idée d'Alain Minc. L'essayiste et consultant aime bien jouer les pépiniéristes. Il veut trouver le Michael Bloomberg de Macron, ce patron d'une société financière devenu maire de New York. Emmanuel Macron propose le poste au créateur de Free. Informée de cette opération, Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, en parle à Anne Hidalgo. Un sondage favorable à Griveaux est publié. L'information sur Niel fuite comme pour dire : vous voyez bien que Griveaux n'est pas le candidat du président. Niel décline.

Mais Paris stimule. Pourquoi pas Édouard Philippe, le Premier ministre ? À plusieurs reprises, Emmanuel Macron demande à son Premier ministre s'il veut la capitale. La réponse est non. Le feuilleton s'éternise. Au printemps 2019, la religion de Macron n'est pas faite. Le 9 juillet, la commission des investitures de La République en marche choisit Benjamin Griveaux contre Cédric Villani, qui décide de se maintenir. Si Ben s'était imposé, ça se saurait, laisse filer Macron. Les deux trains roulent sur les mêmes rails. À Lyon, autres lieux, autres mœurs, le chef de l'État a pris les commandes de l'aiguillage : il valide la candidature de Gérard Collomb contre celle du dissident David Kimelfeld.

Début janvier 2020, Emmanuel Macron commence à trouver que « Ben » se débrouille pas mal. Richard Ferrand le presse de débrancher Villani. Philippe Grangeon, Stanislas Guerini et Griveaux lui-même agissent dans le même sens. Macron s'y résout mais la séduction n'opère pas : le mathématicien se maintient.

Comment en sortir ? Par la défaite. Quand la vidéo diffusée par Piotr Pavlenski met le feu à la Macronie, Griveaux est bien bas dans les sondages, autour de 15 %. Macron lui laisse le choix, mais l'a-t-il ? Il abandonne la partie. Commentaire d'un conseiller de Macron : « S'il avait été à 24 %, il aurait pu faire un tweet sur le thème : vous avez vu ma bite, vous allez voir mon cul. » Seule la victoire permet l'audace.

10.

Avec ou sans affects

Le 19 novembre 2019, c’est soir de dîner à l’Élysée. Lors de ces rencontres informelles, le président réunit le Premier ministre, quelques membres du gouvernement et de la majorité, des conseillers, pour parler politique. Le menu du repas s’impose : le 5 décembre commencera une grève contre la réforme des retraites. Personne ne sait encore qu’elle durera cinquante-cinq jours, record historique, mais tous sentent la mer monter. Depuis le mois de mars, les hôpitaux grondent ; le 8 novembre, un étudiant a tenté de se suicider par le feu à Villeurbanne ; les syndicats des transports préparent les braseros…

Les troupes présidentielles vont-elles tenir la marée ? Emmanuel Macron fait le tour des participants, sonde les âmes et les cœurs. Il redoute la fragilité des députés, de son parti En marche !, les Bisounours dans la tranchée. « T’es sûr de tenir ton assemblée ? » lâche-t-il à Richard Ferrand, le patron du Palais-Bourbon. Il se tourne vers Gilles Le Gendre, président du groupe En marche ! à l’Assemblée nationale, et se met en rogne contre les députés : « Ils se croient tout permis parce qu’ils ont mis leur tronche à côté de la mienne sur une affiche et qu’ils ont été élus. » Stanislas Guerini, le délégué général de LREM, a droit à son couplet : « Et toi, le mouvement, y a que des gens qui passent leur temps à ne rien faire ! »

Le repas finit dans la glace et on ne parle pas du dessert. On quitte la table sans même se dire au revoir. Richard Ferrand et Gilles Le Gendre se retrouvent dans le vestibule de l’Élysée. Emmanuel Macron est là, avec Alexis Kohler, le secrétaire général de la présidence de la République. François Bayrou, président du Modem et hôte incontournable de ces dîners, se joint au petit groupe. Macron prend le bras de Le Gendre, d’un air affectueux, comme pour lui dire : « Tout cela n’est pas bien grave. »

Mais le député de Paris explose et vide sa rancœur. Il rappelle ce débat sur l'immigration lancé le 16 septembre par Emmanuel Macron devant des députés ébahis, qu'il a fallu canaliser, énervés qu'ils étaient par l'insistance présidentielle à pointer ce sujet de droite. Le Gendre a tenu les troupes. « Oui, tu as fait un super-boulot », reconnaît Macron. Et d'ajouter à l'adresse de Ferrand et Le Gendre : « Je n'ai que vous, c'est vous qui tenez le système. » La conversation dure une bonne vingtaine de minutes sur le perron, malgré le froid. « Si je vous ai challengés, c'est que je sais que vous êtes le maillon solide et que je veux tester le Premier ministre. Je sais bien qu'il n'est pas capable d'animer la majorité », conclut le chef de l'État.

Le propos du président dit ses doutes – réels, ou exagérés pour flatter ses interlocuteurs – sur la capacité d'encaissement de son Premier ministre. Ils révèlent aussi sa manière de traiter ses proches. Il les rudoie d'autant plus qu'ils lui sont acquis. Et ces trois-là, Ferrand, Guerini, Le Gendre, lui doivent tout. Leur vie a basculé quelque part en 2015 ou en 2016, quand ils ont épousé la roue de Macron. Ce fut celle de la fortune politique.

La carte comportementale d'Emmanuel Macron pourrait se résumer à ce constat : près des yeux, loin du cœur. Cette règle de proximité inversée conditionne le degré de prévenance. Même le jour de l'arbre de Noël à l'Élysée, il passe plus de temps avec les enfants de l'extérieur, comme les orphelins de la police, qu'avec ceux du personnel du palais. Une deuxième règle tempère cette propension : moins vous avez de responsabilités, plus vous méritez l'indulgence. Emmanuel Macron est plein de délicatesse avec les « petits » de l'échelle sociale, il aura toujours un mot aimable – « ça roule ? » – un geste chaleureux, avec les huissiers et les secrétaires. L'exigence monte en fonction de la place dans la cordée.

Deux autres règles complètent les précédentes : l'âge est un facteur de bienveillance, de même que le ralliement précoce. Gérard Collomb a eu beau humilier l'autorité du président par les conditions de sa démission, il a eu droit au pardon des offenses.

Les jeunes gens qui ont adulé le ministre de l'Économie, puis l'ont suivi dans la campagne et à l'Élysée, sont les plus exposés. Nombre d'entre eux sont partis, et la froideur présidentielle n'est pas toujours étrangère à leur décision. À Bercy, en 2014, ils découvrent un ministre heureux d'être là où

il est, enthousiaste, plein d'idées. Il donne envie de se faire couper en morceaux.

La relation est professionnelle, sans séduction, une complicité se noue, fondée sur la rigueur intellectuelle. Ils ont à peu près le même âge, mais ne sont ni fans ni copains de ce patron. Ils l'admirent. Son énergie, son intelligence, sa manière d'être, c'est sûr, il est différent des autres. Il ne veut pas rencontrer de journalistes politiques, ne lit pas les portraits qui lui sont consacrés, entend parler du fond, exclusivement, et se tient à distance de ce qu'il appelle « la comédie humaine », sa formule fétiche, complétée d'un : « Je ne fais pas le commentaire du commentaire. » À l'heure de la préhistoire macronienne, la porte est toujours ouverte entre le bureau d'Alexis Kohler, directeur du cabinet, et celui du ministre, qui vient prendre un whisky à minuit, chaleureux, accessible.

Le ciel s'ennuage durant la campagne. Déjà il commence à trouver que les Sibeth Ndiaye, David Amiel, Clément Beaune, Quentin Lafay, Ismaël Emelien, etc., sont jeunes et sans expérience politique. C'est juste. Il embauche Jean-Marie Girier qui, malgré ses trente-deux ans, a déjà du savoir-faire et de l'expérience électorale. Il veut copier Sarkozy, le prend souvent en exemple. Il jalouse les cadors de l'équipe Fillon, ces préfets bien rodés comme Patrick Stefanini, directeur de campagne du candidat LR. « Je veux un préfet, il me faut mon Stefanini », martèle-t-il, alors qu'il recherche un directeur de campagne. On lui fait rencontrer une préfète. Il se rend compte qu'un haut fonctionnaire en gants blancs ne fait pas l'affaire, que les préfets de ses prédécesseurs n'étaient pas seulement des technocrates, ils avaient mis les mains dans le cambouis de la politique.

À l'Élysée, le président confirme la pente du candidat. « Très vite, il devient mitterrandien, distant avec nous, dur, injuste. Il met en lumière ce qui ne va pas et ne dit rien quand ça va bien. Lors d'un cocktail à l'Élysée, alors que l'un de nous le tutoie, il lui dit : “Au moins quand il y a des gens autour de nous, tu m'appelles M. le Président” », relate l'un de ces jeunes, parti de l'équipe.

Le poids de la fonction, du lieu ? Probablement, décuplé par les conditions de son élection. Elle agit comme un *shoot* nombriliste, une injection massive de toute-puissance. Cette drogue fait de la première année du quinquennat une marche inexorable apparemment sans contrariétés. Le jeune élu collectionne les réussites en France et les ovations à l'étranger.

Dans la vie, chacun essaie de développer les qualités qui compensent ses défauts. Chez le président, cet équilibre est rompu par son accession au pouvoir : l'autoritarisme et le goût de la domination ne sont plus contrebalancés. On a le sentiment qu'il se dit désormais : « Ils m'aimeront tel que je suis. » C'est ce que conseille René Char aux ambitieux, et Emmanuel Macron en est un qui aime ce poète.

Avec lui, rien n'est jamais fixé. Il a envie de bouger, c'est physique. Il est toujours en marche, au sens propre, déteste s'asseoir, même pour signer un document. Le 22 juin 2017, il donne sa première conférence de presse lors d'un Conseil européen, à Bruxelles. Il a demandé qu'on lui installe un pupitre derrière lequel il puisse se tenir debout. Au même moment, dans une pièce voisine, Angela Merkel, la chancelière allemande, répond aux questions des journalistes. Elle est assise à une table. Le lendemain, pour leur conférence de presse commune, les deux sont debout, chacun à son pupitre. Angela fait plaisir à Emmanuel.

Dans le travail non plus, personne n'est assis. Au figuré. Tout est liquide, les gens, les idées, les circuits. Il faut s'adapter. Lui se nourrit de l'inconfort des autres qu'il provoque et entretient. Cette prédilection pour les situations instables s'étend aux petites choses. Durant la campagne, il a besoin de mettre ses idées au clair sur la laïcité, un sujet qu'il ne maîtrise pas. Ses collaborateurs planifient une réunion de travail, dans un lieu en adéquation avec le sujet, l'institut Marc-Sangnier, à Paris, du nom du fondateur du Sillon, qui voulait concilier catholicisme et République. Toutes les nuances de laïcité sont représentées : Jean Baubérot, Laurent Bouvet, Hakim El Karoui, Laurent Bigorgne, Rachid Benzine, etc.

C'est Didier Casas, conseiller d'État, qui fait le poisson-pilote. Il prépare une note de trois pages. Pour que la réunion soit productive, il faut structurer le débat. Il propose à Macron de jouer le *time keeper*. Le candidat accepte, mais au bout d'un moment se penche vers le gardien de l'horloge : « C'est bien ton truc, mais je vais te foutre un gigantesque bordel. » Il bouscule l'ordre du jour, ça part dans tous les sens, les thèmes se mélangent, lui s'y retrouve.

Il n'a pas changé. À l'Élysée, le président aime toujours « foutre un gigantesque bordel ». À ses troupes qui passent quinze heures par jour à l'Élysée, il cite Mitterrand, un peu pour les provoquer, un peu parce que

c’est vrai : « Je n’ai pas de cabinet, je n’ai que des gens qui me donnent des conseils. » Le collaborateur élyséen doit s’attendre à voir débouler Romain Goupil, Daniel Cohn-Bendit, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Marc Dumontet, François Sureau, Henrik Enderlein et d’autres, dans son agenda de travail. Il doit recueillir l’avis de Bernard-Henri Lévy ou d’Hubert Védrine quand l’heure est venue de rendre un hommage national à Jean Daniel.

À l’Élysée, chacun sait qu’il ne sert à rien de poser sa serviette de plage sur le transat dès potron-minet pour réserver sa place. Il n’y a pas de case, le président laisse faire, que cent idées s’épanouissent, d’où qu’elles viennent, il prendra le meilleur. La place Beauvau et ses policiers ont beau être proches, l’insécurité règne. Le silence aussi. L’Élysée ressemble à la cour d’Angleterre, *never complain, never explain*. Quand il n’est pas content, le président ne pousse pas de gueulante. Alexis Kohler est toujours d’humeur égale. Les deux tempéraments froids s’additionnent. Leurs qualités et leurs défauts s’en trouvent surlignés : compétence et capacité de travail, absence de management et d’autorité. Macron déteste jouer les DRH. S’il lui arrive de prendre le temps d’écouter un conseiller qui a un problème, c’est qu’il l’aime beaucoup.

Travailler au palais est un honneur, un privilège, il faut se montrer à la hauteur, ne pas s’embourgeoiser, comme le président le répète. Travailler à l’Élysée, c’est renoncer à tout *ego*. Macron-président de la République n’a pas oublié Macron-conseiller de François Hollande, très vite mis en lumière sous le précédent quinquennat. La peur du surgissement d’un nouveau météore n’est pas une mince raison à cette exigence de discrétion. À l’Élysée, les identités doivent s’effacer. On ne publie pas de livre pendant que l’on sert le président. La règle vaut pour David Amiel et Ismaël Emelien qui font paraître *Le progrès ne tombe pas du ciel*[1] à leur sortie du palais, comme pour Sylvain Fort et son *Verdi l’Insoumis*[2].

Le président ne prononce jamais de propos vexatoires ou insultants. C’est par l’abstention qu’il est le plus dur : il prive de geste, de parole ou de regard celui qui ne convient pas, qui ne convient plus. Il désactive. Dans le silence. Laissant certains conseillers (ou ministres) s’enferrer dans un *no man’s land*. Tel collaborateur de l’Élysée est resté trois ans en disgrâce

avant de quitter le palais, tel rouage essentiel de la campagne se voit fixer des rendez-vous régulièrement annulés et, en guise de consolation, reçoit des coups de fil de Brigitte Macron sur le mode : « On te doit beaucoup. »

À l'Élysée, tout le monde sait que le maître des lieux veut se séparer de certains, mais il ne le fait pas. Ou très rarement. En bon darwinien, il compte sur la sélection naturelle pour procéder au ménage : que les meilleurs gagnent, que les autres s'en aillent. Très élitiste, il ne supporte pas ceux qui ne vont pas assez vite. Mais il n'aime pas les séparations, c'est sa dose de sentimentalisme. Dans ses discours d'adieu, lors des pots de départ, une phrase revient souvent : « S'il y a un moment que je déteste, c'est bien celui où je dois me séparer de vous. » Ce regret s'adresse aussi à ceux auxquels aucun affect particulier ne le lie. Il lui arrive de maintenir le contact avec un collaborateur dont il souhaitait le départ.

Il ne veut pas être celui qui annonce les mauvaises nouvelles : quand il décide que Richard Ferrand, son grognard des premières batailles, ne fera plus partie du gouvernement issu des législatives de 2017 en raison d'une affaire immobilière en Bretagne, il ne l'en prévient pas. C'est Alexis Kohler qui s'en charge.

Les rois n'aiment pas se sentir coincés, ils n'aiment pas sentir des alliances se nouer dans leur dos. Emmanuel Macron déteste que ses conseillers se mettent d'accord entre eux. Au moment de l'affaire Benalla, il y a un débat pour savoir si les collaborateurs du président peuvent être entendus par la commission d'enquête du Sénat. Le président pense que non, en vertu de la règle de séparation des pouvoirs. Ismaël Emelien et Stéphane Séjourné lui disent qu'ils sont d'un avis opposé. Au cours de cette réunion, Emmanuel Macron comprend que ses autres collaborateurs, Sylvain Fort et Sibeth Ndiaye, notamment, sont sur la même ligne. Il s'en agace, mais finit par se ranger à leur point de vue.

Le 14 novembre 2019, cette petite bande se retrouve pour un déjeuner amical, ils aiment bien reconstituer leur ligue dissoute par l'exercice du pouvoir. Autour de la table, David Amiel, Sylvain Fort, Sibeth Ndiaye, Benjamin Griveaux, Jean-Marie Girier, Ismaël Emelien. Lequel fait un selfie du groupe et l'envoie au président.

Il n'est pas facile à aimer, ce président qui fait les gestes de l'amitié sans toujours y mettre les tripes. Il leur arrive de le détester, mais ils ont sort lié

et surveillent leurs propos. Lui n’est pas avare de petites attentions, demande des nouvelles des enfants, de la famille, il est attentionné, mais pour ce qui relève du sentiment profond… Il est attaché aux ouvriers de la première heure, à ceux qui ont pris des risques pour le suivre dans le désert d’alors. Gérard Collomb, Jacques Mézard, Richard Ferrand, Christophe Castaner, Philippe Grangeon, etc. Il est sensible à l’idée du compagnonnage. Durant la campagne, tous l’ont entendu répéter des dizaines de fois : il y aura ceux qui m’ont servi depuis le début et les autres.

Il tient parole, l’équipe de départ en témoigne. Pourtant de toutes petites choses font parfois douter des grandes. Le 1er juillet 2018, Emmanuel et Brigitte Macron téléphonent à Richard Ferrand : « On t’appelle pour te souhaiter ton anniversaire. » Il est 23 h 30. Bougon comme il sait l’être, Ferrand rétorque : « Il vous reste une demi-heure. » « On aimerait te faire un cadeau », dit le couple présidentiel. « Mes filles m’ont offert un livre chacune et cela suffit à mon bonheur. » Ils insistent. « Ah, si la France est en finale de la Coupe du monde, j’aimerais bien aller en Russie avec toi », lâche Ferrand à Macron. « Bien sûr, on va faire ça », acquiesce le président.

Didier Deschamps et son groupe progressent vers la victoire, mais Ferrand n’a toujours aucun écho de l’Élysée. Il relance, une fois, deux fois, et toujours aucune nouvelle. Il comprend qu’il ne sera pas du voyage et envoie un texto ironique au chef de l’État. Qui répond enfin : « J’avais décidé de n’emmener aucun politique. » Pourquoi ne pas l’avoir dit ?

Sexe, cuisine et vidéos

Le 6 mars 2020, la France ne sait pas encore qu'elle va être confinée durant trois mois, mais elle est déjà parcourue de frissons. La bise se fait rare, les distances s'allongent, les pharmacies affichent : « Plus de gel. » Les Macron, eux, vont au théâtre. « Le président a précisé que, malgré le coronavirus, la vie continuait et qu'il ne fallait pas (sauf pour les populations fragiles) modifier les habitudes de sortie, en suivant les règles d'hygiène. » Ces propos sont rapportés par un tweet de Jean-Marc Dumontet, le propriétaire du théâtre Antoine, où se joue ce soir-là *Par le bout du nez.* Les Macron viennent d'assister à la représentation.

Emmanuel Macron ne veut pas donner le sentiment d'être enfermé, Brigitte a envie de se changer les idées. Le couple a ses rites et il y tient. Depuis quatre ans, à peu près à la même époque, Jean-Marc Dumontet les reçoit dans un de ses théâtres. La première fois, en 2017, ils ont vu *Histoire* de Franck Ferrand, qui raconte le tombeau de Napoléon ou les mystères de la ville de Troyes ; la deuxième, en 2018, ce fut *Art*, la pièce maîtresse de Yasmina Reza ; la troisième, en 2019, *Huit euros de l'heure* de Dany Boon et Valérie Bonneton ; jusqu'à ce *Par le bout du nez*, en pleine pandémie, avec François Berléand et François-Xavier Demaison.

Après la représentation, on dîne dans les cuisines du théâtre. C'est devenu un rendez-vous régulier. Brigitte Macron proteste toujours auprès de Jean-Marc Dumontet : « On ne veut pas vous déranger. » Mais elle attend ce moment, elle l'aime beaucoup. Et Dumontet ne saurait rien refuser à ses amis. Une huitaine de personnes, acteurs, auteurs. Brigitte Macron a

prévenu : nous ne resterons pas au-delà d'une heure. C'est elle qui donne le signal du repli. Comme souvent, son mari n'a aucune envie de partir.

Il aime bien vivre, sortir, manger. Son coup de fourchette contredit sa silhouette. Quand il se rend au lac Chauvet (Puy-de-Dôme), une des promenades préférées de François Mitterrand, en compagnie de Michel Charasse, qui fut conseiller de l'ancien président, il fait honneur, comme on dit. Charcuterie, avec jambon et saucisson, choux farci, vin de garage, les trois fromages (saint-nectaire, bleu d'Auvergne, cantal), tarte aux pommes maison et mousse au chocolat. Le soir, il compense avec du poisson.

Dans ses déplacements, le retour est le moment de la détente, un verre de whisky ou de vin rouge. Il trouve aussi son carburant dans les Fisherman's, ces pastilles qui arrachent la bouche. Il en conserve dans ses poches, dans celles du siège de sa voiture. Pour ses interventions, on prévoit de l'eau, des rondelles de citron pour la gorge et une coupelle de Fisherman's. Pendant la campagne, il en avalait des caisses, au sens propre, livrées au QG, rue de l'Abbé-Groult.

Le président aime la cuisine, la vraie. Il déteste montrer celles du pouvoir. Son secrétaire général, Alexis Kohler, est encore pire que lui. Il est allé chercher cette vieille phrase d'Otto von Bismarck pour justifier que l'on cache ce que le public ne doit pas voir : « Si les gens savaient comment on fabrique des saucisses, il n'est pas sûr qu'ils continueraient à en manger. »

Alexis Kohler applique scrupuleusement ce principe. Il est arrivé qu'un journaliste cherche à joindre Jérôme Peyrat, conseiller à l'Élysée durant quelques mois. Il compose le numéro du standard qui lui passe la secrétaire du conseiller. Celle-ci prévient Peyrat : « Vous savez que vous ne devez pas parler aux journalistes. » Ce sont les consignes de Kohler.

À regarder le pouvoir de près, on verrait que Macron est parfois un homme comme un autre. Sur le perron de l'Élysée, tandis qu'il attend ses hôtes, il fait des blagues, histoire de détendre le protocole. Il adore les vidéos parodiques qui foisonnent sur le Net. En décembre, la France est bloquée par la grève des transports. Dans une manif, un type tient une pancarte : « À cause des grévistes, ma belle-mère ne viendra pas à Noël, tenez bon ! » Cela le fait rire. Presque autant que cette photo d'un Édouard Philippe, défiguré, le visage dévoré de taches rouges alors qu'il revient de Lubrizol, l'usine chimique rouennaise ravagée par un incendie en

septembre 2019. Les pasticheurs du Net font dire au Premier ministre : « Je suis à Rouen, j'ai pu boire de l'eau et me laver, il n'y a rien de toxique. » Les chemisiers de Muriel Pénicaud le font sourire. Au moment de l'affaire Griveaux, des esprits espiègles diffusent une photo (vraie) de François Mitterrand et Jacques Chirac, côte à côte, et hilares. Avec ce commentaire (faux) : « Tu te rends compte, y a un mec qui démissionne pour cause d'infidélité. »

Les caricatures que l'ont fait de lui peuvent l'amuser. Comment l'Allemagne voit Macron ? interroge l'une d'elles. Et voilà la photo d'un Macron rasta, avec de super-*dreadlocks*, fumant un pétard. Et comment Macron se voit ? En père Noël !

Le président consulte beaucoup les archives de l'INA. C'est normal, il se replonge dans les épisodes politiques qu'il n'a pas vécus. Utile, par exemple, de voir ce que ses prédécesseurs ont fait pour leurs vœux. Le 31 décembre 1975, Valéry Giscard d'Estaing présente les siens en compagnie de sa femme Anne-Aymone. Le couple est assis, jambes impeccablement croisées, devant un feu de cheminée. Quand il termine, Giscard dit : « Et je crois qu'Anne-Aymone veut aussi vous exprimer ses vœux. » Suivent quelques mots d'une première dame à l'aise comme un éléphant dans un bikini. Il y a plus de quarante ans, cela faisait moderne… Au XXI^e^ siècle, on peut en pleurer. Ou en rire. C'est le parti pris d'Emmanuel Macron. Qui en rajoute : aujourd'hui, on pourrait faire pareil avec un transgenre !

11.

Traiter, sous-traiter, maltraiter

Le 3 juillet 2019, Emmanuel Macron remet les insignes de grand officier de la Légion d'honneur à Pascal Lamy, l'un de ces Français habitués à gérer les grandes institutions internationales. C'est le moment du cocktail. Nicolas Théry, président du Crédit mutuel, et Jean Peyrelevade, banquier d'affaires, bavardent. Emmanuel Macron s'approche et demande à Jean Peyrelevade : « Qu'est-ce que tu penses de mon action ? » Le banquier fait part de son inquiétude, Macron ne sait pas où il va – il a décidé de distribuer 17 milliards d'euros pour répondre à la crise des gilets jaunes –, il zigzague, sa politique économique manque de cohérence. Tu ne peux pas être pour la dépense, contre les impôts et contre la dette, dit-il en substance. Macron approuve, oui la dette, c'est inquiétant.

Il n'a pas remarqué la présence de Nicolas Théry dans le petit groupe. Le manège tourne, les grappes se forment et se déforment. Et revoilà le président, accaparé par quelques invités. Nicolas Théry est parmi eux et cette fois, le chef de l'État salue la présence de celui qu'il connaît depuis longtemps. Théry, inspecteur des finances comme Macron, ancien membre du cabinet de Dominique Strauss-Kahn, passé par la CFDT, a gardé le cœur à gauche. Le portefeuille aussi. Il félicite le président, il était temps d'en finir avec l'orthodoxie budgétaire ! Lui approuve cette injection de milliards d'euros, insiste sur la nécessité de services publics forts. Une stratégie exactement inverse de celle préconisée par Peyrelevade. Et le président de répondre : « Tu as raison. »

Emmanuel Macron n'aime pas se disputer, se fâcher, se faire des ennemis. Il veut être équidistant de tout. Il déteste les conflits, les ruptures.

S’il apprécie la joute idéologique, il fuit les affrontements personnels et l’exposition aux sentiments négatifs surtout quand il en est la cause. Même dans le combat intellectuel, il cherche l’approbation avec cette expression dont il est coutumier : « Nous sommes d’accord sur nos désaccords. »

Au moment de la campagne, son répertoire téléphonique comprenait six mille contacts. Depuis, il s’est enrichi. Il faut nourrir ce cheptel, n’égarer aucun animal. « Faites-moi penser à traiter un tel », lance-t-il parfois à son entourage. Il lui arrive aussi de dire : « Lui, il a été payé. » Entendez qu’il a été nommé quelque part. Traiter, c’est faire plaisir et empêcher de nuire. Emmanuel Macron s’en charge lui-même ou délègue. La relation a beau s’étirer, s’espacer, se raréfier, le président ne rompt pas l’élastique : il a peur de perdre les gens. Il peut faire silence avec ceux qui ont publiquement critiqué sa politique. Cela ne dure que quelques mois. Il renoue. Dès qu’il sent le lien menacé, il relance. À cet intellectuel qui ne veut plus lui parler pour cause de divergences profondes, il envoie des émissaires et des messages. « Tu me manques », écrit-il. Il donne aussi du « Tu me manques » à Jean-François Copé qui le complimente, par SMS, fin août 2019, après le G7 de Biarritz.

Cette politesse-là a quelque chose de machinal. Le 27 janvier 2020, Emmanuel Macron décore Michel Charasse, conseiller et ministre de François Mitterrand. Le moment est émouvant. Charasse est très malade, il est venu en transport médicalisé, dispose d’une chambre à l’Élysée, pour se reposer. La cérémonie a lieu exceptionnellement tôt, à 17 heures, pour lui permettre de rentrer le soir même à Clermont-Ferrand. Tout naturellement, Jean Glavany, ancien chef de cabinet du président socialiste et ami de Charasse, est présent. Emmanuel Macron le connaît depuis la rumeur lui prêtant des visées sur son ancienne circonscription des Hautes-Pyrénées. « Ça me fait très plaisir de te voir », dit le président. Il serre la main de Glavany, puis l’enferme entre les siennes et la presse dans un geste chaleureux. Les hommes ne se sont pas vus depuis un déjeuner de juillet 2016.

Le 10 mars, Brigitte Macron reçoit, à l’Élysée, les responsables de l’Institut du cerveau. Glavany, membre fondateur de cet institut, est présent. Emmanuel Macron, ce n’était pas prévu, se joint à la réunion. Il salue Glavany. « Ça me fait très plaisir de te voir. » Il serre la main de Glavany, puis l’enferme entre les siennes et la presse d’un geste chaleureux. Les deux

hommes ne se sont pas vus depuis six semaines. Trois ans, six semaines, qu'importe ! On n'arrête pas une mécanique.

« Le président répond de manière polie à tous les messages qu'il reçoit ou presque, affirme Ismaël Emelien, ancien conseiller à l'Élysée. Dans la masse, il y en a d'utiles, qui lui apportent des idées, un éclairage, lui font part de signaux faibles. Il les écoute. Et d'autres qui ne servent à rien. » Le traitement est un art du temps long. Durant la campagne, Jean-Marie Cavada, l'ancien journaliste, et Jean Arthuis, alors député européen, ex-ministre de l'Économie et des Finances, s'enrôlent auprès de Macron et sont intégrés au Copol. Ce comité politique d'une cinquantaine de personnes n'est qu'une vitrine destinée à flatter l'*ego* des nouvelles recrues, pas une instance de décision. Faute de contact direct avec le candidat, Cavada et Arthuis campent sur le canapé de l'antichambre du bureau de Macron, au sixième étage de son QG, rue de l'Abbé-Groult. Ils sont là matin, midi et soir, prêts à bondir sur l'objet de leurs sentiments, et deviennent vite un sujet de plaisanterie pour le staff de campagne. Pourtant, tout vient à point à qui sait attendre. Le 18 novembre 2019, le président de la République fait Jean Arthuis chevalier de la Légion d'honneur.

Comment traiter ses opposants ? François Baroin, Dominique Bussereau, Renaud Muselier appartiennent à l'espèce de l'*homo politicus moderatus*. Ce devrait être facile. Pourtant Emmanuel Macron ne parvient pas à s'entendre avec ces barons locaux. Il les reçoit une fois par an, les câline. Ils sortent de son bureau des étoiles plein les yeux. Puis rien. Ou des décisions qui leur sont désagréables. Personne pour les traiter, pas de bureau des pleurs, pas de service après-vente.

Avec les concurrents déclarés, Macron ne cherche même plus à finasser. Début 2018, le président de la République est en déplacement à Valenciennes. Il propose à Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France, de partager un avion pour rejoindre Choose France. C'est la première session de ce sommet annuel de l'attractivité française, au château de Versailles. Un lieu somptueux destiné à convaincre les investisseurs étrangers que la magnificence de l'économie française rivalise avec celle de la demeure des rois. Une interview dans *Le Parisien*, où l'ancien président de l'UMP explique pourquoi il n'est pas macroniste, fait capoter le projet : Xavier Bertrand n'accompagne pas le président. Un *remake* se joue deux

ans plus tard. Le 20 janvier 2020, le président de la République visite l'usine du groupe pharmaceutique AstraZeneca à Dunkerque. Il est prévu que Xavier Bertrand parle à ses côtés. Mais le président de la région vient de critiquer le chef de l'État dans une tribune. L'invitation ne tient plus. Bertrand est un récidiviste, Macron n'est pas encore assez cynique pour convier ses ennemis à sa table…

Avec Bernard Cazeneuve, ancien ministre et Premier ministre de François Hollande, le lien ne se retisse pas. Il a pourtant été fort. Derrière une façade austère, Cazeneuve partage avec Macron le plaisir des blagues. Lors d'un dîner chez Line Renaud, en janvier 2016, ces deux-là multiplient les anecdotes d'anciens combattants et se renvoient la balle. Un sujet les fait bien rire : la colère du placide Hollande au moment de la révolte des poneys. À la fin de 2013, le monde équestre est en ébullition contre une hausse de la TVA. « Un coup fatal à la démocratisation de l'équitation », disent les révoltés. Guerre incompréhensible pour le président de la République, caprice de nantis, d'enfants gâtés. « C'est ta faute, tu étais ministre du Budget », lance Macron. « Mais c'est toi qui étais à l'Élysée et conseillais Hollande », rétorque Cazeneuve, rigolard.

La trajectoire de Macron est vécue comme un coup de poignard par Cazeneuve : il a trahi, et c'est impardonnable. Aujourd'hui, c'est Macron qui ne répond pas aux gestes de son ancien comparse. Au moment de la crise sanitaire, l'ancien Premier ministre adresse un message de solidarité à son homologue, Édouard Philippe, et au chef de l'État. L'accusé de réception de ce dernier est aimable. Sans plus.

Qu'il reste silencieux peut révéler la place de l'expéditeur sur l'échiquier présidentiel. Ou dire que le contenu a touché un point vif. Le « Merci », très fréquent, ne doit pas faire illusion : il est de pure forme. Le destinataire est ravi, il est mis au frigo, on ne sait jamais… Les vrais échanges, nourris, sont rares. Ceux d'hier ne font pas forcément ceux d'aujourd'hui. L'avocat d'affaires Jean-Michel Darrois, qui a beaucoup aidé la carrière d'Emmanuel Macron, souffre du silence de son ancien poulain. Deux SMS en un an.

Le numéro de portable du président est une denrée qui, dans un petit milieu, s'arrache au marché noir. Enfin, c'est tout comme ! Un grand patron, dont les liens avec Macron sont connus, donne un faux numéro à ses congénères qui le sollicitent. Parfois, ils ont le bon numéro : si leurs appels restent sans écho, c'est qu'on n'a pas voulu leur répondre.

L'esprit de cour n'ayant pas de limites, il est arrivé que des ténors du CAC 40 simulent avoir reçu des messages présidentiels : il suffit de posséder deux téléphones portables et l'un envoie à l'autre un texto supposément écrit par un Emmanuel Macron dont on a entré le nom dans ses contacts. Avec un numéro bidon. Le tricheur peut alors exhiber un message. Qui va vérifier que le 06 qui lui correspond n'est pas celui du chef de l'État ?

Chaque passager de l'Élysée a sa manière de traiter les conseilleurs extérieurs. Chacun a eu ses visiteurs du soir et sa manière de les écouter. Jacques Chirac sortait son petit stylo doré et disait : « C'est trop important ce que vous dites, il faut que je le note. » François Hollande : « J'ai tout noté, mais vous pouvez m'envoyer une note. » Nicolas Sarkozy voyait beaucoup en tête à tête et textotait tout autant. Hollande, lui aussi, pratiquait le SMS à l'échelle industrielle.

Avec Macron, le rendez-vous individuel est plus rare. Le numérique vaut donc son poids d'or, le contact virtuel est un Graal. Un homme de son temps, ce quadragénaire ? Pas vraiment, il aime la sensualité de l'encre, du papier et de l'écriture. Quand ceux qu'il consulte lui adressent un texte, il demande qu'une copie soit envoyée à son secrétariat qui en imprime le contenu.

Il corrige ses discours à la main, et répond de même aux messages qu'on lui adresse. En juin 2019, *Valeurs actuelles* fait parvenir à l'Élysée son numéro spécial, « La France d'Audiard ». Le président remercie de manière manuscrite : « Cette France que nous aimons tant… » Tous les ans, Jacques Creyssel, le délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution, envoie ses vœux au président de la République. Tous les ans, le président lui répond avec une petite mention, rédigée de sa plume bleue. Tous les ans, l'intéressé, qui n'est ni Poutine ni Merkel, s'étonne de cette attention.

Comme un homme qui a plusieurs vies, le chef de l'État cloisonne. Le cas de Mathieu Laine est intéressant. Macron fréquente ce consultant pour chefs d'entreprise, par ailleurs essayiste libéral, depuis la période Rothschild. Laine divise l'entourage présidentiel. Sylvain Fort, qui l'a connu avant de rencontrer Macron, apprécie ses analyses et ses qualités intellectuelles. Mais Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, Ismaël

Emelien, ex-conseiller de l'Élysée, ou Marc Ferracci, économiste et ami du président, le mettent en garde : il ne leur a pas échappé que Laine joue de sa proximité avec l'hôte de l'Élysée pour nourrir son agenda d'affaires. Durant la campagne, il insiste beaucoup pour qu'un dîner de levée de fonds soit organisé chez lui. Rien de tel pour montrer ses bonnes relations avec le candidat.

Pour autant, Laine défend le président avec sincérité. Et sa relation avec lui correspond à une réalité. À la fin de 2017, il avait déjà présenté Hernando de Soto Polar, économiste péruvien, au chef de l'État. En janvier 2019, c'est accompagné de Gérald Bronner que Laine est accueilli une heure durant par Emmanuel Macron. Il veut entendre le sociologue sur les gilets jaunes.

Il arrive que le consultant s'invente de l'influence. Le 24 janvier 2020, Emmanuel Macron reçoit Juan Guaidó, le président par intérim du Venezuela, en visite en Europe. L'Élysée publie un cliché de la rencontre. Classique. Mathieu Laine diffuse la photo sur son compte Instagram avec un commentaire disant qu'il est heureux d'avoir contribué au rendez-vous. Le message n'échappe pas à un anti-Laine qui le signale au chef de l'État. « Quel dingue », répond Macron. La visite a été organisée par les voies diplomatiques traditionnelles. Il n'a pas été fait recours à Laine, même s'il est proche de Guaidó et de sa ministre des Affaires étrangères, Isadora Suárez de Zubillaga. Quand on le met en garde contre Laine, Macron répond : « Tu sais bien que je me méfie de ce type. » Ne pas dire à sa femme que l'on continue à voir son ex…

Traiter, sous-traiter. Ignorer. À l'inverse d'un Jacques Chirac qui valorisait ses ministres, par exemple lors d'un déplacement à l'étranger, Emmanuel Macron les tient à distance. D'ailleurs, il ne les connaît pas beaucoup. Au point de demander à un patron de ses amis de déjeuner avec Brune Poirson, alors secrétaire d'État à la Transition écologique, pour voir ce qu'elle vaut. Quand on ne connaît pas, il est rare qu'on aime : il trouve que Franck Riester ressemble à un prof de maths. Dans l'esprit d'un ancien mauvais élève en cette matière, ce n'est pas une ovation. En juillet 2020, le ministre de la Culture est rétrogradé ministre délégué au Commerce extérieur.

Ils sont peu nombreux à voir le président seul à seul, s'en plaignent beaucoup. Ces moments sont rares, les heureux élus n'en parlent pas. Les

autres utilisent les déplacements pour faire passer des messages ou se servent d'intermédiaires comme Alexis Kohler, Philippe Grangeon, Brigitte Macron. Muriel Pénicaud, ministre du Travail jusqu'en juillet 2020, passait par Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, souvent en déplacement avec le président. En avion, on a du temps pour parler.

Avec ce président qui aime prendre des risques, mieux vaut affronter le danger, les plateaux de télé par temps de tempête, les débats, l'exposition publique. En juin 2018, Gabriel Attal n'est pas encore membre du gouvernement, mais simple porte-parole du groupe LREM à l'Assemblée nationale. Il provoque un incident diplomatique en s'en prenant au gouvernement italien, lors d'une émission sur Public Sénat : Rome refuse d'accueillir le bateau *Aquarius* qui transporte des migrants. Le jeune député envoie aussitôt un texto au chef de l'État pour s'excuser. Réponse magnanime. « Le feeling était bon, tu as eu la main lourde… merci d'être monté au front et de corriger vite. »

Traiter, sous-traiter. Maltraiter ? C'est ainsi que se vivent les patrons. Ils l'ont tant aimé, ils se sentent abandonnés. Ils le sont. Emmanuel Macron n'est pas comme Nicolas Sarkozy, admiratif de leur réussite entrepreneuriale et matérielle ; il n'est pas comme François Hollande, entomologiste intéressé par ces drôles de bestioles. Lui n'a pas besoin de les étudier, il les connaît. Lui n'a pas besoin de les fréquenter, au contraire, ils sont radioactifs. Tout ce qui peut l'éloigner du CAC 40 est bon pour lui.

Ils ont défilé dans son bureau de secrétaire général adjoint sous le quinquennat précédent, puis à Bercy, officiellement pour son job de ministre de l'Économie. Officieusement, le dimanche pour des rencontres informelles. Eux le couvent comme une promesse enfin à portée de réalité. Il est leur petit prince, comprend leur langue et leur langage. Le 28 septembre 2015, l'institut Montaigne fête ses dix ans dans le nouvel écrin que Bernard Arnault vient de s'offrir, la fondation Louis-Vuitton. Emmanuel Macron est l'invité-vedette. Le rendez-vous ne figure pas dans son agenda.

Le ministre évolue dans cette foule bienveillante et respectueuse, à l'aise comme dans son liquide amniotique. Il discute avec Henri de Castries, président de l'institut Montaigne, papote avec Antoine Gosset-Grainville, avocat proche de François Fillon, croise Claude Bébéar, le fondateur d'Axa,

et Jean-Dominique Senard, alors patron de Michelin, empoigne Baudouin Prot. L'ex-dirigeant de BNP Paribas le domine d'une bonne tête, mais c'est le cadet qui fait preuve de sollicitude avec le banquier, très éprouvé par la crise de 2008 : « Viens me voir », lui lance-t-il. Même le massif Pierre Bellon – le créateur de Sodexo, une grande réussite – fait la queue pour saluer le phénomène. Déjà, le voilà qui rigole avec Marguerite Bérard, major de sa promotion, lui n'étant sorti « que » cinquième, avant de se jeter dans les bras de Gilles Kepel, spécialiste du monde arabe, que Laurent Bigorgne, le directeur de l'institut Montaigne, lui a présenté quelques mois auparavant.

Deux ans plus tard, en novembre 2017, c'est Emmanuel Macron qui présente Kepel à Mohammed ben Salmane, lors d'une escale surprise en Arabie saoudite. Président de la République en visite aux Émirats arabes unis, Emmanuel Macron se pose à l'aéroport de Riyad pour y rencontrer le prince héritier. Tandis qu'il dîne avec ben Salmane en compagnie de Brigitte Macron et d'une poignée de personnes, le reste de la délégation se contente d'un buffet. Tout le monde reprend l'avion ; le président embarque le dernier, raccompagné jusqu'à la porte de l'appareil par le prince. Sur le seuil, Macron fait venir deux personnes, Gilles Kepel et Jean-Bernard Lévy, le PDG d'EDF, pour les présenter au Saoudien. La géopolitique et l'énergie, les nerfs de la guerre.

Les patrons entrent dans deux catégories : utiles ou pas. Le patron utile – il y en a – est celui qui entreprend, crée une chaîne de cinquante salons de coiffure, ou une *start-up* pesant 2 ou 3 milliards d'euros. Le patron utile est l'étranger qui investit et crée des emplois en France. Le patron utile est celui qui fait pour son pays, il peut s'appeler Emmanuel Faber (Danone) ou Thomas Buberl (Axa), il milite pour Business For Inclusive Growth, une coalition d'entreprises pour un modèle d'affaires moins inégalitaire, il est soucieux de la diversité des recrutements, des quartiers difficiles, etc.

Le mouvement des gilets jaunes rend ce patron très tendance. Alors qu'Alexis Kohler réunit Emmanuel Faber, Thomas Buberl, Paul Hermelin (Cap gemini) Sophie Boissard (Korian) et Stéphane Richard (Orange) pour trouver des solutions à la crise, Emmanuel Macron passe une tête dans le bureau de son collaborateur et y reste une heure.

Le patron utile trouve un vaccin contre le coronavirus et le met à la disposition de tous. Le 13 mai, Paul Hudson, directeur général de Sanofi, affirme le contraire : « Le gouvernement américain a le droit de prendre les plus grandes précommandes, car il s'est investi dans la prise de risque. » Émoi à l'Élysée, Hudson est convoqué le 19 mai. On s'était mal compris, le vaccin sera un bien commun. Le président est indulgent : je suis mal placé pour critiquer quelqu'un qui dit des bêtises dans les médias, reconnaît-il en substance.

Le patron utile est un quasi-chef d'État, il rencontre Vladimir Poutine, négocie de puissance à puissance. Il s'appelle Patrick Pouyanné, dirige Total et a accès à Macron. Mais il faut insister pour que le chef de l'État reçoive à sa table Vincent Bolloré. Peut-on ignorer l'homme qui vient de prendre des positions importantes chez Lagardère ? C'est l'argument utilisé par Nicolas Sarkozy pour convaincre son jeune successeur. Le dîner a bien eu lieu, il s'est terminé par un cigare, il arrive à Macron d'en fumer. Parfois, c'est Brigitte Macron qui fait le travail de persuasion, quand elle aime bien l'épouse d'un cador du CAC 40, celle de Martin Bouygues, par exemple.

Le patron non utile est celui qui réclame. Moins d'impôts, de charges, de règles. On lui a déjà tant donné ! Le 12 décembre 2018, deux jours après ses annonces pour répondre à la colère des gilets jaunes, Emmanuel Macron reçoit les grands patrons à l'Élysée. Ils ont été convoqués quarante-huit heures avant, mais ils sont tous là, revenus de l'étranger si nécessaire. Patrick Pouyanné, Jean-Dominique Senard, Thierry Breton (Atos), Emmanuel Faber, Sébastien Bazin (Accor)… Macron prend la parole, éloquent comme toujours, fatigué comme jamais. Il dit cette phrase, devenue son rituel de crise : « Plus rien ne sera comme avant. » Ou encore : « C'est moi qui en ai pris plein la gueule, mais c'est des années de lâcheté. Cela vous concerne aussi, c'est un modèle qui est en cause. »

Le patron du Medef est le premier à répondre, Geoffroy Roux de Bézieux tient un propos brillant, mais ajoute pour son malheur : il faut que l'État se réforme. Cela ne passe pas, et tandis qu'il revient à sa place, Macron tonne : « On a fait cent choses depuis dix-huit mois, le patriotisme ne se négocie pas. »

Au début de 2020, un déjeuner réunit les responsables de filières industrielles à l'Élysée. Philippe Varin, président de France industrie, prononce un discours assez attendu, se plaignant de la fiscalité sur les

entreprises, avec les impôts de production en ligne de mire, antienne patronale depuis le début du quinquennat. Emmanuel Macron prend la parole : oui, ces impôts sont idiots, dit-il, mais il n'y a pas de marge budgétaire pour une telle baisse. Brouhaha de rebelles dans l'assistance. Lui : « On ne va pas se tirer les cartes entre gitans ! Vous savez que si je baisse la CVAE (un impôt de production) plutôt que la C3S (autre impôt du même type), une moitié de la salle va hurler et tous, vous allez vous rejoindre sur mon dos ! » Les gitans n'imaginaient pas que, quelques mois plus tard, la crise sanitaire allait ouvrir les vannes et rendre possible une réduction de 10 milliards d'euros de ces impôts idiots.

Macron n'est pas plus tendre avec le monde agricole. Pour le cru 2019 du Salon de l'agriculture, il déjeune avec les professionnels, il s'adresse aux représentants de la filière porcine : « Vous vendez plus cher, alors que la qualité de vos bêtes n'est pas supérieure, vous n'allez pas vous en sortir, prenez-vous en main. » Avec ceux qui traitent du bœuf, il est encore plus sévère : « Je vous ai ouvert les portes de Chine et vous n'avez exporté que quelques tonnes. Vous n'êtes pas bons. En France, les gens veulent du steak haché au restaurant, le charolais, ça ne les intéresse pas, donc bougez-vous ! » Ce jour-là, l'entrecôte avait un drôle de goût.

Les flibustiers

Xavier Niel est un patron qui amuse Macron. Et réciproquement. Le fondateur d'Iliad – l'opérateur Free, c'est lui – a le style capillaire d'un Didier Raoult, la fortune d'un milliardaire, les méthodes d'un flibustier. Rien pour déplaire à Emmanuel Macron qui aime se regarder dans ce genre de miroir.

Attention, le rebelle connaît les bonnes manières ! Il fait partie de l'*establishment*, sa compagne, Delphine Arnault, est la fille de l'un de ses membres les plus éminents, Bernard Arnault, on le voit à l'Élysée dans les dîners officiels, comme celui en l'honneur du président tunisien Kaïs Saïed, en juin 2020.

Voilà une dizaine d'années que les deux hommes se connaissent. Niel croise Macron, en 2010, au moment où il rachète *Le Monde* avec Pierre Bergé et Matthieu Pigasse. Le jeune banquier de Rothschild conseille les journalistes du quotidien. Leur relation commence vraiment quelques mois plus tard, par l'intermédiaire de Pascal Houzelot, homme d'affaires dans le monde des médias. Il suffit d'un déjeuner dans un restaurant japonais pour que Niel partage les premières impressions de ceux qui rencontrent le Macron de l'époque : chaleureux, plein d'énergie, ambitieux. Niel aime bien repérer les pousses prometteuses et celle-là a l'air de réfléchir. Régulièrement, Macron se rend au siège d'Iliad, dans le 8e arrondissement parisien. Depuis la salle de réunion, il a vue sur la tour Eiffel d'un côté, l'église Saint-Augustin de l'autre. On parle politique et très vite, Macron dit à son nouveau copain : « Tu connais François Hollande ? » On est encore dans l'avant-Sofitel, loin du crash de la candidature de Dominique Strauss-

Kahn, le 14 mai 2011. Niel s’étonne que Macron s’intéresse à un futur perdant. Il l’aurait plutôt vu dans l’équipe de DSK. Mais, en boursicoteur avisé, Macron achète à la baisse. Les couloirs de DSK sont très encombrés.

Macron organise un dîner à son domicile. Niel fait la connaissance de Brigitte, il la trouve délicieuse. Hollande, il le trouve drôle. Après l’élection du socialiste, le patron d’Iliad est l’un des visiteurs réguliers du secrétaire général adjoint à l’Élysée. Macron s’intéresse aux nouvelles technologies et demande à Niel de lui organiser des rendez-vous. Par son intermédiaire, il rencontre le fondateur d’Uber ou celui d’Airbnb. Eux sont ravis d’être reçus au palais. Certains investisseurs ont le droit d’aller tchatcher dans le bureau de François Hollande. Macron engrange. Niel aussi. Hollande se lance dans une politique en faveur de la tech. Il pose la première pierre de la station F, campus de *start-up*, lancé par le patron de Free.

Quand Macron quitte l’Élysée, été 2014, c’est la voie qu’il veut prendre : faire entrepreneur. Lui aussi a son projet de *start-up*, financé par Niel, avec Julien Denormandie et Ismaël Emelien, futurs piliers de son équipe de campagne. Il envisage de lancer un genre de tests TOEFL appliqués à une autre matière que l’anglais. Les maths par exemple. Macron fait un tour aux États-Unis et il y retrouve Xavier Niel. La politique, c’est fini, proclame Emmanuel. Clin d’œil de Brigitte : elle n’y croit pas une seconde !

Aujourd’hui, Macron et Niel échangent régulièrement. Il est rare que les patrons prennent part au débat public, surtout pour faire de la politique. En décembre 2018, Niel se jette dans l’arène. Alors que les gilets jaunes veulent la tête du président, de manière plus ou moins métaphorique, il déclare au micro d’Europe 1 : « Je ne suis pas à la mode en disant cela, mais je crois qu’on a un super-président, qui est capable de réformer la France. » Niel reconnaît que la politique de Macron semble ciblée sur les plus aisés, il en fait partie, mais affirme qu’il fait des « lois fantastiques ». Elles ont sans doute échappé aux deux cent cinquante personnes qui lui ont envoyé des menaces de mort. La Place Beauvau lui a proposé une protection. Il a refusé. On est flibustier ou pas.

12.

Volonté et dénis

L'été est souvent propice à la réflexion et aux manœuvres. La saison 2019 est celle où se joue la composition de la future Commission européenne, elle doit se mettre en place le 1er novembre. François Bayrou est inquiet. Il appelle Anne-Marie Idrac dont il est proche. Cette ancienne ministre de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy a rejoint En marche ! dès le début du mouvement. « Tu veux être commissaire européen ? lui demande le président du Modem. Macron a de drôles d'idées et je vais lui en donner d'autres. » « Il veut choisir Brune Poirson », croit savoir Idrac, au fait de la rumeur attribuant la fonction à la secrétaire d'État à la Transition écologique. « Non, répond Bayrou, pire ! »

Le pire s'appelle Goulard, Sylvie de son prénom. Autant le choix de la jeune ministre serait surprenant au vu de son CV, autant celui de Goulard semble couler de source. Elle a été députée européenne, a conseillé Romano Prodi, président de la Commission européenne, a rejoint Macron très tôt, œuvré pour lui durant la campagne en jouant de son carnet d'adresses. La Française parle allemand, anglais, italien, elle est une Européenne farouche, droite comme un i dans ses convictions. Elle n'a peur ni du débat, ni du combat, elle parle dru et vous explique qu'elle préfère que les Européens s'écharpent sur la courbure des concombres plutôt qu'au fond des tranchées.

Vous attendez le « mais » et vous avez raison… Le « mais » de Bayrou, c'est qu'il la déteste. Il lui en veut de sa démission de son poste de ministre de la Défense, en juin 2017, parce qu'elle était mise en cause dans une affaire d'emplois fictifs d'assistants parlementaires européens. Concernés par des affaires similaires, François Bayrou et Marielle de Sarnez, autres ministres Modem, sont contraints, eux aussi, de quitter le gouvernement.

Le « mais » de Macron devrait être celui du bon sens : comment nommer commissaire européen quelqu'un qui ne peut plus être ministre en France ? À ce principe de réalité, Emmanuel Macron impose celui de la volonté. Il s'est fait élire sur ce triomphe et le clame dès le 7 mai 2017, devant la pyramide du Louvre, dans un discours écrit à la dernière minute : « Ce que nous avons fait, depuis tant et tant de mois, n'a ni précédent ni équivalent. Tout le monde nous disait que c'était impossible, mais ils ne connaissaient pas la France ! »

Redescendre sur terre quand vous êtes Harrison Ford, Bruce Willis et Houdini en même temps ? La question est incongrue pour celui qui fait de l'ambition l'ingrédient majeur de son programme. Il s'est construit contre les fainéants, ceux qui ont gouverné avant lui et n'ont rien produit, ou pis : des choses molles… Rien ne peut être petit. Rien ne peut être impossible. « Plus c'est ambitieux, plus c'est exigeant, plus cela l'attire, affirme Sibeth Ndiaye, ex-porte-parole du gouvernement. Chez lui, vouloir transformer est un toc [un trouble obsessionnel compulsif]. Il n'aime pas les friches, il veut que les choses prennent une direction. »

Le 26 août 2019, il n'a pourtant pas encore communiqué son choix à Bruxelles. Il faut le faire avant minuit. L'Élysée est en ébullition. Le président rentre de Biarritz après un G7 spectaculaire, l'arrivée surprise du ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Djavad Zarif. Interviewé par Anne-Sophie Lapix, pour le 20 heures de France 2, Emmanuel Macron vante son opération diplomatique avec l'océan pour horizon : « C'est le rôle de la France […] de faire des médiations. Le général de Gaulle disait : “La diplomatie, c'est d'essayer de tenir ensemble des vitres brisées”, parfois, c'est ce qui les recolle. On a essayé, et on a réussi à franchir une étape importante dans ce G7 sur le sujet de la crise iranienne. »

Ensuite, le président prend l'avion pour Paris. Il faut atterrir, dans tous les sens du terme. Les réunions s'enchaînent, trois jours d'absence à rattraper, Emmanuel Macron est exalté, gonflé à bloc. Il veut s'exprimer, donner une interview à la presse écrite, pour graver le moment dans du papier, non c'est un livre qu'il veut écrire. Cette idée de livre est un fantôme qui prend ses aises à l'Élysée : on en parle toujours, personne ne sait de quoi il s'agit.

Pourtant, une petite voix lui dit de se méfier, il prend donc des assurances sur les chances de Goulard. Il parle de sa candidate avec Ursula von der

Leyen, la présidente de la Commission, à deux reprises au moins, pour s'assurer que la Française passera avec succès l'épreuve des auditions auprès du Parlement européen. Von der Leyen contacte des présidents de groupe et lui garantit une majorité des votes.

Von der Leyen est de bonne foi, mais débutante : elle sous-estime l'exigence du Parlement, toujours plus forte à chaque nouvelle élection, elle sous-estime le poids de ces auditions, moment-clef de la manifestation de puissance des eurodéputés. Le Parlement a de quoi se régaler : plus que la question des assistants parlementaires, c'est le travail de Sylvie Goulard, consultante pour un cercle de réflexion américain, l'institut Berggruen, qui aiguise l'interrogatoire. À ce titre, la candidate a reçu un salaire mensuel d'environ 10 000 euros par mois, alors qu'elle était députée européenne.

La candidature de Goulard est rejetée le 10 octobre 2019 à une large majorité. Cet échec donne à voir un moment rare. Interrogé le même jour en conférence de presse, après la réunion du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Emmanuel Macron ne prend pas la peine de cacher sa mauvaise humeur. Il a joué, il a perdu. Il est furieux contre Ursula von der Leyen et ses vaines assurances. Il s'en veut à lui-même de n'avoir pas écouté la petite voix de la prudence. Les affects négatifs explosent, il est humain.

Qui aime se tromper ? Emmanuel Macron bien moins que quiconque. Si quelque chose a cloché, c'est qu'on lui a menti, qu'on a failli. « Je veux comprendre », dit-il. Ses conseillers le pressent de passer à autre chose, l'essentiel étant de conserver le large périmètre du poste dévolu au futur commissaire européen désigné par la France, quel qu'il soit. Lui veut prendre le temps d'analyser pourquoi Angela Merkel et von der Leyen – la chancelière allemande, la présidente de la Commission, ce n'est pas rien – sont restées impuissantes à faire valider le choix de Paris.

Face aux erreurs, contretemps et autres contrariétés, l'homme, le candidat, le président trouvent deux refuges : le déni ou la postrationalisation. L'affaire Goulard relève de la première catégorie ; celle des masques lors de l'épidémie de la Covid-19, de la seconde. C'est l'exemple le plus flagrant de son talent à s'approprier les événements qui lui échappent. Plutôt que de reconnaître qu'il n'y a pas assez de ces protections au début de la pandémie, ni pour la population en général ni

pour les soignants, le chef de l'État s'enferre dans un labyrinthe d'explications. Quand il s'adresse aux Français le 13 avril 2020, il affirme : « Comme tous les pays du monde, nous avons manqué de blouses, de gants, de gels hydroalcooliques. » Il ne dit pas : « De masques. » Non, il formule les choses autrement : « Nous n'avons pas pu distribuer autant de masques que nous l'aurions voulu pour nos soignants, pour les personnels s'occupant de nos aînés, pour les infirmières et les aides à domicile. » Ce qui revient exactement au même, alors pourquoi des mots clairs ne sortent-ils pas de sa bouche ?

Dans un documentaire que BFMTV diffuse le 18 mai 2020, il affirme, après vingt secondes d'hésitations et de phrases non terminées : « Il y a eu une doctrine restrictive pour ne jamais être en rupture que le gouvernement a prise et qui je pense était la bonne. Il y a eu ensuite un approvisionnement renforcé et une production renforcée et nous n'avons jamais été en rupture. » Puis : « Ce qui est vrai c'est qu'il y a eu des manques, il y a eu des tensions. » Pas de « rupture », mais des « manques ». De l'impossibilité d'appeler un chat un chat.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'Emmanuel Macron cherche à effacer ce qui lui déplaît. Longtemps, il n'a pas démenti ceux qui le créditaient d'être passé par Normale Sup'. En avril 2010, il est interrogé par *Émile*, la revue de Sciences Po. La journaliste lui parle de Normale Sup' pendant l'entretien ; il ne dément pas à l'oral, mais il corrige à l'écrit. Il ne laisse pas s'imprimer une contre-vérité, il a du mal à la contredire verbalement. Il faut attendre la campagne, et le couronnement par bien d'autres réussites, pour qu'il donne une interprétation de son échec : il était trop amoureux de Brigitte, pas assez concentré sur l'épreuve.

Normale Sup' est sa manière de dire « littérature ». Une poignée d'hommes, en France, a su se faire élire à la tête du pays et il en fait partie. Ils sont bien plus nombreux à utiliser leur plume ou leur stylo, d'Henri Beyle à Marc Lévy. C'est eux qu'il envie, version Beyle plutôt que Lévy.

La mythologie du grand écrivain lui a été insufflée par sa grand-mère Manette. Sa femme Brigitte, professeur de français et de théâtre, poursuit le travail. « Les gens que j'admire le plus sont les écrivains, ceux qui sont un peu intempestifs, disait-il dans la revue de Sciences Po. Il y a un vrai courage à écrire. Beaucoup plus qu'à faire ce que je fais [il est alors

banquier d’affaires chez Rothschild]. Beaucoup plus qu’à faire de la politique. Si j’étais vraiment courageux, j’écrirais. »

Emmanuel Macron chérit la littérature, plus que la philosophie ou l’histoire, persuadé que la lecture de *Madame Bovary* permet de comprendre les passions humaines. Il veut être écrivain, un peu comme une jeune fille des années 1950 disait : « Je veux être Marilyn Monroe » devant la *cover-girl* de *Life*. Quand il découvre *Le Chemin des morts* de François Sureau[1], il a envie d’écrire un texte similaire, avec la même démarche de sincérité : dans cet ouvrage, Sureau parle d’un drame personnel. Mais c’est une chose de revenir sur un échec, c’en est une autre de se présenter pour se faire élire.

Le roman d’aventures picaresque situé en Amérique latine qu’il écrit jeune homme n’a pas été publié. La parution de *Révolution*, fin novembre 2016, a été précédé d’une tentative restée secrète : au printemps 2016, il termine la rédaction d’un livre où il se raconte, parle de ses racines, de sa grand-mère, de ses classes préparatoires, de son rapport à l’éducation. Ils sont quatre ou cinq dans le cercle des intimes à en avoir pris connaissance. Tous jugent le texte très autocentré, sans qualités littéraires évidentes. Le futur candidat n’insiste pas.

Ses fréquentations se lisent souvent à l’aune de cette quête littéraire. Le choix de Sylvain Fort, par exemple. Été 2016, il est ministre de l’Économie et embauche ce dirigeant d’une agence de communication pour sa future équipe de campagne. L’entretien d’embauche a lieu en juin, à Bercy.

Une ligne du CV de Fort pèse lourd dans la balance. Il est normalien. Quelques jours plus tard, début juillet, Brigitte Macron appelle Robert Zarader, communiquant, visiteur du soir de Hollande. Comme tous les ans à la même époque, Zarader se trouve à Aix-en-Provence pour les Rencontres économiques organisées par Jean-Hervé Lorenzi. Au téléphone, Brigitte Macron est enthousiaste : « On a trouvé un type formidable, dit-elle, il est normalien et il a fait un livre sur Karajan. »

Le « type formidable » est l’auteur d’*Herbert von Karajan. Une autobiographie imaginaire*[2]. Germaniste, Sylvain Fort a traduit Schiller ; et Plutarque, car il est deuxième prix du concours général en version grecque de 1988. Il codirige une publication réputée, *Forum Opéra*, se passionne pour la musique et la littérature.

La passion, chez Fort, n'est ni froide ni triste, mais véhémente, emportée, pleine de partis pris assumés. À l'Élysée, c'est lui qui travaille aux discours du chef de l'État. Mettre en mots la pensée d'un président qui affirme que tout est dans ses textes est une gageure. Il s'y consacre avec une fougue sacrificielle. Quand les Français pleurent Arnaud Beltrame ou Jean d'Ormesson, ils sont émus par Emmanuel Fort et Sylvain Macron.

De faux jumeaux. Fort n'a pas d'existence politique. Macron n'est pas écrivain. D'où la complexité de leur relation, faite de pleins et de déliés, une admiration réciproque, une langue commune et du ressentiment. Le conseiller guette en vain la reconnaissance du président. Le président envie le talent d'écriture de son conseiller.

On ne parle pas littérature avec n'importe qui, surtout quand le « n'importe qui » est écrivain. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, est normalien, auteur de romans et d'essais. Parmi eux, un magistral *Des hommes d'État*[3], récit de ses années au cœur du pouvoir comme directeur de cabinet. Dans son bureau, de petites montagnes de livres, avec le *Georges Pompidou* d'Éric Roussel[4]. L'ancien chef d'État, normalien, a préfacé le livre d'Alain Peyrefitte consacré à l'école de l'élite française, la vraie, celle des lettres. « On est normalien comme on est prince du sang. […] On ne devient pas, on naît normalien, comme on naissait chevalier », a écrit Pompidou.

Juste après l'élection d'Emmanuel Macron, Bruno Le Maire est reçu au QG du candidat, rue de l'Abbé-Groult. Il remarque un magnifique bouquet de fleurs, bonheur aux élus… L'heure n'est pas à l'art floral, mais à la négociation politique. Le battu de la primaire de la droite a déjà rencontré le candidat et son équipe. Quel poste souhaite-t-il ? L'ancien diplomate sait l'étiquette qu'on lui colle, mais il a fait le tour du Quai, il veut Bercy, et arguë de son bagage : un bac économie. Ce n'est pas la légèreté de cette valise qui fait tiquer Macron. Le Maire entend se présenter aux élections législatives de juin. Le président, lui, redoute un échec et son corollaire, la démission. Un ministre défait ne reste pas en place. Le Maire insiste, obtient gain de cause. Il est largement réélu.

Ce jour-là, il n'est point question de littérature. Le lendemain non plus et les jours d'après, toujours pas. L'écriture, les livres restent un non-dit entre ces deux hommes qui partagent le même parcours de technocrate et le

même rêve : devenir Georges Pompidou, à la fois président et écrivain. Chacun a réalisé une part du chemin, chacun aspire à accomplir l'autre.

Normale Sup' n'est pas qu'une histoire de concours loupé, mais le symptôme d'un rapport douloureux à la littérature. Ce qui fait mal n'existe pas. Il arrive que cette négation tourne au vaudeville, avec quiproquos, portes qui claquent et escalier où l'on cherche à se dérober. L'épisode est révélé par Marc Endeweld dans son livre *L'Ambigu Monsieur Macron*[5]. En 2010, Emmanuel Macron travaille chez Rothschild. Il conseille la société des journalistes du *Monde*, *pro bono*, c'est-à-dire sans se faire payer. Se consacrer gratuitement à une bonne cause – l'indépendance des journaux en est une – est une tradition dans ce métier.

À l'époque, il faut sauver le quotidien du soir. Deux offres de rachat s'opposent. Celle du trio Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse, surnommé BNP, et celle de Claude Perdriel, patron du *Nouvel Obs*, associé à Orange et au groupe espagnol Prisa, dont Alain Minc est le conseiller.

Les journalistes du *Monde* penchent pour BNP, l'offre adverse présentant un gros défaut : elle est soutenue par Minc. Ils associent l'ex-président du conseil de surveillance du *Monde* aux difficultés de l'entreprise.

Le 3 septembre 2010, Alain Minc et Emmanuel Macron sortent ensemble de l'immeuble du 10, avenue George-V, qui abrite la société de Minc. Et croisent les journalistes du *Monde*, en visite chez Jean-François Bretelle, le directeur financier de Pierre Bergé. C'est une coïncidence : Minc et Bretelle partagent le même bureau-appartement, au deuxième étage. Les journalistes sont surpris de trouver leur « ennemi », Minc, en compagnie de leur « ami », Macron. Qui cherche à échapper à cette rencontre, se réfugie dans les étages de l'immeuble. L'un des journalistes du *Monde*, Adrien de Tricornot, part à ses trousses. Il finit par le coincer au sixième étage, le jeune banquier n'est pas très à l'aise.

« Je pense qu'il voulait faire leur bien en essayant d'épauler Prisa, estime aujourd'hui Alain Minc, il était convaincu que la solution que nous offrions était meilleure pour eux. Il y avait deux solliciteurs, il dialoguait avec celui qu'il pensait convenir le mieux. Il a tendance à vouloir faire le bonheur des gens malgré eux. » Mais pourquoi n'en rien dire aux journalistes, au risque du double jeu ?

Caprice de dieu

Une visite de président de la République au Vatican, c'est toujours compliqué. Parce que la France est à la fois la fille aînée de l'Église et la mère de la laïcité. Celle d'Emmanuel Macron, programmée, au dernier moment, pour le 26 juin 2018, met donc la villa Bonaparte en émoi. La délicate carnation de cette bâtisse néoclassique, entre le rose et l'ocre, abrite l'ambassade de France près le Saint-Siège. Elle marie le sens de la beauté italien et l'art de vivre à la française. Elle donne envie de devenir diplomate.

Pourtant la vie n'y est pas toujours rose, ni ocre d'ailleurs. Surtout quand un président de la République rencontre son homologue du Vatican. Déjà, entre François (Hollande) et François (l'ex-cardinal Bergoglio), ce ne fut pas toujours simple. Le premier contact, en 2014, dans le contexte du mariage pour tous, est lunaire. Ce souverain pontife déteste les cérémonies officielles, protocoles, et autres réceptions de l'ambassadeur. Il aura consacré une minute trente à un rendez-vous avec Bruno Joubert, le représentant de la France en poste sous François Hollande, quand Benoît XVI, qui manie le français et l'imparfait du subjonctif, lui avait accordé quarante-sept minutes.

Pour le président français, le pape fait un effort. Il lui parle de Michel de Certeau, philosophe jésuite qui a fondé l'école de psychanalyse de Paris. Mais il tombe à plat, Hollande ne connaît pas ce philosophe et se tourne désespérément vers Joubert. La deuxième visite de Hollande se passe très bien. Malheureusement. Le 26 juillet 2016, le père Hamel a été assassiné par des terroristes islamistes à Saint-Étienne-du-Rouvray. Le 17 août,

l'Élysée demande un rendez-vous au pape. On est en plein été et en Italie. Normalement, il ne se passe rien entre le 10 juillet et le 20 septembre.

Mais là, il se passe quelque chose… À 16 heures, la secrétairerie d'État du souverain pontife est saisie de la demande. À 16 h 55, elle donne sa réponse, positive. Cette fois, le contact est chaleureux, plein d'empathie, il se passe quelque chose entre les deux François, unis par le chagrin. Le pape s'en souvient. Le 24 mars 2017, il reçoit les chefs d'État et de gouvernement européens pour le soixantième anniversaire du traité de Rome. Il en embrasse un seul, François Hollande. Le Slovaque, voisin du Français, s'approche pour l'accolade, mais le pape lui tend la main.

Macron au Vatican, ce n'est pas plus simple que Hollande. Oui, le président de la République a dit des mots audacieusement bienveillants à l'endroit des catholiques, quelques mois plus tôt, en avril, lors du discours des Bernardins. Mais il y a l'affaire Barbarin en France, il y a un gouvernement d'extrême droite au pouvoir en Italie, et une presse très antifrançaise. De son côté, l'Élysée a ses exigences. Les précurseurs – ainsi appelle-t-on les conseillers qui font un repérage avant toute visite présidentielle – se rendent sur place, notamment à la basilique Saint-Jean-de-Latran, dont le chef de l'État doit devenir chanoine d'honneur.

Ces fines lames notent la présence de crucifix. Assez logique dans la cathédrale du pape, fâcheuse sur les images : les croix se trouvent dans le champ des caméras. Ils demandent qu'on retire ces symboles religieux. En vain. Enlèverait-on le drapeau bleu, blanc, rouge qui flotte sur l'Élysée ?

Villa Bonaparte, on n'a pas fini de comprendre ce qu'exigeant veut dire. Par habitude, l'ambassade prépare les traditionnels cadeaux que l'on s'échange entre chefs d'État. De la porcelaine de Sèvres, un livre sur les cathédrales… Hollande en avait offert un à François le 17 août 2016. On cherche une sorte de tome II. L'ambassadeur Philippe Zeller part en retraite juste après le déplacement de son patron. Il a envie que tout se passe bien.

À quatre jours de la visite, il reçoit un appel de Philippe Étienne, conseiller diplomatique de Macron. Le président voudrait que l'on offre *Le Journal d'un curé de campagne* de Georges Bernanos, écrivain catholique, au pape. Cela aurait du sens, évidemment. Mais le président ne veut pas d'un livre de poche. Il exige une édition originale, en italien.

Le ciel tombe sur la villa Bonaparte. Il est 22 heures, et Zeller convoque son conseiller culturel, Olivier Jacquot. La mission impossible, elle est pour

lui. Jacquot fouille les caves de la villa Bonaparte. Pas de Bernanos. Face à l'urgence et malgré sa gêne, il réveille un bouquiniste. Qui le prend pour un fou. Surtout que la consigne est stricte : ne pas dire que le cadeau est destiné au pape, ce qui rendrait la recherche un peu moins désespérée. Le bouquiniste apprend au conseiller que l'édition originale en Italie date de 1946 (en France, le livre paraît en 1936). Et lui indique deux endroits où l'objet rare peut se nicher. L'un à Pérouse, l'autre en Campanie.

Le lendemain, le conseiller prend le train pour la première destination, la capitale de l'Ombrie. Il tombe sur une boutique pleine à craquer de marchandises. Mais toujours pas de Bernanos. Il appelle l'ambassadeur. La tension monte. Zeller contacte Paris et suggère à Philippe Étienne : et si l'on offrait un truc qui s'apparente à l'édition originale ? La réponse tombe comme la guillotine : « Je crois que tu n'as pas compris. »

Jacquot joue sa dernière carte, direction la Campanie. Il débarque dans une ville fellinienne, Mondragone, prend un taxi, file à l'adresse qu'on lui a indiquée, une banlieue où le Christ a oublié de s'arrêter. Un terrain vague planté de quelques baraquements. Rien ni personne, à part une grille de fer, un chemin de terre et un chien qui se met à hurler. Le taxi attend, le Français se demande s'il ne va pas le reprendre, bredouille.

Soudain, un homme apparaît. Il porte un marcel, il a été interrompu dans son repas. Il gueule, demande à l'intrus ce qu'il veut. Olivier Jacquot s'explique. L'homme fait taire le chien, ordonne au conseiller d'attendre. Le temps de finir son déjeuner. À son retour, il se dirige vers l'une des baraques de chantier. À l'intérieur, un objet incongru en ce lieu : un ordinateur. Il fait quelques recherches, disparaît à nouveau et revient, avec en main… *Le Journal d'un curé de campagne*, édition originale, 1946.

L'Élysée a débloqué un budget de 1 500 euros pour l'opération. Olivier Jacquot est prêt à payer, il est tellement heureux. C'est combien ? « 3,50 euros. » Le conseiller sort un billet de 50 euros. L'homme au marcel se cabre : « Non, c'est 3,50 euros, vous m'avez assez emmerdé ! » Il prend les 5 euros qu'on lui tend et rend la monnaie, plus un reçu. Olivier Jacquot comprend enfin qu'il est dans un dépôt de vieux bouquins et papiers en tout genre. Il repère des menus de dîners officiels, avec Kennedy, avec de Gaulle. Des merveilles, mais il n'a pas la tête à ça.

La visite d'Emmanuel Macron a lieu le lendemain, il faut remonter à Rome, trouver un relieur pour mettre le livre en état. Toujours sans dévoiler

l'identité du destinataire. Le jour J, Jacquot récupère le livre à 9 h 30 et arrive un quart d'heure plus tard à la préfecture de la maison pontificale. Moins une, la bombe explosait. Mission accomplie…

13.

La haine

La haine, comme l'amour, ne se mesure pas, ne s'explique pas. Elle se constate. Pour Emmanuel Macron, elle mijote tout au long de l'année 2018, elle explose en décembre. Des Français haïssent ce président et sa femme au point de vouloir les tuer. Les slogans, les banderoles, les effigies brûlées ne sont pas tous de purs symboles. Elle, c'est Marie-Antoinette, et lui, Louis XVI. Le surmoi de ce pays est monarchiste et régicide, Macron lui-même l'a dit et écrit.

La haine se reçoit comme un paquet de mer dans la figure. Le mardi 4 décembre, Emmanuel Macron est de retour à Paris. Il revient du Puy-en-Velay. Le samedi d'avant, à Paris, l'Arc de triomphe est saccagé, le quartier alentour mis à sac ; la préfecture de Haute-Loire est incendiée, on veut faire griller ses occupants comme des poulets. Le président de la République est venu dire son soutien. Sa voiture est poursuivie par des gilets jaunes. Si elle avait été rattrapée, il aurait été lynché.

Ce mardi soir, le chef de l'État reçoit Richard Ferrand. Le président de l'Assemblée nationale est choqué par les images du véhicule présidentiel traqué, une meute à ses trousses. Il comprend qu'Emmanuel Macron aimante la haine, c'est un air minoritaire, mais bruyant, puissant. Comme souvent, Macron tempère, il n'a pas envie de dire qu'on le hait, il en fait une affaire générique – c'est la fonction qui veut ça – et marginale : « Ce que les gens n'ont pas vu, c'est que j'ai aussi beaucoup parlé avec d'autres personnes. C'est comme ça », confie-t-il à Ferrand.

Le 1er décembre, Emmanuel Macron avait tweeté pour condamner le déchaînement des violences. Il se trouve alors en Argentine pour le G20. Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, l'accompagne.

« Il était secoué, même s’il n’en laissait rien paraître, témoigne-t-il. Il était lucide, il savait ce qu’il se passait. »

Rentré en France, le président vide son agenda, plus de Serbie, pas de Maroc. Et se tait. On s’interroge sur cette absence de son. Le jeudi 6 décembre, Macron sonde Ferrand. Doit-il intervenir ? Le Breton fait dans l’explicite. « Tu la fermes jusqu’à dimanche. » Macron est un irritant, il doit prendre acte que son silence est plus nécessaire que sa parole. L’intéressé acquiesce. « Je vais le dire, il faut que cela se sache », conclut Ferrand.

Et le voilà qui parle pour dire que Macron ne va pas parler. Il appelle l’AFP et la dépêche tombe le vendredi à 5 heures du matin. « Après différents échanges et un tour d’horizon, le président, lucide sur le contexte et la situation, ne souhaite pas mettre d’huile sur le feu et par conséquent n’a pas l’intention de s’exprimer avant samedi. »

À chaque crise, ses risques. « Pendant le confinement, il y a eu une montée en violence, le risque de passage à l’acte a progressé, constate Christophe Castaner, ministre de l’Intérieur jusqu’en juillet 2020. J’en ai parlé avec le ministre de l’Intérieur allemand : chez eux, le terrorisme vient de l’extrême droite. Chez nous, c’est l’islam mais depuis quelque temps, il y a un risque de radicalisation de l’ultra-droite. »

La haine anti-Macron est une donnée politique inédite. « On ne peut pas la mesurer de manière objectivée », explique l’homme de l’art, Jérôme Fourquet, politologue, directeur à l’IFOP. Son ouvrage, *L’Archipel français*[1], est devenu le livre de chevet de l’élite qui veut comprendre le pays. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué chargé des Transports, fait partie de ses lecteurs. « Au-delà de son analyse sur l’archipellisation de la France qui consisterait à ce que des populations vivent à l’écart les unes des autres sur un même territoire, j’ai trouvé particulièrement intéressant ses écrits sur le mythe de l’homogénéité, dit-il dans *L’Opinion*[2]. Fourquet montre qu’un des défis français sera la capacité à (re-)lier entre elles des fractions du peuple qui sont d’ores et déjà “séparées” sur le plan socioculturel. »

Aujourd’hui, Fourquet puise encore dans cette grille de lecture sociologique pour décrypter la haine. « François Hollande avait une popularité inférieure à celle d’Emmanuel Macron, explique-t-il. Dans son cas, le rejet était plus marqué par le mépris et la condescendance, la

comparaison avec le pingouin, la cravate de travers, l'épisode du scooter, l'affaire Leonarda. Il en sortait l'image d'un président normal, pas à la hauteur. Avec Nicolas Sarkozy, l'opposition était radicale, peut-être avec de la haine, mais elle était en partie politique. C'était la droite contre la gauche, l'homme du Kärcher, le ministre de l'Intérieur de la peur. C'était encore de nature politique, même s'il y avait de l'affect dans tout ça. Avec Macron, on est passé à autre chose, on est dans un clivage peuple d'en haut, peuple d'en bas. » La sociologie a remplacé la politique.

Il fut un temps où « le peuple d'en bas » plaçait de l'espoir dans ce fringant jeune homme. Le 16 janvier 2016, il est ministre de l'Économie et inaugure les bus électriques d'une usine Bolloré, à Quimper, en compagnie de Vincent Bolloré et de l'ancien maire de la ville, Bernard Poignant. Il va au-devant de tout le monde dans l'usine, prend le temps qu'il faut. Il adore. Il déambule, se fait interpeller : « Viens là Macron, c'est toi l'avenir », lui disent des syndicalistes. Ils font des photos avec lui. Dans son speech, il leur a parlé de Bernanos.

Quatre ans plus tard, en février 2020, l'IFOP et la fondation Jean-Jaurès publient une étude. La popularité de Nicolas Sarkozy et celle de François Hollande sont assez homogènes selon les catégories sociales. On les aime ou on les déteste à peu près de la même manière que l'on soit cadre ou ouvrier : à peine un point d'écart.

Avec Emmanuel Macron, cet écart est de quinze points. « Il y a une haine de classe qui ne s'adressait pas à Sarkozy, poursuit Jérôme Fourquet. Son côté bling-bling, sa façon de s'exprimer ne renvoient pas à la même morgue sociale qu'Emmanuel Macron. À son corps défendant, il incarne l'élite, phénomène aggravé par son jeune âge et son côté fort en thème qui a tout réussi. Une tête bien faite qui brûle les étapes, le premier de la classe qui sait qui il est. »

À plus de cinquante ans quand il devient président, Nicolas Sarkozy a accompli le *cursus honorum* de la politique classique. Il a souffert, gagné, perdu, il fréquente des notables, il parle mal l'anglais. Il ne connaît pas tellement mieux les gens que Jacques Chirac ou François Hollande, mais ces prédécesseurs de Macron ont un alibi commun : ils peuvent aligner des heures de permanence, de meeting, de campagne. Ils en ont vu défiler, des Français !

La France de Macron ressemble à un millefeuille et les macronistes incarnent la couche supérieure du gâteau, lisse et sucrée, comme la vie qu'ils sont censés mener. Elle ne rencontre jamais les couches d'en dessous, le peuple ne fréquente pas le bourgeois, le populo et les bobos font chambre à part. Ce n'est pas nouveau, mais la politique qui pouvait créer du liant – la droite avait ses ouvriers et la gauche ses mangeurs de caviar – ne joue plus ce rôle.

Deux hommes, l'un dans la haine de Macron, l'autre dans l'amour, croient que la lutte des classes ordonne la vie publique. Il ne faut pas le leur dire, ils pensent n'avoir rien en commun. Le premier est François Ruffin, député de La France insoumise. Il est l'auteur de pamphlets anti-Macron, qui lui permettent au passage d'insister sur sa gémellité avec le président de la République. Tous deux sont natifs d'Amiens, tous deux passés par l'établissement privé La Providence, tous deux viennent de la classe sociale intermédiaire.

Lui, Ruffin, a fait le choix de quitter son camp, c'est ce qu'il dit. Il reproche à Macron d'être « le produit d'une ségrégation sociale, hors du peuple, loin du peuple, et maintenant contre le peuple », écrit-il dans *Ce pays que tu ne connais pas*[3]. Délit de classe, délit de sale gueule. « Votre tête ne me revient pas », assène-t-il, « ce rejet, physique, viscéral, nous sommes des millions à l'éprouver. C'est désormais un fait politique. Pourquoi ? D'où ça vient ? Vous exhalez une classe. Vous portez en vous une suffisance qui suscite chez le commun, chez moi, chez nous, à la fois respect et révolte ». Respect et révolte, drôle de mélange.

Le second personnage s'appelle François Bayrou. Il a commencé comme Ruffin, révolté par « l'homme d'argent » qu'était Macron, jusqu'à ce que le respect l'emporte. « J'ai cru au portrait que l'on faisait de lui : technocrate, énarque, inspecteur des finances, banquier d'affaires », dit le président du Modem devenu un précieux allié du président de la République. « Il est très différent de l'image que j'avais, il est simple, voué à sa fonction. Depuis Mitterrand, aucun président ne connaît aussi charnellement la France que lui. Quand on lui parle du Morvan, de la Gascogne, des monts du Lyonnais, il en sait l'histoire et la géographie. » Devinette : sachant qu'Emmanuel Macron et François Bayrou se téléphonent chaque jour, au bout de combien de conversations téléphoniques le député de La France insoumise passerait-il de la révolte au respect ?

Certains tatouages s'effacent difficilement. Un passage par la banque Rothschild vous marque en politique. Aujourd'hui plus qu'hier : deux présidents de la République, Georges Pompidou et Emmanuel Macron, sont passés par cet établissement. Pompidou, c'était une autre époque, un président pouvait être photographié cigarette au bec, rouler en Porsche, fréquenter les *beautiful people* de son temps. Personne n'y trouvait à redire.

« Georges Pompidou a travaillé avec mon père Guy pendant plusieurs années », raconte David de Rothschild. « Lorsqu'il est devenu président de la République, leur relation n'a pas changé : une amitié profonde et naturelle, sans ambiguïté. À cette époque, évidemment, on ne connaissait pas le mot *"*Internet*"* ».

La relation entre leurs successeurs est réelle, mais discrète. Mais que Macron se balade sur les Champs-Élysées en compagnie de David de Rothschild ou pas, l'affaire est réglée : il est le président des riches qui a aboli l'ISF pour faire plaisir à ses anciens patrons et autres. Ce voisinage en induit un autre, plus insidieux. « Un jour, on me demande si Emmanuel Macron est juif, raconte Bernard Poignant. Je réponds que non. On me répond : "Même pas un peu ?" »

Poignant connaît les vies de président. Il était conseiller de François Hollande à l'Élysée, il sait qu'un chef d'État peut passer sept ou huit heures d'affilée au téléphone avec ses homologues étrangers, que deux jours à Bruxelles pour les affaires européennes vous enferment dans une bulle. Qu'il faut renouer ensuite avec le quotidien français. Il connaît bien les socialistes, il a fait son parcours au sein du PS. Et n'avoir jamais souffert dans sa vie politique est insupportable pour les enfants et petits-enfants de François Mitterrand.

Pour beaucoup de Français aussi. Les leçons du premier de la classe ne sont pas audibles. Il a du mal à les convaincre qu'il comprend leurs problèmes. On ne peut pas se déguiser, Macron n'a pas connu la fin du mois qui commence le 9. Il est jeune, beau garçon, riche et doué, il a réussi son couple, il n'a pas de cicatrices. Il reprend le refrain de ceux qui veulent réformer pour faire le bien des autres. Il touche le bac, les retraites, la santé, l'assurance-chômage. Il dit qu'il veut préserver le modèle social français, pour le bien de tous. Ceux qui ont peur de perdre leur boulot, qui n'ont pas les moyens de payer l'EHPAD de leurs parents et le mariage de leurs enfants, ont du mal à l'entendre.

Comment s'identifier à ce président ? Mitterrand aimait les mets délicats et les femmes. Il avait des enfants. Jacques Chirac aimait la bonne bouffe et les femmes. Il avait des filles. Nicolas Sarkozy aime le chocolat et les femmes. Il a eu un bébé avec Carla Bruni. François Hollande aime bien manger et les femmes. Il est parent, avec Ségolène Royal.

Emmanuel Macron aime sa femme, Brigitte. La belle histoire d'amour fascine. Elle réveille aussi de vieux réflexes, cachés au fond des cerveaux reptiliens. Le couple Macron est transgressif. Il est rebelle à l'ordre le mieux établi, celui de nature. Ces Don Juan défient la loi la plus sacrée, celle de l'âge. Elle a vingt-quatre ans de plus que lui. Elle est court vêtue. Vous en voyez beaucoup des sexagénaires en minijupe ? Elle n'a jamais été son professeur de français, elle lui a donné des cours de théâtre, la France de la fin du XX^e siècle, celle de leur rencontre, n'est plus le pays qui a tué Gabrielle Russier, mais… leur relation commence entre une adulte et un mineur. Quelque chose qui dérange certaines hiérarchies.

« L'époque est à la psychologie, notamment dans les milieux populaires, constate Jérôme Fourquet, on parle couramment de complexe de Narcisse. Les gens considèrent que ce qui se dit officiellement, c'est de la com', juste de la mousse, que la vérité vient de la vie personnelle ; c'est elle qui permet d'approcher la réalité. » La cravate de François Hollande (de guingois), la gifle de François Bayrou (donnée à un môme qui lui avait fouillé les poches), les relations avec l'autre sexe sont des indices plus regardés que les programmes et orientations idéologiques.

Chez Macron, ces clignotants disent : il n'est pas comme nous. Le message non verbal émis par ce président et son équipe est bourré de testostérone. Napoléon affirmait que les hommes dorment six heures, les femmes sept, et les imbéciles huit. Macron ne prend même pas six heures de sommeil. C'est donc un surhomme. François Mitterrand s'échappait de ses journées, sa liberté intime était de maîtriser son temps. Macron n'en est pas propriétaire. Différence de personnalité et d'époque.

Ce président a un côté métallique, sans faiblesses apparentes, dans la maîtrise permanente. Son goût du théâtre, nécessaire pour l'asseoir dans la fonction, devient un handicap. Il joue beaucoup et souvent mal. Sa voix ne l'aide pas, qui s'envole dans les aigus, ou descend dans les graves, de manière surfaite. La crise de la Covid-19 est cruelle. Elle montre un

président perdu dans les hauteurs churchilliennes, parlant de guerre alors que les munitions font défaut. Son Premier ministre, Édouard Philippe, explique qui va reprendre l'école, le bus et le travail, quand et comment. Ce que les Français attendaient.

« La séduction, l'habileté de Macron suscitent de la méfiance, analyse Jérôme Fourquet, les gens se disent : "Il va nous la faire à l'envers." Certains ont le sentiment qu'il jouit du pouvoir, qu'il trouve une certaine satisfaction à affronter la situation. Ils disent : "Putain, il s'aime bien", et ils ajoutent : "J'peux plus." Avec Nicolas Sarkozy, c'était : "Je le déteste." »

Emmanuel Macron présente lui-même sa vie comme un roman. « En réalité, je ne suis que l'émanation du goût du peuple français pour le romanesque : cela ne se résume pas en formules, mais c'est bien cela le cœur de l'aventure politique, dit-il à *La Nouvelle Revue française*, en avril 2018. En somme, on est toujours l'instrument de quelque chose qui vous dépasse. »

L'offense, l'homme et la fonction

Le 5 août 2013, une loi est adoptée. Il arrive que les gouvernements profitent de la torpeur estivale pour faire passer des textes polémiques, mais dans ce cas, le sujet n'a rien d'inflammable. Il s'agit de supprimer le délit d'offense au président de la République. Il semble tellement désuet, comme hérité d'un autre âge, celui où l'on pouvait être accusé de crime de lèse-majesté.

Emmanuel Macron est alors secrétaire général adjoint à l'Élysée et si les fourmis de l'ambition lui grignotent déjà les jambes, il n'imagine pas qu'il sera concerné par les conséquences de cette décision, une poignée d'années plus tard. L'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse disparaît de l'arsenal juridique sans fleurs ni couronnes. Son application était devenue rarissime. Il réprimait les insultes, invectives, cris, menaces, etc., à l'encontre du président de la République. Très utilisé sous de Gaulle, cible des attaques de l'extrême droite au moment de la guerre d'Algérie, ce délit est tombé en désuétude de 1973 à 2008.

Nicolas Sarkozy l'exhume. En août 2008, à Laval, le chef de l'État est accueilli – si l'on ose écrire – par un « Casse-toi pauv' con ». Hervé Eon, militant de gauche auteur de cette banderole, a trouvé son inspiration dans la réplique de Nicolas Sarkozy : quelques mois plus tôt, au Salon de l'agriculture, c'est par cette phrase que le président de la République répond à un visiteur qui refusait de lui serrer la main. Hervé Eon est condamné à une peine de principe de 30 euros, confirmée en appel. Mais la Cour européenne des droits de l'homme juge une sanction pénale

disproportionnée et déclenche l'abrogation de cet article par François Hollande.

Aujourd'hui, Emmanuel Macron s'interroge sur la portée de cette décision. « Le délit d'offense au président a été abrogé au nom de la liberté d'expression. Mais il ne faut pas oublier que ce sont les institutions et non pas l'homme qui sont attaquées. En démocratie, parce qu'il y a une liberté de conscience, de débat, parce qu'il y a la liberté de vote, j'en suis le témoin vivant, il faut être intraitable avec la haine dans le discours et encore plus dans les actes.[1] »

Depuis qu'il occupe l'Élysée, les agressions se multiplient. Mannequins à son effigie brûlés, « Macron dégage », « Macron fils de p. », sifflets, huées ou encore ce subtil « La chasse présidentielle est ouverte ». « Sans doute des maladresses que j'ai pu commettre ou l'ambition que je porte pour le pays ont pu résonner comme un manque de bienveillance, ont nourri certaines réactions. Mais une bonne partie de cette violence-là, il ne faut pas lui chercher de légitimation, il n'y en a pas.[2] »

Le président a lu les 660 pages de *La République injuriée. Histoire des offenses au chef de l'État de la III*e *à la V*e *République*, un livre d'Olivier Beaud[3]. Ce professeur de droit public, persuadé de la nécessité de supprimer ce délit, a évolué au cours de son travail. « Je n'irais pas jusqu'à parler de regret, mais il est vrai que je m'interroge sur le fait que la République est aujourd'hui démunie face à certains discours extrémistes, dit-il dans une interview au *Point*[4]. Et je confie être sensible, pour ne pas dire inquiet, face à la violence verbale dont font preuve certains de nos concitoyens… Je suis de ceux qui pensent que la violence verbale est souvent le préambule de la violence physique. »

Longtemps, ce délit a été contesté comme une manière détournée d'instituer un délit d'opinion. En plongeant dans la jurisprudence, Olivier Beaud a constaté qu'il n'y a pas de fatalité à ce que l'interprétation de l'offense soit liberticide. Mais l'on souhaite bien du courage à tout chef de l'État qui voudrait rétablir l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881.

TROISIÈME PARTIE

LE REPENTI

14.

Le temps

« Regarde-moi ces connards ! Moi-même, je ne sais pas qui va entrer au gouvernement, j'en discute avec le Premier ministre, et ils sont là, à faire la liste des nominations ! » En ces temps de remaniement, le président de la République fulmine contre BFMTV, ses journalistes et leur propension à étirer comme du chewing-gum les informations qu'ils n'ont pas. Alexis Kohler, le secrétaire général de la présidence de la République, n'est pas le moins excédé qui soupire à chaque changement de l'équipe : « On est encore partis pour quinze jours ! » Quinze jours de discussions, hésitations, consultations pour trouver le mouton à cinq pattes, doté des bonnes compétences, du bon sexe, de la bonne orientation politique. Quinze jours de calvaire sous l'œil voyeur et omniprésent des chaînes consacrées aux *news*.

À une époque, à peine lointaine, où le bandeau blanc et bleu, six mots incrustés au bas de l'écran pour résumer le contexte de l'information, ne passait pas encore à la moulinette les nuances et la complexité, Emmanuel Macron rêvait d'un monde où l'on pouvait penser le temps. C'était il y a vingt ans, le jeune homme en devenir aimait bien fréquenter les lieux et les hommes qui confrontent la réflexion à la politique. Et inversement. Étudiant la philosophie, il travaille pour Paul Ricœur, fréquente la revue *Esprit* et son directeur Olivier Mongin, des intellectuels qui s'intéressent à la chose publique. Déjà attiré par celle-ci, il recherche auprès du Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement les clefs du mariage entre l'action et l'idéologie.

Il n'a pas encore vingt-deux ans, en 1999, quand il organise une rencontre insolite. En ce début de soirée, une Renault gris métallisé s'arrête

devant le 19, rue Irénée-Marrou, à Châtenay-Malabry. Emmanuel Macron en sort et va chercher l'hôte de ce lieu, le philosophe Paul Ricœur, tandis que le conducteur, Jean-Yves Autexier, reste dans la voiture. Ce conseiller au cabinet du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, un proche du fondateur du Cérès, a vu Macron débouler dans l'univers chevènementiste et apprécie cet étudiant qui veut le présenter au philosophe.

Avec ses trois hommes à bord, la Renault repart vers Paris, direction rue de Bourgogne, restaurant Les Glénan. Au cœur du triangle d'or de la politique, à quelques centaines de mètres de Matignon, la conversation se fait savante. Ricœur, quatre-vingt-six ans, sec et vif, est très curieux de la politique. Il se demande pourquoi le Parlement se contente de commenter les projets de texte du gouvernement. La mission d'un parlementaire n'est-elle pas de faire la loi ? Autour de la table ronde, on soupèse les avantages respectifs de la souveraineté nationale et de la souveraineté populaire.

Emmanuel Macron connaît par cœur les théories de Rousseau sur le sujet, il en parle beaucoup. Ricœur l'écoute avec bienveillance. Le philosophe est en pleine gestation de son œuvre majeure, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Emmanuel Macron est alors son assistant, qui relit et annote le texte. Juste avant le voyage pour Châtenay-Malabry, il en a donné une version à Autexier, avec une double intention : en partager la lecture et l'autre, plus prosaïque, lui indiquer l'adresse du philosophe, griffonnée sur la chemise grise qui enveloppe le document.

Au rez-de-chaussée des Glénan, la discussion se prolonge jusqu'à la fermeture. En février 1999, Ricœur est intervenu dans le procès du sang contaminé ; il a été cité comme témoin par Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales du gouvernement Fabius, auteur d'une phrase devenue un classique de la politique française : « Je suis responsable, mais pas coupable. » Devant ses compagnons du soir, le philosophe déroule l'argumentation qu'il a exposée à la Cour de justice de la République : quand on est responsable, on doit assumer si une faute a été commise par un subordonné. Et on doit en tirer les conséquences, mais on n'est pas coupable sur le plan pénal. Des paroles qui retrouvent une singulière actualité, vingt ans après, alors que la Covid-19 déclenche une série de plaintes contre les gouvernants et le questionnement permanent sur le rôle d'arbitre de la justice en politique.

Le temps a effacé Les Glénan, remplacé par Auguste, et porté Macron à l'Élysée. L'étudiant a choisi l'action et la difficile alchimie entre « la demande permanente de délibération qui s'inscrit dans le temps long et l'urgence de la décision. La seule façon de s'en sortir consiste à articuler une très grande transparence horizontale, nécessaire à la délibération, et à recourir à des rapports plus verticaux, nécessaires à la décision.[1] »

Paul Ricœur est décédé en 2005, l'année de naissance de BFMTV. Ce n'est pas seulement pour cette raison que le philosophe est rarement convié sur les plateaux de la chaîne d'informations. En quinze ans, ce média et ses concurrents se sont imposés comme des acteurs majeurs. On peut ne pas les aimer, on doit vivre avec eux. Emmanuel Macron a étudié Hegel et sait que l'exercice philosophique indispensable, chaque matin, c'est la lecture du journal. L'écran remplace le papier et le président se plie à la nouvelle prière de l'homme moderne. À l'Élysée, la télé, allumée en permanence comme chez les Groseille, rythme les agacements du locataire du palais.

Il fait avec… Mais, le plus souvent, il fait sans, ne renonçant pas à la bataille des explications au long cours, persuadé qu'il faut déplier sa pensée pour convaincre, par exemple des différences entre la hausse de la durée de cotisation et l'augmentation de l'âge légal de départ en retraite, ou des bienfaits de la souveraineté européenne. Rien n'est simple et ce président veut entrer dans la complexité. En prenant le temps qu'il lui faut. Son goût des longs discours fait sourire, il vient de là. Olivier Mongin, directeur de la revue *Esprit*, y voit le signe de sa capacité à résister à la canonnade de Marine Le Pen lors du débat d'entre-deux-tours de la présidentielle, le 3 mai 2017.

Emmanuel Macron ne regarde jamais les montres, ignore les horaires, méprise le minutage, le temps n'est qu'une variable ajustable. Le temps, c'est l'enfer des autres, pas le sien. Comme dans *Alice au pays des merveilles*, il y a toujours un lapin muni d'une petite horloge pour lui dire : « On est en retard ! » Cause toujours… S'il a décidé de comprendre ou d'être compris, les aiguilles cessent de tourner.

Il trouve de l'intérêt à passer une demi-heure avec un programmateur musical de nuit, à Forcalquier, qui lui explique son travail. Ou un quart d'heure à comprendre un logiciel de découpe du bois. Il passe à l'acte, s'assoit aux commandes de la machine, manipule le joystick, échange avec

le jeune homme, avec son formateur. Plus on lui dit de se dépêcher, plus il ralentit. Pendant la campagne, en 2017, on le presse de se presser, lui prend ostensiblement soin de s'attarder à serrer encore plus de mains, à discuter encore plus longtemps.

Ministre de l'Économie, il veut que ses déplacements durent deux jours. Il passe tellement de temps à en perdre avec ses rencontres du moment, que, pour ses visites de terrain, son cabinet invente de faux déroulés, gonfle les durées des trajets, des déambulations prévues. On programme quarante-cinq minutes, alors que trente suffisent, parce que l'on sait que cela va déborder. Il devine le manège, va vérifier sur Google Maps et engueule son entourage.

Lui : « Vous m'avez pris pour une truffe ? »

Eux : « Il y a des embouteillages. »

Lui : « Il y a le gyrophare. »

Eux : « Tu dois donner l'exemple ! »

Macron pratique une forme de tantrisme politique, avec une obsession, pousser les murs du temps, jour et nuit, pour le plaisir d'en jouer et d'en jouir. Pendant sa campagne, l'agenda est un outil politique qu'il fait, défait et refait, prenant tout le monde de court. L'insolent fixe son premier meeting parisien, le 12 juillet 2016, deux jours avant la traditionnelle intervention du président de la République, François Hollande. Il fait languir ceux qui espèrent sa démission de ministre de l'Économie et son envol. La publication de son livre *Révolution* ou la présentation de son programme sont autant d'occasions de mise en scène de sa pièce préférée : je suis libre, donc je prends mon temps.

La coquetterie n'est pas réservée aux femmes. Si elle est en retard, c'est qu'elle viendra, disait Guitry. Lui aussi s'y entend à se faire désirer. Le 14 septembre 2016, il vient de démissionner de son poste de ministre et, déjà en campagne officieuse, rentre à Paris après avoir visité le Space, salon international des productions animales. Le départ est imminent, l'ex-ministre se plaît à bavarder avec des voyageurs, sur le quai de la gare de Rennes. L'un d'entre eux, très excité, appelle sa copine : « Emmanuel Valls est là », hurle-t-il au téléphone. La notoriété du presque candidat n'est pas encore bien établie. Les secondes passent, torturant davantage l'équipe. Lui

affiche la plus grande indifférence à cette effervescence, comme si le temps devait l'attendre, lui. Il ne loupe pas le départ.

Début avril 2017, il remonte du sud en voiture, avec Brigitte. Il veut passer par Beaune et appelle François Patriat, l'homme du cru. Le sénateur socialiste a beau dire de Macron qu'il est l'homme de sa vie, parce qu'il lui a redonné le goût de la politique, il ne peut pas être présent ce jour-là et confie le couple aux bons soins de son fils, Gregory. « Tu vas aller aux Caves de la Madeleine, conseille Patriat au futur président, tu mettras les Navarro dans un coin », allusion au célèbre commissaire et aux hommes de sécurité qui protègent le candidat.

Les Macron dînent dans ce restaurant du centre-ville, guidés par Grégory Patriat. À 22 heures, Brigitte Macron appelle Patriat père : elle veut aller visiter Beaune parce que c'est beau la nuit. Grégory joue les accompagnateurs. Les Macron reprennent enfin la voiture pour Paris, trois heures de voyage. Le lendemain, le candidat affronte ses dix adversaires lors d'un débat télévisé. À quelques heures de l'événement, il a décidé d'abolir ce futur.

« La première chose qui m'a surpris, c'est son rapport au temps. À ce niveau de responsabilité, tout est souvent minuté, raconte Philippe Grangeon, ex-conseiller spécial à l'Élysée qui fait la connaissance du secrétaire général adjoint de François Hollande en 2012. Les rendez-vous prévus pour une demi-heure peuvent durer beaucoup plus longtemps. Quand il s'agit d'expliquer, de comprendre, de convaincre, il installe son interlocuteur dans un sentiment que le temps n'est plus compté. »

Même les journalistes, profession dont il se méfie, peuvent se nourrir de cette illusion. Le 21 août 2019, il rencontre ceux de l'Association de la presse présidentielle. Pour l'occasion, celle-ci a réservé une grande salle aux Jardins de Saint-Dominique, hôtel particulier du 7e arrondissement, adresse « privilégiée », vantent ses propriétaires, pour toutes sortes d'événements, festifs ou laborieux. L'air est léger, les robes encore fleuries, la cour pavée martyrise les talons. Il fait beau sur Paris et sur la Macronie. L'été 2019 a gommé les tempêtes de la saison gilets jaunes, fait (presque) oublier celles de l'affaire Benalla un an plus tôt.

Cette fois, la rentrée s'annonce sous une brise d'optimisme, le président s'apprête à recevoir ses homologues pour le G7 à Biarritz. Il a réservé cette

baie hollywoodienne pour le morceau de bravoure d’un quinquennat, la présidence du cénacle des plus grandes puissances, il veut en renouveler le genre, sortir de l’exercice contraint et vain des communiqués préfabriqués.

Une conférence de presse n’est jamais un moment agréable pour Emmanuel Macron. Les questions lui paraissent rarement à la hauteur des enjeux, les journalistes ne voyant que l’écume et pas la vague. La vague, voilà ce dont il parle une fois sur le ring, face aux médias. Il développe sa vision du monde, dresse la carte de la géopolitique, analyse les crises de la démocratie, il se balade dans le temps et l’espace, dans les concepts et l’action, il est dans son élément. La fresque est brillante, pédagogique, gratifiante pour l’auditoire. Un bel exposé Sciences Po, beaucoup de journalistes en sont issus, comme lui. Ils sont séduits par cette musique. Il le sent, il ne veut plus quitter le match.

Et voilà que le lapin du jour, avec sa petite horloge, s’agite. François-Xavier Lauch, le chef de cabinet du président, donne des signes d’impatience. C’est en tout cas ce que le président dit percevoir. « Je vois mon équipe s’inquiéter, alors je lui dis de décaler mes rendez-vous d’après. » Quand on aime, on ne compte pas ses heures. Les étapes suivantes de l’agenda patienteront.

Emmanuel Macron n’aurait jamais pu dîner avec le général de Gaulle qui faisait retirer le couvert de tout invité après une minute de retard. C’est lui qui est président, les autres attendent. Une heure, deux heures… Le patron d’une grande entreprise n’a pas oublié cette séance de décoration à l’Élysée, et l’assistance piétinant la moquette. Tout à coup, agitation… Le président est là ? Non, c’est Nemo qui déboule, le chien du couple Macron, pas très impressionné par le public. Il est suivi par des huissiers, bardés de leur chaîne d’argent, puis le maître des lieux apparaît en majesté.

Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais. « Je pensais qu’on était à l’heure pour le dîner du président. » C’est Emmanuel Macron qui parle de lui à la troisième personne du singulier et, sur le ton de la provocation, dont on ne sait si elle est chèvre ou chou, s’adresse à Richard Ferrand. Nous sommes dans les premiers mois du quinquennat, pour l’un de ces dîners organisés à l’Élysée dans le plus grand secret.

Autour du président, des ministres, des élus, des responsables de parti, la géographie varie au fil des crises, des remaniements, des moments politiques. Ces rendez-vous ne figurent dans aucun agenda, n’obéissent à

aucun protocole. Sinon qu'il faut arriver à 20 h 30 et que l'hôte a au moins une demi-heure de retard. Cette fois, pourtant, le président est à l'heure. Ferrand a mal anticipé, mais ne se laisse pas démonter. « Je serai à l'heure le jour où le président le sera », rétorque le député du Finistère. Édouard Philippe et Bruno Le Maire, petits nouveaux en Macronie, regardent leurs fruits de mer.

Le temps du président n'est pas celui des autres. Le 12 novembre 2019, Valérie Lelonge, la secrétaire particulière d'Emmanuel Macron, qui le suit depuis Bercy, envoie un SMS à Richard Ferrand : « Le président aimerait que vous veniez dîner à 20 h 30 précises. » Ce dernier mot fait sourire le destinataire et il tombe mal, ce soir-là, en tout cas, car Ferrand va au théâtre du Petit Montparnasse voir la pièce de Jean-Noël Jeanneney, *L'Un de nous deux*, le récit de la captivité commune de Léon Blum et Georges Mandel. Président de l'Assemblée nationale depuis septembre 2018, Ferrand a permis la représentation d'une version de travail de la pièce, le 18 juin 2019. Sans décor, sans costumes, de plain-pied avec les spectateurs, le texte était dit par les deux acteurs, Christophe Barbier et Emmanuel Dechartre. Quelques mois plus tard, en novembre, Ferrand veut profiter du spectacle dans sa complétude.

La pièce finit à 20 h 20, aller du quartier de la Gaîté à la rue du Faubourg-Saint-Honoré, en voiture, est jouable à quelques minutes près. À peine installé dans son fauteuil de théâtre, le président de l'Assemblée reçoit un nouveau message de Valérie Lelonge : « Venez à 20 h 15. » Impossible, répond-il. La secrétaire du président conclut prudemment, à propos de son patron : « Je ne le lui dis pas, parce qu'il va râler. » Il est 20 h 37 quand Ferrand rejoint Emmanuel et Brigitte Macron. « Ben alors », lui dit le président en regardant sa montre. Ferrand appelle Blum et Mandel à la rescousse et désamorce la mauvaise humeur en racontant la pièce.

Le patron des députés n'est pas seul à souffrir. Le 20 janvier 2020, Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, épanche son inquiétude : « Combien de temps cela va-t-il durer ? » soupire-t-il, alors que le président de la République prend la parole devant les patrons du monde entier, réunis pour la troisième session de Choose France, sommet de l'attractivité française. Réponse : quarante minutes. À l'échelle du potentiel macroniste, c'est peu. Le problème ce sont les questions, le chef de l'État

les prend par paquet de trois ou quatre. Il y répond si longuement qu'au bout d'un moment le cliquetis de la vaisselle de Versailles couvre son propos. Les ministres présents écoutent attentivement, comme s'ils avaient besoin de s'informer.

Malgré trois années d'exercice du pouvoir, Emmanuel Macron produit toujours des discours trop copieux, il veut toujours tout dire, tout expliquer. Quand le président doit prononcer une allocution, le texte est toujours modifié à la dernière minute, y compris sur le prompteur, y compris quand il est trop tard pour corriger le prompteur : on a vu le chef de l'État intervenir avec un paquet de notes en désordre devant lui. Ce n'était pas un truc de com', seulement la traduction de sa maladie chronique. Le 16 mars 2020, son adresse aux Français, celle qui annonce le confinement, dure vingt-cinq minutes. Dans le même exercice, le même jour, celle de Mark Rutte, chef du gouvernement néerlandais, tient en onze minutes.

Faire court. Ceux qui s'époumonent à ce conseil commencent – un peu – à être entendus. Emmanuel Macron lui-même dit qu'il faut serrer la rédaction, y aller à la serpe. Sa serpe est un couteau en plastique. Le 14 juin, il prononce sa quatrième adresse aux Français depuis le début de la crise sanitaire. Il fait moins de vingt minutes. Une performance pour lui, cinq minutes de moins que pour le premier exercice du genre.

Quand il honore les morts, bénévoles de la Société nationale des sauveteurs en mer, policiers tués par un terroriste islamiste à la préfecture de police de Paris ou secouristes victimes d'un accident d'hélicoptère, le phrasé ralentit – cent mots à la minute. Depuis le départ de Sylvain Fort, une nouvelle plume, normalienne aussi, prépare les discours. Jonathan Guémas rédige une première version. Le président la lit, la relit, la scande. Comme en musique, les pauses et les silences comptent autant que les mots.

Parfois, c'est lui qui appuie sur le bouton fatal. Dans la nuit du 9 au 10 mai 2019, dans le nord du Burkina, Cédric de Pierrepont et Alain Bertoncello, membres d'une unité d'élite de la marine, récupèrent deux Français enlevés au Bénin. Les deux militaires y laissent leur vie. Dans le discours d'hommage d'origine, il était écrit : « Ce n'est pas un sacrifice, non. C'est le sens même de l'engagement. La part tragique de la mission. Et vous le saviez. » Le président a ajouté : « Et avec vous, je le savais. » C'est lui qui a ordonné l'opération.

Le temps est la matière première de la politique. Celui que l'on choisit est perturbé par celui que l'on subit. Le premier a été pensé par Macron : il veut agir vite parce qu'il sait que les résultats sont longs à venir, d'où la boulimie réformatrice des premiers temps du quinquennat. Avec l'espoir de résultats pour 2022. Le second, le temps subi, fracture le mandat. Deux crises exceptionnelles bouleversent l'ordre programmé. Emmanuel Macron déploie son énergie à absorber ces événements pour les raccorder à son récit. Peu importe qu'elles en révèlent les faiblesses, il s'en sert comme d'un tremplin. « Le plan de relance [annoncé le 3 septembre pour répondre aux conséquences économiques de la crise sanitaire] est un plan de reconstruction et de transformation, dit le président, pour forger la France dans dix ans, de manière opportuniste, pour rebondir[2]. »

Profiter de la crise comme d'une opportunité, selon cet anglicisme caractérisé… Les quinquagénaires et plus se rappellent avoir entendu cela, le 22 février 1984, dans la bouche d'Yves Montand pour l'émission « Vive la crise ! ». Sur le ton d'un élégant cabotinage, l'acteur dénonçait l'irréalisme économique, les privilèges et les râleurs. Antenne 2, l'ancêtre de France 2, faisait le lit idéologique de la future pensée unique, réforme du modèle social, innovation, nouvelles technologies. Les héros s'appelaient Annette Roux, PDG de Bénéteau, constructeur de bateaux et… Philippe de Villiers, audacieux entrepreneur associatif, créateur du spectacle *high tech* du Puy du Fou.

À l'époque, Emmanuel Macron boit du chocolat chaud chez sa grand-mère en dévorant des livres. Il est âgé de six ans. Il ne sait pas encore qu'il va puiser ses convictions dans cette matrice, proche de la fondation Saint-Simon, dont Michel Albert, le concepteur de l'émission, est membre. Il ne sait pas encore qu'il va s'inspirer de l'émission « Vive la crise ! » pour accoucher en permanence de nouveaux mondes. Il ne copie pas l'émission sur le fond, mais sur la méthode : profiter de la crise pour défier le destin. Les Grecs parlent de *kairos*, ce moment de bascule où tout devient possible. Ils le représentent par un jeune dieu ailé, passant si vite qu'il faut l'attraper en saisissant la touffe de cheveux sur son crâne. En 2017, le candidat Macron avait réussi à décrocher le pompon au premier tour de manège. Il a envie de s'offrir un second tour.

Dîner d'adieux

À la fin d'avril 2020, un débat agite la majorité. Faut-il donner plus de temps aux députés pour débattre avant de voter le plan de déconfinement ? Le Premier ministre ne le veut pas, il souhaite aller vite. Le président de la République est de l'avis contraire. Divergences compréhensibles. Ce qui l'est moins, c'est que le chef de l'État fait savoir sa position par SMS à des journalistes. Étalant sur la place publique ce qu'il prend jalousement le soin de garder secret. Il déteste faire la cuisine en plein air…

Quelques jours plus tard, le 6 mai, un dîner informel se tient à l'Élysée. Le format de ces agapes varie. Ce jour-là, Richard Ferrand (président de l'Assemblée nationale), Marielle de Sarnez (vice-présidente du Modem), Stanislas Guerini (LREM), Philippe Grangeon, conseiller spécial à l'Élysée, Alexis Kohler, le secrétaire général, Gilles Le Gendre (groupe LREM), Patrick Mignola (groupe Modem) sont présents.

Le repas se déroule dans la salle des fêtes, suffisamment spacieuse pour maintenir l'espace de un mètre entre les convives. Comme d'habitude, le Premier ministre est assis face au président. L'entrée est servie, mais personne ne touche à son assiette. Emmanuel Macron ouvre la séance, bronzé, très en forme. « Je voudrais apporter un démenti formel à une prétendue dégradation de mes relations avec le Premier ministre. Il a toute ma confiance, nous travaillons la main dans la main. »

C'est du classique, la réponse à la polémique née quelques jours plus tôt. Tout le monde écoute poliment, sans plus. Et soudain, le ton du président change. Il se fait plus personnel, un registre dont il n'est pas coutumier. « Quelqu'un peut-il imaginer la relation que j'ai nouée avec le Premier

ministre depuis trois ans ? Nous ne nous connaissions pas. Nous étions tous deux des nouveaux venus. Nous avons appris à nous apprécier, à constater nos goûts, à travailler ensemble. Lui comme moi nous sommes heureux et fiers. Nous l'avons fait pour la France, nous y avons trouvé une forme d'épanouissement personnel », finit-il dans un grand sourire à son voisin d'en face, Édouard Philippe.

La tirade est longue, l'écoute n'est pas que de politesse. Enfin, le président cesse de parler. Tout le monde attend la réponse du Premier ministre, il va remercier à son tour, dire, lui aussi, le climat de confiance de ce duo exceptionnel, son plaisir, la qualité de leurs échanges, etc. Bref, la litanie convenue. Les secondes passent, le silence s'incruste, Édouard Philippe ne dit rien. Emmanuel Macron en est déstabilisé, il reprend la parole… pour souhaiter bon appétit.

Chacun plonge dans son entrée, dans un bruit excessif, comme s'il fallait casser la gêne. Emmanuel Macron vient de dire ce qu'il faudra dire de sa relation avec le Premier ministre le jour où elle aura cessé. Il donne le mode d'emploi de la rupture et, de fait, il l'annonce. Édouard Philippe ne lui fait pas le cadeau d'adhérer à ce récit. Il ne veut pas partir, il aime ce qu'il fait, il a envie de continuer.

Qui connaît Édouard Philippe, ce maire du Havre, de droite, que Macron choisit pour Premier ministre en 2017 ? Certainement pas Richard Ferrand, alors député socialiste, parmi les premiers marcheurs. Pendant la campagne, rue de l'Abbé-Groult, avant le premier tour, on lui annonce un soir : « On va voir Édouard Philippe. » « C'est qui celui-là ? » interroge-t-il.

Édouard Philippe est tout aussi surpris de voir Ferrand. Il est en contact avec l'équipe Macron. Philippe Grangeon, DRH officieux du candidat, l'a rencontré, pour de premiers échanges. Il lui a proposé de passer au stade supérieur, le rendez-vous avec Emmanuel Macron et Alexis Kohler, ex-directeur de cabinet du ministre de l'Économie, à Bercy.

Pour plus de discrétion, l'entretien d'embauche est entouré de précautions. Édouard Philippe emprunte le parking de l'immeuble et l'ascenseur qui mène directement au bureau de Macron, rue de l'Abbé-Groult, dans le 15ᵉ arrondissement parisien. Le lieu a été choisi comme QG pour cette raison.

Quand Philippe Grangeon voit que Richard Ferrand et Gérard Collomb, le maire de Lyon, rallié très tôt au futur candidat, se joignent à la séance, il

s'inquiète. Ils n'étaient pas prévus au programme. Édouard Philippe n'est pas informé de leur présence. Or elle change la nature du rendez-vous. Interrogé par Grangeon, Macron assume : « Je veux avoir l'avis de tout le monde. » Édouard Philippe ne se laisse pas démonter par ce jury imprévu.

Qui connaît le Premier ministre ? Certainement pas le président qui l'a nommé. En trois ans, les deux hommes n'ont pas noué de relation personnelle. Leurs déjeuners du lundi se déroulent en présence de leurs bras droits respectifs. Leurs tête-à-tête sont rares. « Il y en a eu une demi-douzaine », confirme l'entourage de l'ex-Premier ministre.

Aucun des deux n'a cherché à se rapprocher de l'autre. Aucun des deux n'estime en avoir besoin. Macron fait confiance, Philippe est loyal. Mais il n'est pas macroniste. Il n'adhère pas à En marche !, le parti du président, le principal parti d'une majorité dont il est le chef : quand on a créé l'UMP avec Alain Juppé, on a eu son saoul d'émotion politique, on a du mal à goûter une autre aventure.

Édouard Philippe n'est pas macronien, non plus. Il n'a pas rejoint Telegram, la messagerie choisie très tôt par les lanceurs d'En marche !, parce que réputée ultra-sécurisée. Il ne fait pas la bise aux garçons.

Macron sent cette distance. Il n'est pas du genre à la franchir. Ni à contredire son Premier ministre. Il le laisse décider de la limitation de vitesse à 80 km/h. Il le laisse reprendre une proposition de loi sénatoriale pour lutter contre les casseurs quand, début 2019, la France est sidérée par la violence des gilets jaunes. Le chef de l'État est opposé à certaines dispositions de ce texte, que son ami François Sureau cloue au pilori dans une retentissante interview au *Monde.* Plutôt que d'affronter l'autre tête de l'exécutif, Macron laisse passer le vote de la loi et saisit le Conseil constitutionnel.

Quand la crise sanitaire creuse les différences entre les deux hommes, Alexis Kohler s'emploie à lisser les aspérités. Il justifie auprès de Macron l'envie de politique de Philippe : le Premier ministre fait campagne pour les municipales au Havre, il veut exister, c'est bien normal.

Paradoxe, l'habileté politique d'Édouard Philippe donne au chef de l'État le courage de couper : « L'énergie d'Édouard Philippe à se maintenir a décapsulé quelque chose chez le président, dit Sylvain Fort. Il y avait une lassitude chez lui, il sentait que les circuits étaient inversés, qu'ils étaient forts à Matignon et que lui était tiré vers le bas. » Alors Macron a fait

comprendre que la question n’était plus celle de l’épaisseur de la feuille de la cigarette entre eux. Il a décidé de fumer une nouvelle cigarette.

15.

Un otage à l'Élysée

Le 25 février 2020, Benoît Ribadeau-Dumas reçoit des visiteurs à Matignon. La crise sanitaire prend de l'ampleur et, déjà, on commence à estimer les dégâts économiques. « Ça me les bouffe de voir qu'on va se payer le coronavirus alors qu'on a de bons résultats économiques », lance le directeur du cabinet du Premier ministre. Il parle dru, l'homme qui tient les rênes de l'État au côté d'Édouard Philippe, mais il prend les choses à cœur. Il pense au taux de chômage que l'exécutif pouvait espérer réduire à 7 % avant l'irruption du fichu virus. Il ne sait pas encore que la réforme des retraites va recevoir un petit coup dans l'aile. À ce moment-là, Matignon se bat au Parlement, quelques jours plus tard, le Premier ministre va user du 49-3 pour faire adopter la réforme. Et cherche un compromis avec les syndicats. Le ton est conciliant, en particulier avec la CFDT.

Quelques mois plus tard, la France déplore plus de 700 000 suppressions d'emplois et affiche une récession autour de 10 %, la réforme des retraites n'est pas abandonnée, mais va être remise en chantier. Benoît Ribadeau-Dumas a quitté Matignon avec Édouard Philippe, le 3 juillet. Ce jour-là, le Premier ministre sortant lui rend un hommage discret, mais clair, parlant de ce « cabinet remarquablement dirigé ». Emmanuel Macron lui-même appelle Benoît Ribadeau-Dumas après qu'il a cessé ses fonctions pour le remercier.

Depuis le début du quinquennat, l'influence de ce directeur de cabinet est scannée par la majorité. On reconnaît à ce conseiller d'État, qui a beaucoup vécu en entreprise, une intelligence et une loyauté hors norme. Il a beau être haut fonctionnaire d'origine, c'est un excellent gestionnaire d'hommes. Rigoureux, compétent, bosseur. On lui reproche sa rigidité technocratique, son manque d'imagination et de s'être fait greffer une calculette dans le

cerveau. Lui-même s'amuse à se caricaturer. En privé, il lui arrive d'agiter frénétiquement la tête pour imiter une machine dont les chiffres défilent à toute vitesse.

De mai 2017 à juillet 2020, Édouard Philippe et son directeur de cabinet, Emmanuel Macron et son secrétaire général, Alexis Kohler, déjeunent ensemble tous les lundis. À 15 heures, Benoît Ribadeau-Dumas est de retour à son bureau. À 16 heures, chacun dans l'équipe du Premier ministre sait ce qu'il doit faire. Ça déroule, ça délivre, ça roule et Macron aime ça.

Très vite, ce quatuor incarne un gouvernement des technocrates, enfermés sur eux-mêmes, coupés du pays. Très vite, on désigne la tête pensante, Ribadeau-Dumas qui tient tout le monde sous sa coupe ; et la victime, Emmanuel Macron, lui si transgressif, si intuitif, malheureusement prisonnier de cette bande des trois.

La réalité est un peu différente : Emmanuel Macron n'est l'otage de personne sinon de lui-même. Il le dit, d'ailleurs. Quand on vilipende son entourage, il s'agace et répond : « Tu exagères, c'est moi qui décide. » C'est vrai et, longtemps, cette situation lui convient. Il a besoin d'un Alexis Kohler, sécurisant, calme, pas du genre à craquer sous la pression, surveillant rigoureux de la bonne marche des choses. Kohler est là pour « faire entrer les marcassins dans le camion », selon une expression que Macron aime bien utiliser. Entre les deux hommes qui travaillent ensemble depuis 2014, l'amitié et la complicité font de Kohler la personne qui, après Brigitte Macron, connaît le mieux le président. Le soir, le président dîne avec sa femme, puis retrouve son bras droit pour travailler.

L'autre couple, celui de Matignon, est aussi fusionnel, et plus : Édouard Philippe se repose sur son bras droit davantage que Macron sur le sien, car le président aime bien faire les choses par lui-même. Alexis Kohler s'entend à merveille avec le tandem.

Le quatuor fonctionne bien. Les rendez-vous du lundi rythment la vie de l'exécutif : l'équipe de l'Élysée – dont plusieurs conseillers sont partagés avec le Premier ministre – fait remonter les sujets le vendredi. Le chef de l'État y travaille durant le week-end.

Macron s'est doté d'un Premier ministre juppéiste parce que cela parle à une part de lui. « En apparence, le juppéisme n'est pas très éloigné de ce

qu'Emmanuel Macron veut faire sur le fond, explique Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes. Une différence majeure tient au style et à l'ambition. Les juppéistes disent : faites-nous confiance, on sait gérer l'État, on n'est pas intéressés par l'argent, on est des moines-soldats. Alors que le macronisme, c'est : on va changer le système, on va casser les rentes, faire bouger l'administration, donner leur chance aux jeunes, aux vieux. »

Dans la pratique du pouvoir, le Macron de l'action l'emporte sur le Macron de la transgression. Il se range souvent à l'avis des trois autres membres du quatuor. À la veille d'un important discours d'Édouard Philippe sur la réforme des retraites, lors d'un dîner à l'Élysée, le 10 décembre 2019, la question d'introduire un âge pivot pour le départ à la retraite fait débat. François Bayrou, Christophe Castaner, Richard Ferrand, Philippe Grangeon et Gilles Le Gendre allument les warnings, parce qu'ils savent les syndicats arc-boutés contre cette mesure. Le chef de l'État les rabroue. Il est sensible aux arguments du Premier ministre : peut-on créer un nouveau système sans s'occuper de son équilibre financier ? Pour Édouard Philippe, tenir les comptes du pays fait partie du contrat social, ce n'est pas une obsession de chef de bureau de Bercy. Il est convaincant.

« Le président a deux visages, note un proche conseiller, il y a le *campaigner* [le militant], mais aussi le techno qui a embarqué cette culture avec lui à l'Élysée et que les trois autres mobilisent. » Dans certaines réunions, avec des conseillers, Emmanuel Macron veut montrer qu'il connaît les sujets mieux que ceux qui en sont chargés. Politique avec les politiques, techno avec les technos. Un caméléon.

Pourtant, les couleurs, il ne les voit pas forcément comme les autres. Il lui arrive de demander du vert, on lui apporte du vert, mais ce n'est pas la nuance qu'il souhaitait. Ses commandes sont souvent elliptiques, alors le Premier ministre cherche à les rationaliser. Il le fait à sa manière. Lui, le président, pense que ses orientations valent instructions. Souvent, des réunions se terminent par : « Vous avancez comme ça. » L'équivalent du : « On fait comme on a dit » qu'on entend souvent en entreprise. Du coup, c'est le Premier ministre qui emporte implicitement l'arbitrage.

Longtemps, tout se passe bien parce qu'Édouard Philippe est loyal, qu'il est un champion de l'évitement, que Macron n'est pas un boxeur. Le

résultat final ressemble à ce qu’il veut. Enfin, à peu près. Peu à peu, le chef de l’État comprend qu’il n’est pas le chef de l’administration, que son cabinet a beau être fourni, les clefs du pouvoir sont, institutionnellement parlant, à Matignon.

Ancien secrétaire général adjoint à l’Élysée, Emmanuel Macron sait bien ce que sont les RIM, ces réunions interministérielles dirigées par le directeur du cabinet du Premier ministre avec les collaborateurs des ministres concernés par un sujet. Elles sont un rouage essentiel de l’action de l’exécutif, lieu de coordination gouvernementale, dont sortent des décisions validées par le Premier ministre.

L’inflation des RIM est un mal endémique. Dès son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron le dénonce. « Je suis contre la culture des RIM, ne cesse-t-il de répéter, c’est une machine à absorber l’ambition des réformes. » En vain. Les ministres aussi s’en plaignent. « Mon directeur de cabinet se rend trois ou quatre fois par jour à Matignon, racontait Olivier Dussopt quand il était secrétaire d’État à la Fonction publique, il lui arrive de se faire remplacer, mais de l’autre côté de la Seine, on n’aime pas cela. » Alors les visioconférences ont commencé, bien avant que la Covid-19 les rende indispensables, surtout quand le rendez-vous est programmé à 22 heures. La fatigue, grande ennemie du pouvoir… Dussopt poursuit : « J’ai dit à Édouard Philippe : tes gars, ils sont épuisés, qu’ils prennent une bonne cuite, et mettent la tête à l’envers, ça remet les idées en place. » Le Premier ministre sourit…

Le président rit moins. À Quimper, en juin 2018, il propose de faire de la Bretagne un laboratoire de décentralisation, tranche en matière de transport ferroviaire, décide d’un plan d’investissement agricole, etc. Les choses sont claires. Pourtant, Benoît Ribadeau-Dumas organise une RIM, sur le thème : « Le président a dit cela, on regarde. » Normalement, quand le président dit, on fait. Même scénario en décembre 2018. Deux jours après les annonces présidentielles en réponse au mouvement des gilets jaunes, une réunion technique se tient pour les mettre en pratique. Y assistent les directeurs de cabinet de Bercy, du Travail et des Solidarités, avec des chefs de bureau. Ces derniers demandent une RIM. Qui ne rime à rien dans le cas d’espèce, car la commande présidentielle est explicite. Les directeurs de cabinet des ministres s’y opposent.

Les grincements dans le quatuor apparaissent au moment de la crise des gilets jaunes. Son Jiminy Cricket, cette part d'intuition et de bon sens, réveille Emmanuel Macron. Il a repéré la vidéo de Jacline Mouraud, alors qu'elle circule encore à bas bruit, et son cri du cœur : « Qu'avez-vous fait de notre pognon ? » lancé contre la politique anti-bagnole du gouvernement. Macron demande à Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à l'Écologie, d'y apporter une réponse. La vidéo est mise en ligne le 4 novembre. Elle a moins de succès que celle de l'égérie des gilets jaunes.

À la fin du mois, la force du mouvement convainc le président de renoncer à la hausse de la taxe carbone, le point de départ de la révolte. Édouard Philippe veut la maintenir. Une partie de l'entourage présidentiel plaide pour l'abandon, comme Jean-Marc Borello, le patron du groupe SOS, Philippe Grangeon et Muriel Pénicaud, ministre du Travail, sur le mode : taxer le gazole n'est pas consubstantiel au macronisme, nous avons mieux à faire avec la réforme des retraites. Emmanuel Macron est sur le point de leur donner raison, dans un discours sur la transition énergétique, le 27 novembre 2018, mais au dernier moment, il se laisse convaincre par ses trois technos. Il impose finalement sa décision le 6 décembre, obligeant le Premier ministre à annoncer un renoncement à la hausse et non un simple moratoire.

Les divergences apparaissent au grand jour durant la crise sanitaire. Il arrive au président de dire : « Je suis en train de me faire bouffer par les technocrates. » Macron l'intrépide et Philippe le prudent sont en désaccord sur tout ou presque. La décision de déconfiner à partir du 11 mai, Philippe est contre ; et encore, cette date est déjà une concession à son Premier ministre, car le président voulait la fixer au 4 mai. Une circulaire prévoyait le confinement des personnes âgées. Macron est contre, mais au lieu d'aborder le sujet en Conseil de défense, il fait un communiqué pour le dire. Une fois publique, la décision ne peut plus être discutée. C'est aussi le président qui tranche en faveur de l'ouverture des lieux de culte. Il l'écrit à Éric de Moulins-Beaufort, président de la conférence des évêques de France, pour le lui signifier avant que le Conseil d'État arbitre en ce sens. Ce sont d'autres associations qui font un recours devant le Conseil d'État, pas les évêques. Emmanuel Macron pousse aussi le ministère de l'Intérieur à la création d'un numéro vert pour les EHPAD et les hôpitaux afin que les familles puissent contacter leur culte en cas de décès.

Cette accumulation d’énervements finit par l’emporter sur le confort des habitudes. Il est des couples qui s’engueulent, mais ne se séparent pas. Il en est qui ne se disputent jamais, mais finissent par se quitter. En changeant de Premier ministre, en cassant le quatuor, Emmanuel Macron s’échappe d’un système dont il faisait partie. C’est aussi une victoire sur lui, contre lui.

Le premier des macronistes

Philippe Grangeon est un homme de la lenteur. Le 9 septembre 2019, le président réunit quelques collaborateurs à l'Élysée, dont ce conseiller spécial. Le temps passe, il est bientôt midi, heure à laquelle Emmanuel Macron reçoit Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT. Grangeon parle, sans souci de l'horloge, certains s'impatientent, lui développe sa pensée. Le sujet, la situation de La République en marche, lui tient à cœur. Laurent Berger peut bien attendre.

En septembre 2020, le conseiller quitte son poste. Il l'aura occupé dix-huit mois. Avant d'entrer officiellement à l'Élysée, il conseillait déjà Macron. Depuis qu'il a quitté le palais, il le conseille toujours. À soixante-trois ans, il a voulu prendre sa retraite, mais dès que le président appuie sur un bouton, il répond…

Grangeon est un homme dur. Et un affectif. Capable de virer les gens en un quart d'heure – il a été dirigeant d'entreprise, incapable d'empêcher ses sentiments. Seule la pudeur lui permet de les enfouir. Le 21 novembre 2017, Emmanuel Macron lui remet les insignes de chevalier de la Légion d'honneur.

À l'Élysée, un tour d'horizon des participants raconte sa vie : Bertrand Delanoë (il le soutient aux municipales de 2001) et Nicolas Revel (un ancien de la Ville de Paris), Nicole Notat (il a été le conseiller de l'ex-secrétaire générale de la CFDT), Robert Zarader (il est ami de ce consultant proche de Hollande comme lui), Paul Hermelin (qui le met en relation avec Dominique Strauss-Kahn puis l'embauche à Cap gemini), et toute la Macronie : Jean-Marc Borello, Bariza Khiari, Gérard Collomb, Benjamin

Griveaux, Clément Beaune, Richard Ferrand, François Patriat, Christophe Castaner. Et Brigitte Macron.

En parlant de son conseiller, le président révèle des bribes de lui-même : « Quand je doutais, fugacement, les premiers jours, ou les premières semaines, peut-être les premiers mois, dit-il, […] je guettais quelques regards, quelques approbations et *in petto*, je peux le confirmer devant ce parterre d'amis, si lui pense que c'est peut-être possible, c'est que ça doit l'être. Si lui pense que c'est sur la crête de cette ligne éthique, parce que j'ai bien évidemment eu des tempêtes sous un crâne, pour savoir s'il fallait le faire ou pas […], il fallait quelque jugement qui s'exerce. Celui de Philippe Grangeon en faisait partie. » L'expression orale est un peu tarabiscotée, mais on comprend que l'avis de Grangeon, ça compte.

Le décoré écoute, immobile dans son costume gris, cravate rose, la tête baissée, les mains croisées l'une sur l'autre. Difficile de composer la bonne attitude sous le poids de l'éloge. Macron récompense un personnage essentiel de son quinquennat. Un social-démocrate, militant de la deuxième gauche qui cherche, avec Macron, ce qu'il avait cru trouver auprès de Dominique Strauss-Kahn, puis de François Hollande.

Grangeon s'assume à gauche, tout en pensant qu'elle peut faire un bout de chemin avec la droite. Le fameux dépassement. Il veille à l'équilibre. Au moment du décès de Jean Daniel, la question d'un hommage national se pose. Qui connaît encore cette grande figure, créateur du *Nouvel Obs* ? Grangeon fait valoir qu'on a honoré Jean d'Ormesson. Jean Daniel est son pendant à gauche.

Il tient très tôt le rôle de DRH de la Macronie. Tous les candidats à un poste, politique ou pas, passent à son crible. Il convainc Emmanuel Macron de mettre Richard Ferrand à la tête d'En marche !, à l'été 2016. Il faut quelqu'un pour inspirer confiance en politique, de même que Jean Pisani-Ferry est recruté pour crédibiliser le programme économique du candidat. Il fait tester Ferrand à l'oral : le député PS est l'un des intervenants du meeting de la Mutualité, le 12 juillet 2016.

Avant le premier tour et dans l'entre-deux, Grangeon audite Édouard Philippe à plusieurs reprises. Il ne le connaît pas. Nicole Notat et Bertrand Delanoë lui en ont dit du bien. C'est un bon passeport. Il rencontre les politiques, tente de démêler les situations électorales difficiles.

Philippe Grangeon n'est ni un gourou, ni un *spin doctor*. Il n'occupe pas le cerveau de Macron. « Emmanuel Macron est un personnage hybride, il faut l'accepter, dit-il. Personne n'en est propriétaire. » Il faut voir ce conseiller comme un homme d'influence qui cherche à infléchir le quinquennat vers ce en quoi il croit. Le collectif, le rôle de ce parti, La République en marche, qu'il couve comme un nouveau-né, la relation avec les partenaires sociaux. Dès le début du quinquennat, il mesure les risques d'un isolement, Macron, seul au milieu de l'arène, face aux Français.

Il défend le macronisme des origines, celui de l'écoute et de la bienveillance. Il veut préserver le candidat du président. À Matignon, un autre homme s'emploie au chemin inverse. Benoît Ribadeau-Dumas, directeur du cabinet d'Édouard Philippe, veut protéger le président du candidat. Ces deux planètes n'auraient jamais dû se rencontrer.

Pour tempérer le poids de la technocratie, le conseiller spécial insiste sur l'importance des dîners à l'Élysée, parce que l'on y parle politique, que des sensibilités diverses s'expriment. Il plaide pour la présence d'Édouard Philippe à ces repas. Au tout début, seuls les grognards du macronisme se retrouvaient. Il plaide pour que le Premier ministre adhère à En marche ! Mais Philippe ne veut pas et Macron s'en moque.

Il est lucide sur le déroulement du quinquennat : « La dynamique politique et symbolique de l'acte II n'a sans doute pas été assez forte. Le Premier ministre fait une déclaration de politique générale impeccable le 12 juin 2019, pas une voix de la majorité ne manque, mais dans la durée, l'exécutif n'en fait pas sa boussole permanente. Désormais, l'acte III, celui de la Covid-19, est une feuille blanche, notamment parce que les résultats économiques obtenus depuis le début du quinquennat sont abîmés. Les Français doutent que le président soit attaché au modèle social français, peut-être parce qu'ils ont le sentiment que la promesse d'écoute et de bienveillance n'est pas toujours au rendez-vous. Emmanuel Macron doit faire la démonstration qu'il faut tout changer pour que rien ne change. »

Grangeon fait partie de ces aînés dont Emmanuel Macron admire la liberté et le parcours. Quand le magazine *Les Échos* consacre sa une au conseiller de l'ombre, en mars 2018, le président lui dit : « Il est chouette, ce papier. » Quand Grangeon est attendu comme conseiller à l'Élysée, Brigitte Macron le presse d'arriver. Elle trouve qu'il apaise son mari. « J'aime beaucoup Philippe Grangeon, dit-elle. Il est très complémentaire

d'Emmanuel. Il comprend très bien ce que le président veut faire, même s'il lui arrive de ne pas être d'accord. » Le dépassement, Grangeon sait ce que c'est.

16.

Les meubles et la poussière

Quand il devient ministre du gouvernement d'Édouard Philippe, en mai 2017, Jacques Mézard lance un avertissement à son cabinet : « Ce que je vais signer va s'appliquer à des gens. » Le politique décide de la vie des autres, les lois peuvent aider ou nuire. « Le peuple ne supportera pas durablement ce qui se passe », poursuit-il. Dix-huit mois plus tard, la France éclate d'une colère jaune. Entre-temps, Mézard a quitté le gouvernement, il est redevenu sénateur du Cantal, puis membre du Conseil constitutionnel et, à soixante-douze ans, se repasse le film des quarante dernières années. Pour rallier Paris depuis son département, il faut désormais quatorze heures. Avant, c'était onze heures. Le progrès fait rage.

Dans le temps, Paris c'était la province, en pis ou en mieux, et *vice versa* : il y avait une différence de degré entre la capitale et les départements, pas de nature. Aujourd'hui, ces deux planètes n'appartiennent plus au même système. Les Parisiens sont toujours aussi désagréables, mais les provinciaux sont devenus agressifs, ils s'énervent pour un rien, la queue aux caisses des supermarchés, la place de parking, le mec qui parle fort au téléphone, comme si une rage sourde avait besoin de ces tracasseries du quotidien pour exulter.

La route rend fou. Ces tronçons en ligne droite, vitesse imposée à moins de 30 km/h et impossible de doubler. Cette limitation à 80 km/h, tombée de l'Olympe parisien, puis corrigée. Aujourd'hui, dans le Puy-de-Dôme, on conduit toujours à 80 km/h ; en Corrèze voisine, on remonte à 90 ; dans le Lot contigu, on revient à 80 ; dans le Cantal, on repasse à 90. Avocat de métier, Jacques Mézard se fait défenseur des territoires fragiles. Emmanuel Macron l'a repéré quand il était ministre de l'Économie. Il invite à dîner le

chef de file des radicaux au Sénat, avec son groupe. On bataille autour du sort des tribunaux de commerce.

Le 12 juillet 2016, Macron siège au banc des ministres, au Sénat. Il se tourne vers Jacques Mézard, juste derrière lui : « Je fais une réunion à la Mutualité ce soir, tu viens ? » Réponse : « Non, je voudrais être sûr que tu n'es pas un diverticule de François Hollande. » Protestations de l'ancien collaborateur du président de la République : « Tu vas voir, je vais démissionner juste après. » Il ne le fera pas en raison de l'attentat qui frappe Nice, le 14 juillet, mais plus tard, le 30 août.

Mézard est enrôlé, le voilà ministre de l'Agriculture, puis de la Cohésion des territoires. Il poursuit ses observations sociologiques, là où il est. Paris/province, la capitale/le local, les politiques/l'administration. Un jour, un membre de son cabinet lui rapporte cette phrase entendue d'un fonctionnaire du ministère : « Nous sommes les meubles et vous n'êtes que la poussière. » Il n'a pas fini de la méditer.

La poussière, c'est inconsistant, ça s'en va et ça revient. Pschitt… Depuis mai 2017, le ministère de l'Intérieur a connu trois occupants ; celui de la Transition écologique, quatre ; comme les Affaires européennes et l'Agriculture. Seuls cinq ministères ont conservé leur titulaire, Jean-Yves Le Drian (Affaires étrangères), Florence Parly (Armées), Bruno Le Maire (Économie), Jean-Michel Blanquer (Éducation), Frédérique Vidal (Enseignement supérieur) et trois secrétariats d'État ou ministère délégué, Sophie Cluzel (Handicap), Geneviève Darrieussecq (Armées), Jean-Baptiste Lemoyne (Tourisme). Les politiques passent, les fonctionnaires restent. Ils ont leur petite idée sur ce qu'il convient de faire et surtout de ne pas faire. Avec eux, on ne change rien pour que rien ne change. N'a-t-on pas toujours fait comme ça ?

Au quai d'Orsay, les meubles rigolent. Ils sont là depuis le milieu du XIXe siècle. Alors, les ministres et même les présidents peuvent parler… Dans une récente interview à *L'Opinion*[1], Sylvain Fort, ex-conseiller à l'Élysée, constatait cette résistance passive : « Qu'il s'agisse des dépenses publiques, de politique étrangère ou des questions de sécurité, les promesses de campagne n'influencent plus beaucoup l'action d'un certain nombre de fonctionnaires. » Emmanuel Macron a pointé lui-même publiquement ces défauts, la mauvaise volonté de la diplomatie à appliquer sa politique de rapprochement avec la Russie.

La rengaine contre l'inertie administrative est vieille comme les manches de lustrine. Elle est justifiée quand elle n'est pas caricaturale. *A priori*, Emmanuel Macron semble éviter ce travers. Son expérience le porte même à inverser la critique. En 2012, tout nouveau secrétaire général adjoint à l'Élysée, il confie : « Les bons technos (il parle de lui), ils en ont marre de travailler pour de mauvais politiques (il parle de ceux qui ont précédé Hollande). »

Passé de l'autre côté de la barrière, il endosse les habits du politique et prend à son compte le procès instruit contre la fonction publique. Ce qui est étonnant, c'est qu'il le fait *urbi et orbi*. Tantôt c'est ce dernier kilomètre qu'on a du mal à accomplir pour que les décisions touchent le citoyen, tantôt c'est l'État profond – le Quai d'Orsay – qui décrédibilise la parole du président de la République, tantôt c'est la concentration à Paris qui provoque thrombose et aveuglement. À force de lamentations, Macron finit par ressembler à un chef d'État arabe, jamais responsable de rien. Mais qui dirige l'administration ?

Ce n'est pas faute d'avoir réfléchi à cette question. En 2017, Emmanuel Macron est élu sur la promesse d'une transformation de l'organisation étatique, de ses méthodes, de son état d'esprit. Le sujet le passionne depuis longtemps. Il a développé une pensée de l'intérêt général en philosophie. Au sein de la revue *Esprit*, il travaille sur la réforme de l'État, publie un article à ce sujet, un autre sur l'université. Il connaît bien l'administration, il en a fait partie, il l'a contrôlée sur le terrain, du temps où il était inspecteur des finances. D'hôtels de la gare en bars des amis, il a posé sa valise dans la France administrative, en a étudié les natures humaines. Le soir, il s'amuse à faire le portrait de ces rencontres, avec ses copains de tournée. Il prend les choses avec légèreté, n'est pas polard sur les investigations financières de sa journée.

Plus tard, il théorise la bonne articulation entre politique et technique. Dans son interview à *L'Express* du 9 mars 2016, ministre de l'Économie, il explique : « Bien sûr, il faut maîtriser la technique, pour que les décisions prises deviennent réalité. Il faut donc le sens du pragmatisme, de "la réalité rugueuse à étreindre", comme disait Rimbaud ; en même temps, il faut le sens de l'idéal. Mais on a surinvesti une strate intermédiaire du discours politique, la strate technocratique, et c'est pour moi une erreur : revisser un

boulon ici ou là ne dit rien de l'endroit où nous voulons collectivement aller. »

Le sens de l'idéal, Emmanuel Macron l'occupe à 200 %. Il emballe les Français par le verbe, les transporte dans un récit. Au début du quinquennat, il conseille aux journalistes qui veulent comprendre son action de lire ses discours. Ils sont longs et souvent beaux, toujours dans l'emphase. Ils marquent les esprits, qu'ils en appellent à la raison ou à l'émotion, les hommages aux morts, aux héros. On ne le remarque pas encore, mais déjà il dit : « Plus rien ne sera comme avant. » Le syndrome de la page blanche, de l'éternel recommencement. Ces quelques mots présidentiels frappent, quand la crise sanitaire saisit le pays au vif. Ils s'exportent. Aux Beyrouthins, terrassés par l'explosion qui a ravagé leur ville lors de l'été 2020, le chef de l'État affirme sur Twitter : « Il y aura un avant et un après le 4 août. » Cela les touche. Les paroles sont des médicaments quand on n'a rien d'autre à offrir. Mais dans le pays qu'Emmanuel Macron dirige, on attend que le rêve devienne réalité.

On est heureux d'avoir un président qui parle si bien. On se réjouit qu'il connaisse l'administration de l'intérieur. Il pourra la maîtriser. D'autant qu'il est soucieux de l'exécution des réformes, jusqu'à l'obsession. Quand il est élu, il sait où il veut aller et comment. Une administration renouvelée, avec des directeurs motivés qu'il aura nommés. Un *spoil system* à la française. Pour obliger les ministres à mieux travailler avec les hauts fonctionnaires, il décide de réduire les effectifs des cabinets à dix personnes, à cinq pour les secrétaires d'État. Le quinquennat commence, il faut tenir les promesses.

Les bons conseils ne manquent pas. Michel Charasse, ancien conseiller puis ministre de François Mitterrand, décédé le 21 février 2020, était un soutien admiratif du candidat puis du président. Avec ce jeune chef de l'État, le grognard socialiste retrouve l'odeur du pouvoir. Il lui écrit de longues notes sur la politique, les institutions, le fonctionnement du Conseil constitutionnel où il siège jusqu'en mars 2019, sur l'administration. Durant la campagne, il dresse la liste des vingt postes dont il faut changer le titulaire dès l'arrivée au pouvoir. Parmi eux, le préfet de police de Paris, le directeur de la DGFIP (direction des finances publiques à Bercy) ou celui des affaires criminelles, à la Justice.

Rien de cela ne sera appliqué. En Conseil des ministres, les nominations du nouveau monde ressemblent à celles de l'ancien. Quand on a épuisé le stock des conseillers d'État, on passe à la Cour des comptes. Et on recommence. Il faut attendre janvier 2020 pour qu'un mouvement d'ampleur de préfets soit décidé. Et six mois plus tard, pour un autre, encore plus puissant. Le chef de l'État s'est personnellement impliqué dans ces choix. Le nouveau représentant de l'État en Corse, Pascal Lelarge, il l'a repéré lors de ses déplacements dans le Finistère. Juin 2018, entre une virée au pub Le Donegan – il regarde le match de Coupe du monde France-Pérou – et une rencontre avec les sauveteurs en mer, il observe ce préfet. Sa bonne impression se confirme en avril 2020, quand il rend hommage à ceux qui alimentent les Français en plein confinement, à Saint-Pol-de-Léon.

Mais la grande valse des directeurs d'administration centrale, promise pour le début du mandat, n'a pas lieu. Pourtant, les ministres fraîchement nommés avaient pour consigne de mettre ces hauts fonctionnaires sous surveillance durant six mois et d'en tirer les conséquences. Passé ce délai, les uns et les autres ont pris leurs habitudes. Difficile de se séparer. Les ministres, souvent néophytes, ont besoin de s'appuyer sur un terrain stabilisé ; la baisse des effectifs dans les cabinets renforce cette nécessité. Trois ans plus tard, Jean Castex, devenu Premier ministre le 3 juillet 2020, corrige cette règle, trop sévère.

Le remplacement bute aussi sur la difficulté à trouver des… remplaçants. Emmanuel Macron passe son temps à envoyer des textos à son carnet d'adresses : donne-moi des idées pour embaucher. Il a pensé que les meilleurs viendraient vers lui, mais Darwin fonctionne bien dans les livres de sciences, pas toujours en ressources humaines. Depuis longtemps, le service de l'État attire moins les têtes bien faites, la question de la rémunération n'y est pas pour rien, les allers-retours entre le public et le privé sont suspects et mal régulés. Ces questions ne sont pas traitées par la nouvelle équipe. Signe révélateur : la recherche d'un titulaire pour le poste de directeur général de la Caisse des dépôts, l'un des jobs les plus convoités de la République, a été compliquée.

En politique comme en amour, c'est le train-train qui tue. « Une politique est faite d'une succession de petites décisions. Quand elle n'est pas managée, elle tombe. » C'est Saïd Hammouche qui parle ainsi et son

parcours lui a appris les lois de la pesanteur. Fonctionnaire durant cinq ans, il quitte le public et fonde un cabinet de recrutement, Mozaïk RH, en 2007. Ce nom résume le projet, favoriser les embauches de toutes les couleurs. Dans ce qu'on appelle « les quartiers », il y a des diplômés talentueux. Saïd Hammouche est le genre de passeur que les puissants repèrent vite. En 2018, Emmanuel Macron, qui le connaît depuis Bercy, le nomme membre du Conseil présidentiel des villes, pour la politique des banlieues.

Il mesure le décalage entre les bons sentiments et la « réalité rugueuse ». « Tout le monde se fait dépasser par le quotidien, analyse-t-il. Julien Denormandie [ministre du Logement et de la Ville jusqu'en juillet 2020] fait partie de ceux qui ont de réelles convictions, mais ils étaient cinq dans son cabinet. » Il cite le cas de l'Agence nationale de la cohésion territoriale. Annoncée en juillet 2017, elle voit le jour en janvier 2020, les fonctionnaires chargés de sa préfiguration valsent. « Quand il y a des urgences, comme les gilets jaunes, les retraites, la Covid-19, la pression sur les autres sujets devient moins forte, surtout s'ils ne sont pas portés par le Medef ou les syndicats. »

Il arrive qu'on soit tourmenté par son point faible… L'exécution est l'un d'entre eux, chez ce président rompu aux rites de la technocratie. Parce qu'il ne parvient pas à faire faire, souvent faute de choisir les personnes adéquates, il fait lui-même. Puisque les autres ne sont pas capables… Quand il juge un ministre insuffisant, il prend le ballon et marque le but à sa place. Franck Riester, ministre de la Culture, assiste, médusé, au show présidentiel du 6 mai 2020, en visioconférence, avec les acteurs de la culture confrontés à la crise sanitaire, Sandrine Kiberlain, Catherine Ringer, Abd al Malik, etc. Assis à la droite du chef de l'État, le ministre, simple spectateur, observe la gestuelle exaltée du président, chemise et cravate en désordre, et l'écoute parler de jambon et de fromage, en référence à Robinson Crusoé qui va chercher de quoi survivre dans la cale. Le président affectionne cette citation.

Fin 2018, Emmanuel Macron menace, publiquement, de ne pas appliquer la réforme du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu si Bercy ne répond pas aux questions encore en suspens. Parmi elles, le versement des crédits d'impôts pour garde d'enfants, emploi à domicile, etc. « Ce n'était pas un petit sujet, l'administration bloquait sur la question et le président a

voulu signifier : “Si vous n’êtes pas capables de résoudre ce problème, on renonce.” », explique Ismaël Emelien. Dans un premier temps, la haute fonction publique avait décidé que 15 % de ces sommes seulement seraient versées en début d’année, le reste plus tard. Gérald Darmanin, ministre de l’Action et des Comptes publics, fait monter le pourcentage à 30 %. Ce n’est pas assez, estime Macron. Bercy renâcle avec un argument qui laisse perplexe : « Cela augmente notre besoin de financement infra-annuel. » En français, cela veut dire que si le fisc donne cet argent plus tôt, il diminue sa trésorerie et augmente la dette à court terme du pays. De combien ? De 48 millions d’euros, alors que ces emprunts représentent 100 milliards, c’est-à-dire 2 083 fois plus que le surcoût redouté pour les crédits d’impôts ! Autant dire que la République est mise à l’arrêt pour une somme dérisoire à l’échelle du pays.

La plupart du temps, les interventions du chef de l’État sont plus discrètes. Elles passent par son téléphone, devenu cabine de pilotage de l’État. En février 2019, Gabriel Attal, secrétaire d’État auprès de Jean-Michel Blanquer, ministre de l’Éducation nationale, se rend à la Réunion, en amont d’un déplacement présidentiel prévu pour le mois d’octobre. Une fois sur place, il informe le président de la République de la situation de l’île en temps réel. Il lui signale, par exemple, que le plan d’investissement dans les compétences n’est toujours pas signé. Les choses sont bloquées pour une connerie techno de 50 millions d’euros, a expliqué le préfet de région. La connerie techno est balayée par le président de la République, le plan est signé deux semaines plus tard. Au moment du bouclage du budget 2020, Attal recourt au même arbitrage pour améliorer le financement du service national universel, sa mission principale. Bercy lui accorde 8 millions d’euros quand il en demande trente. C’est *niet*. Un SMS au président, et les 30 millions deviennent possibles.

En décembre 2018, Emmanuel Macron conçoit lui-même les mesures en faveur du pouvoir d’achat, pour répondre aux gilets jaunes. Il en fait aussi le service après-vente. Il envoie un message à Olivier Dussopt, alors secrétaire d’État auprès du ministre de l’Action et des Comptes publics, sur la hausse de 100 euros de la prime d’activité, objet de supputations depuis son annonce : c’est du net ou du brut ? « Tu peux dire que c’est net », affirme le président à Dussopt avant une intervention publique. Le lendemain, le même peut affirmer à l’Assemblée nationale que la baisse de la CSG sur les petites retraites, promise par le président, se mettra en place le 1er janvier

2019. « Si tel n'est pas le cas, l'effet sera rétroactif », promet le ministre. Il a été cornaqué par le président auparavant.

Dès qu'un maire, un président de chambre de commerce, un ami qu'il a connu dans la banque ou ailleurs lui fait remonter un problème, il transmet à son staff. Telle aide à la pêche n'est pas versée, et c'est souvent vrai. Tel chef d'entreprise se bat pour faire fabriquer du gel hydroalcoolique au plus noir de la pandémie ; il donne les bons coups de fil. Il connaît tout de l'ours des Pyrénées, de l'indemnité compensatrice de handicap naturel, de la betterave.

La personne la mieux placée pour commenter cette maîtrise est celle qui partage sa vie depuis un quart de siècle, Brigitte Macron. « Cela fait vingt-quatre ans que je l'observe, dit-elle, quand une chose entre dans sa tête, elle n'en sort pas. Pendant le grand débat, il restait plusieurs heures face aux questions des élus, il n'avait rien en main, je ne l'ai jamais vu écarter un sujet. »

Emmanuel Macron impressionne. « C'est un virtuose, du genre à exécuter d'une traite les fameux *24 caprices* de Paganini, puis à réclamer la suite, frustré de devoir s'arrêter si vite… » La comparaison vient de Joseph Zimet, ancien directeur de la communication à l'Élysée, praticien du noble instrument. Les mélomanes apprécient. Les autres s'interrogent. Un chef de l'État doit-il en savoir autant qu'un chef de bureau ? Emmanuel Macron n'a pas comme son prédécesseur, François Hollande, cette fascination pour les anciens de l'ENA. Mais tout le pousse à faire à la place de. Ses connaissances techniques, son tempérament de bon élève, mais aussi ses intuitions. Il comprend vite qu'il lui faudra renoncer à la hausse de la taxe carbone, durant l'automne 2018. Il saisit les dangers du confinement quand les tutoriels de cuisine se multiplient sur Internet. Les Français s'installent dans une existence artificielle. Comme il passe beaucoup de temps sur les réseaux sociaux, c'est lui qui alerte Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, sur la polémique à propos du hangar de Rungis transformé en chambre mortuaire. Les familles de victimes de la Covid-19 doivent payer pour se recueillir.

L'un de ses anciens conseillers, lui-même haut-fonctionnaire venu à la politique, témoigne. Clément Beaune, conseiller Europe à l'Élysée de 2017 à 2020, fait la connaissance d'Emmanuel Macron en 2012. Beaune est

conseiller au sein du cabinet de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. À ce moment-là, le CV de Macron indique qu'il est inspecteur des finances et fait du cabinet. « Il n'est pas cela, il est intuitif et, dans ce cas, il est bon. Il sait que l'administration est très conservatrice, mais il a une bonne connaissance de l'État, des règles budgétaires, juridiques. Il sait comment marchent une préfecture, une ambassade, un ministère. » Il a pratiqué ces lieux de pouvoir.

Après trois années à l'Élysée, le président occupe donc largement la strate technocratique. Mais il ne la réforme pas, malgré ses intentions affichées. En octobre 2017, Édouard Philippe, Premier ministre, installe le Comité d'action publique 2022. L'intitulé sent bon sa révolution. Il s'agit de « repenser le modèle de l'action publique en interrogeant en profondeur les métiers et les modes d'action publique au regard de la révolution numérique qui redéfinit les contours de notre société. » Ce comité réunit une trentaine de personnalités. Son pilotage est confié à un trio, Véronique Bédague-Hamilius, ex-directrice de cabinet à Matignon, Frédéric Mion, directeur de Sciences Po, et Ross McInnes, président du conseil d'administration de Safran. Le rapport qu'ils livrent n'est jamais officiellement endossé, toutefois certaines de ses préconisations sont adoptées.

Dès le départ, la feuille de route est ambiguë. Matignon lui fixe un objectif budgétaire : Édouard Philippe a lu le programme d'Emmanuel Macron avec cent vingt mille suppressions de postes de fonctionnaires. Macron l'a lu aussi – peut-être qu'il l'a écrit ! – mais cet objectif n'a rien d'impératif pour lui. Il y renonce officiellement le 25 avril 2019, au cours de la conférence de presse qui tire les leçons du mouvement des gilets jaunes.

Le 14 juin 2020, il annonce remettre ce chantier à son agenda, il fait partie du « nouveau chemin » proposé aux Français. « C'est le troisième axe que je vois à cette nouvelle étape. J'en ai la conviction profonde : l'organisation de l'État et de notre action doit profondément changer. Tout ne peut pas être décidé si souvent à Paris. » On comprend que la réforme de la sphère publique reste à faire. « Dans le moment que nous vivons, où l'un des principaux risques sont les fissures et les divisions de notre société, l'État a toute sa place et c'est pour cela qu'il faut le réformer et avoir

l'obsession constante de la mise en œuvre concrète des transformations engagées pour les Français. C'est un sujet sur lequel nous n'avons pas encore réussi », reconnaît Emmanuel Macron[2].

Au fil du quinquennat, le décalage entre le verbe et la réalité se creuse. Monter dans les graves et les aigus, c'est bien en campagne, c'est bien pour clore un meeting comme le 10 décembre 2016, à la porte de Versailles, quand le candidat, trahi par sa voix, mais adulé par son public, finit les bras en croix en hurlant : « Parce que c'est notre projet ! » Aujourd'hui, il lui arrive de pratiquer l'autodérision en se citant : « Parce que c'est notre projet, comme dirait l'autre. »

Entre le projet et la réalité, il y a la politique. C'est un étage qu'Emmanuel Macron ignore. Ou traite à sa manière, lui qui n'a pas suivi le *cursus honorum* classique. Les rituels hebdomadaires de François Mitterrand réunissaient le Premier ministre, le secrétaire général de l'Élysée et le premier secrétaire du Parti socialiste. Emmanuel Macron, lui, se retrouve avec le Premier ministre et son directeur de cabinet, ainsi que le secrétaire général de l'Élysée.

Macron est imbibé de l'esprit de la V[e] République, les partis n'existent pas, à commencer par le sien, La République en marche. Son délégué général, Stanislas Guerini, figure dans un cénacle plus large, les dîners informels de l'Élysée, sans régularité, sans tour de table fixé. Il arrive au fondateur d'En marche ! de dire à Jean-Marc Borello, membre du bureau exécutif du mouvement : « Dis à Guerini… » Borello fait remarquer au chef de l'État que c'est à lui de parler directement au chef du principal parti de la majorité. Mais quelle importance, puisque vous vous entendez bien, rétorque Emmanuel Macron.

Face aux crises du quinquennat, le président de la République refuse les outils classiques, dissolution, référendum, vestiges du monde d'avant. Tout juste recourt-il au changement de gouvernement en juillet 2020. L'occasion pour le nouveau patron de Matignon de dresser encore un constat d'échec. « L'intendance ne suit plus », assène Jean Castex, dans sa déclaration de politique générale, le 15 juillet.

Aux remèdes traditionnels des gouvernants en difficulté, Emmanuel Macron préfère les calendriers, les consultations. Après les gilets jaunes, il lance le grand débat et la convention citoyenne pour l'écologie ; durant la

crise sanitaire, il sollicite les présidents des assemblées, les élus locaux, les partenaires sociaux.

Chaque fois, la technocratie en prend pour son grade, parce qu’elle empêche la strate lyrique de s’épanouir. Trois fois, Emmanuel Macron commence son quinquennat : le 7 mai 2017, quand il est élu ; le 10 décembre 2018, en réaction aux gilets jaunes ; le 13 avril 2020, avec sa promesse de réinvention. Chaque fois, il est question de renverser la table. Les meubles attendent. Que va faire la poussière ?

Les larmes du président

Quand le virus de la Covid-19 frappe l'Alsace, en février 2020, l'hôpital Emile Muller de Mulhouse est en grève depuis près de un an. Depuis le 26 avril 2019, précisément. C'est arrivé comme ça : un mercredi, le personnel des urgences s'est mis à pleurer, il n'arrivait plus à faire face. À prendre le temps pour les patients. Le lendemain, les urgentistes appellent le plus connu d'entre eux, Patrick Pelloux. Et Mulhouse prend le train du mouvement national.

Le 21 mars 2020, alors que la France est confinée depuis quelques jours, le chef de service des urgences demande aux grévistes d'enlever leurs banderoles. Cela sent la visite officielle et le responsable zélé qui veut son village Potemkine. Les calicots sont maintenus, mais complétés : « On vous embrasse, on ne peut pas faire tomber les masques. » C'est un message pour les Français qui, tous les soirs à 20 heures, applaudissent les combattants de la pandémie.

Deux femmes travaillant aux urgences, Mauricette Kieffer et Alexandra Fletsch, l'une agent d'accueil, l'autre infirmière, croient comprendre que l'hôte attendu est le président de la République. Elles contactent Bruno Fuchs, député Modem du Haut-Rhin, qui suit leur mouvement. Il se renseigne, et confirme. Elles décident alors de s'incruster dans le système. Elles veulent absolument parler au chef de l'État, c'est l'occasion ou jamais. Le jour J, elles attendent depuis 10 h 30. Elles ne savent pas par où le président va arriver. Bruno Fuchs, qui participe à la visite présidentielle, les guide par téléphone. Soudain les deux femmes aperçoivent le chef de l'État. Il arrive par l'entrée des militaires. L'armée vient d'installer ses

tentes pour seconder l'hôpital civil débordé. Une route et une grille séparent les deux femmes d'Emmanuel Macron.

Mauricette Kieffer joue le tout pour le tout, met ses mains en porte-voix et crie : « On travaille aux urgences, il faut qu'on vous parle. » Le président a entendu, il se tourne vers le sous-préfet, lui dit quelques mots. Le haut fonctionnaire traverse et vient les chercher. On les conduit sous une tente. Elles attendent une heure et quart. Le président les rejoint, enfin. C'est impressionnant, un président de la République. Elles ont préparé un papier, mais ne le regardent même pas, elles parlent avec le cœur. Deux autres agents, responsables syndicaux, participent à l'échange. Mais c'est surtout elles qui déballent. Les conditions de travail, les salaires. Elles disent : « Arrêtez de fermer les lits », « Prenez l'humain en considération ». Elles racontent que les médecins préfèrent partir travailler en Allemagne ou dans la Suisse voisines. Ils sont tellement mieux payés. Que les praticiens intérimaires gagnent 2 200 euros la garde de vingt-quatre heures. Ce qu'elles ne touchent même pas en un mois.

Le président acquiesce, oui, c'est une honte, il parle de la grève, de la Covid-19 et de l'énorme travail qu'elles ont accompli, il promet droit dans les yeux qu'il va tout revoir à l'hôpital. Il les écoute, quinze à vingt minutes, il est touché, elles le sentent. Elles le voient. Le masque souligne les yeux, les larmes présidentielles coulent.

Quand il rencontre ces femmes, Emmanuel Macron a déjà parlé aux soignants, médecins, chefs de service, infirmiers. Ils lui ont dit leur impuissance, leur vulnérabilité. Dans le quotidien, ils savent tous enfouir les petits démons de l'angoisse et faire face. Devant le président, la cocotte-minute lâche sa vapeur. Et Emmanuel Macron la reçoit en plein visage. Le discours de ces femmes achève le travail : il faut agir, et fort, pour l'hôpital. « Cette rencontre est l'événement qui m'a conforté en ce sens, dit-il. J'ai dit à ces femmes qu'on ne pouvait pas rester dans cette situation, avec des gens de bonne volonté qui se crèvent la paillasse, qu'on ferait un plan massif.[1] » Ce plan n'était-il pas déjà décidé quand le président arrive à Mulhouse ? « Je prends alors l'engagement de manière définitive, je le fais de manière telle que, par-derrière, il n'y a plus moyen de reculer. Parfois la manière de dire les choses fait que le système les redigère ou pas. Là, je les dis avec une telle intensité, qu'il ne pouvait pas ne rien en sortir. » Une insistance qui en dit long sur la capacité de résistance du « système »…

À 20 heures, peu après cette rencontre, Emmanuel Macron s’exprime à la télévision. Il annonce ce qui deviendra le Ségur de la santé, conduit par Nicole Notat. Et se traduit par un plan présenté le 21 juillet 2020 par Olivier Véran, ministre de la Santé : 19 milliards d’euros d’investissement ; plus 8,2 milliards pour revaloriser les métiers. Vu de Mulhouse, Mauricette Kieffer a compris qu’elle toucherait 183 euros nets de plus par mois. « Ce n’est pas rien, dit-elle, mais on pensait que ce serait plus fort. On donne 15 milliards à l’aéronautique. Que vaut l’humain ? »

17.

L'éléphant, la souris et l'éléphanteau

Il arrive à Angela Merkel de se faire malicieuse. Ce 15 mai 2017, la chancelière de la Bundesrepublik accueille le président de la République française à Berlin. La veille, Emmanuel Macron a été investi dans ses fonctions. Il consacre son premier déplacement à l'Allemagne. C'est la tradition. L'accueil berlinois est chaleureux, on applaudit, les drapeaux européens se mêlent aux français.

Sanglée dans sa veste coutumière, rose tyrien ce jour-là, Angela Merkel salue les membres de la délégation officielle de son homologue. Vient le tour de Barbara Frugier, conseillère presse pour l'international. La chancelière lui serre la main, puis se tourne vers Emmanuel Macron. De l'air entendu de celle qui a repéré une robe dans la forêt de costumes, elle lui dit : « Enfin, une femme ! »

Angela Merkel a compris que l'entourage de son nouveau partenaire est très masculin. Elle s'intéresse beaucoup à ce jeune président qu'elle ne finit pas de découvrir. Dès qu'elle rencontre un Français, elle lui parle d'Emmanuel Macron. Comme lors de ce dîner de l'automne 2019. « Il est complexe, non ? » lui dit son voisin de table, un Parisien. La chancelière : « Oui, complexe, c'est pour cela qu'il est intéressant. »

Elle a voulu que Macron soit son premier visiteur après la longue interruption des contacts due à la pandémie de coronavirus. Les deux se rencontrent à Meseberg, près de Berlin, le 29 juin 2020. L'Élysée aurait préféré sceller le moment au château de Sans-Souci, à Potsdam, ce décor rococo dont Frédéric II avait fait sa résidence privée. Il y recevait Voltaire. Quel beau symbole pour les retrouvailles d'un couple ! Mais la crise sanitaire et les règles allemandes – la chancelière ne peut pas se balader

dans ses *Länder* aussi librement que le roi de France sur ses terres – ont eu raison de cette idée romantique.

Les deux dirigeants ont appris à se connaître. Après les sommets européens, ils prennent souvent un verre à l'hôtel Amigo de Bruxelles, celui où descendait Nicolas Sarkozy. Parfois seuls, parfois avec quelques conseillers, ils parlent boutique. Ils ne sont pas si nombreux sur la planète à vivre les mêmes préoccupations, des problèmes de chef d'État ou de gouvernement. Le Français et l'Allemand les partagent de près depuis longtemps. Helmut Kohl, chancelier de 1982 à 1998, disait qu'il était le spécialiste mondial de la cohabitation française : il a côtoyé le tandem Mitterrand-Chirac, puis Mitterrand-Balladur et Chirac-Jospin.

Dans ces moments tardifs, après des heures de tension, les postures se relâchent. La chancelière interroge souvent son jeune homologue d'un : « Comment ça va chez toi ? » Chez lui, il y a le mouvement des gilets jaunes, le grand débat, les retraites, la politique. Les masques. Lui, on vient les lui demander. Elle, non, ce sont les *Länder* qui gèrent. Angela Merkel sait parfaitement ce qu'il se passe de l'autre côté du Rhin. Emmanuel Macron, lui aussi, connaît les équations allemandes. Elles ne sont pas aussi tranquilles que les Français se plaisent à l'imaginer. Des crises, la chancelière en a connu. Elle les a surmontées. Tomber neuf fois, se relever dix, c'est le secret de celle qui achève son quatrième mandat.

Dans la vie de tout un chacun, le couple est une construction artificielle, il faut beaucoup d'énergie pour le maintenir. Dans la relation franco-allemande, c'est un peu pareil, à ceci près que le couple perdure, au-delà des vicissitudes de l'affiche, d'Adenauer-de Gaulle à Merkel-Macron.

Que dira l'histoire de ce duo-là ? Que le 18 mai 2020, il s'entend sur un plan de relance de l'Europe de 500 milliards d'euros. En pleine crise de la Covid-19, l'Allemagne accepte ce qu'elle a toujours refusé à la France : la création d'une dette commune, remboursée par un budget commun. Un début de fédéralisme. Deux mois plus tard, le 21 juillet, cet accord est entériné par les vingt-cinq autres pays de l'Union européenne, après un mémorable sommet de quatre jours et quatre-vingt-douze heures de discussions. La moulinette des compromis a fait son œuvre, mais le moment est symbolique. Emmanuel Macron le vit de manière intense. « C'est grisant, c'est incroyablement fort », confie-t-il en privé. Dans ce huis clos

de quatre jours, les relations humaines ont joué à l'extrême. En bien avec la chancelière. En mal avec son homologue néerlandais, Mark Rutte.

À l'Élysée, un jeune rouquin se réjouit. Clément Beaune, encore conseiller Europe de Macron, avant de devenir son secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, le 26 juillet 2020, fait partie des indispensables de la Macronie. Durant le confinement, il est de ceux qui viennent travailler à l'Élysée. Il déjeune alors dans son bureau d'un plateau-repas qu'il rapporte de la cantine.

Clément Beaune et Emmanuel Macron se connaissent depuis 2012. Ils ont travaillé ensemble au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), baisse de charges patronales massive décidée par François Hollande, c'est Clément Beaune qui invente ce sigle. Quand il s'agit de trouver 50 milliards d'euros d'économies pour financer le dispositif, il s'y attaque avec Emmanuel Macron.

En août 2014, le trentenaire est sur le point de donner un tour décisif à sa carrière : occuper un poste à Bruxelles, à la représentation française. Une étape dont les technos français aiment bien décorer leur CV. À ce moment-là, Alexis Kohler le sollicite. Le tout frais directeur du cabinet du nouveau ministre de l'Économie est en train de former son équipe. Beaune est vite convaincu. Né trois mois après l'élection de François Mitterrand, il a appris la politique avec son père, militant et admirateur de l'ancien président, il ne peut refuser de s'embarquer avec ce ministre qui l'impressionne. Il ne prend pas le Thalys.

Pour lui, l'accord de l'été 2020 est un couronnement. « Parce que pendant trois ans, nous avons construit notre crédibilité, malgré les crises, celle des gilets jaunes ou de la Covid-19. La question était posée, relayée par la presse : Emmanuel Macron va-t-il abandonner son ambition réformatrice ? Au contraire, il a installé un *leadership*, il est vu comme un réformateur par nos voisins européens. Ce que vous faites de votre pays est regardé par vos homologues, ils ont souvent les mêmes problématiques, ils forment un petit club. »

L'engagement européen de Macron ne fait aucun doute. Mais sa constance est servie par les circonstances. Dans un article écrit avec Thierry Chopin, publié par la revue *Le Débat* en janvier 2020, Yves Bertoncini, président du Mouvement européen-France, constate : « Avec Emmanuel

Macron, le verre est tellement grand qu'il ne peut pas être à moitié rempli. » La formule est séduisante, on comprend qu'en plaçant la barre trop haut, Macron se condamne à l'insatisfaction permanente. Conviction sincère, ambition démesurée, et résultats moins flatteurs que vantés : ces trois ingrédients font de l'Europe un miroir intéressant de la pratique macronienne.

Raconter l'histoire fait partie de l'Histoire. En anglais, on parle de *storytelling*. En français, on peut dire mise en scène. Cela commence par un décor à la Cecil B. DeMille, le 7 septembre 2017, avec un discours prononcé sur la Pnyx, à Athènes, vue imprenable sur l'Acropole. La suite se déroule sur un registre plus sobre, le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le 26 septembre, sous l'œil de Robert de Sorbon.

Ce jour-là, Macron fait dans le concret, on a tellement reproché aux Français de brasser de l'air ! Il formule soixante-dix propositions et il n'a pas l'Europe honteuse, affichant six domaines où la souveraineté de l'Union doit s'affirmer, sécurité, politique migratoire, diplomatie, écologie, numérique et enfin, le monétaire et l'industriel, avec une proposition phare, la création d'un budget de la zone euro.

Jusqu'à la crise sanitaire, il y a des progrès en matière de défense, sur les travailleurs détachés, mais rien qui permette d'affirmer que l'Europe est refondée. La question du budget européen avance peu et dans la douleur. Comme Emmanuel Macron concentre beaucoup d'énergie et d'attention à ce sujet, le surplace se voit davantage. Il est vrai que l'Allemagne piétine : la chancelière a été (mal) réélue, en septembre 2017, elle met six mois à construire sa coalition. Sur le principe, l'Allemagne est défavorable à cette idée de budget autonome. Comme la plupart des pays du nord de l'Union. Les fourmis n'ont pas envie de faire compte joint avec les cigales.

En juin 2018, Emmanuel Macron arrache enfin à Angela Merkel un accord sur un embryon de budget de la zone euro. L'Allemagne fait un geste politique, mais ses alliés se chargent de le détricoter. Les pays scandinaves, Baltes, plus l'Irlande et les Pays-Bas signent un texte où ils refusent cette mise en commun des finances.

Parce qu'il ne veut pas jouer sur une relation exclusive avec le partenaire allemand, Emmanuel Macron renoue avec la pratique mitterrandienne du bilatéral. En trois ans, il fait vingt et une visites. Le Danemark n'avait pas

vu de président français depuis 1982. La Finlande, depuis 1987. La séduction passe par de petites attentions. Pour chacun de leurs anniversaires, les membres du Conseil européen et les commissaires reçoivent une lettre du président français. Pour le nouvel an, les dirigeants européens ont droit à des vœux et à un petit cadeau. Quand, au printemps 2020, Mark Rutte se fait le chef de file des résistants à une mutualisation des dettes, Macron se rend à La Haye. Le 23 juin, un photographe saisit les deux hommes, rayonnants dans leurs chemises blanches, autour d'une table dressée pour le repas. Ils dînent dans un restaurant de la capitale néerlandaise, en toute simplicité : une vitre les sépare des cuisines, on s'affaire derrière eux.

Emmanuel Macron est à l'aise dans la diplomatie parce qu'elle lui permet de retrouver les quatre éléments dans lesquels il se sent bien : la rencontre, la séduction, le rapport de force et la négociation. Lui qui ne sait pas choisir les gens à Paris manipule fous, reines et rois, à Bruxelles, lors du renouvellement de la Commission européenne, en 2019. « Il a joué en habile banquier d'affaires, souligne Alain Minc, conseil aux patrons, essayiste et bon connaisseur des affaires européennes. Il a mis son veto sur les deux Allemands dont il ne voulait vraiment pas : Manfred Weber à la tête de la Commission, et Jens Weidmann, qui est une caricature de la politique monétaire à l'allemande, pour la Banque centrale européenne (BCE). Il propose la Commission à Angela Merkel, mais elle n'en veut pas, il a l'idée d'Ursula von der Leyen, une femme, allemande, ministre de Merkel qui ne peut pas refuser. Il suggère ensuite le nom de Christine Lagarde pour la BCE, que Merkel avait évoqué. À son tour, elle ne peut pas refuser. »

Emmanuel Macron se défend de tomber dans la célébration bêlante du couple franco-allemand, il affiche avec ostentation ses désaccords, réels, avec la chancelière. Il s'en sert aussi pour faire pression sur elle. Fin mars 2020, la chancelière refuse toujours le principe d'une dette commune européenne. La France et huit autres États de la zone euro se déclarent en faveur d'un « instrument de dette commune ». Parmi les signataires, les pays du sud de l'Europe, mais aussi l'Irlande, celle-là même qui s'était opposée au budget de la zone euro en 2018. Petite revanche. Emmanuel Macron tient à cette présence, pour montrer qu'il a fait basculer un dur dans

le camp du bien. Mais il y met les formes : la demande est envoyée à Angela Merkel avant d'être adressée à son destinataire officiel, le président du Conseil, Charles Michel. L'Élysée laisse flotter l'idée que les neuf rebelles pourraient créer une dette commune sans l'Allemagne.

Celle-ci finit par se rallier à l'idée, dans l'un de ses twists à cent quatre-vingts degrés dont Angela Merkel a le secret. Son pays peut-il rester un îlot de prospérité dans un océan de malheur ? « Les circonstances jouent un rôle énorme, commente Alain Minc, Angela Merkel se rend compte que le marché unique européen est en danger. Alors, elle abandonne la doxa allemande : aucun chancelier ne peut prendre le risque de voir l'Europe éclater. Mais Macron a bien joué de sa puissance intellectuelle. »

L'Europe parvient à se réformer, une fois de plus, c'est à chaud. Le 18 mai, le Français et l'Allemande annoncent qu'ils sont d'accord pour créer un fonds de relance de 500 milliards d'euros afin d'aider les pays les plus exposés à la tourmente économique annoncée, Italie, Espagne, France dans une moindre mesure. Avec le zèle des convertis, la chancelière allemande se lance dans l'opération de conviction, au côté du président de la République. Après l'accord des vingt-sept, le 21 juillet, la France affiche son bonheur, elle a introduit une dose de fédéralisme supplémentaire dans l'Union : des ressources communes financeront des subventions au profit de certains États. C'est l'Union tout entière qui remboursera cette dette commune, pas les seuls États bénéficiaires.

Question : qu'aurait fait l'Allemagne sans la forte pression de la France ? Probablement la même chose : elle a toujours réagi au bord du précipice, qu'il s'agisse des crises irlandaise, grecque, des actions peu orthodoxes de la BCE, ou d'entériner l'Union bancaire.

Il suffit d'écouter l'histoire que chacun raconte pour s'en convaincre. « L'Allemagne parle de circonstances exceptionnelles, donc d'efforts exceptionnels. La France, par la bouche d'Emmanuel Macron et de Bruno Le Maire, évoque des décisions révolutionnaires. On voit les différences de narratif », souligne Yves Bertoncini.

Un autre homme refuse l'exaltation. Jean-Pierre Chevènement, que le président de la République consulte volontiers, notamment sur l'Europe. Les positions de l'ancien candidat à la présidentielle de 2002, qui se dit euroréaliste et non eurosceptique, font contrepoids aux européistes comme Sylvie Goulard et Daniel Cohn-Bendit, que Macron écoute également.

Macron est proche de Jean-Pierre Chevènement sur sa conception d'une Europe puissance qui parle à la Russie. L'ancien ministre joue les bons offices : c'est lui qui apporte la lettre d'invitation à Poutine quand le président russe rencontre son homologue français, à Brégançon, en août 2019.

Mais sur la conception de la relation avec l'Allemagne, Chevènement ne cesse de mettre en garde le président. « Ce plan de relance correspond aux intérêts de l'Europe, mais aussi de l'Allemagne, dit Chevènement. L'Allemagne exporte 1 300 milliards dont 37 % sur la zone euro, elle a besoin de l'Europe comme cocon. »

Dans *Le Figaro* du 23 juillet 2020, Édouard Husson, professeur à l'université de Cergy-Pontoise, ajoute un argument dans ce sens : « L'Allemagne accepte une petite part de transfert financier et une version prudente de la mutualisation des dettes parce qu'elle n'a pas d'autre choix. » Il rappelle que le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe pourrait demander à la Bundesbank de ne plus participer aux programmes de financement de la BCE, ce qui serait dommageable à l'économie européenne. Pour se mettre à l'abri d'un éventuel tarissement de cette source, la chancelière accepte d'autres modes de financement. Quand il déjeune avec Emmanuel Macron, le 7 mai 2020, Jean-Pierre Chevènement lui conseille de lire ce livre d'Édouard Husson, *Paris-Berlin, la survie de l'Europe*[1].

C'est l'éternel débat entre la vision utilitariste que les Allemands auraient de l'Europe face à la vision romanesque prêtée à la France. Quand on fait les comptes, on voit que Paris a dû accepter des compromis. Les pays du Nord ont obtenu une réduction de leur contribution au budget européen, alors qu'Emmanuel Macron s'était publiquement exprimé contre le maintien de ces rabais. Demandés par le Royaume-Uni, ils n'avaient plus de justification à l'heure du Brexit.

Quand on fait de la politique, on comprend que Macron a fait sauter un verrou psychologique, l'idée de s'endetter ensemble n'est plus taboue. Mais les effets de cette victoire restent à construire. Au premier semestre 2022, la France présidera l'Union européenne pour six mois. En principe, Emmanuel Macron sera en lice pour sa réélection. La question s'invitera probablement dans la campagne : l'éléphant européen aura-t-il accouché d'un éléphanteau ou d'une souris ?

Quand Marine Le Pen a raison

Du débat qui oppose Marine Le Pen et Emmanuel Macron, le 3 mai 2017, bien peu des 16,5 millions de téléspectateurs auront retenu l'échange sur les retraites. Éric Chevée, oui. Le vice-président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) garde en tête cette passe d'armes :

Marine Le Pen : « Votre proposition je la connais, elle consiste à faire un régime unique. […] Notamment ce sera la fin des complémentaires. » […]

Emmanuel Macron : « Je ne propose pas du tout de toucher aux complémentaires ou autres. Donc ne mentez pas aux gens. »

Marine Le Pen : « Non mais le régime unique, c'est ça, c'était déjà la disparition des complémentaires. »

Emmanuel Macron : « Non, c'était déjà un régime, sur la base, qu'il soit le même pour tout le monde. Y a trente-sept régimes de base qui sont différents. Ça n'est plus acceptable et nos concitoyens ne le comprennent plus, ne l'acceptent plus. »

Éric Chevée est favorable au maintien des régimes complémentaires, Agirc-Arrco pour les salariés. Il se réjouit du propos du candidat. Mais quelques mois plus tard, il déchante : les régimes complémentaires seront absorbés par le futur système unique. Alors, durant l'hiver 2019, quand Édouard Philippe consulte les partenaires sociaux sur la réforme des retraites, le vice-président de la CPME brandit le verbatim du débat de

2017. Le Premier ministre le lit et lui répond : « Vous avez raison, il faut toujours se référer aux textes. »

Que s'est-il passé ? Le jour du débat, Macron tranche en direct une question débattue au sein de son équipe de campagne qui découvre l'arbitrage à l'écran. Une fois au pouvoir, il fait le contraire et balaie les régimes complémentaires. Marine Le Pen avait raison.

L'anecdote dit aussi que la réforme souffre d'un décalage entre une ambition, énorme, et une préparation, étique. Comme pour l'Europe, Macron veut refonder le système de retraites, dans l'esprit du Conseil national de la Résistance, les mêmes règles pour tous. Il porte un regard sévère sur ceux qui l'ont précédé, quinquagénaires, sexagénaires timorés. Ces mollassons ont eu peur de froisser le tissu français, au prétexte qu'il est fragile. Lui veut aller au bout des choses. Mais il tombe de l'autre côté du cheval : le tissu est vraiment fragile.

Le chantier titanesque est pourtant confié à un homme qui, depuis des années, ne cesse d'alerter sur les fractures en tout genre. Jean-Paul Delevoye, ancien ministre de Jacques Chirac, mène de longues concertations avec les partenaires sociaux. Tout se passe bien, puisqu'il ne se passe rien : les questions sont abordées, mais les sujets qui vont fâcher, les enseignants, les avocats, les infirmières, etc., ne sont pas traités. Le débonnaire haut-commissaire à la réforme des retraites n'a ni le tempérament ni la feuille de route pour cela.

Longtemps, l'exécutif est trop occupé par le mouvement des gilets jaunes. À la sortie de cette épreuve, la réforme des retraites devient l'emblème de l'acte II du quinquennat, tourné vers l'écoute et la proximité. Elle est un bel exemple du dépassement : un coup à droite avec la fin des régimes spéciaux, un coup à gauche avec une forte redistribution au profit des femmes, des précaires, etc. C'est en oublier le côté anxiogène : les Français ne savent déjà pas quelle retraite ils vont toucher qu'on leur propose de tout changer. S'ajoute une dégradation des comptes que Macron n'avait pas prévue. Avec elle, la nécessité de prendre des mesures de redressement financier.

Richard Ferrand est un sage homme. Le président de l'Assemblée nationale conseille à Emmanuel Macron de réserver cette réforme à un (éventuel) second quinquennat. En vain. Tous ceux qui assistent aux réunions de l'Élysée consacrées à ce thème, une ou deux fois par semaine,

sont frappés par la détermination du président. « Dans la majorité, personne ne pense que l'on va renoncer. Le président anticipe, comme un joueur d'échecs, il dit : voilà ce que la droite va faire, ce que la gauche va faire », relate Stanislas Guerini, délégué général de LREM, l'un des participants à ces rendez-vous.

Si le chef de l'État hésite, c'est sur la stratégie : avec ou sans la CFDT, avec ou sans mesures financières ? Tantôt, il arbitre en faveur de la confédération de Laurent Berger, tantôt il se laisse convaincre par son Premier ministre de l'impérieuse nécessité de rétablir les comptes. C'est à Matignon que se trouve l'équipe la mieux formatée intellectuellement pour traiter le dossier. Or, Édouard Philippe et ses conseillers ne sont pas charnellement persuadés qu'il faut un système universel. Du temps où il dirigeait la Sécurité sociale, Thomas Fatome, le directeur adjoint de cabinet de Philippe, pensait qu'une telle transformation coûtait cher et ne rapportait pas beaucoup. Pour les hommes de Matignon, la bonne réforme des retraites est financière, on augmente la durée de cotisation ou, mieux, l'âge légal de départ.

Emmanuel Macron comprend bien qu'il faut un volet financier. Dans un premier temps, il donne raison au Premier ministre qui propose, le 11 décembre 2019, un âge pivot à soixante-quatre ans. Ce qui revient à retarder le moment du départ à la retraite. Quand il prend conscience que c'est contraire à sa promesse, il demande au Premier ministre de suspendre l'âge pivot, de se rapprocher de la CFDT et d'organiser une conférence de financement.

Il n'est pas le seul à faire ce raisonnement. Jean-Louis Borloo, ancien ministre de l'Emploi, qui connaît bien son échiquier syndical, a envoyé un message à Benoît Ribadeau-Dumas, le directeur de cabinet de Matignon, réputé techno et rigide : « Il y a un mot qui ne va pas, écrit Borloo, c'est “âge pivot”, tu l'enlèves et tu fais la photo avec Laurent [Berger]. » Dans la nuit du 11 au 12 janvier, alors que *Le Journal du dimanche* titre : « Ce que l'accord entre Édouard Philippe et Laurent Berger va changer », Ribadeau-Dumas répond à Borloo : « Tu vois que les petits hommes gris savent écouter. »

Dans l'esprit « nous sommes de braves soldats », le directeur de cabinet prend des cours de CFDT auprès de Philippe Grangeon. Le conseiller spécial de l'Élysée a travaillé auprès de Nicole Notat, secrétaire générale du

syndicat. Il connaît bien cet univers. La réforme avance, sur un chemin de cailloux et d'épines…

Avec la crise sanitaire, les cartes sont totalement rebattues. Un temps, on croit le projet de loi abandonné, mais dans son interview du 14 juillet 2020, Emmanuel Macron le maintient en précisant : « La réforme ne peut pas se faire comme elle était emmanchée avant la crise du Covid. » Quand on dit « emmanchée », le mot qui vient avant, c'est « mal », même si le chef de l'État ne le prononce pas. En privé, il lui arrive de regretter de n'avoir pas réformé les retraites avant la SNCF, quand le pays était (relativement) moins divisé.

18.

Laïcité, islam, religion et autres enquiquinements

Le 15 octobre 2019, la salle des fêtes de l'Élysée accueille un public peu coutumier des réceptions guindées. Des lycéens, de Meaux, de Paris, de Mantes-la-Jolie, côtoient des étudiants en droit de l'université de Cergy-Pontoise. Depuis 2017, ces Mardis de l'Élysée proposent des spectacles de théâtre ou de musique à des invités qu'on appelle « les Français ». Micro en main, Emmanuel Macron présente la séance du soir : *Plaidoiries*, une pièce d'Éric Théobald, un gros succès, met en scène un acteur unique, Richard Berry. Il se fait le porte-voix des avocats de procès célèbres. Ceux de Maurice Papon en 1997, de Christian Ranucci en 1976 ou de Bobigny, en 1972, sont au menu de ce mardi.

Après le spectacle, Emmanuel Macron échange avec les jeunes gens, fait des selfies, les interroge : « Tu veux faire quoi après tes études ? » Un dîner réunit ensuite le président, Richard Berry, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, Jean-Marc Dumontet, producteur du spectacle, et leurs épouses. De quoi parlent-ils ? Du voile. Depuis deux jours, la polémique bouillonne sur la question des sorties scolaires et des mères accompagnatrices : avec ou sans voile ? Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, a déclaré que « le voile n'est pas souhaitable dans notre société ». Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement, affirme n'avoir « pas de difficultés à ce qu'une femme voilée participe à une sortie scolaire ».

Autour de la table élyséenne, ils sont au moins deux à partager l'avis de Blanquer. Jean-Marc Dumontet, que le port du voile révulse, et Brigitte Macron. Pas Emmanuel Macron. Le principal danger pour lui, c'est la radicalisation qui peut conduire au terrorisme ; le deuxième, c'est le séparatisme islamique, les gens en marge de la République et de ses écoles ; et enfin, vient le voile. À trop combattre ce couvre-tête, on risque de créer

des réflexes identitaires, pense le président qui garde à l'esprit l'étude de l'institut Montaigne, parue en septembre 2016. Elle dit que 28 % des musulmans sont des ultras, en rupture avec les valeurs républicaines. Que 25 % sont *islamic pride*, et revendiquent l'expression de leur foi dans l'espace public, tout en rejetant le niqab et la polygamie. Et que 46 % sont sécularisés, totalement laïques même quand la religion occupe une place importante dans leur vie.

Emmanuel Macron pense qu'il faut combattre le premier groupe et s'adresser au troisième – les 46 % sécularisés – pour l'empêcher de passer dans le deuxième. Il utilise une métaphore domestique : on balaie un escalier de haut en bas. En haut, les ultras, ensuite ceux qui refusent le pacte républicain et en bas le voile.

Dans son livre *Révolution*, il prête à sa grand-mère une réflexion sur les jeunes filles voilées : « Il me semble qu'elle aurait déploré que la pression de l'obscurantisme empêche ces jeunes filles d'accéder au vrai savoir, celui qui est libre et personnel. Mais parce qu'elle avait voué sa vie à l'éducation des filles […], je crois qu'elle aurait déploré que nous ne puissions rien trouver de mieux que l'interdiction, l'affrontement, toute cette hostilité si contraire dans sa nature à ce qu'il faut faire entrevoir. En ce domaine, on ne fait rien de bien sans amour. »

Interviewé par *L'Express*[1], il commente la venue à Bercy d'un millier de jeunes et de cinq cents entreprises, un mois plus tôt, pour une opération de promotion des embauches dans les banlieues. Parmi les invités, des jeunes filles voilées : « Elles apportent à l'entrepreneuriat leur propre culture, leur propre rapport à la société, et c'est une chance de les avoir », commente-t-il alors. L'ex-sénatrice socialiste Bariza Khiari, qui a fait campagne à ses côtés, explique aujourd'hui : « Il est libéral, il respecte les croyances et les identités. Mais comme nous sommes dans un pays où ces questions font débat, il prend en compte ce que lui renvoie la population ; c'est cela qui le rend prudent sur ces sujets. »

Quand il approche des rives du pouvoir, sa réflexion sur la question islamique est balbutiante. Emmanuel Macron l'aborde par le prisme qu'il connaît le mieux, celui du religieux. Il est le premier président de la V^e^ République à faire de la religion un objet social qui a sa place dans le débat public. « Sa pensée personnelle est simple, analyse Sylvain Fort, son

ancienne plume. Il reconnaît et respecte le fait religieux, il estime qu'il a sa place dans le débat public, il n'est pas de ceux qui veulent le reléguer dans l'espace privé. La laïcité, c'est permettre au fait religieux de s'exprimer. »

Réhabiliter le religieux au pays de la laïcité, il fallait oser. Le 21 décembre 2017, Emmanuel Macron reçoit les représentants des cultes à l'Élysée. Comme ça, sans motif particulier. C'est déjà un signe. À la demande de Haïm Korsia, le grand rabbin de France, le chef de l'État répète que, oui, il sera vigilant pour éviter une « radicalisation de la laïcité ». Le propos fait débat : la laïcité est-elle une religion parmi d'autres, menace-t-elle les croyants ? Quelques jours plus tard, le 4 janvier, il présente ses vœux aux autorités religieuses. Dans son propos, il distingue le politique et le spirituel, estimant que l'un et l'autre ont quelque chose à se dire. En cela, Macron reste fidèle à Paul Ricœur, ce philosophe qui n'a jamais repoussé l'interrogation spirituelle dans la seule sphère de l'intime.

Collège des Bernardins, Paris, 9 avril 2018. Devant la conférence des évêques de France, il tient à nouveau un discours que l'on remarque. Pas seulement pour la qualité de sa réflexion, mais pour la petite bombe qu'il lâche : « Nous partageons confusément le sentiment que le lien entre l'Église et l'État s'est abîmé, et qu'il nous importe à vous comme à moi de le réparer. » Il invite les catholiques à s'engager dans la vie de la cité.

Comment concilier cette invitation avec la laïcité ? Être doux avec les religions et dur avec les extrémistes ? Il commence à travailler ces questions dès qu'il est ministre de l'Économie. À la fin de 2015, il est dans une mauvaise passe. Il sait que sa future loi Noé, pour favoriser le développement économique par le numérique, ne verra pas le jour. Il est dans le collimateur de Manuel Valls. Didier Casas est conseiller d'État, directeur général adjoint de Bouygues Telecom, féru des sujets de police et de justice. Il a côtoyé Macron du temps de l'Élysée, l'écrivain et essayiste François Sureau a fait le lien. Casas passe voir Macron un dimanche à Bercy. Prévu pour une heure, l'entretien en dure trois.

« Si tu veux devenir président, il faut que tu travailles le régalien, recommande le conseiller d'État. Ce n'est pas ton sujet de force, tu es assez mauvais, regarde Valls, il te plante là-dessus. » « Tu ferais quoi ? » lui demande Macron. Didier Casas suggère une visite en milieu pénitentiaire, une virée aux Antilles pour voir comment fonctionne le service militaire

adapté. « Tu as raison, le régalien c'est important, tu vas t'en occuper. » Casas se met en congé des télécoms pour ce faire.

L'apprentissage commence. Macron n'est pas toujours là où on l'attend. Été 2016, la polémique sur le burkini, ce vêtement de bain destiné aux musulmanes, met le feu aux plages. Le ministre de l'Économie est en vacances au Pays basque, Casas aussi. Ils s'appellent. « Les burkinis, ça fait chier », dit Macron. Le voilà prêt à soutenir les maires qui prennent des arrêtés d'interdiction. Le conseiller d'État lui explique que ces décisions ne sont pas fondées juridiquement, tant qu'il n'y a pas de trouble à l'ordre public. Que le maire du Touquet, Daniel Fasquelle, peut difficilement interdire le maillot de la colère, vu que la station balnéaire n'en a pas vu un seul et que les djihadistes ne menacent pas le joyau de la Côte d'Opale. Macron rigole. « Ce n'est pas une question cultuelle, mais culturelle, poursuit Casas. On peut difficilement interdire, mais on peut dire qu'on n'aime pas ça. »

Les professeurs s'empressent auprès de l'élève. Emmanuel Macron croise Hakim El Karoui à la banque Rothschild. Mais c'est Laurent Bigorgne, le directeur général de l'institut Montaigne, qui le lui présente formellement en 2016, au cours d'un déjeuner à Bercy. El Karoui, ex-plume de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, et essayiste, achève ce premier rapport qui radiographie les Français musulmans. Les ambitions d'El Karoui – construire un islam français, réduire l'influence étrangère en matière de financement – intéressent le futur candidat.

Emmanuel Macron apprend. Il prend son temps, il est prudent. Didier Casas lui conseille d'éviter d'accoler un adjectif au nom laïcité, stricte pour les uns, ouverte pour les autres. Ces qualificatifs sont source d'infinies exégèses. La laïcité est un principe, avec deux points fixes. Un, elle est un principe de liberté ; deux, il faut être sans faiblesse avec ceux qui dérivent.

Facile à dire… Dans le débat public, tout s'emmêle, la laïcité, l'islam, l'islamisme, la radicalisation, le terrorisme. Très tôt, avant même d'être candidat, Emmanuel Macron colore ses positions de rose. Le 22 novembre 2015, il prononce un discours spectaculaire, devant l'université des Gracques. On l'attend sur l'économie, il en est alors le ministre, mais il parle de chair et de sang. Une semaine après les attentats qui endeuillent le pays, ses mots veulent dire une réalité : des Français ont attaqué des Français. « Il y a un terreau que nous avons laissé se constituer et ce terreau,

c’est notre responsabilité, dit-il. […] Alors si la sécurité, la violence légitime de l’État est évidemment la première réponse à apporter […], notre responsabilité, c’est d’accepter aussi l’idée que nous avons une part de responsabilité parce que ce totalitarisme se nourrit de la défiance que nous avons laissée s’installer dans la société. » L’hémisphère gauche de la France applaudit le : « C’est la faute à la société. » L’hémisphère droit trouve son angle d’attaque : Macron fait le coup de l’excuse sociologique.

Une fois élu, les travaux pratiques commencent. Le président prend la mesure du communautarisme. Les sympathiques jeunes filles qui apportent « leur propre culture, leur propre rapport à la société », il arrive qu’elles n’aient pas choisi le voile, mais le subissent. Comme sur les sujets sur lesquels il n’a pas de conviction forte, il prend le pouls de l’opinion. Dès la campagne, il sait de quel côté il bat. Lors de la réunion d’un groupe de travail sur la justice, il balaie les propositions. « C’est des idées de bobo, le pays est à droite. » D’ailleurs, il n’aime pas les réunions programmatiques – la peur de se faire enfermer ; si en plus elles virent à gauche…

Le fil conducteur demeure, ses affinités avec la religion. Mais comment concilier cette pensée personnelle avec l’état de la société, de sa majorité laïque voire laïcarde, des questions de sécurité dans les quartiers dits sensibles, des relations diplomatiques avec l’Arabie saoudite, le Maroc, l’Algérie, la Turquie ?

À la fin de 2017, il est question d’un grand discours sur la laïcité. En marge de ses vœux à la presse, le 3 janvier 2018, il confie : « Je redirai le cadre de la laïcité de 1905. L’État est neutre, mais la société est plurielle. La laïcité permet aux consciences libres de se forger. Comment vit-on notre laïcité avec un monothéisme qui est l’islam ? La relation entre la république et cette religion est différente, car elle s’est développée après la loi de 1905. »

Ce chantier donne lieu à plusieurs réunions, à l’Élysée, avec Gérard Collomb, ministre de l’Intérieur et des Cultes, Laurent Bigorgne, Hakim El Karoui, Didier Casas, et quelques autres. Ça n’avance pas beaucoup. Les influences sont diverses et contraires. L’idée de réviser la loi de 1905 sur la laïcité – elle l’a pourtant été à de nombreuses reprises – est en soi une problématique. Les uns ne veulent pas remettre en question un équilibre vieux de plus de cent ans ; les autres entendent tenir compte de l’émergence

d'une religion, l'islam, qui n'avait pas été prise en compte à l'époque. Édouard Philippe, le Premier ministre, est prudent. Il vient du Conseil d'État et un juriste n'a pas envie de toucher à cet édifice trop mité qu'est devenu le texte de 1905. Les ministres des Cultes successifs, Gérard Collomb, qui a trouvé un équilibre local avec ses imams, à Lyon, ou Christophe Castaner, sur une ligne classique de gauche laïque, n'imposent pas le mouvement non plus.

Pour parfaire sa culture, le président de la République plonge dans les exemples historiques. Comment Napoléon a organisé le culte juif. Durant l'été 2019, il lit tous les textes du Grand Sanhédrin, cette assemblée de rabbins convoquée par le pouvoir en 1807 pour codifier les relations des juifs avec l'Empire. Ce document fondateur du judaïsme français répond à des questions comme : est-il licite aux juifs d'épouser plusieurs femmes ? Les juifs nés en France et traités par la loi comme citoyens français regardent-ils la France comme leur patrie ? Sont-ils obligés d'obéir aux lois ? Est-il des professions que la loi des juifs leur défende ? Aux yeux des juifs, les Français sont-ils leurs frères ou sont-ils étrangers ?

Remplacez « juifs » par « musulmans » et vous tombez sur pas mal de brûlures d'aujourd'hui. Embarrassant, par essence, le dossier subit les chahuts de l'agenda gouvernemental : pendant six mois, les gilets jaunes absorbent les cerveaux de l'exécutif.

Et le grand discours sur la laïcité ? Emmanuel Macron s'agace quand on le lui réclame, disant qu'il l'a fait quarante fois. C'est vrai qu'il parle de ces sujets, toujours de manière compliquée. Revenant d'Israël à la fin de janvier 2020, il se confie à Arthur Berdah, journaliste au *Figaro*. Les gens qui me demandent de parler de laïcité, ils veulent autre chose, dit-il en substance, ils veulent parler de civilité républicaine et de l'islam, ce qui est très différent, cela n'a rien à voir avec la laïcité. « Le voile, ça n'est pas un sujet de laïcité dans la rue, poursuit-il. C'est un sujet de civilité. C'est un sujet d'égalité femmes-hommes. D'ordre public. »

Emmanuel Macron énonce de manière détournée ce qu'il affirmait sans ambages, le 24 octobre 2019, lors d'un déplacement à la Réunion : « Le port du voile dans l'espace public n'est pas mon affaire. C'est ça, la laïcité. Le port du voile dans les services publics, à l'école, quand on éduque nos enfants, c'est mon affaire. C'est ça, la laïcité. » Cette déclaration, qui n'est jamais qu'un rappel de la loi, avait fait scandale. Parce qu'elle dit ce que le

président ne formule pas avec ces mots, mais pense au fond de sa tête : le voile n'est pas son problème, il n'est pas un problème non plus.

Le temps passant, le vocabulaire change. Le président ne parle plus de communautarisme, car le fait de se retrouver entre Bretons ou Antillais n'a rien de répréhensible, mais de séparatisme. Dans un discours, à Mulhouse, le 18 février 2020, il annonce une série de mesures, de bon sens, mais modestes. Et fait préparer une loi sur les séparatismes pour la fin de cette même année.

Il en annonce les grandes lignes, le 2 octobre, aux Mureaux. *Fiat lux* ! Les séparatismes prennent tout à coup le singulier. « Le problème, c'est le séparatisme islamiste, dit le président. Ce projet conscient, théorisé, politico-religieux, qui se concrétise par des écarts répétés avec les valeurs de la République, qui se traduit souvent par la constitution d'une contre-société et dont les manifestations sont la déscolarisation des enfants, le développement de pratiques sportives, culturelles communautarisées qui sont le prétexte à l'enseignement de principes qui ne sont pas conformes aux lois de la République. » Il assume le choix des mots, c'est essentiel.

Il cherche à maintenir l'équilibre, c'est consubstantiel. Dans son discours du 22 novembre 2015, il attribuait les causes du djihadisme à la folie des hommes et à l'esprit totalitaire, et ajoutait : « Mais il y a un terreau que nous avons laissé constituer, et ce terreau, c'est notre responsabilité. […] Nous avons enfermé certains de nos concitoyens dans leurs propres difficultés, dans les murs qui s'étaient créés autour d'eux. »

Cinq ans plus tard, parlant cette fois du séparatisme islamiste, il déclare : « À cela s'ajoute le terreau sur lequel tout ce que je viens de décrire s'est établi. Nous avons nous-mêmes construit notre propre séparatisme. C'est celui de nos quartiers, c'est la ghettoïsation que notre République, avec initialement les meilleures intentions du monde, […] mais nous avons construit une concentration de la misère et des difficultés, et nous le savons très bien. » Emmanuel Macron a passé l'examen. Il réussit à contenter ceux qui redoutent la stigmatisation des musulmans et ceux qui font de la lutte contre les dérives islamistes un objectif unique. Encore faut-il traduire ces mots en action. Comme toujours, il lance des pistes, et les adapte en fonction des réactions. La vérité appartient à l'art de l'exécution.

Un jour à Jérusalem

Le 22 janvier 2020, un cortège de voitures noires traverse Ramallah. C'est celui du président de la République française. Il est en Israël pour célébrer le soixante-quinzième anniversaire de la libération d'Auschwitz-Birkenau, avec une cinquantaine d'autres chefs d'État. Il ajoute des contacts diplomatiques à son agenda, tels que Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, installée dans cette ville de Cisjordanie, en territoires occupés.

Il est minuit passé, la visite, commencée à 22 h 30, horaire tardif dû au retard accumulé par le Français, vient de se terminer. La ville est bouclée, désertique. Tout à coup, le cortège s'arrête. Inquiétant, l'endroit ne respirant pas la sérénité. Un homme sort de l'un des véhicules officiels. C'est Emmanuel Macron, il a repéré de la lumière au troisième étage d'un immeuble, des néons rouge et vert. Cela doit être un bar. « J'ai envie de prendre une bière », dit le président.

Cette première journée a été exaltante et fatigante. Comme prévu, le chef de l'État a visité l'église Sainte-Anne, dans la vieille ville de Jérusalem. C'est là que se produit son moment Chirac. Les policiers israéliens ont voulu pénétrer dans ce bout de territoire français. Emmanuel Macron leur dit vertement sa manière de penser dans un anglais, inhabituel pour lui, à la Maurice Chevalier.

Un homme tente d'arranger les choses, Ofer Bronchtein, jouant les Casques bleus entre sécurités française et israélienne. Plus tôt dans la journée, ce Franco-Israélien, président du Forum international pour la paix, et proche de Daniel Cohn-Bendit, accompagne Macron lors de son rendez-

vous avec Benny Gantz, le leader du parti centriste Bleu Blanc. Il le suit dans son périple au cœur de la vieille ville dont Macron veut visiter tous les lieux saints, l'église du Saint-Sépulcre, l'esplanade des Mosquées, le Mur des lamentations. Ce n'était pas prévu au programme, les sécurités sont sur les dents.

Devant le Mur, un autre danger guette Macron : les membres de la communauté juive française le collent comme des mouches. Le député de la 8e circonscription des Français de l'étranger, Meyer Habib, n'est pas le plus discret. La photo d'un président qui se recueille, seul, devant les pierres de l'ancien Temple relève de l'exploit. Selon la coutume, le visiteur a glissé, dans les interstices, un petit papier blanc avec un vœu. Un message universel, il concerne la France et le monde.

Il est temps de partir à la rencontre du président palestinien. Macron l'annonce aux membres de la communauté juive française. Certains demandent à l'accompagner, comme Beate et Serge Klarsfeld – qui ne pourront finalement pas venir. Et Pierre-François Veil. Le fils de Simone Veil est le président du comité français pour Yad Vashem. Il fait partie de ces juifs progressistes, attachés à la cause palestinienne. « C'est un message que je veux envoyer », dit-il à Emmanuel Macron.

Le Français est l'un des rares chefs d'État, alors présents en Israël, à rencontrer le Palestinien. Chacun rappelle ses positions. Abbas souhaite que la France reconnaisse l'État palestinien, Macron soutient un processus de paix entre Israël et les Palestiniens basé sur la solution à deux États.

Quand le président français quitte le siège de l'Autorité palestinienne, la bière s'impose. Macron mène sa petite troupe dans ce bar perché. Pierre-François Veil est là. Ofer Bronchtein aussi, qui a entraîné avec lui un ministre de Mahmoud Abbas. Bronchtein connaît bien ces Palestiniens, avec eux son dialogue n'est pas que politique. « Si tu veux leur faire plaisir, tu prends un whisky », conseille-t-il à Emmanuel Macron qui a déjà commandé une bière. Parce qu'ils aiment les alcools forts, qu'ils sont musulmans, et que l'exemple d'un président de la République peut les délivrer de l'observance. Macron ouvre donc le bal. La musique arabe devient française. Pendant une demi-heure, le président discute avec les clients du bar, les invite à venir le voir s'ils passent un jour à Paris. Dans l'avion du retour, Macron embrasse chaleureusement Bronchtein. « Merci

de m’avoir sauvé la vie. » Il y a quelque chose de moyen-oriental chez ce président picard.

Épilogue

Au détour d'une conversation avec Brigitte Macron, j'apprends que son mari lit et apprécie beaucoup la BD. Laquelle en particulier ? Je demande à Emmanuel Macron qui confirme et me donne le nom de son roman graphique préféré : *Il était une fois en France*, écrit par Fabien Nury, illustré par Sylvain Vallée[1]. En six albums est racontée la vie de Joseph Joanovici, né en 1905 (ou à peu près), et mort en 1965. Une fiction, précisent les auteurs, inspirée de faits réels.

Il fallait des couleurs sales, vert de gris, marronnasse, pour plonger dans l'époque. Ferrailleur né en Bessarabie, venu en France à l'âge de vingt ans, Joanovici a un talent prononcé pour trafiquer le métal. Il en fournit aux nazis pendant l'Occupation : la guerre a besoin de matières premières. Il en fournit à la Résistance dans le même temps : la guerre a besoin d'argent. Illettré et intelligent, héros et/ou salaud, Joanovici devient milliardaire. Il promet et trahit, généreux et cynique, et sauve sa peau grâce au métal, version pèze, pognon, fric. Il n'est rien qu'une enveloppe bien garnie ne puisse acheter, même la vie d'un juif dans l'Europe d'alors. Joanovici échappe à la mort, la justice d'après-guerre le traite avec plus de clémence qu'Israël qui lui refuse la loi du retour à la fin des années cinquante. Décision rarissime.

Si vous aviez dû parier, n'auriez-vous pas juré que la belle gueule d'un Largo Winch, son univers de milliards et de business, séduirait davantage l'ancien banquier d'affaires, Emmanuel Macron, qu'un Joanovici, rondouillard, chauve et rusé, expert en saloperies humaines ?

Ce héros négatif, toujours au bord de l'abîme, flirtant avec l'ombre et la lumière, évoque un ex-président de la République, François Mitterrand, dont l'itinéraire parle aussi d'ambivalence. On est forgé par les adultes de son enfance. Le petit Macron est âgé de quatre ans, quand le socialiste, ancien résistant, accède au pouvoir ; de dix-huit ans, quand l'ami de Bousquet, décoré de la francisque, le quitte. Quelques semaines avant sa

victoire, le 12 avril 2017, il déclare au *Parisien* : « Dans mon panthéon personnel, il y a de Gaulle et Mitterrand : deux moments de rupture très forte dans notre histoire contemporaine. »

Joanovici est le miroir des horreurs de cette histoire, de la complexité des hommes, de l'appétence de Macron pour les lignes brisées. Personnage de roman, pourtant acteur d'une réalité cruelle, l'immigré juif roumain parvient toujours à trouver l'issue de secours. On pourrait poursuivre la comparaison avec ce président d'aujourd'hui qui veut échapper aux cases et chérit la transgression. Qui comprend que le tragique de l'Histoire peut transcender les hommes ou les réduire à l'ordure. Qui n'hésite pas à afficher sa préférence pour une BD à la noirceur revendiquée.

Macron est un aventurier qui aime l'aventure. Quoiqu'il en coûte. Que fera-t-il après l'Élysée ? Créer une *start-up* à Los Angeles ? Multiplier les conférences et les jetons dans les conseils d'administration ? Se retirer pour une longue méditation dans un ashram en Inde ? Il se rêve écrivain. Est-il capable de rester immobile derrière une table ?

Lui qui a savouré le silence tranquille des dimanches avec sa grand-mère s'épanouit dans les désordres qu'il crée, dans les clivages qu'il suscite. Soit parce que ça l'arrange. Soit parce qu'il prend plaisir à concilier les oppositions. Le 26 août 2020, il raccompagne ses hôtes sur le perron de l'Élysée. Il est content. Il vient de marier des contraires. Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, et Willy Schraen, le président de la Fédération nationale des chasseurs, ont topé, dans les jardins du Palais, sur la suspension de la chasse à la glue.

Voilà le genre d'exercice que le président aime. Conjuguer le progrès et les traditions, chérir sa langue, sa région, ses racines, tout en déployant ses ailes. Il y a deux ans, un rendez-vous de ce genre avait mal tourné : le ministre de la Transition écologique s'appelait Nicolas Hulot et il avait quitté le gouvernement, le 28 août 2018, le lendemain de sa rencontre, à l'Élysée, avec Willy Schraen. Macron rappelle l'épisode à ses visiteurs, en souriant : pas deux fois, leur dit-il !

Macron a fracturé la politique pour devenir président, il s'apprête à d'autres cambriolages pour le rester. Il veut faire exploser les cloisons et reclasser les morceaux qui volent en éclat. Il disperse, il ventile, en fonction des circonstances, de ses intérêts. Après avoir chahuté le classique droite/gauche, inventé le progressiste/conservateur, puis

l’européen/nationaliste, le futur candidat oppose prolos et bobos, bon sens et décroissance. L’environnement est une de ces nouvelles lignes de partage. Pour surmonter son handicap de départ – écolo de tête plus que de cœur – Emmanuel Macron cherche à profiter de la faiblesse de l’adversaire principal : EELV ne parvient pas à incarner l’écologie de gouvernement, par analogie à la gauche de gouvernement. Le parti de Yannick Jadot et Julien Bayou verse dans l’anticapitalisme vert primaire. Cela peut effrayer une partie de l’électorat pourtant inquiet du réchauffement climatique. Désormais, il n’y a plus les gentils écolos contre les méchants pollueurs, mais les gens de bonne volonté contre les illuminés en sandales. La 5G, t’es pour ou contre ? La guerre peut commencer. Macron la mène en solitaire, comme toujours, avec une doctrine volontairement malléable. Le macronisme, c’est Macron. Seule la Macronie existe, une génération de destinées. Apparues avec lui, elles lui doivent la vie et, espèrent-elle, la survie en 2022.

Le vieux monde n’est pas mort et le nouveau tarde à apparaître. Quelle Gorgone peut-elle naître dans ce clair-obscur ? En 2022, Macron ne sera plus prince charmant, mais comptable. Son bilan lui sera opposé. A-t-il apaisé la France, son obsession ? Non. L’a-t-il transformée ? Non plus. Il est trop tôt pour trancher, et le choc de la pandémie fausse le jugement. La crise économique est plutôt bien gérée, ses conséquences restent incertaines. La crise sanitaire est une purée de pois dans laquelle il faut naviguer. En avril 2022, combien de Français pourront-ils dire : « Avec Macron, j’ai le sentiment que je subis moins les choses » ? Si un débat entre lui et Marine Le Pen devait avoir lieu à ce moment-là, la candidate du Rassemblement national pourrait facilement éviter de se vautrer dans le ridicule en appuyant sur les blessures du quinquennat. Le président cambrioleur ne pourra pas utiliser le même passe-partout.

Première rencontre

À toutes les personnes que j'ai rencontrées pour écrire ce livre, j'ai posé la même question : « Vous rappelez-vous votre première rencontre avec Emmanuel Macron ? »

Rares sont celles dont la mémoire a flanché. Oublie-t-on le jour de son entrée en sixième ou celui de son mariage ? À première vue, les réponses sont répétitives. La plupart ont trouvé Emmanuel Macron sympathique et plein de charme. Ce qu'il est toujours au premier abord. Au second examen, ces récits racontent la manière dont Macron a creusé son sillon, sa séduction, sa manière d'attraper les gens, et ses quelques échecs. Ils disent aussi les liens qui se tissent au sein de la politique, des affaires, et des bribes de la nature humaine.

Voici quelques récits de ceux qui ont accepté de témoigner.

Jean-Pierre Chevènement, président de la Fondation Res Publica : « Emmanuel Macron est ministre de l'Économie et je vais le voir à propos d'Alstom [dont la branche énergie est rachetée par l'américain General Electric]. Ce qui a été acté par le conseil d'administration est complètement différent de ce qui a été dit par le gouvernement : c'est General Electric qui tient les commandes. Je lui demande des explications, il me dit que ce qui a été dit en juin par le gouvernement est un artifice de présentation, parce que le gouvernement ne voulait pas dire la vérité. Que lui-même ne fait qu'appliquer le texte. Il me donne ce document, en anglais, plus de cent pages. Je constate que les clauses retenues sont bien celles que Macron m'indique. Je lui donne acte qu'il ne fait qu'appliquer l'accord mais lui en dis les inconvénients : un transfert de pouvoir au groupe américain d'un fleuron de l'industrie française. Ce jour-là, il ne me parle pas du tout de son passage par le Mouvement des citoyens. »

Sylvain Fort, ancien conseiller à l'Élysée : « Cela se passe en juin 2016, dans son bureau à Bercy. Brigitte Macron est présente et intervient de temps à autre. C'est un entretien d'embauche. Emmanuel Macron est détendu, à l'écoute, je ne sens pas de tentative de séduction de sa part. Nous parlons du moment politique, de la com', des journalistes. Nous ne sommes pas dans une ambiance veillée d'armes, je ne me dis pas qu'il va quitter Bercy, ni que j'ai devant moi quelqu'un qui prend la pose d'un futur président de la République. L'échange est simple, de plain-pied. Sans froideur ni affectation. »

Philippe Grangeon, ancien conseiller à l'Élysée : « Je le rencontre à l'Élysée en 2012, quand il est secrétaire général adjoint, à l'initiative de Nicolas Revel, qui occupe également cette fonction et me dit : "C'est un animal à part." Cela résonne avec ce que François Hollande m'avait recommandé : "Vois-le, ce serait bien que vous vous connaissiez." Ce premier rendez-vous dure bien plus longtemps que prévu. Je l'ai vécu comme un coup de foudre politique, avec la certitude que nous allions cheminer ensemble. Dans ma vie, j'ai croisé beaucoup de personnalités. Cela faisait très longtemps que je n'avais pas vu quelqu'un qui en avait autant sous le pied. En fait, personne ne m'a impressionné autant que lui, sur le coup. Huit ans après cette première rencontre, je maintiens qu'il est exceptionnel. Rare et unique, avec des forces et des faiblesses. Mais c'est aussi furieusement le produit de son époque. »

David Amiel, conseiller au cabinet d'Emmanuel Macron, à Bercy et à l'Élysée : « J'entre au cabinet d'Emmanuel Macron, à Bercy, en septembre 2015. Un jour, nous assistons à la leçon inaugurale de Philippe Aghion, qui devient titulaire d'une nouvelle chaire sur la croissance au Collège de France. Le ministre me propose de revenir avec lui en voiture. C'était super ! Nous avons une discussion très personnelle, il me pose des questions sur mon parcours, ce que je fais, ce que je veux faire. Il est très accessible, la relation est simple. »

Clément Beaune, conseiller à Bercy, à l'Élysée, puis secrétaire d'État, chargé des Affaires européennes : « Nous faisons connaissance en mai-juin 2012, lui est secrétaire général adjoint, moi je suis conseiller budgétaire

auprès de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Dès la première réunion, je remarque son humour, il est très présent, on le remarque. À l'Élysée, il détonne. Il a le sens de la formule. »

Jacky Bontems, ex-numéro deux de la CFDT, participe à la campagne de François Hollande en 2012 : « Mon premier rendez-vous avec lui a lieu le 9 février 2012 à la banque Rothschild. Il est chaleureux, me propose du café, lui rentre de New York, il n'a dormi que trois heures. Il me demande ce que je fais pour Hollande. Nous parlons des régimes de retraites complémentaires, du paysage syndical ; *a priori*, il a une bonne connaissance des sujets, mais pas du mouvement syndical. J'éprouve une sorte de fascination pour sa maîtrise technique. Ses yeux essaient de m'hypnotiser, mais il en faut plus pour un syndicaliste, car je me pose la question : où veut-il en venir ? Il ne m'a pas séduit, il l'a senti, car je défendais la CFDT, sur les retraites, le temps de travail, les accords de compétitivité. Je sentais bien que nous n'étions pas sur la même ligne. Il me dit que les syndicats, c'est bien, mais ça freine. Je lui explique que les syndicats canalisent les colères ; je lui donne le contre-exemple des coordinations. Il me fait beaucoup parler de la CFDT. Il n'en captait pas la culture. Il ne comprend pas son ambition de transformation de la société. Il comprend mieux le logiciel de Force ouvrière. Il me dit : les syndicats, c'est corporatiste. Je lui dis que la CFDT ne l'est pas. J'ai le sentiment de sortir plus intelligent qu'en entrant, sans être convaincu sur le fond. Il y a eu d'autres rencontres et j'y prenais plaisir. Il est humain, se met au niveau de son interlocuteur, son discours est simple. Comme si on se connaissait depuis longtemps. »

Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat : « La première vraie rencontre a lieu dans mon bureau de président de groupe au Sénat, pour préparer la loi Macron. Je le trouve terriblement sympa, terriblement séduisant ; nous parlons aussi de philosophie politique, je m'intéresse beaucoup à *La Mémoire, l'histoire et l'oubli* [l'œuvre de Paul Ricœur, avec qui Macron a travaillé]. Comme Vendéen, je sais la distance entre la mémoire et l'oubli, je sais que l'histoire de France a ses lumières et ses ombres. Je l'ai aidé à faire passer certaines choses au Sénat dont la majorité de l'Assemblée nationale ne voulait pas. »

Frédérique Dumas, député Libertés et Territoires (élue sous l'étiquette LREM, Frédérique Dumas quitte ce groupe en septembre 2018) : « Nous sommes trois UDI à rejoindre Macron en même temps : Sylvain Maillard, Stéphane Cossé et moi. Notre rendez-vous avec lui dure deux heures. Il nous écoute et intègre nos observations. C'était génial ! Nous préparons l'arrivée de 130 jeunes UDI, nous expliquons à Macron que franchir le pas, ce n'est pas simple pour eux (ce rendez-vous a lieu avant le rassemblement de 15 000 personnes porte de Versailles, le 10 décembre 2016, à Paris). Il nous répond : « Ce n'est pas simple pour vous non plus. Je tiendrai toujours compte de ceux qui sont venus au début. »

Marc Ferracci, ami rencontré à Sciences Po, conseiller au cabinet de Jean Castex, Premier ministre : « Emmanuel Macron m'est présenté par Aurélien Lechevallier, condisciple de Sciences Po, comme quelqu'un de formidable, d'original. On se retrouve autour d'une bière, au Basile, lieu de rendez-vous classique des étudiants de Sciences Po. Je faisais ma préparation à l'ENA à Dauphine. J'ai eu de la chance de croiser le chemin d'Emmanuel. Aurélien avait raison. Sa capacité d'empathie, de partage, à nouer des relations m'a frappé. Suis-je séduit ? Au départ, je suis plutôt intrigué. Nous étions tous étudiants dans un contexte de concours donc de compétition. Mais lui était dans une case à part, la sienne, travaillant déjà avec la revue *Esprit*, puis avec Paul Ricœur. Discuter ensemble était très agréable, d'autant que nous avions des convictions politiques communes. »

Stanislas Guerini, **délégué général de La République en marche :** « Je rentre à Paris, je suis en reconversion professionnelle, recommandé par Ismaël Emelien et par un autre ami, je vais le voir pour lui demander des conseils en orientation. Il est alors secrétaire général adjoint. C'est la première fois que je vais à l'Élysée. Je passe vingt minutes avec lui et j'ai le sentiment d'être le centre absolu de son attention ; il m'a posé des questions : "T'as bloqué sur quoi ?" "C'était quoi les difficultés ?" Des questions sur le secteur du photovoltaïque, dont je venais, très chahuté par la puissance publique, et je le lui raconte. Il me déconseille de rentrer dans un groupe d'énergie, parce que c'est trop politique. "Reste dans le privé", me dit-il. Je ressors un peu ébloui et très flatté. »

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances : « Emmanuel Macron est secrétaire général adjoint et nous sommes invités à dîner chez Frédéric Mion, directeur de Sciences Po. Je crois me rappeler que Laurent Bigorgne [directeur de l'institut Montaigne] est présent. On a bien accroché. Je lui ai dit ce que je pensais du quinquennat de François Hollande et il était d'accord. Je suis sous le charme, je le trouve d'un abord facile. On s'entend bien, mais l'on n'est pas du même bord. »

Gérard Longuet, sénateur LR de la Meuse : « J'assiste à un dîner à Matignon. François Fillon est Premier ministre. Emmanuel Macron est alors rapporteur général adjoint de la commission Attali. Des membres de celle-ci et des parlementaires étaient invités par le Premier ministre. Je suis assis entre Jacques Attali et Emmanuel Macron. Notre discussion porte sur la France et les réformes. J'ai dû parler de la paralysie des institutions, de ce régime présidentiel que je combats, c'est mon dada. J'ai parlé davantage que lui. »

François Patriat, président du groupe LREM au Sénat : « C'était en 2013 ou 2014. Les présidents de région [Patriat préside alors la Bourgogne] sont conviés à l'Élysée pour parler décentralisation. Il était assis dans un fauteuil les jambes croisées, détendu, il écoutait et notait. Il n'a posé une seule question : "Comment voyez-vous le rôle de l'État dans une France décentralisée ?" »

Bernard Poignant, conseiller de François Hollande à l'Élysée : « Je le rencontre dans notre couloir commun à l'Élysée : avant d'arriver à son bureau, il y a un escalier, sur la droite, qui mène à mon "pigeonnier" (une petite pièce à l'étage supérieur). Comme il n'y avait pas de salle d'attente pour accéder au bureau de Macron, ses visiteurs restaient dans le couloir [il y a quelques chaises]. Ainsi, je pouvais croiser les dirigeants de Cap gemini, Carrefour, et autres entreprises. »

Stéphane Richard, PDG d'Orange : « Durant l'été 2007, il est à l'inspection des finances et je le vois débarquer dans mon bureau de

directeur de cabinet à Bercy, avec ses cheveux longs et bouclés ; il rend visite au grand frère, bien que j'aie quitté l'inspection en 1998, mais on reste toute sa vie inspecteur des finances et à Bercy, quand le directeur du cabinet est issu du corps, il fait figure de parrain ou référent. Il est volubile, plein de charme, brillantissime, souriant, très séduisant. On sympathise, on se tutoie. Il me fait penser à Roger-Gérard Schwartzenberg (ancien président des radicaux de gauche), qui me fascinait par son brio à l'oral. Emmanuel Macron n'était pas toujours intelligible, parfois son expression complexe me donnait l'impression d'entendre Michel Rocard. Lequel était capable de fulgurances, puis d'entrer dans des tunnels de complexité. Sur le fond, rien de notable, c'était un entretien de courtoisie. »

David de Rothschild, président de Rothschild and Co : « J'ai été contacté à la fois par Serge Weinberg et par Jean-Michel Darrois, le mari de ma nièce Bettina Rheims, me recommandant chaudement de rencontrer Emmanuel Macron. Nous passons une heure et demie ensemble. Je le trouve follement séduisant, charmant, attirant sans pour autant qu'il fût un expert en finances. Son intelligence et sa vivacité sautaient aux yeux. Il était évident qu'il fallait le convaincre de nous rejoindre. Il a rencontré cinq ou six associés de la banque et, tous, ont dit et pensé la même chose. Emmanuel Macron a accepté de venir chez nous. Il a commencé comme gérant mais je lui avais promis qu'à l'issue de la première année il deviendrait associé gérant. C'était une décision exceptionnelle, car nous ne prenons pas d'avance ce genre d'engagement. Ce fut, assurément, un très bon choix. »

Brigitte Macron, épouse d'Emmanuel Macron : « Cela n'appartient qu'à nous, Emmanuel et moi, et nous n'en parlons pas. Rien de ce qui est dit par les uns et les autres n'est vrai. »

Remerciements

Sans la confiance de Sophie de Closets, qui a adopté mon projet sans me connaître, ce livre n'aurait pas vu le jour. Sans le soutien et la finesse de Nicolas Diat, je n'aurais pas réussi à gravir cet Everest. Que nous ayons accompli tous les deux cette ascension, dans les fous-rires, la complicité, et finalement le plus grand sérieux, fut pour moi une source de plaisir permanent.

Nicolas Beytout est une autre bonne fée que mon chemin a croisée. Il m'a accueillie avec générosité, m'a soutenue dans mon travail et accepté de me laisser du temps pour me consacrer à ce *Président cambrioleur*. Merci à Rémi Godeau de sa patience compréhensive et de m'avoir donné de bonnes conditions de travail, merci à tous mes camarades de *L'Opinion* de leurs encouragements.

Il arrive que la pudeur limite l'éloge. Je souhaite à chacun un ami comme Éric Mandonnet, dont le regard bienveillant, la compétence et l'exigence vous font progresser.

J'ai eu la chance d'être entourée de l'amitié et des conseils d'Élise Karlin, de Ludovic Vigogne, d'être aidée par Christophe Barbier, Jennifer Bierna, Philippe Delaroche, Sophie Dulibeau. Merci à Laureline Dupont pour son élégance et ses conseils. À Valérie Lelonge pour sa remarquable efficacité.

Merci à ma consœur Catherine Mangin, à mes confrères, François Lenglet et Dominique Seux, avec lesquels j'ai partagé maints déjeuners riches d'informations.

Pour faire ce livre, j'ai rencontré, parfois à plusieurs reprises, une centaine de personnes. Certaines n'ont pas souhaité que leur nom soit mentionné ici. Je respecte leur anonymat et leur suis reconnaissante de m'avoir consacré du temps.

J'adresse donc des remerciements explicites à :

Emmanuel Macron,

Brigitte Macron,

Philippe Aghion, David Amiel, Gabriel Attal, Jean-Yves Autexier, François Bayrou, Anne de Bayser, Clément Beaune, Anne-Sophie Beauvais, Yves Bertoncini, Xavier Bertrand, Michel Bettan, Jean-Michel Blanquer, Jacky Bontems, Jean Marc Borello, Mayada Boulos, Tristan Bromet, Ofer Bronchtein, Pauline Calmès, Didier Casas, Christophe Castaner, Thomas Cazenave, Éric Chevée, Jean-Pierre Chevènement, Pierre-Olivier Costa, Jacques Creyssel, Christian Dargnat, Tugdual Denis, Anne Descamps, Frédérique Dumas, Jean-Marc Dumontet, Olivier Dussopt, Ahmed Edarraz, Hakim El Karoui, Ismaël Emelien, Marc Ferracci, Richard Ferrand, Alexandra Fetsch, Sylvain Fort, Jérôme Fourquet, Barbara Frugier, Bruno Fuchs, Jean-Marie Girier, Jean Glavany, Philippe Grangeon, Benjamin Griveaux, Jonathan Guémas, Stanislas Guerini, Michel Guilbaud, Saïd Hammouche, Charles Hufnagel, Guy Lavocat, Fatima Kadouci, Bariza Khiari, Mauricette Kieffer, Alexis Kohler, Quentin Lafay, Mathieu Laine, Anne-Marie Idrac, Gilles Le Gendre, Geoffroy Lejeune, Bruno Le Maire, Clément Leonarduzzi, Philippe Martinez, Pierre Mazeaud, Zineb Mekouar, Sophie de Menthon, Jacques Mézard, Alain Minc, Olivier Mongin, Bernard Mourad, Sibeth Ndiaye, François Patriat, Jean Peyrelevade, Jean Pisani-Ferry, Bernard Poignant, Jean-Pierre Raffarin, Bruno Retailleau, Stéphane Richard, Christophe Robert, Geoffroy Roux de Bézieux, David de Rothschild, Stéphane Séjourné, Bernard Spitz, François Sureau, Adrien Taquet, Nicolas Théry, Marisol Touraine, Dominique Villemot, Philippe de Villiers, Philippe Villin, Patrick Weil, Robert Zarader, Denis Zervudacki, Joseph Zimet.

Durant l’écriture de ce livre, une personne très chère a vécu au diapason de ma vie. Sa présence, sa sensibilité, son intelligence m’ont donné des ailes dans les moments de doute. Merci à Micky Weintraub, mon compagnon.

La collection *Choses vues*
est dirigée par Nicolas Diat

Couverture : Nuit de Chine

Dépôt légal : novembre 2020

ISBN : 978-2-213-71516-2

Table des matières

Notes

1. Département des éditions Gallimard.

Notes

1. Gallimard, 2020.

Notes

1. Plon, 2018.

Notes

1. Flammarion, 2015.
2. Entretien avec l'auteur, le 26 août 2020.
3. Entretien avec l'auteur, le 26 août 2020.

Notes

1. Entretien avec l'auteur, le 1er septembre 2020.
2. Entretien avec l'auteur, le 1er septembre 2020.
3. Albin Michel, 2020.
4. Odile Jacob, 2016.
5. Juillet 2019.

Notes

1. XO Éditions, 2016.
2. Plon, 2017.
3. Entretien avec l’auteur, le 26 août 2020.

Notes

1. Entretien avec l'auteur, le 26 août 2020.

Notes

1. *Ce qu'ils ne veulent pas que je dise*, Alexandre Benalla, Plon, 2019.

Notes

1. Fayard, 2020.

Notes

1. Novembre 2016.

Notes

1. Actes Sud, 2018.

Notes

1. 6 mai 2018.
2. Entretien avec l’auteur, le 26 août 2020.
3. Entretien avec l’auteur, le 26 août 2020.
4. *Ibid*.

Notes

1. Grasset, 2019.

Notes

1. « Les trois rêves français », juillet 2015.

Notes

1. Fayard, 2019.
2. Robert Laffont, 2020.

Notes

1. Gallimard, 2013.
2. Actes Sud, 2016.
3. Grasset, 2008.
4. JC Lattès, 1984 pour la première édition.
5. Flammarion, 2015.

Notes

1. Seuil, 2019.
2. 30 décembre 2019.
3. Les Arènes, 2019.

Notes

1. Entretien avec l’auteur, le 26 août 2020.
2. Entretien avec l’auteur, le 26 août 2020.
3. Presses universitaires de France, 2019.
4. 22 décembre 2019.

Notes

1. Interview à l'hebdomadaire *Le Un*, juillet 2015.
2. Entretien avec l'auteur, le 26 août 2020.

Notes

1. 23 juillet 2020.
2. Entretien avec l'auteur, le 26 août 2020.

Notes

1. Entretien avec l'auteur, le 26 août 2020.

Notes

1. Gallimard, 2019.

Notes

1. 9 mars 2016.

Notes

1. Glénat, six tomes de 2007 à 2012 ; intégrale, 2014.